

**Tension au Portugal
pour
la campagne électorale**
Un manifestant tué à Beja

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique, 11 fr.; Canada, 60 c. cts.; Danemark, 3 kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 45 rls.; Italie, 300 L.; Liban, 125 L.; Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 cts.; Venezuela, 10 b. vls.
Tarif des abonnements page 14
RUE DES FALAISES
75421 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4207-22 Paris
Tél. Paris n° 490572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Accalmie en Méditerranée orientale ?

Une accalmie inattendue règne en Méditerranée orientale. Aucun des problèmes qui avaient conduit à susciter, en juillet-août 1974, une situation explosive n'est pourtant réglé : les troupes turques, défilant les résolutions de l'ONU, continuent à occuper 40 % du territoire chypriote; l'embarquement des réfugiés turcs sur les îles de la Turquie, imposé en guise de représailles par le Congrès en juillet 1975, a été, certes, partiellement levé, mais un anti-américanisme virulent persiste à Ankara, de même qu'à Athènes, où Von Steint Washington pour responsable du gâchis chypriote.

Les gouvernements concernés ont largement contribué à éviter le pire. M. Caramanlis s'est employé à apaiser les passions en refusant notamment d'ouvrir le « dossier de la CIA » qui aurait mis en cause les services américains dans le coup d'État du 15 juillet 1974, au cours duquel Mgr Makarios avait failli être assassiné. Le chef de l'État chypriote lui-même s'est efforcé de normaliser ses relations avec les États-Unis. La « mise en veilleuse » des bases américaines en Turquie, décrétée comme mesure de rétorsion à l'embarquement, n'a pas été appliquée de manière à porter sérieusement préjudice à la sécurité occidentale. De toute évidence, dans les trois capitales régionales, tout au moins à Washington, se sont efforcées de ne pas envenimer les choses afin d'éviter un conflit armé en Méditerranée orientale, et, plus simplement, l'effacement de l'alliance atlantique.

M. Kissinger, pleinement soutenu par le président Ford, a fourni à ses interlocuteurs des justifications à leur relative détermination. Il n'est évidemment pas exclu que le conflit qui oppose les Grecs aux Turcs dans l'affaire chypriote, tout en multipliant les assurances aux deux camps antagonistes. Le dialogue qu'il a patiemment mené avec les dirigeants d'Ankara et d'Athènes a abouti, du moins sur le papier, à des résultats appréciables. L'accord turco-américain du 25 mars dernier prévoit la levée totale de l'embargo de la farine par Washington d'une aide de 1 milliard de dollars sur une période de quatre ans, en échange de quoi les bases d'Ankara, placées désormais sous contrôle turc, seraient remises en activité.

L'« accord de principe » qui sera paraphé cette semaine à Washington par le ministre grec des Affaires étrangères, M. Mitsotakis, est également le résultat d'un effort — de normalisation des rapports entre les deux pays. Pour la maintenance de quatre bases en Grèce, les États-Unis fourniront à celle-ci, en quinquennat, une aide de l'ordre de 700 millions de dollars, somme relativement plus élevée que celle accordée à Ankara, si Von Steint compte du fait que la Turquie est quatre fois plus peuplée que la Grèce.

M. Kissinger a voulu sans doute favoriser le gouvernement de M. Caramanlis pour désarmer tout à la fois la virulente opposition que ce dernier affronte dans son pays et la « lobby grec » de Washington, qu'un « libéralisme américain qualitatif » de « plus influent que le président Ford lui-même ». Ce « lobby » compte en effet au Congrès de nombreux partisans qui sont en mesure de faire rejeter l'accord turco-américain puisque M. Kissinger ne pas obtenu du gouvernement d'Ankara l'engagement de mettre un terme à son « agression » à Chypre.

Considérant l'obstacle à toute paix durable en Méditerranée orientale n'est pas pour autant écarté. Aucun accord sur l'avenir de l'île n'est en vue. Les pourparlers intercommunautaires conduits à Vienne ont échoué. Les Turcs insistent pour conserver la quasi-totalité de leurs conquêtes, tandis que les Grecs exigent que la future réconciliation chypriote soit dotée d'un gouvernement central fort « édifiant » deux entités bénéficiant de pouvoirs autonomes limités. Tout porte donc à croire que l'accalmie n'est que provisoire.

La « doctrine Sonnenfeldt » suscite de vives critiques en Europe de l'Est

Les propos tenus en décembre à Londres par M. Sonnenfeldt, conseiller de M. Kissinger, devant les ambassadeurs américains en Europe, et reproduits hier par « le Monde », suscitent de vives critiques en Europe de l'Est, surtout en Roumanie et en Yougoslavie (voir page 4 l'article de Manuel Luchini). Le secrétaire d'État est revenu de son côté, mardi 13 avril, sur les déclarations faites au cours de cette même réunion à propos de l'accession au pouvoir des communistes dans les pays d'Europe occidentale, déclarant notamment : « En période de crise, les communistes seraient pour Moscou comme de Gaulle était pour Washington ». Les progrès du communisme dans les grands pays européens, a ajouté M. Kissinger, sont susceptibles de provoquer une réaction en chaîne. Du même coup, on verra apparaître des gouvernements avec lesquels le degré de coopération qu'il a caractérisé les relations atlantiques sera de plus en plus difficile à atteindre. De son côté, M. Ford a réaffirmé sa confiance dans le secrétaire d'État : « Notre politique étrangère est fructueuse », a-t-il déclaré, et il n'y a pas lieu de se débarrasser de quelqu'un qui remporte des succès. Le président a encore déclaré, faisant allusion aux propos de M. Sonnenfeldt, que la politique américaine visait « à favoriser l'indépendance des pays de l'Est ».

Quand les Américains veulent organiser l'immobilisme

par MICHEL TATU

Le « document Kissinger-Sonnenfeldt », publié hier dans ces colonnes, a cet avantage sur tous les discours publics du secrétaire d'État ou de son adjoint que, adressé au départ à un auditoire restreint de hauts fonctionnaires américains en Europe, il exprime l'insomniac plus ouvertement le fond de la pensée des responsables de Washington. La politique est d'abord affaire de mots, surtout aujourd'hui à Washington, après l'étalage d'impuissance en Angola et en milieu des joutes oratoires de la campagne électorale. Mais l'on comprendra mieux désormais les motifs des freinades américaines — on dirait mieux de l'inaction — américaines. Car c'est plutôt une sorte d'immobilisme organisé que préchent, pour le moment, le secrétaire d'État et son conseiller dans les affaires européennes.

M. Kissinger et Sonnenfeldt ont parfaitement saisi l'efficacité que la « montée en puissance » de l'Union soviétique n'a rien à voir avec l'attitude du gouvernement américain. Contrairement à une opinion qui tend à s'imposer, ce n'est pas en dénonçant la « détente » ou ce qu'il en reste, c'est-à-dire en tournant le dos à Moscou, que l'on dissuadera l'U.R.S.S. de poursuivre l'effort militaire qu'elle a entrepris et sur lequel la dernière livraison de la revue américaine Air Force fournit des chiffres impressionnants : elle aurait produit 2 600 chars par an ces dernières années, contre 450 aux États-Unis, 30 navires de

surface contre 6 960 avions tactiques contre 575, 1 100 hélicoptères contre 506 : même en tenant compte des exagérations probables dans une publication patronnée par le Pentagone, le décalage est impressionnant.

On peut sans doute s'interroger sur l'utilité d'une telle prolifération d'armements classiques au moment où les « menaces nucléaires » avec précision : bouleversent les données du combat et renouent la défense en rendant beaucoup plus vulnérables les moyens d'attaque. Mais rien ne pourrait empêcher les dirigeants soviétiques de fabriquer des chars et des avions si tel est leur désir, rien sinon — et encore de manière très indirecte — des pressions économiques draconiennes auxquelles les dirigeants américains se refusent à recourir.

(Lire la suite page 4.)

Inquiétude grandissante en Italie

La chute de la lire et la corruption ajoutent à la confusion politique

Inquiétude grandissante en Italie : la chute accélérée de la lire (qui enregistre 33 % de baisses par rapport à la fin janvier) complique toute décision politique à Rome, et notamment celle concernant la dissolution éventuelle du Parlement. Le conseil national de la démocratie chrétienne, réuni à Rome ce mercredi 14 avril, devant décider s'il est opportun ou non de déclencher la crise et dans quelles conditions. D'autre part, le scandale des pots-de-vin connaît de nouveaux rebondissements dans la péninsule. Les compagnies pétrolières British Petroleum et Shell ont reconnu, dans des communiqués publiés à Londres et La Haye, avoir versé plus de 3 millions de lires sterling (25 millions de francs) entre 1969 et 1973 à des partis politiques italiens.

(Lire nos informations page 2.)

En Allemagne fédérale

**LA CROISSANCE
SERAIT PLUS FORTE
QUE PRÉVU**
(Lire page 31.)

Au Cambodge

**L'ASSEMBLÉE A ÉLU
LES NOUVEAUX
DIRIGEANTS**
(Lire page 3.)

SOMMES-NOUS EN 1934 ?

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

« Ce n'est donc encore qu'un malade qui pèse sur la France au début de cette année-là. Il suffit pourtant à ébranler la confiance dans la « politique de prospérité ». Voici que s'annonce la crise que l'on avait crue passagère. La production s'effondre, le chômage se répand. Lorsque (le gouvernement) veut restaurer l'équilibre budgétaire par l'augmentation des impôts et la diminution

des dépenses, il se heurte à l'opposition conjuguée de la droite et des socialistes... On commença alors à sentir profonde et fondamentale cette crise qu'on avait crue éphémère (1). »

Cette année-là, c'était 1932 ; et cette crise-là, ingrate passagère mais qui bientôt se révèle « profonde et fondamentale », va déboucher à travers les scandales et les affrontements de 1934, à travers l'union de la gauche de 1935, sur le Front populaire de 1936.

Les deux étapes électorales de cette année de la gauche seront d'abord les élections cantonales de 1934 (7 et 14 octobre), qui voient progresser vivement les communistes et les socialistes alliés dans un pacte d'unité d'action conclu en juillet précédent ; puis les élections municipales de 1935 (5 et 12 mai) où la droite recule devant l'avance du P.C., notamment à Paris et dans le Nord, et la poussée des socialistes (S.F.I.O.).

Les deux partis vont mettre sur pied en janvier suivant un programme commun — déjà — qui leur permettra aux élections législatives de 1936 (28 avril - 3 mai) de faire basculer 3 % du corps électoral, assez pour leur assurer, avec leurs associés radicaux, la majorité, pour leur ouvrir la route du pouvoir.

1934-35, 1978-79 ? L'histoire, on l'a dit souvent, ne se répète jamais. D'ailleurs les conditions tant intérieures qu'extérieures sont aujourd'hui toutes différentes. Pourtant l'histoire, parfois, bégale. Deux ans pour aller de Deladier via Flandin et Laval à

(Lire la suite page 9.)

« UNE FEMME SOUS INFLUENCE »

Le cinéma de Cassavetes

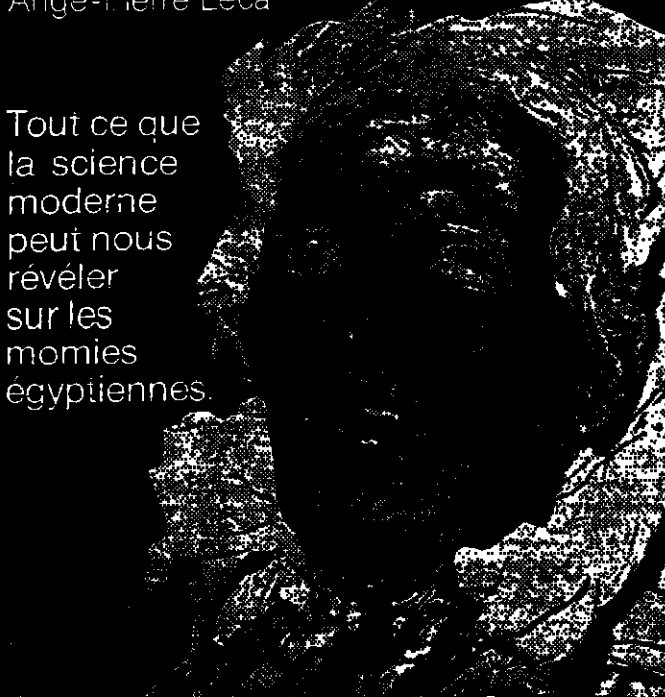
Une femme, une famille, la folie : les trois termes du discours exaspéré, épuisant, éprouvant, du film de John Cassavetes, « Une femme sous influence ». « Une femme sous influence », « Shadows », la première et historique réalisation de cet acteur et cinéaste américain né en 1929, a maintenant dix-huit ans. Terminée au moment où Jean Rouch construisait « le Pyramide humaine » (sur la ségrégation raciale) et selon la technique balbutiante de ce qu'on nomma plus tard, peut-être par antiphrase, « cinéma-vérité », ces « Ombres » constituèrent la première manifestation de l'école de New-York, en complète opposition avec l'ensemble des méthodes hollywoodiennes. Il s'agissait pour les cinéastes, suivis par une caméra légère, d'improviser sur une mince trame (un homme, une femme et le racisme) et d'inventer leurs personnages en fonction de leur propre vérité.

1962, « la Ballade des sans-espérance », en 1963 « A child is waiting », en 1966 la première version de « Faces » — deux ans de tournage et projection de dix-sept heures. Cette durée fut ramenée à trois heures, puis fut réduite, en 1968, à deux heures dix. Après « Husbands » en 1970 et « Minnie and Moskowitz », en 1971, « A woman under the influence » fut achevée en 1973. Petite production autogérée, donc peu favorisée dans sa distribution par rapport au catalogue des « major companies », ce film n'est proposé qu'aujourd'hui au public français, en même temps que sort sur les écrans américains « The Killing of a Chinese Bookie », dernier long métrage de Cassavetes. Le cinéaste est venu à Paris avec ses interprètes principaux, sa femme, Gená Rowlands, et Peter Falk.

(Lire notre entretien avec JOHN CASSAVETES page 15.)

LES MOMIES

Ange-Pierre Leca



Tout ce que la science moderne peut nous révéler sur les momies égyptiennes.

42 F hachette

(1) Le III^e République, P.U.F., Collection « Que sais-je ? », pages 108-109.

EUROPE

Portugal

CAMPAGNE ÉLECTORALE AGITÉE EN PROVINCE

Un manifestant est tué au cours d'affrontements avec la police à Beja

Lisbonne (A.P.P. Revier). — De violents incidents ont fait un mort et une dizaine de blessés mardi soir 13 avril, à Beja, dans l'Alentejo, où la police municipale, renforcée par un contingent de la Garde nationale républicaine (G.N.R.), par des soldats du régiment d'artillerie et par soixante agents de la police de choc venus de Lisbonne, est intervenue en ouvrant le feu.

A l'origine des affrontements, l'arrestation de quatre personnes accusées d'avoir participé, le 10 avril, à une contre-manifestation contre le P.P.D. (Parti populaire démocratique). Les incidents de samedi, à l'occasion d'un meeting présidé par M. Sa Carneiro, avaient déjà fait quatre blessés. Dès l'annonce des arrestations,

plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées dans le couloir de l'après-midi devant le siège de la police pour réclamer la libération des détenus. Des affrontements ont eu lieu. Dans la soirée la foule a grossi, et le régiment d'artillerie de Beja est entré en action.

A minuit, le commandement de la région sud, dirigé par le général Feres, a annoncé que la situation était redevenue normale. L'agence de presse portugaise ANOP devait confirmer, dans le courant de la nuit, la mort d'un des manifestants, M. Manuel Palmilha (trente-huit ans), atteint par une balle.

A Lisbonne, un détachement de la police est intervenu, le 13 avril, pour dégager quelques dizaines de

manifestants du Centre démocratique et social réunis dans une école. Les policiers ont tiré plusieurs coups de feu en l'air pour disperser plusieurs centaines de manifestants d'extrême gauche qui tentaient d'interrompre la réunion.

Aux cris de « Mort au fascisme ! », d'autres manifestants de gauche avaient occupé la ville. Les lieux où le Centre démocratique et social se proposait de tenir une autre réunion à Caminha. Dans le nord du pays, des membres du service d'ordre du Centre démocratique et social ont fait usage de grenades lacrymogènes pour traverser un passage à un convoi de voitures bloqué par une foule hostile à la sortie de la ville.

La police est également intervenue lundi soir 12 avril à Bra-

gança, dans le nord-est du Portugal, où une réunion communautaire perturbée par des manifestants a dû être interrompue. D'autre part, l'organisation clandestine d'extrême gauche SUV (Soldats unis vaincra) a décidé de réorganiser sa lutte et d'adapter sa tactique aux nouvelles conditions politiques portugaises. Soldats en lutte, journal clandestin du mouvement qui annonce cette décision, ne précise pas que seront cette nouvelle organisation et cette nouvelle tactique. Le manifeste des SUV prône l'unité d'action avec les travailleurs « pour la préparation des conditions qui permettront la destruction de l'armée bourgeoise et la création de l'armée populaire révolutionnaire armée du pouvoir ouvrier ».

CORRESPONDANCE

La réforme agraire dans l'Alentejo

Un de nos lecteurs, spécialiste des problèmes de géographie humaine au Portugal et qui souhaite conserver l'anonymat, nous adresse les précisions suivantes sur la réforme agraire dans l'Alentejo.

Le produit agricole brut de l'Alentejo s'élève aux environs de 10 millions de contos (1 conto = 100 escudos). Le nombre des salariés agricoles dans les coopératives est estimé à 117 000, selon l'ingénieur Manuel Casqueiro ; le ministre de l'Agriculture, Leonor Cardoso a avancé le chiffre de 250 000 salariés agricoles. Dans la première hypothèse, la masse salariale se monte à 11 millions de contos, dans la seconde à 15 millions de contos. Comment payer la différence ? L'année dernière, les travailleurs agricoles se sont eux-mêmes payés par la vente des produits dont ils étaient propriétaires ou en bradant une partie du capital d'exploitation (bétail, machines). Pour éviter la destruction totale du capital d'exploitation, l'Etat portugais a pris à sa charge le poids énorme de la masse salariale. Ainsi, pour l'instant, le salaire des travailleurs agricoles n'a plus rien à voir avec les résultats économiques des coopératives. L'argent ne manque pas ; mais il risque de manquer à brève échéance, car il est à craindre que l'Etat, quel qu'il soit, ne puisse éternellement combler le gouffre. Dans l'immédiat, les travailleurs agricoles disent qu'ils vont rétablir la situation « en gagnant la bataille de la production ». C'est une bonne idée. Mais la campagne de la réforme agraire régionale Notícia d'Evoa du 10 mars dernier, les perspectives agricoles semblent favorables : 17 % de surfaces emblavées en plus, 6 % de surfaces en avoine en plus,

12 % de surfaces en seigle en moins. On ne dit rien sur l'élevage ; on sait seulement que les surfaces d'une légumineuse (les fèves) ont diminué de 18 % par rapport aux dix dernières années. En fait de « bataille de la production », on assiste surtout à une bataille du blé, la deuxième. La première, antérieure sous le régime fasciste à partir de 1928-1929, avait tourné court rapidement. Elle s'était terminée par l'extension forcée de la culture du blé sur des sols très infertiles, trop près à cette culture (sols trop pauvres ou trop en pente). Elle a laissé de douloureux souvenirs, car nombre de sols ont été perdus. Elle a eu une conséquence favorable cependant : les Portugais ont pris une avance considérable en pédologie, et les services officiels ont établi très vite des cartes de sols et de « capacité de sol ».

Cette carte montre qu'on n'avait pas une sous-utilisation du sol qui serait le fait de ne pas savoir cultiver, mais une sous-utilisation due à l'absence de la carte de sol. L'actuelle bataille de la production va aggraver une situation déjà préoccupante, et les conséquences de la deuxième bataille du blé seront les mêmes que celles de la première (à ceci près que les moyens techniques mis en œuvre sont infiniment plus puissants, donc plus destructeurs).

La deuxième raison est bien exprimée par D. Fouchin : « Pour surmonter toutes ces difficultés, les communistes de Beja n'ont pas hésité à aller jusqu'à la collectivisation aussi poussée que possible ».

Il n'est pas besoin, ici, de décrire les difficultés, mais de constater que cette situation est arrivée à ce point. Insistons seulement sur le fait que cette réforme agraire communiste se heurte à tous ceux qui avaient une parcelle d'autonomie de gestion, une bribe d'indépendance, et non pas seulement aux « seigneurs de la terre ».

Les très récents et très graves incidents de Coruche, dans le Ribatejo, qui ont mis aux prises les « seigneurs » (petits fermiers producteurs des tomates), les coopératives, sont très significatifs. On comprend aussi que nombre de travailleurs se rendent compte qu'ils n'ont fait que changer de patron et qu'ils n'ont rien gagné au change ; en conséquence, un courant se dessine pour se débarrasser de la tutelle de l'administration des nouveaux sovkhoses.

Perturbés par la chute de la lire, paralysés par leur propre inertie, les hommes politiques sont obligés de tenir compte de trois autres facteurs : l'attitude de l'Eglise, la position de Washington et une nouvelle stratégie de la tension. Chacun d'entre eux en a eu une illustration dans la journée de mardi. Alors que Radio-Vaticane s'en est pris une nouvelle fois aux partisans de l'interdiction de grossesse, l'Observateur Romano a démenti que le Saint-Siège ait eu des contacts secrets avec le parti communiste italien sur l'avortement, comme sur toute autre question.

On a noté, d'autre part, la nouvelle mise en garde de M. Kissinger sur les conséquences que pourrait avoir une participation des communistes au pouvoir dans un pays membre de l'OTAN. Enfin, un autre attentat a été commis dans un établissement de Fiat à Turin : les dégâts sont évalués à 2 milliards de lire. Personne n'a encore revendiqué cet incendie criminel, mais on soupçonne les « brigades rouges » qui se sont distinguées dans des faits semblables, d'en avoir pris l'initiative.

ROBERT SOLÉ.

Espagne

A L'ISSUE DE SON SÉJOUR A ROME

M. de Areilza affirme que des « élections libres » auront lieu vraisemblablement avant la fin de l'année

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. de Areilza, est rentré mardi soir à Madrid après une visite de deux jours à Rome, qu'il a qualifiée de « positive, tant du côté italien que de celui du Vatican ».

« La position du gouvernement italien en ce qui concerne la question de la renégociation de l'accord commercial entre l'Espagne et le Marché commun est satisfaisante à celle des autres pays, c'est-à-dire positive », a affirmé M. de Areilza, ajoutant que l'intégration de l'Espagne dans le C.E.E. était « un problème à long terme ».

Le ministre a indiqué par ailleurs que ses entretiens avec le pape Paul VI et avec le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, avaient permis de beaucoup avancer vers « l'entente et la collaboration qui doivent toujours présider aux relations entre l'Espagne et le Saint-Siège ». M. de Areilza a précisé à ce sujet qu'il attendait des résultats « dans un proche avenir ».

Monsieur de Areilza estime que les conditions pour l'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne ne semblent pas encore favorables. Telle est, apprend-on de bonne source, la réponse donnée par le ministre des affaires étrangères, M. Mariano Rumor, à son homologue espagnol. M. de Areilza a précisé, tout en exprimant sa « compréhension », aurait estimé que l'Espagne ne serait pas encore « mûre » pour l'Europe.

Le ministre italien avait reçu

avant ses entretiens le vieux leader socialiste Pietro Nenni et une délégation du comité italien-Espagne regroupant tous les partis italiens, de la démocratie chrétienne aux communistes, qui avaient de nouveau demandé la légalisation du parti communiste, une amnistie générale pour les détenus politiques espagnols et le retour des exilés dans leur pays.

Avant son départ, M. de Areilza a déclaré à l'agence Ansa que « l'Espagne sera en condition de demander des élections libres avant la fin de l'année ».

Il a une nouvelle fois rappelé que le gouvernement espagnol préparait une série de réformes allant dans le sens d'une démocratisation de la vie politique. Le ministre a notamment indiqué que « le peuple espagnol sera appelé à modifier par référendum la Constitution actuelle et à participer, vraisemblablement, avant la fin de l'année, à des élections libres ».

L'Espagne, a-t-il dit encore, sera une monarchie constitutionnelle où les représentants du peuple seront élus au suffrage universel, direct et libre, où seront garanties toutes les libertés civiles et syndicales et où la responsabilité politique sera la règle. Il a toutefois souligné que seront écarter des élections et ne pourront donc avoir de représentants au Parlement « les groupes qui se réclament d'une philosophie totalitaire ou qui utilisent la violence comme instrument politique ».

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE A PARIS

La Coordination démocratique rappelle que « le peuple espagnol doit choisir librement la forme de l'État et son gouvernement »

Sept partis ou organisations membres de la Coordination démocratique, dont la présentation publique à Madrid a été interdite par le gouvernement espagnol au début de ce mois, ont donné mardi 13 avril à Paris une conférence de presse. Étaient représentés le parti communiste, le parti socialiste ouvrier, le mouvement communiste, le Parti du travail, l'Union générale des travailleurs, les indépendants, le parti carliste.

Pour la princesse Cecilia de Bourbon-Parma, du parti carliste, « rien n'a changé en Espagne sous le règne de Juan Carlos », et elle s'est félicitée « de la grande victoire que représente la formation de la Coordination » qui implique la dissolution de l'extrême droite et de la Pléiade, la forme de convergence démocratique. Le document publié mardi par la Coordination affirme que « les peuples d'Espagne répudient toute forme d'État ou de gouvernement qui ne résulterait pas de la volonté populaire librement exprimée », et il énumère les objectifs prioritaires : « Libération des forces politiques, retour des exilés, restauration des droits des diverses nationalités syndicales, reconnaissance des droits des diverses nationalités et régions ».

M. Emmanuel Riera Claville, qui représentait M. Maldonado, président du gouvernement républicain en exil, est intervenu avec pertinence pour demander aux députés de la Coordination de ne pas oublier « les républicains qui se regroupent » et pour s'inspirer de l'exemple de l'Assemblée catalane, où les divergences entre forces de gauche et de droite ont été heureusement surmontées afin de défendre la revendication commune : le retour du statut d'autonomie de 1932. M. Riera Claville a salué la constitution de la Coordination démocratique à la veille de l'anniversaire de la proclamation de

la République en Espagne, le 14 avril 1931.

Pour M. Riera, « la légitimité obtenue par Franco le 18 juillet 1936 est évidemment d'abord celle de la République ». Face à ceux qui, en Espagne, se proposent d'obtenir une légitimation indirecte, a-t-il dit, se dresse le bloc majoritaire de l'opposition réclamant la formation d'un gouvernement provisoire et une consultation libre devant permettre au peuple de décider quelle forme d'État il souhaite ».

À BARCELONE, les partis démocratiques membres de l'Assemblée de Catalogne et du Conseil des forces politiques ont décidé pour le moment de rester à l'écart de la Coordination. Les députés catalans se sont réunis en France, à la fin de la semaine dernière, avec M. Josep Tarradellas, président en exil de la Généralité. Les dirigeants du parti socialiste unifié de Catalogne (SUC), communiste, souhaitaient au moins une référence à la Coordination démocratique. Le document adopté à l'issue des entretiens avec M. Tarradellas précise que les relations avec les autres groupes d'opposition espagnols ne peuvent être entamées qu'avec l'accord du président de la Généralité.

L'ORGANISATION DU « JOUR DE LA PATRIE » DIVISE LES MOUVEMENTS BASQUES

Au Pays Basque, l'organisation de l'Aberrri Eguna, le « Jour de la Patrie », traditionnellement célébré le dimanche de Pâques, ne fait pas cette année l'unanimité parmi les groupes et mouvements divers qui se réclament du nationalisme. Mardi 13 avril, à Bayonne, le « gouvernement basque » en exil avait, en effet, affirmé son intention de ne pas participer à la grande manifestation qui doit avoir lieu le 18 avril à Pamplonne (le « Monde » du 8 avril). L'ETA, le parti carliste basque, le mouvement communiste d'Euzkadi (extrême gauche) et différentes autres organisations ont, au contraire, publié une déclaration commune, le même jour, dénonçant « les forces qui abandonnent la lutte dans le moment historique », et dans laquelle on lit notamment : « La répression déchaînée par le gouvernement de la monarchie contre des centaines de combattants d'Euzkadi... les manifestations qui ne sont que la préparation à la célébration de l'Aberrri Eguna, rendent plus nécessaire que jamais que tout le peuple basque se rende massivement à Pamplonne pour manifester sa souveraineté et sa liberté ».

Deux mille « gueules noires » à Lisbonne

De notre correspondant

Lisbonne. — Deux mille mineurs défilent, le 13 avril, dans les rues de la capitale. Objectif : le palais de S. Bento, où ils entendaient présenter au premier ministre leurs revendications. Venus des mines du nord et du sud du pays, beaucoup découvrissent Lisbonne pour la première fois. Dans leurs villages, ils avaient souvent entendu parler des grèves, des manifestations sauvages, de séquestrations qui ont eu lieu ici. Cette fois-ci c'était leur tour de manifester. Un mélange d'émerveillement et de détermination semblait animer les « gueules noires », qui, sous des pancartes fabriquées à la hâte, scandaient : « Les mineurs n'ont pas été jamais vaincus ! ». Devant le palais, leur enthousiasme a augmenté : « Ministre, écoute, les mineurs sont en lutte ! ». Il restait un peu de l'esprit du 25 avril, du 11 mars, ou des « folles journées » de l'automne 1975...

Une délégation a demandé à voir le ministre, mais celui-ci était retenu par une réunion très importante. Déçus, les délégués ont expliqué aux manifestants que leur pétition avait été remise à un adjoint du chef du gouvernement et que le problème serait réglé bientôt. Mais personne ne voulait rien entendre. Chacun savait que d'autres manifestations, dans ces mêmes rues, et en d'autres temps, avaient eu gain de cause. « La réponse fut de suite — scandale la foule. Les

délégués syndicaux semblaient hésiter. Ils avaient mobilisé des centaines d'hommes pour débattre d'un contrat collectif de travail promis depuis un an. Marchant sur Lisbonne, ils pensaient trouver une solution à leurs problèmes. « J'ai six enfants, et le plus âgé a dix ans, et je suis à la maison que je leur apporte plus d'argent », a expliqué un ouvrier. « J'ai quarante ans, et je ne sais pas si j'arriverai à cinquante », disait un autre.

Alors, la délégation est retournée au palais pour tenter, une nouvelle fois, de se faire entendre par le ministre. Quelques minutes après, elle revenait, et devant une foule en colère un des mineurs, membre de la délégation, les bras ouverts, les larmes aux yeux, s'exclamait : « Ils ne nous ont même pas ouvert la porte ! ».

Au fond de la mine, les nouvelles arrivant en retard. Bien des choses ont changé depuis quelques mois à Lisbonne, les mineurs ont dû se rendre à l'évidence.

« On nous a trompés ! » ont-ils crié à l'adresse des syndicats. Les délégués ont baissé la tête, humiliés par ces manifestations d'un jour qui réclamaient déjà le remboursement des 16 F. données pour le voyage et le paiement des 25 F. qu'ils auraient gagnés au fond de la mine s'ils avaient travaillé ce jour-là.

JOSÉ REBELO.

Inquiétude grandissante en Italie

De notre correspondant

Rome. — Plus personne ne parle en Italie du référendum sur l'avortement dont la campagne aurait dû légalement s'ouvrir ces jours-ci. L'inquiétude s'est déplacée en raison de l'aggravation de la situation monétaire, mais aussi de la perspective d'élections anticipées qui auraient pour effet immédiat de renvoyer à plus tard cette consultation populaire. Les partis politiques se sont donné quelque répit en faisant adopter par la Chambre la réduction de la durée de la campagne électorale (quarante-cinq jours au lieu de soixante-huit).

Cette modification constitutionnelle, qui doit être confirmée, jeudi 15, au plus tard, par le Sénat, n'a cependant été adoptée à la Chambre que par 312 voix contre 148. En exprimant leur opposition, nombre de députés ont voulu en fait empêcher la fin de la législature.

La dissolution du Parlement reste au centre du débat. Elle n'a jamais fait l'unanimité, mais tous les dirigeants des partis s'y étaient pratiquement résignés la semaine dernière. Or, la forte baisse de la lire, enregistrée lundi, et accompagnée d'un effondrement des valeurs bour-

sières, avait de nouveau fait réfléchir les hommes politiques. Une légère amélioration mardi, en raison des interventions de la Banque d'Italie, n'a pas changé les données du problème.

La parole est maintenant à la démocratie chrétienne. Son conseil national devait se réunir ce mercredi 14 avril à Rome pour désigner les membres de la nouvelle direction, lesquels, aussitôt élus, seront appelés à trancher. Ils ont le choix entre trois possibilités : la dissolution immédiate du gouvernement, comme le proposent MM. Andreotti et Forlani ; un débat à la Chambre, comme le réclament MM. Zaccagnini et Moro, ou un renvoi des élections.

Mais la direction démocrate-chrétienne se trouve affrontée à une quatrième proposition, celle qu'a faite de manière assez inattendue M. Giovanni Marcora, membre d'un des courants de gauche du parti. Le ministre de l'Agriculture est contre les élections anticipées. Il suggère de mettre en place un nouveau gouvernement qui aurait l'appui des dif-

férents partis. Ce ne serait pas le pacte législatif proposé par le P.C., ni le cabinet d'union nationale voulu par les socialistes. La formule est assez bâtarde pour séduire les uns et les autres, mais aussi pour être rejetée par tout le monde.

En fait, les jeux politiques sont à la merci des marchés financiers. Cette panique « est absurde », a déclaré M. Giovanni Agnelli, président du patronat. Selon lui « la crise est très grave, mais elle n'est irréversiblement perdue. On peut encore tout sauver. Il suffit d'en avoir la volonté ». De son côté, le ministre de l'Industrie, M. Carlo Donat Cattin, vient d'évoquer le rétablissement d'un dépôt obligatoire de 50 % sur certains produits importés. On pourrait, estime-t-il, compter sur « la compréhension » de la C.E.E. pour obtenir cette dérogation aux règles communautaires.

Perturbés par la chute de la lire, paralysés par leur propre inertie, les hommes politiques sont obligés de tenir compte de trois autres facteurs : l'attitude de l'Eglise, la position de Washington et une nouvelle stratégie de la tension. Chacun d'entre eux en a eu une illustration dans la journée de mardi. Alors que Radio-Vaticane s'en est pris une nouvelle fois aux partisans de l'interdiction de grossesse, l'Observateur Romano a démenti que le Saint-Siège ait eu des contacts secrets avec le parti communiste italien sur l'avortement, comme sur toute autre question.

On a noté, d'autre part, la nouvelle mise en garde de M. Kissinger sur les conséquences que pourrait avoir une participation des communistes au pouvoir dans un pays membre de l'OTAN. Enfin, un autre attentat a été commis dans un établissement de Fiat à Turin : les dégâts sont évalués à 2 milliards de lire. Personne n'a encore revendiqué cet incendie criminel, mais on soupçonne les « brigades rouges » qui se sont distinguées dans des faits semblables, d'en avoir pris l'initiative.

ROBERT SOLÉ.

Shell et B.P. reconnaissent avoir versé plus de 3 millions de livres à des partis politiques italiens

British Petroleum (B.P.) et Shell ont reconnu mardi 13 avril avoir versé plus de 3 millions de livres sterling (36 millions de francs) à des partis politiques italiens entre 1969 et 1972.

B.P., qui est contrôlée à 70 % par l'Etat britannique, a reconnu dans un communiqué que sa filiale italienne a versé un total de 800 000 livres (7 millions de francs) aux partis membres du gouvernement italien de coalition pendant ces cinq ans. Les contributions, qui figurent dans les comptes de la société, ont été faites dans sept seulement des soixante-dix pays où opère B.P. Les compagnies peuvent légalement verser des contributions

aux partis politiques dans les pays où c'est une pratique reconnue, ajoute la société.

B.P. précise qu'entre 1972 et 1975 ses versements aux partis dans ces sept pays n'ont jamais excédé 10 000 livres (850 000 francs) par an et par pays et qu'elle n'a accordé aucune subvention de ce genre en Grande-Bretagne.

La société anglo-néerlandaise Shell a admis, dans un communiqué publié simultanément à Londres et à La Haye, que sa filiale italienne Shell Italiana avait versé annuellement 500 000 livres aux partis politiques italiens appartenant à l'extrême droite et à l'extrême gauche.

N'EN REVEZ PLUS...PARTEZ!

Yugoslavie 8.1.045 F, Scandinavie 14.1.1675 F, Turquie 8.1.095 F, Israël 15.2.180 F, Inde-Népal 19.5.145 F, Afghanistan 22.3.750 F, Grèce 15.1.465 F, Tunisie 8.1.945 F, Maroc 8.1.095 F, Mexique 15.3.050 F, Baléares 8.1.875 F.

et Indonésie, Kenya, Sénégal, Égypte, Pérou, Bolivie, U.S.A., Thaïlande, etc.

Prix comprenant : voyage par avion de ligne régulière, séjour en hôtel, cours de vacances, ou circuits découverte. (1) voyage et une semaine de location voiture. (2) voyage et 10 jours de location voiture.

paysoyco international

6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 76"

adresse _____ ville _____ code postal _____

des prix pour aller plus loin plus longtemps

سكيات الاحل

EUROPE

ASIE

Autriche

UNE « AFFAIRE DE FUITE » RELANCE LE DÉBAT SUR LA DÉFENSE NATIONALE

(De notre correspondant.)

Vienne. — Un officier sous les verrous accusé de trahison, un journaliste soupçonné d'activités pouvant nuire à la sécurité de l'Etat, se dit à comparaître devant le tribunal chargé de l'instruction : l'Autriche est confrontée à un grave scandale de police-militaire. C'est en tout cas la première fois, depuis le Traité d'Etat en 1955, qu'un officier supérieur est arrêté, le 1^{er} mars dernier, le quotidien conservateur *Die Presse* publie, sous le titre « *Chair à canon jusqu'au dernier* », un article de M. Possanner, metteur en cause des moyens actuels de défense militaire de l'Autriche. Se référant à un rapport secret sur l'état de l'armée, le journaliste a une phrase malheureuse : « *Die Presse*, écrit-il, a connaissance de certains détails dans la publication serait assimilés à un acte de trahison. » Ces quelques mots ont déclenché le haut commandement de l'armée. Une enquête est discrètement ouverte.

Un mois plus tard, la bombe éclate avec l'arrestation le 2 avril d'un officier, le commandant Hans Aehrenthal, puis la perquisition, quelques heures plus tard, mais sans résultat, des deux domiciles de M. Possanner. Longuement interrogé (cinq heures) dans les locaux de la police, celui-ci refuse, au nom de la déontologie professionnelle, de divulguer ses sources d'information.

Comment a-t-on établi un lien entre les deux hommes ? Le commandant Aehrenthal travaille au ministère de la défense. Les enquêteurs ont constaté qu'il manquait cent cinquante-deux feuilles de photocopies dans ses fournitures. Or ce chiffre correspond exactement au nombre de pages que compte le rapport auquel fait allusion *Die Presse*. La vieille amitié qui lie les deux intéressés aggrave encore les soupçons qui pèsent sur eux.

Mardi 13 avril, l'affaire rebondit. Le rédacteur de *Die Presse*, convoqué devant le juge d'instruction pour « *espionnage* », est interrogé durant trois heures. Entre-temps, on apprend que le commandant Aehrenthal aurait reconnu avoir photocopié le rapport en question.

Justus compte aller le gouvernement autrichien ? L'article de M. Possanner, reconnaît-on dans les milieux militaires autorisés, ne dénote pas de secret d'Etat. D'autres journaux de province avaient, eux aussi, publié auparavant des informations du même genre sans que soit ouverte une enquête. Mais il semble que cette fois le chancelier Kreisky ait saisi l'occasion de mettre un terme aux fuites qui, depuis un certain temps, se produisent au ministère de la défense et profitent à l'opposition.

Les populistes critiquent, en effet, sévèrement la politique de défense que mène le gouvernement socialiste, lui reprochant notamment de mettre des moyens de défense « *perimés et insuffisants* » à la disposition du pays. Ces derniers jours, ils sont même allés jusqu'à insinuer les socialistes de « *manœuvrer* » les dossiers à leur avantage.

Le scandale n'en est pas terminé pour autant. Dans les milieux de la noblesse autrichienne, à laquelle appartient le commandant Aehrenthal — descendant d'un ministre des affaires étrangères de François-Joseph — et le rédacteur incriminé, l'arrestation de l'officier est ressentie comme un drame. Pour les journalistes, la mise en cause par voie de presse d'un de leurs confrères pose la question de la liberté de la presse et du secret des sources d'information.

ANITA RIND.

Tchécoslovaquie

LE XV^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

M. Kirilenko décerne un brevet d'internationalisme à M. Husak

(De notre correspondant.)

Vienne. — Le quinzième congrès du parti communiste tchécoslovaque a été, mardi 13 avril, une journée placée sous le signe de l'« *internationalisme prolétarien* ». M. Kirilenko, le représentant soviétique, et les premiers secrétaires polonais, allemands de l'Est, hongrois et bulgares ont célébré les vertus avec un bel ensemble. Seule l'intercession de M. Kirilenko a été retransmise par la télévision tchécoslovaque. Aucune information n'avait été donnée mardi soir par l'agence officielle C.T.K. sur le discours du chef de la délégation roumaine. On a, d'autre part, appris que certains représentants étrangers — le Français, par exemple — prononceraient leur allocution hors de l'enceinte du congrès, dans une usine.

avec force, mais sans emphase inutile. M. Kirilenko a souligné « *l'importante contribution apportée par la Tchécoslovaquie au renforcement de l'unité et de la cohésion des pays socialistes* ». Il a rappelé « *la concordance des vues absolues, le respect mutuel et la confiance qui existent entre les partis socialistes et tchécoslovaques* », et mis en valeur le caractère fructueux des « *contacts permanents et étroits* » entre les comités centraux des deux partis, les deux bureaux politiques, et, entre MM. Breznev et Husak.

M. Kirilenko a décerné un brevet d'« *internationalisme* » à M. Husak, qualifié de « *personnalité éminente du mouvement communiste et ouvrier international* », « *marxiste résolu et grand ami de l'Union soviétique* ». Cet éloge a été repris par les autres dirigeants de l'Est. Toutefois, le chef du parti est-allemand, qui s'est contenté d'attribuer à M. Husak la qualité de « *marxiste-léniniste éminent* », a été remarqué. Ces derniers mots, des rumeurs avaient

fait état de divergences entre Prague et Berlin-Est en matière économique. On notait la présence, dans la délégation allemande, de M. Gerhard Weiss, vice-président du gouvernement de la R.D.A., et présent en exerce du conseil du Comecon. Technicien de l'économie beaucoup plus qu'homme de l'appareil du parti, M. Weiss, qui est plutôt étonnant de voir dans cette assemblée — devrait profiter de son séjour pour mener avec ses collègues tchécoslovaques, et peut-être aussi avec d'autres, des conventions sur l'intégration économique des pays de l'Est.

Le thème a, du reste, été abordé par M. Kirilenko, qui a mis l'accent sur l'établissement de « *programmes spécifiques à long terme dans les branches les plus importantes de l'économie des pays frères* ».

Le représentant soviétique n'a pu toutefois garder sa sérénité jusqu'au bout. Après s'être écrié au « *cercle agité de l'OTAN* », qui incite fiévreusement à l'armement, M. Kirilenko a lancé une vive attaque contre les « *divergences négatives et les émissaires contre-révolutionnaires qui se réfugient dans les centres subversifs de l'impérialisme* », comme, par exemple, *Radio Free Europe* et *Radio Liberty*. Il a ainsi repris à son compte les allégations formulées la veille de l'ouverture du quinzième congrès par un agent tchécoslovaque réfugié à Prague après avoir « *pénétré* » la station de radio américaine basée à Munich. Cet agent avait prétendu que M. Dubcek collaborait à *Radio Free Europe* et qu'il s'était fait ouvrir un compte en banque de sa « *trahison* ». Cette information avait été vivement démentie par les amis de M. Dubcek.

M. L.

Union soviétique

L'HISTORIEN ANDREI AMALRIK A DEMANDÉ UN VISA POUR ISRAËL

Moscou (Reuters). — Cédant aux pressions administratives, l'historien dissident Andrei Amalrik a présenté, jeudi 5 avril, une

demande de visa de sortie d'Union soviétique pour aller en Israël, indiquant ses amis. Mais Amalrik, qui n'est pas juif, et dont l'épouse est musulmane, n'a niement l'intention de s'installer en Israël. Il compte se rendre d'abord aux Pays-Bas, où la possibilité de poursuivre de études lui a été offerte, et ensuite aux Etats-Unis, où des postes universitaires lui ont été proposés.

Condamné à trois ans de travail forcé en 1970, après la publication de deux ouvrages à l'étranger, Andrei Amalrik a été contraint ensuite à vivre deux ans en exil en Sibérie. Depuis son retour d'exil en mai 1975, il lui a été interdit d'habiter à Moscou, où sa femme dispose d'un appartement. Il a été harcelé par la police à l'occasion de ses visites dans la capitale soviétique de poursuites parce qu'il n'avait pas d'emploi régulier.

Ses demandes de visa temporaire pour aller aux Pays-Bas et aux Etats-Unis ont toutes été refusées. Les autorités soviétiques poussent habituellement les émigrés à demander à partir pour Israël. L'U.R.S.S. n'ayant pas de relations diplomatiques avec ce pays, les émigrés perdent automatiquement leur citoyenneté soviétique.

Inde

QUAND LES DIRIGEANTS « SERVENT LE PEUPLE »

(De notre correspondant.)

New-Delhi. — Portant un sarl blanc, Mme Gandhi a parcouru sous un soleil ardent, lundi 12 avril, un kilomètre et demi à pied à Hala, un village reculé de l'Uttar-Pradesh, qui fait partie de sa circonscription électorale. Elle est entrée dans des huttes habitées par des pauvres. Certains lui ont baissé les pieds. D'autres, plus hardis, lui ont demandé de l'argent ou ont dénoncé en sa présence les abus de quelques fonctionnaires locaux.

Plus tard, Mme Gandhi a dit que cette rencontre avec le peuple n'avait pas été aussi profitable qu'elle l'aurait voulu, à cause de la présence de photographes et de caméramans de la télévision arrivés, comme elle, en hélicoptère dans ce village de 2 000 habitants qui n'en avaient jamais tant vu.

Il y a quelque hypocrisie dans les « *regrets* » du premier ministre. Sa promenade de quarante-cinq minutes dans des rues, soigneusement balayées avant son arrivée, était, en fait, la dernière d'une vaste opération politique lancée par le parti gouvernemental.

Officiellement, il s'agit de commémorer le début du mouvement pour le don de terres lancé, en 1951, par Vinoba Bhave, un disciple de Gandhi. Il est dans la tradition indienne qu'un mystique ou un penseur, quand il veut reprendre ses idées, se mette à parcourir le pays en s'imposant des privations et des peines qui doivent prendre valeur de témoignage. Cette marche « *seppelle* » le Padayatra. Vinoba Bhave avait ainsi parcouru plus de 50 000 kilomètres à pied, au cours de padayatra destinés à convaincre les ruraux de leur terre avec les pauvres.

Le but de Mme Gandhi est, dit-elle, de persuader les Indiens de réaliser le « *programme économique et social* » qu'elle a élaboré après la proclamation de l'Etat d'urgence. Ainsi, les vingt portiques — un pour chaque point du programme — érigés à Hala pour les militants du parti du Congrès étaient dédiés à « *la production* », à « *la discipline* », à « *la suppression du marché noir* », etc. Des Padayatra vont avoir lieu dans tout le pays pendant la semaine en cours. Les ministres congressistes des gouvernements régionaux sont invités à suivre l'exemple des plus hautes autorités de l'Etat. M. Ali Ahmed, président de la République, a fait, lui aussi, une balade de 2 kilomètres dans l'Etat du Karnataka.

« *Je suis venu ici pour montrer que je suis le serviteur du peuple* », a-t-il déclaré avec le plus grand sérieux. De son côté, M. Jatti, vice-président de la République, a parcouru 5 kilomètres en partant du centre de New-Delhi.

Avant d'entamer ses 5 kilomètres, entouré des dirigeants locaux du parti gouvernemental, le premier ministre du Madhya-Pradesh a déclaré : « *Ce Padayatra prouve que le Congrès a la pensée du Mahatma Gandhi* ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Cambodge

L'Assemblée a élu les nouveaux dirigeants

Trois jours avant la fête nationale, qui commémore l'entrée, le 17 avril 1975, des révolutionnaires dans Phnom-Penh, la radio cambodgienne a diffusé mercredi 14 avril la liste des nouveaux dirigeants élus par l'Assemblée émise le 20 mars. M. Khieu Samphan a été, comme prévu, élu président du présidium du Cambodge démocratique. Il remplace donc à la tête de l'Etat le prince Sihanouk, qui a donné sa démission la semaine dernière.

En attendant la publication d'un document officiel de la représentation en France du gouvernement de Phnom-Penh, nous donnons, sous toutes réserves, une liste des principaux dirigeants. Si certains sont connus, d'autres apparaissent pour la première fois officiellement sur la scène politique et les agences de presse, qui ont capté Radio-Phnom-Penh à Bangkok, ont diffusé des orthographes, voire des noms différents de titulaires de fonctions importantes.

Les deux vice-présidents sont MM. Sor Thon et Ngean Ros. Le chef du gouvernement, qui remplace M. Penn Nouth, démissionnaire depuis la semaine dernière, est, selon l'A.F.P., M. Pol Ros. Le chef du gouvernement, qui remplace M. Penn Nouth, démissionnaire depuis la semaine dernière, est, selon l'A.F.P., M. Pol Ros. Le chef du gouvernement, qui remplace M. Penn Nouth, démissionnaire depuis la semaine dernière, est, selon l'A.F.P., M. Pol Ros.

Portrait

M. Khieu Samphan Un révolutionnaire de toujours

L'homme qui va faire élire à Phnom-Penh une statue du prince Sihanouk, auquel il succède à la tête de l'Etat, est aussi celui qui, plus que tout autre, n'a cessé, depuis près de deux décennies, d'œuvrer en faveur d'une révolution de la société cambodgienne.

Agé de quarante-six ans, M. Khieu Samphan a fait ses études en France où, en 1959, il rédigea une thèse de droit consacrée à « *l'économie du Cambodge et ses problèmes d'industrialisation* ». L'orientation progressiste de l'étude était évidente. De retour dans son pays, en 1960, il fonda un journal *« L'Observateur »*, l'un des meilleurs intellectuels. Il milite au sein du parti Pracheasachon (parti du peuple, mouvement marxiste). Son action lui valut d'être rapidement pris à partie par Norodom Sihanouk, qui n'appréciait pas de trahison dans le mode de vie tranché avec celui des mandarins du régime. Il tenta cependant de l'intégrer au « *système* », et servit à lui faire accepter, pour un temps, la participation du commerce dans un cabinet dont le ministre de la défense est... un certain général Lon Nol.

M. Khieu Samphan n'est sans doute pas alors sans relations avec la poignée d'intellectuels qui ont quitté Phnom-Penh pour Pékin. Il visita plusieurs capitales « *amies* » (Suzhou, Alger, Nouakchott, etc.), puis revint dans son pays. La victoire est désormais certaine. Après une année de combat, M. Khieu Samphan regagne Phnom-Penh, mais c'est pour vider la capitale de ses habitants. — J. D.

Laos

Plus de six cents jeunes ont été arrêtés ces derniers jours à Vientiane. Il s'agit de « *réfractaires au nouveau régime* » qui sont dirigés vers des centres de rééducation. Une source diploma-

tique indique qu'un certain nombre de ces jeunes sont d'origine vietnamienne et thaïlandaise. Quelques-uns sont des étudiants de nationalité française. (A.F.P.)

AFRIQUE

Tchad

LE FRONT LIBÉRIEN REVENDIQUE L'ATTENTAT CONTRE LE GÉNÉRAL MAILLOU

Aucun des membres du conseil supérieur militaire du Tchad n'a été blessé dans l'attentat à la grenade commise le 13 avril lors de la cérémonie marquant le premier anniversaire du coup d'Etat qui avait renversé le président Tombalbaye (le Monde du 14 avril). Six personnes ont été tuées et une soixantaine d'autres blessées, parmi les spectateurs et les journalistes qui s'aggrégèrent à assister à la parade militaire. Le président Maillo, qui était visé par l'attentat, avait répliqué par auparavant dans un discours radio-télévisé que « *la révolution nationale* » dominerait « *la priorité des priorités* ».

L'attentat a été revendiqué par le Front de libération national du Tchad (Frolinat). « *Ce n'est qu'une simple vengeance* », a-t-il déclaré. Le Frolinat, des actions d'embargo, a déclaré « *La nouvelle dictature* », a déclaré, ayant fait preuve de son insouciance et de son impuissance, tombera elle aussi. Le général Maillo a maintenu

toutes les festivités prévues pour le mardi 13 avril, et dans un communiqué, le conseil supérieur militaire a dénoncé les « *éternels mécontents cyniques et assoiffés de sang* », auteurs de l'attentat. « *Le but recherché par ces irresponsables n'a pas été atteint, car le délit s'est déroulé normalement* », ajoute la communication, le conseil supérieur militaire ne démentira pas et ne reculera devant rien. » (A.F.P., Reuters.)

Le Front de libération national du Tchad (Frolinat) dont le principal dirigeant est M. Abba Siddick, réside à Alger. Il opère principalement à partir de la province de l'Ennedi au nord-est du Tchad. La révolte des Touaregs du Tibesti, dirigée par M. Hachane Hachet, est une dissidence de ce mouvement. Soutenu principalement par la Libye, le Frolinat affirmait, au printemps 1975, contrôler près de la moitié du territoire du Tchad et de 25 % de la population.

République Sud-Africaine

PRETORIA SE FÉLICITE DES RÉSULTATS DU VOYAGE DE M. VORSTER EN ISRAËL

Correspondance

Le Cap. — L'annonce de la signature d'un accord économique, scientifique et technique avec Israël au terme de la visite que vient d'y faire le premier ministre, M. Vorster, le Monde du 14 avril a été accueillie avec une vive satisfaction en Afrique du Sud. L'accord est considéré comme un succès personnel pour le chef du gouvernement. La communauté juive, forte de cent vingt mille âmes, est particulièrement enthousiaste et l'un de ses dirigeants du Cap, M. John Simon, voit dans l'accord « *une véritable capitulation des hommes d'Etat des deux pays* ». On s'attendait à tirer un gain considérable de la coopération économique et technique, de l'accroissement des échanges commerciaux et de l'association entre main-d'œuvre israélienne et main-d'œuvre sud-africaine.

Pretoria, au moment où la politique de détente avec les pays d'Afrique est compromise par

l'affaire d'Angola, se félicite d'un « *succès diplomatique majeur* » où les autorités voient l'annonce de « *nouvelles perspectives* ». Le fait que les deux pays fassent l'objet de critiques également vives à l'ONU, dans le camp communiste et dans le tiers-monde, accroît leur sentiment de solidarité.

Les ventes d'Israël à l'Afrique du Sud qui, pendant, il y a huit ans, sur 3,45 millions de dollars, ne dépassaient actuellement 45 millions de dollars. Pretoria exporte en direction de Jérusalem pour plus de 70 millions de dollars de matières premières, sucre, cuir, adhésifs, etc. Les nouveaux accords portent notamment sur des fournitures importantes de charbon. Bien que, selon M. Vorster, il ne soit pas question de livraison d'armes, on s'attend à ce qu'Israël fournisse, à l'avenir, l'équipement militaire complexe et même les appareils de l'armée sud-africaine.

COTTERET - EMERL - GERSTLE - MOREAU

GISCARD
MITTERRAND

54774 MOTS POUR CONVAINCRE

giscard d'estaing a-t-il un programme?
mitterrand est-il gaulliste?

362 pages 60 F

puf

DIPLOMATIE

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. SONNENFELDT

Quand les Américains veulent organiser l'immobilisme

(Suite de la première page.)

Puis, précisément, M. Sonnenfeldt veut bien appâter son partenaire par la promesse de crédits et l'octroi de la cause la nation la plus favorisée, mais à seule fin d'amener l'U.R.S.S. « à nous un réseau de liens avec l'Occident », voire « à devenir compétitive sur les marchés américains ». Pourtant, des années 80 à nos jours, on n'a jamais eu le sentiment que la dépendance par rapport à la technologie occidentale ait sérieusement influé sur sa politique étrangère. Contrairement au dogme marxiste, l'économie soviétique est une superstructure mise au service, comme tout le reste, de la seule réelle infrastructure réelle qu'est le pouvoir politique et la puissance de l'Etat. Et M. Sonnenfeldt exclut l'idée de jouer, sinon à terme, sur le principal point faible du Kremlin : son impuissance à couvrir les besoins du pays en céréales.

Ceux qui connaissent le conseiller du secrétaire d'Etat savent que certains mots malheureux sur la nécessité d'une « institutionnalisation » des relations entre l'U.R.S.S. et ses alliés de l'Est européen, sur la « forte influence géopolitique » que Moscou exerce, apparemment légitimement, dans ce monde, ont dépassé sa pensée. M. Sonnenfeldt s'est d'ailleurs répandu depuis lors en protestations sur sa fidélité à la cause de la liberté et de l'indépendance des pays de cette région.

Il reste que l'idée d'une insuffisance des liens organiques entre les pays du pacte de Varsovie est à la fois vraie (la position dominante de l'U.R.S.S. est assurée presque exclusivement par des moyens militaires) et incomplète : le Communisme n'a pu jusqu'ici qu'un simple appendice du pacte de Varsovie, et même si les pays d'Europe de l'Est recouvraient une

totale indépendance, ils garderaient en commun une structure sociale, sinon politique, identique, des habitudes de vie ensemble, très probablement aussi un souci partagé de défendre leurs intérêts essentiels contre l'emprise d'une Europe occidentale plus forte sur tous les plans.

Sans doute certains font-ils valoir que les Européens de l'Est, une fois rendus à eux-mêmes, retomberaient vite dans les querelles nationalistes, héritées du passé, entre Roumains et Hongrois sur la Transylvanie, entre Yougoslaves et Bulgares sur la Macédoine, etc., sans parler bien sûr de l'éternel problème alle-

mand qui rendrait quasiment inutile tout pacte de solidarité.

C'est à tout cela, sans doute, que pense M. Sonnenfeldt lorsqu'il voit dans la situation en Europe de l'Est un « bien plus grand danger pour la paix mondiale que le conflit entre l'Est et l'Ouest ». En même temps, si les partis communistes, ayant conquis leur autonomie, se maintiennent au pouvoir ; si, comme il est encore plus probable, les moyens de production restent socialisés (et à qui donc les rendrait-on ?), cette situation pourrait faire naître une solidarité cette fois plus authentique entre les pays de l'ex-communauté socialiste, et même les amener à garder, au moins dans un premier temps, pour ne pas être absorbés par le camp d'en face, le contrepoids d'une présence soviétique.

DE « FUIE » EN « FUIE »

Pourquoi a-t-il fallu attendre près de quatre mois pour connaître la teneur, sinon « verbatim », du moins la plus complète possible, des propos tenus en décembre par M. Kissinger et Sonnenfeldt ? Ces interventions, qui n'étaient pas destinées à la publication — et doivent d'ailleurs rassurer de fort près aux innombrables conversations privées que tiennent entre eux les responsables de la diplomatie américaine, — ont été en fait diffusées, au départ, de manière partielle et plus ou moins négligée, probablement par des adversaires de la politique Kissinger au sein de l'administration. Dès le début d'avril, les chroniqueurs américains Evans et Novak en publiaient quelques extraits, suivis par le « Washington Post », qui en donnait d'autres, toujours partiels.

Le département d'Etat avait, pour sa part, établi une version condensée, officielle mais secrète, des propos tenus lors de la conférence de décembre et l'avait fait parvenir, au début de l'année, à ses postes à l'étranger. C'est un de ces textes qui est parvenu entre les mains du « New York Times », qui l'a reproduit intégralement le 5 avril, et qui a été notamment par l'« International Herald Tribune » du 12. Les services américains d'information l'ont porté à leur tour à la connaissance des médias allemands, mais sans authentification officielle du document, qui reste attribué au seul « New York Times ».

M. Sonnenfeldt s'est borné à déclarer pour sa part, notamment le lundi 12 avril, devant une commission du Congrès, que cette version contenait « sans doute » des erreurs, mais qu'il était prêt à « accepter ce document ».

mand » qui rendrait quasiment inutile tout pacte de solidarité.

« Statu quo » à l'Ouest

Dans tous les cas, la querelle qui agite les milieux spécialisés à la fin des années 60 sur l'évolution des pays de l'Est — faut-il encourager la libéralisation interne, du type hongrois, ou l'autocratie diplomatique, du type roumain ? — est tranchée par M. Sonnenfeldt en faveur de la première école, mais à un moment où le débat est largement dépassé : dans la mesure même où les dirigeants soviétiques insistent au moins autant sur l'orthodoxie interne chez leurs alliés que sur l'alignement face à l'extérieur, l'une et l'autre « déviation » affaiblissent leurs positions. Simplement, et comme le montre l'exemple de M. Dubcek, la variante libérale est plus dangereuse pour celui qui s'y livre.

Beaucoup plus décevant, mais tout aussi révélateur, est l'exposé de M. Kissinger sur la situation en Europe de l'Ouest. Passons sur le problème de la participation des communistes au pouvoir, sur lequel la position du secrétaire d'Etat est bien connue et qu'il réaffirme en la débarrassant de ses dernières nuances. Staliniens ou pas, pro-soviétiques ou non, les communistes sont tous les mêmes : leur arrivée au pouvoir serait un mal absolu, essentiellement parce qu'ils ne respecteraient pas l'alternance au pouvoir et entraineraient, par conséquent, la démocratie. Sans doute ne peut-on reprocher au secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'être plus méfiant que quiconque vis-à-vis des « conversions » proclamées des P.C., puisque sa tâche du moment est de tenter de prévenir par une politique de dissuasion essentiellement orale tout changement du statu quo politique en Europe. Mais on a du mal à croire que l'éminent analyste de Harvard n'a rien à dire sur un phénomène aussi important que les distances prises par le P.C. français à l'égard de Moscou. Ce même parti, il est vrai, ne lui facilite pas la tâche, puisque ses critiques à l'adresse de la politique étrangère soviétique ne vont pas précisément dans le sens souhaité par Washington ; si l'on comprend bien

M. Marchais en effet, il reproche à M. Brejnev de n'être pas assez anti-américain et de ce fait de ne pas s'engager d'un rapprochement entre Paris et Washington, qui va à l'encontre du processus révolutionnaire en Europe.

La déception provient surtout du regard que M. Kissinger pose sur ses alliés d'Europe de l'Ouest, presque dans le même souffle, il estime que sa diplomatie « réussit à merveille » dans ce secteur, et que ladite Europe a renoncé « au moins provisoirement » à « se départir elle-même » que la première proposition découle de la seconde ne fait guère de doute ; c'est après avoir constaté l'impuissance organique de l'Europe que M. Kissinger ajoute : « Nous sommes maintenant plus près du partenariat stratégique que nous en étions il y a dix ans ». De fait, les difficultés transatlantiques de 1973 provenaient de ce que la Communauté essayait encore, alors, de parler par elle-même, alors qu'aujourd'hui, c'est presque lui faire trop d'honneur que de constater, avec M. Sonnenfeldt, que les Européens de l'Ouest « n'ont rien qui ressemble » à la C.E.E. Qu'un ou deux « conseils européens » se terminent aussi pitoyablement que celui de Luxembourg au début de ce mois, et l'on commencera à en douter.

Le temps de la « guerre froide »

La réplique qui est venue mardi de l'Est est beaucoup plus indignée. Elle émane — fait extrêmement rare — de l'une des principales personnalités du régime. M. Cornel Burtica, membre du comité politique exécutif et secrétaire du comité central, qui passe pour être l'un des plus proches collaborateurs de M. Ceausescu, le chef du parti, l'écrit, qui a été publié dans « Scinteia », l'organe du parti, sous le titre : « Conceptions anachroniques, en contradiction avec les principes nouveaux des relations inter-étatiques ». Il reprend le développement sur un ton polémique, les principes qui, depuis douze ans, guident les communistes européens sur leur « voie nationale ».

M. Burtica ne mâche pas ses mots. La « doctrine Sonnenfeldt », dit-il, est la répétition de positions bien connues « du temps néfaste de la guerre froide », des conceptions de John Foster Dulles, elle contient « des affirmations toutes les fois que l'histoire nous rappelle le droit des peuples à l'indépendance. Sonhaltions, conclut-il, qu'elle ne reste qu'un épisode de triste mémoire ». Le langage est donc fort peu diplomatique.

Michel Ta'u.

La Roumanie et la Yougoslavie sont à la pointe des critiques

De notre correspondant

Vienne. — Les diverses tentatives faites ces derniers jours pour adoucir les propos tenus en décembre à Londres par M. Sonnenfeldt sur l'avenir de l'Europe de l'Est (le Monde du 18 avril) n'ont pas rassuré les capitales de la région.

Lors d'un court séjour à Belgrade, au début de ce mois, nous avions pu mesurer à quel point les considérations du conseiller de M. Kissinger préoccupaient les milieux politiques et journalistiques. C'est du reste, de la capitale yougoslave que sont venues les premières réactions aux propos de M. Sonnenfeldt : le 9 avril, le quotidien Politika critiquait les vues du diplomate américain dans un article intitulé « Le nouveau visage d'une vieille doctrine ». Ce mercredi 14 avril, l'attaque est reprise par le journal de l'Alliance socialiste, qui cite une récente prise de position du président Tito sur le sujet. Le maréchal avait déclaré : « En ce qui concerne la Yougoslavie, aucune déclaration, y compris celles de M. Sonnenfeldt, ne peut nous intimider ou nous faire dévier de la voie que nous continuerons à suivre ».

Ce sont évidemment les propos de M. Sonnenfeldt sur les relations institutionnalisées entre Moscou et ses alliés qui provoquent principalement la colère de M. Burtica. Après avoir critiqué les avertissements adressés aux pays ouest-européens par les Etats-Unis sur les « graves menaces » que ferait peser sur leur destin l'entrée de communistes dans leur gouvernement, le dirigeant roumain remarque : « M. Sonnenfeldt ne se limite pas à conseiller des peuples ouest-européens, adeptes d'une stratégie globale. Mettant en circulation la prémisse formulée de l'unité institutionnelle », il essaie de prescrire des normes de conduite pour divers pays socialistes, et leur conseille de renoncer, dans une mesure ou une autre, à l'indépendance, de limiter leur souveraineté nationale, d'organiser leurs relations d'après le modèle des rapports inter-étatiques soviétiques, de limiter la portée de la coopération internationale et, caracatérisée, comme on le voit, par l'aggravation, la domination et l'exploitation des faibles par les forts. Or, affirme le dirigeant roumain, « les relations entre les pays socialistes se fondent sur une nouvelle conception révolutionnaire, sur une unité de type nouveau, qui suppose la parfaite égalité en droits et l'observation rigoureuse des principes de l'indépendance et de la souveraineté nationale ».

Le temps de la « guerre froide »

M. Burtica devine assurément l'une des motivations de la « doctrine Sonnenfeldt » lorsqu'il juge qu'elle a pour but de « diminuer la force d'attraction exercée par les rapports inter-étatiques de type nouveau » et d'empêcher « leur extension vers des zones toujours plus larges du globe ».

Avec violence, il rejette la thèse selon laquelle il y aurait une division du monde entre les grandes puissances, une « délimitation naturelle » en « sphères d'influence », en « zones géopolitiques ». De telles théories, qui rappellent l'époque de Mettelsch, ont été et continueront à être toujours plus larges du globe ».

Voilà pourquoi, conclut M. Burtica, il faut lutter avec plus d'énergie pour le respect rigoureux de la liberté et de l'indépendance de chaque peuple. C'est l'observation de ces principes qui a permis « le développement remarquable » des relations entre les Etats-Unis et la Roumanie.

La théorie des « sphères d'influence » ne déplaît pas à tout le monde en Europe de l'Est, comme l'atteste un commentaire publié vendredi dernier dans Magyar Híradó, journal officiel du gouvernement hongrois. Curieusement, ce n'est pas à M. Sonnenfeldt que s'en prend le quotidien de Budapest, mais à son supérieur, M. Kissinger. Ce dernier, pour rectifier les propos de son collègue, avait fait savoir que les Etats-Unis ne pouvaient se désintéresser de l'évolution de l'Europe de l'Est. Cette déclaration, affirme le journal, démontre que « les milieux dirigeants américains n'ont pas encore abandonné l'intention de changer par la force l'ordre social des pays socialistes ». Après une analyse aussi courte, l'acception qui suit paraît plutôt abrupte : « Il faut donc, après M. Kissinger, par son attitude, ne pas s'autoriser d'examiner les circonstances électorales, « mis en cause la crédibilité des Etats-Unis ».

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMÉES AMÉRICAINES

Le général Brown dénonce le déséquilibre des forces en Europe centrale

« En Europe centrale, il existe aujourd'hui un déséquilibre des forces en présence au profit de celles du pacte de Varsovie, pour ce qui concerne le nombre des chars, des avions et des pièces d'artillerie. C'est ce que vient d'affirmer le général George S. Brown, président du comité des chefs d'état-major aux Etats-Unis, à l'occasion d'un séminaire annuel sur les questions de sécurité qui a eu lieu récemment à Pensacola (Floride). L'état-major de l'aviation américaine en Europe, dont le siège est à Ramstein, en République fédérale d'Allemagne, vient de rendre publique la communication du général Brown.

« Au plus fort de l'engagement américain au Vietnam, en 1968, a indiqué le président du comité des chefs d'état-major, les forces américaines ont compté trois millions cinq cent mille hommes, et ces effectifs sont tombés à deux millions cent mille hommes aujourd'hui. [...] Dans le même temps, le nombre des navires en service dans la marine de guerre américaine a diminué de plus de moitié, passant de neuf cent soixante-seize à quatre cent quatre-vingt-deux bâtiments entre 1968 et aujourd'hui. Le général Brown a alors dressé une comparaison des forces armées américaines et soviétiques.

« Depuis 1962, date à laquelle a commencé l'expansion navale soviétique, les Soviétiques ont construit plus de 1 300 bâtiments alors que les Etats-Unis, dans le même temps, en ont construit 300. Durant les cinq dernières années, les Soviétiques ont produit environ 15 000 chars, à comparer avec la production américaine de 2 200, ils ont produit environ 30 000 transports blindés de personnel, au lieu de 7 000 aux Etats-Unis. Les Soviétiques ont encore produit, durant ces cinq dernières années, à l'ajouté le général Brown, 6 750 pièces d'artillerie et 4 600 avions tactiques, tandis que les Etats-Unis en ont construit respectivement 1 350 et 3 000. »

Le président du comité des chefs d'état-major relève que « les Soviétiques ont accru, depuis 1965, de 22 à environ 1 600 le nombre de leurs missiles intercontinentaux, et de 25 à environ 730 le nombre de missiles balistiques tirés de sous-marins. Dans le même temps, les Etats-Unis ont maintenu à 1 062 le nombre de leurs missiles intercontinentaux et à 656 celui de leurs engins lancés depuis des sous-marins ». En fin de compte, observe le général Brown, « les Soviétiques ont porté, depuis 1965, leurs effectifs, militaires de 3 400 000 à 4 400 000 hommes alors que les effectifs américains sont passés à 2 100 000 hommes, soit une réduction de moitié ».

MANUEL LUCBERT.

ERRATUM.

Plusieurs « coquilles » et un « masqué » ont altéré la compréhension du document consacré dans certaines de nos éditions du 14 avril aux objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis. Dans le « chapitre » de présentation au deuxième paragraphe, nous avons écrit : « Ces révélation provoqueront l'émotion dans la population européenne originaire d'Europe de l'Est. » C'est de la population américaine originaire d'Europe de l'Est, qu'il s'agit.

Dans le texte de M. Sonnenfeldt, en quatrième colonne, une mauvaise frappe a rendu incompréhensible la première phrase du deuxième paragraphe. Il fallait lire : « Nos amis européens ont aussi des crédits considérables aux Soviétiques et aux pays de l'Est de l'Europe. »

Enfin, dans la cinquième colonne de même texte, dans la phrase : « Avec l'Europe orientale, il est de notre intérêt à long terme d'influencer les événements — en raison des relations artistiques que cette région du monde a nouées avec l'Union soviétique. » C'est des relations artistiques qu'il s'agit, bien entendu.

12

CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.03
 Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

mand

Si le gouvernement hongrois d'István Nagy est sorti du pacte de Varsovie, les Tchéques de 1968 ont tenu à y rester, et même les Albanais ont attendu le nouveau coup de Prague, huit ans après le début de leur sécession, pour dénoncer formellement leur alliance avec le social-impérialisme. Les discours de M. Enver Hoxha récemment publiés à Tirana montrent que le dirigeant albanais, tout en insultant copieusement les Russes en 1960, s'inclinait réellement de les voir

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir

à partir de

6040 F

20 modèles - 16 couleurs - crédit possible

La Boutique du Brésil

PARIS - 43 av. Friedland (métro Etoile) - Tél. 359.22.10

NICE - 5 promenade des Anglais - Tél. 87.18.07

la chauffeuse : 1.550 F

ensemble 5 places : 6040 F

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de 6040 F

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de 6040 F

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de 6040 F

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de 6040 F

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de 6040 F

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de 6040 F

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de 6040 F

AMÉRIQUES

Argentine

L'intervention de l'armée n'a pas mis fin aux violences

Quatre bombes de très forte puissance ont explosé mardi 13 avril, dans la soirée, à Buenos-Aires, dans des bâtiments militaires. Les Montoneros ont revendiqué ces attentats, alors que le général Videla, chef de l'Etat, déclarait que « la subversion devait être combattue sur tous les terrains ». Il a ajouté que « l'armée resterait au pouvoir aussi longtemps qu'il le faudrait ».

Buenos-Aires. — Guérilleros tués dans des affrontements armés, policiers exécutés au coin d'une rue, ouvriers et étudiants retrouvés criblés de balles : on a déjà dénombré plus de cent morts depuis le coup d'Etat du 24 mars. Totalement, la presse, qui reste étroitement surveillée par les nouvelles autorités, s'efforce d'attirer l'attention des chefs militaires sur cette violence. L'armée n'est-elle pas intervenue pour rétablir l'ordre ?

Le général Jorge Videla, président de la République, est, dit-on, préoccupé. En revendiquant « la monopole des armes » contre la guérilla, qui le leur conteste, les forces armées ont pris sur elles toute la responsabilité de la lutte contre la « subversion ». Certes, on n'attendait pas que les partisans de l'action directe y renonceraient : si les guérilleros de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) observent, semble-t-il, une pause, les péronistes, eux, sont restés sur la brèche. C'est, en effet, aux Montoneros qu'est attribué l'exécution d'une dizaine de policiers. D'autres groupes sont actifs.

Des cadavres continuent d'apparaître comme avant, criblés de balles. L'identification des victimes désigne leurs meurtriers : l'extrême droite. Cette constatation gêne le chef de l'Etat et ses collègues modérés au sein des forces armées. Ils n'ont pas publiquement incriminé l'« Alliance anticomuniste argentine » et les autres organisations protégées par le gouvernement déchu. Ils ont tout lieu de craindre que des éléments parmi les plus durs dans les troupes se soient substitués à elles. Mais ils feignent de l'ignorer. « Organisés, comme la guérilla, en cellules, ils échappent à notre contrôle », nous a dit un ministre.

Les forces armées ont mené la répression en ordre dispersé après le 24 mars. Chacune des trois armes a lancé son propre « coup de fil » dans des directions différentes, provoquant l'inquiétude même parmi les secteurs politiques qui ne se croyaient pas directement visés. La marine, qui en matière de classes aux officiers n'a de leçon à recevoir de personne, a sans doute entraîné l'armée plus loin que son commandant ne l'eût souhaité. Celui-ci a lui-même dû mal à modérer ses « faucons », les généraux Ramon Diaz Bessone et Luciano Menéndez, qui, à la tête de la II^e et de la III^e région militaire (Cordoba et Santa-Fé), en font souvent à leur guise.

Trois semaines après le coup d'Etat, la liste des prisonniers politiques n'a pas encore été rendue publique. On admet, au ministère de l'Intérieur, qu'il n'existe pas une liste unique, les chefs-majors des trois armes ne s'étant pas encore réunis pour l'établir. Ils se

De notre correspondant

disputent même certains détenus, comme M. Lorenzo Miguel, le leader des métallistes et des « soixante-deux organisations », que la marine a « subtilisé » à l'armée. Cependant, les conseils de guerre ont commencé à fonctionner. La peine de mort n'a pas encore été requise conformément au code de justice militaire. Mais les peines sont sévères. Ainsi à Mendoza : huit ans de prison pour désobéissance et résistance aux autorités policières. En revanche, d'anciens hiérarques du régime déchu ont trouvé des accommodements avec les militaires : par exemple, M. Jorge Vasquez, médecin de Mme Peron, qui fut au ministère du bien-être social l'un des plus proches collaborateurs de M. José Lopez Rega, a été relâché peu après avoir été arrêté.

Les « modérés » sur la défensive

L'armée de terre conserve une position dominante. Mais la marine, qui s'était préparée de longue date au coup d'Etat, lui dispute. Son influence conservatrice tend à s'étendre. Du coup, les aviateurs, qui s'étaient soulevés au mois de décembre, retrouvent leur audace. Le général Jesus Capellini, chef des mutins, a été nommé à la tête de la garnison aérienne de Cordoba et de l'Ecole de l'air. On peut penser qu'il fera bon ménage avec le général Benjamin Menéndez.

Cela n'augure rien de bon pour le président Videla et son principal conseiller, le général Roberto Viola, chef d'état-major de

l'armée. La tendance modérée qu'ils incarneront devra se battre pour imposer ses vues. Il apparaît en effet de plus en plus clairement que si les chefs militaires se sont mis d'accord pour prendre le pouvoir, ils n'ont pas abordé les questions qui les divisent : la durée de leur intervention, le rôle des partis, des syndicats, voire la politique économique. Le programme de M. José Martínez de Hoz n'a pas été favorablement accueilli dans tous les secteurs des forces armées. Certes, on partage généralement les objectifs conjoints du ministre de l'Economie, qui souhaite avant tout assainir les finances. Mais, d'entrée de jeu, le général Tomas de Mendoça, ministre du travail, a revendiqué en sa faveur et avec l'appui de l'armée, la responsabilité de la politique salariale. C'est un obstacle pour M. Martínez de Hoz qui, pour combattre l'inflation, n'aura pas les mains libres.

Ses plans à plus long terme sont également mis en question. Le projet de vendre au secteur privé des entreprises d'Etat déficitaires opposera le ministre aux ingénieurs militaires, très puissants en Argentine. La libéralisation de la loi des investissements étrangers se heurte aux nationalistes, au sein des forces armées et au dehors. Déjà la question pétrolière provoque des remous, en raison, notamment, de la personnalité de certains collaborateurs du ministre. Lés aux compagnies multinationales. La signature de contrats de service en vue de l'exploitation de la plateforme sous-marine au large de la Patagonie provoquera sans doute une vive polémique.

PHILIPPE LABREVEUX.

Canada

POUR PROTESTER CONTRE LA LOI D'URGENCE

Les syndicats d'enseignants ont lancé un mouvement de grève illégal

De notre correspondante

Québec. — Plus de soixante mille enseignants québécois ont débrayé le 12 avril dans toutes les régions de la province, dans un geste de défi à la loi d'urgence adoptée le 8 avril au Parlement et qui supprimait le droit de grève jusqu'à la fin de l'année scolaire. Les employés des établissements hospitaliers, dont les syndicats sont unis en « un front commun » avec les enseignants, ont cessé également le travail en signe de solidarité.

Le ministère de la justice a fait savoir aussitôt qu'il intentait des poursuites contre une centaine de syndicats. Aux termes de la loi d'urgence, ces derniers encourrent des amendes de 5 000 à 50 000 dollars pour chaque journée d'infraction. Le ministère se réserve la possibilité de poursuivre également les syndicats, passibles d'amendes de 50 à 250 dollars par jour de grève.

Les assemblées générales des syndicats se sont succédé dimanche et lundi, donnant mandat aux responsables pour déclencher à volonté des « journées de débrayage et autres moyens d'action, à l'exclusion de la grève générale illimitée ».

Si les vacances scolaires de Pâques entraînent une trêve de fait, l'action reprendra dès la rentrée, ont annoncé les représentants syndicaux. « Malgré la loi d'exception », a ajouté le président de la Centrale de l'enseignement du Québec, M. Yvon Charbonneau, nous pensons faire la preuve que nous avons reconquis nos droits les plus fondamentaux. »

La Centrale de l'enseignement du Québec, avec ses quelque 65 000 adhérents représentant les écoles primaires, secondaires et les collèges, est l'association syndicale enseignante la plus importante au Québec. Elle négocie depuis près de neuf mois pour obtenir un contrat de travail qui remplacerait « le décret tenant lieu de convention collective », promulgué par la loi spéciale en 1973, et échut depuis juin 1975.

Les pourparlers ont échoué sur presque tous les points jusqu'à ce jour : salaires, sécurité d'emploi et durée du travail. Les représentants syndicaux ont rompu les négociations le 8 avril, dès l'annonce du dépôt de la loi spéciale supprimant temporairement le droit de grève, pour « sauvegarder l'école », que le ministère de l'Éducation croyait en péril. Les discussions n'ont pas repris depuis.

Le premier ministre du Québec se dit toujours prêt à reprendre les pourparlers, avec l'aide d'une commission de trois « observateurs » instituée par la loi. Mais il n'entend pas retirer les poursuites intentées, même si elles devaient ruiner complètement les associations syndicales concernées. « Le respect de la loi, devant-il décider à la presse, n'est pas négociable ».

La Centrale de l'enseignement du Québec se déclare également prête à reprendre le dialogue, mais elle exige notamment le dépôt rapide de contre-propositions nouvelles de la part du gouvernement.

LISE BISSONNETTE.

GS CX

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la SM.
Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lemaire.



3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

ALLIANCE EUROPEENNE DEL'AIR

CHARTERS A.R.

KABUL 2.100F
BANGKOK 2.100F
BOMBAY 2.200F
DELHI 2.400F

4 rue de l'Écluse, Paris 19^e
3 bis rue de Valenciennes, Paris 6^e
Tél. : 325.76.25 - 260.74.93



Chaîne Akai • Sansui • JB Lansing

- Ampli-tuner Sansui 551 - 2 x 20 watts RMS - Contrôle de tonalité - Loudness - Filtrage - AM-FM stéréo.
- Platine Akai AP 003 - Cellule magnétique. Entraînement par courroie
- 2 enceintes JB Lansing Décade 28 - 35 W

TELEPARIS

24, rue des Petits-Champs, Paris 2^e
206, rue de la Convention, Paris 15^e

Lire

LE MAGAZINE DES LIVRES

VIEN
DE PARAITRE

10 EXTRAITS :

- LETTRE OUVERTE AUX HOMMES POLITIQUES
P. Vianon-Ponté Albin-Michel
- CONSOMMATEUR DÉFENDS-TOI
L. Bihl Denoël
- MADAME STEINHEIL ANGE OU DÉMON
R. Tavernier Presses de la Cité
- DU BON USAGE DE LA RELIGION
J.-C. Barreau Stock
- LE SOLEIL ET LES OMBRES
J.-P. Aumont Laffont
- MÉDECIN D'H.L.M.
Dr. J.-L. Happert J.-P. Delarge
S. Graftaux
- LE MAQUIS DU VERCORS
P. Dreyfus Arthaud
- OUI PATRON...
P. Boegner Julliard
- MOURIR ÉTONNÉ
G. Cesbron Laffont
- CRITIQUES LITTÉRAIRES
J.-P. Sartre Gallimard

2 INTERVIEWS : GOSCINNY/SIMONE SIGNORET

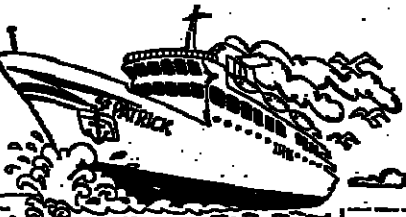


EN VENTE CHEZ
TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

A QUEL SAINT SE VOUE POUR ALLER EN IRLANDE AU PRINTEMPS ?

St-Patrick : emmenez votre voiture gratuitement.

Mettez-la sur le St-Patrick : si vous êtes quatre, elle voyagera gratuitement. Et si vous êtes deux ou trois, elle ne paiera que 1/2 tarif. Le St-Patrick part du Havre vers Rosslare au moins 3 fois par semaine.



Le St PATRICK
Le car-ferry France-Irlande

St-Patrick : louez une voiture et voyagez pour 450F

Profitez du forfait St-Patrick : aller-retour en cabine + 6 jours en Irlande avec une voiture à kilométrage illimité, 450 F sur la base de 4 personnes*. De toutes façons, le printemps est la meilleure saison pour l'Irlande. Il fait doux. Les jours sont longs. Les rhododendrons rosissent. Et le St-Patrick est le meilleur moyen d'y aller.

* 306 F jusqu'au 1^{er} Mai.

Irish Continental Line - Transports et Voyages
8 rue Aubert 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 742.31.49

Nom _____
Adresse _____

ROBERT L'AFFONT

« Ce livre, c'est l'histoire d'un demi-siècle de luttes du Parti communiste français. C'est une histoire vivante, car elle se dessine dans la trame de l'histoire d'un homme qui a mis toute sa vie au service d'une noble cause, d'un fier combat ».

GEORGES MARCHAIS

ETIENNE FAJON

Ma vie s'appelle liberté



PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

La Syrie réduirait sa pression militaire

Un an, jour pour jour, après le début de la guerre civile, la journée de mardi 13 avril au Liban a été marquée par de nombreux accrochages, dans la montagne et dans la capitale où vingt-trois personnes ont été tuées et 60, en outre, sept cadavres ont été découverts.

Le chef de la gauche libanaise, M. Kamel Joumblatt, a passé une partie de la journée de mardi dans la montagne. Il avait, la veille, lancé un appel à la Ligue arabe afin qu'elle mette fin à l'entrée des troupes syriennes au Liban. Aucune nouvelle progression de ces forces n'a été signalée mardi. Selon les milieux politiques de Beyrouth, les efforts déployés, aussi bien par des personnalités politiques libanaises que par des responsables palestiniens, auraient convaincu les dirigeants de Damas de réduire leur pression militaire.

Il semble que l'importance de la progression des forces syriennes ait été fortement exagérée. Le gros des formations régulières de Damas n'aurait pas, en effet, dépassé la poste-frontière de Maana. Les unités signalées dans d'autres régions, notamment au carrefour routier stratégique de Madraj à une trentaine de kilomètres à l'est de la capitale libanaise, ne seraient que

des groupes de reconnaissance. On confirme, en revanche, que les troupes de la Sefla, venues de Syrie, ont levé le blocus de la ville chrétienne de Zahlé, dans la vallée de la Bekaa, et ouvert à la circulation les routes de ce secteur.

La discussion du président Assad dans lequel ce dernier affirmait que les forces syriennes étaient « prêtes à faire mouvement vers le Liban pour y défendre tous les opprimés », a été accueillie avec une vive satisfaction par les dirigeants chrétiens. Le président Soleyman Frangé — dont on attend toujours la démission — a qualifié de « courageux » l'attitude du président Assad qu'il a félicité pour ses efforts « visant à mettre un terme aux combats et à la destruction ». M. Pierre Gemayel, chef des Phalangistes, a, de son côté, qualifié d'« historique, franche et sincère » la prise de position du chef de l'Etat syrien.

Pour sa part, M. Dean Brown, ambassadeur du président Ford, poursuit ses entretiens avec les dirigeants libanais. Mardi, pour la troisième fois depuis son arrivée au Liban, il a été reçu par le président Soleyman Frangé, à Zouk-el-Mahel, à proximité de Joumblat, petite localité au nord de Beyrouth, au cœur du réduit chrétien.

● A DAMAS, M. Georges Gores, ambassadeur du président Giscard d'Estaing, a eu, mardi en début d'après-midi, un entretien de plus d'une heure avec M. Abdel Hafim Khaddam, vice-président du conseil syrien et ministre des affaires étrangères. A l'issue de la conversation, M. Gores a déclaré qu'il avait procédé avec son interlocuteur à « un large échange de vues » et examiné « les moyens de faciliter le retour à la paix ».

● A WASHINGTON, le porte-parole du département de la défense a annoncé, mardi, que le porte-avions américain Saratoga avait rejoint le porte-hélicoptère Guadalcanal en Méditerranée orientale. Le Saratoga se trouvait, ces dernières semaines, au mouillage dans le port de Split, en Yougoslavie. Sa présence auprès du Guadalcanal porte à dix le nombre de navires américains dans cette partie de la Méditerranée. Le porte-parole a précisé que cette flotte n'avait toujours pas été mise en état d'alerte et que le Pentagone ne prévoyait toujours pas, dans l'immédiat, l'évacuation des ressortissants américains au Liban.

● A JERUSALEM, le chef du gouvernement, M. Itzhak Rabin, a affirmé, mardi, que son pays n'interviendrait pas au Liban, à moins que les forces syriennes ne menaçaient directement Israël.

POINT DE VUE

LE CÈDRE PARMIS LES OLIVIERS

par GILBERT CESBRON

NOTRE destin sera-t-il donc, d'année en année, de répéter tout bas, ce qui est le pire des laches, le nom de toutes ces communautés égarées sous nos yeux sans que nous fassions un seul geste pour les sauver : Bakra, Vietnam, Liban chrétien ?

« Une grande puissance comme la France... », s'écrit-on. La France, une grande puissance ? — Alors, donc, si le miracle pût le miracle du général de Gaulle s'avérer réussi à la faire croire au monde, il nous faut en rabattre. Si nous étions vraiment une grande puissance, il suffirait que nous jetions dans l'un des plateaux notre force, notre caution, notre arbitrage, et la balance oscillerait. Mais pas d'une once, elle ne bouge pas d'une once ! Quel d'étonnement ? Que sommes-nous devenus ? Oui, qu'est devenu le pays du grand rêve universel Liberté-Egalité-Fraternité ? — Un sauveur de pétrole et un marchand d'armes.

Je ne sais pas s'il est vrai, comme l'affirment les fabricants de slogans nationaux, l'industrie fort prospère, qu'en France nous avons des idées. Mais, de toute évidence, nous avons perdu une certaine idée de la justice, et du courage, et de la solidarité — bref, une certaine idée de la France qui en valait bien une autre. Le malin y a passé tout entier, celui qui priait ; puis le brave, celui qui protégeait ; à présent, le cœur s'y broie. « Enrichissez-vous ! » C'est la maxime de l'Occident, c'est la nôtre : Enrichissez-vous, par tous les moyens !

Hormis les évêques, assemblée de sages que le pouvoir ménage pour des raisons électORALES et de vieilles alliances clairement dénoncées, cependant, hormis celle des évêques, quelle voix officielle s'est élevée dans ce pays pour protester contre le commerce des armes ? — Ce n'est pas sérieux, leur répondit alors le chef du gouvernement, vous êtes des irresponsables : le commerce des armes est indispensable à leur fabrication, laquelle est à notre indépendance nationale... Voilà prononcée la formule magique : indépendance nationale. Mais que signifie-t-elle au juste à l'époque du nucléaire, des armements atomiques stratégiques et des multinationales ? Est-ce vraiment par des défilés du 14 juillet qu'on peut la garantir ? — Et puis, poursuivait Mitterrand, qui oserait mettre au chômage trois cent mille ouvriers ? — Qui l'oserait ? Mais la Crise qui en met trois fois plus au chômage malgré les marchés mirifiques que nos commis-voyageurs ministériels vont en personne traiter au bout du monde avec, en contrepartie, en soude ou en prime, encaisse et toujours des armements. Oui, la Crise, qui en met trois fois plus au chômage, est responsable et peu sérieuse : de croire qu'elle n'était qu'un spectre qui va se dissiper à l'aube de la reprise.

Car elle est au cœur du monde, la Crise, comme elle est au cœur de chacun. Au cœur d'un monde où, depuis 1936, toutes les guerres sont des guerres de religion puisque, bien plus que des puissances, ce sont des idéologies qui s'y affrontent et que celles-ci ont remplacé les religions. D'un monde où, depuis 1945, toutes les guerres sont des guerres civiles,

même plus « fratricides » puisque, par la grâce de ces idéologies, les hommes d'un même pays s'y détestent. La Crise est au cœur d'un monde où le contraste entre ceux qui sont trop riches et ceux qui sont trop pauvres, individus ou nations, est devenu insupportable ; où les exclus demeurent sans voix ; où le « niveau d'envie » s'élève toujours un peu plus que le niveau de vie. Au cœur d'un monde où la torture est institutionnalisée dans plus de soixante-dix pays ; d'un Occident, d'une France où la violence, le chantage et toutes les formes du terrorisme l'emportent, sans faille bienveillante des intellectuels ; où les problèmes ne se traitent plus qu'à coups de banderoles, de « main », de « casse », de routes barrées, de gens séquestrés — procédés proprement enfantins jusqu'au moment où ils deviennent proprement tragiques.

Face à ce naufrage, qui n'est pas celui du capitalisme mais bien celui du matérialisme, qu'il soit libéral ou marxiste, comment ne pas comprendre que notre seule chance serait de changer de cap, de virer bord sur bord ? Et, au lieu de nous ruer docilement dans l'un des deux grands puits à mort, celui de gauche ou celui de droite, vers lesquels nous guidons et complaisamment les dirigeants, l'opposition, les masses médias et l'air du temps, de chercher en nous-mêmes une autre voie ? En nous-mêmes et chacun en soi, pour commencer. Nous assoler en silence au lieu de défilés en brillant, réfléchir au lieu de toujours calculer. Une « reconversion », la vraie, la saine. « La révolution sera spirituelle ou ne sera pas. » Elle sera individuelle, personnelle, intérieure, coûteuse, où elle ne sera pas.

Combien de Français ont rougi de honte en apprenant que leur gouvernement songeait à vendre des armes à l'Egypte le jour-même où le Liban se mourait ? En attendant la radio, leur parler d'abord du temps qu'il ferait ce dimanche et de l'encombrement des routes, avant de leur donner des nouvelles du Liban qui se meurt ? Mais rougir de honte, pleurer de compassion, souffrir de remords, qui le fait, qui le fait encore ?

Le jour où les Français comprendront que ce qui ne va pas, ce qui est en danger, ce n'est pas tant l'indice des prix ou celui du commerce extérieur que leur âme-même ! Et qu'aucun « Programme », de gauche ou de droite, ne pourra nous donner la justice si nous ne changeons pas de cœur, vous, moi, lui, tous ! Et qu'avant d'insérer un « socialisme à visage humain », il faudrait d'abord retrouver, sous la crasse de l'argent, du confort, de l'egoïsme, de l'envie, ce qu'est un visage humain — et alors le socialisme viendrait de soi, le vrai ! Le jour où les Français refuseront de n'être plus guère que des spectateurs qu'on flatte, qu'on berme, qu'on sonde comme des malades, qu'on persuade qu'ils sont « opprimés » ou « réprimés », qu'on divise en « méchants » et en « gentils » comme dans les westerns ; quand ils accepteront cette évidence que leur faiblesse — maîtresse — est d'abord fait

de peur, de regrets, de lâchetés, et qu'ils en sont responsables, chacun à son niveau et chacun pour sa part, qui n'est certes pas la même. Mais aussi qu'ils sont pareillement responsables, tous et chacun, de leur propre réveil, de leur salut, de la résurrection d'une France qu'on puisse enfin aimer, d'une France au visage humain, précisément ; capable de donner à nouveau des exemples aux autres peuples, mais incapable de leur vendre des armes pour s'enrichir. Le jour où...

Mais quand et comment arriverait-il, ce jour, tant qu'on flagorne, innocemment, aveuglément, le peuple ? tant que l'éléphant national sera celui des boues émissaires ? tant que la pauvreté manquera alternativement l'antéchrist et l'apocalypse ? tant que le personnel politique et les masses médias, à coups de grande discorde ou de petites phrases, entretendront l'exaspération, l'envie, l'utopie paranoïaque ?

Patience ! Encore quelques années et l'argent changera de mains, les banderoles changeront d'inscriptions, la revanche changera de camp. Les Français continueront de s'enrichir et de s'entre-détester. On continuera de brandir des mots sacrés Liberté-Egalité-Fraternité, mais en refusant encore d'en payer le prix, en cherchant à en refiler l'ardoise au voisin. Et l'on vendra toujours des armes, croyez-moi : à d'autres bellégérants, voilà tout ! Ne me dites pas que c'est cela, la « révolution ».

Après tant d'autres qui demeurent notre remède et notre honte, l'egoïsme prophétique du Liban ne nous surpasse rien d'autre ? Mais ouvre donc les yeux, vieux pays autruche chrétien ! Il agonise, le Liban, ton ami, ton frère. Il agonise seul, dans l'angoisse et la sueur de sang, tandis que nous dormons. Regarde, regarde ce grand cèdre qui meurt dans le jardin des oliviers !



(Dessin de FLANTU.)

A travers le monde

Algérie

- LE CARDINAL LEON-ETIENNE DUVIGNEY, ARCHEVÊQUE D'ALGER, a visité lundi 12 avril, en compagnie du président de l'Eglise protestante d'Algérie et des évêques d'Oran et de Laghouat, les camps où sont installés, dans la région de Tindouf, dans le Sud-Ouest algérien, près de cinquante mille réfugiés sahraouis. L'archevêque d'Alger a rencontré notamment, au cours de cette visite, le secrétaire général du Front Polisario, M. Sayed El Ouali.

Etats-Unis

- PATRICIA HEARST A ETE HOSPITALISÉE ET OPERÉE mardi soir 13 avril pour une affection pulmonaire, a annoncé son avocat, M. Albert Johnson. Son état après l'intervention est satisfaisant. En raison de cette opération, la comparution de Patricia Hearst devant un tribunal de Los Angeles, qui devait s'ouvrir le 14 avril d'enlèvement et de coups et blessures, a été reportée à une date ultérieure. — (U.P.I.)

Rhodésie

- DOUZE RHODESIENS sont arrivés mardi 13 avril à Bulawayo (Rhodésie) après avoir été libérés par le Mozambique. Neuf membres de ce groupe faisaient partie des dix-huit employés de chemin de fer placés en résidence surveillée, le 3 mars dernier, après la fermeture de la frontière entre la Rhodésie et le Mozambique. — (Reuters.)

Vietnam du Nord

- LE VIETNAM DU NORD A REÇU PAR UNE NOTE AU MESSAGE ADRESSÉ PAR LES ETATS-UNIS à Hanoi le mois dernier, et qui proposait l'ouverture de discussions sur certains problèmes, dont celui des Américains disparus en Indochine. Selon le département d'Etat, la note, considérée comme « froide », ne ferme pas la porte à de futures discussions. — (A.F.P.)

CORRESPONDANCE

La mort du père de Jerphanion

M. Jean Chamé, directeur du quotidien libanais Lissan-ul-Hal nous adresse son témoignage sur le Père jésuite Alban de Jerphanion, dont il fut l'élève puis l'ami. *Jerphanion est connu, d'après les souvenirs de son ami, par son propos n'est pas de faire, ici, un panegyrique, il fallait uniquement rendre témoignage.*

Donner, encore donner, en silence, simplement parce qu'on est chrétien et sans jamais rien demander en retour, pas même un mot de reconnaissance. Tel était le trait le plus attachant d'un homme dont le type devient de plus en plus rare.

N'est-ce pas, alors, en droit de s'interroger : pourquoi l'inqualifiable meurtre du Père Alban de Jerphanion ?

Jamais action criminelle, dans cette affaire, guerre civile libanaise, n'aura été plus gratuite ni plus arbitraire. En-dehors de la récompense de cinquante ans d'une vie passée au service de la jeunesse du Liban, chrétienne et musulmane ?

Les réalisations spectaculaires du Père de Jerphanion, tout le monde, ici, les connaît. Il n'y a qu'à rappeler, à cet égard, l'une d'elles : l'Ecole supérieure d'ingénieurs de Beyrouth. L'ESIB est, sans conteste, l'institution la plus moderne et la mieux équipée dans cette partie du monde ; sa construction tient du prodige puisqu'il fallait s'agir normalement d'une entreprise au niveau des Etats, et non d'un seul homme. C'est pourtant sur l'action silencieuse du Père de Jerphanion au service de tous que je me permettrai d'insister. En effet, les responsabilités les plus grisesantes auxquelles son dynamisme et son efficacité ont porté au sein de l'université Saint-Joseph ne lui ont jamais fait perdre de vue qu'il était prêtre avant tout. Prêtre au service d'une modeste troupe de soldats ou de guides ; prêtre au service de ce dispensaire monté par la Mère Simone de Laplanche dans l'une des banlieues les plus miséreuses de Beyrouth ; prêtre sollicité à longueur de journée par des jeunes et de moins jeunes de tous les milieux et de toutes les confessions religieuses, en raison de son étonnante ouverture d'esprit et malgré un tempérament d'apparence bourru. Devrais-je révéler aussi que nombre d'étudiants n'ont pu poursuivre leurs études à l'université Saint-Joseph que grâce à des bourses



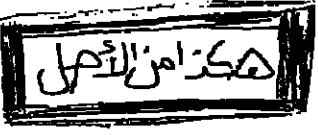
SEUL BOUCHARA VOUS OFFRE LA MODE A CE PRIX LA !.

Crêpon coton indien écru Largeur 90 cm. Votre blouse : 2,50 m x 9 F = 22,50 F

Toile coton imprimée Largeur 90 cm. Votre jupe : 2,50 m x 9 F = 22,50 F



CHAUSSURE NATIONALE DE TISSU AU MÈTRE
TISSUS BOUCHARA
54, rue HALLES-MANN - 21 CHAMPS-ÉLYSÉES
REPUBLIQUE FRANÇAISE - VAUGRARD
5 centes commerciales PARIS 2-16122-2 ROSNY 2-BELLE-ÉPINE-CRETEL-SELE
ET DANS TOUTE LA FRANCE



nouvelles frontières
Propose de nombreux itinéraires de voyages

PARIS/ATHÈNES 580
PARIS/NAIROBI 700
BRUXELLES/LOS ANGELES 2050
LUXEMBOURG/DELHI 2060

CIRCUITS D'AVENTURE
du 02/7 au 23/7 - du 02/8 au 23/8
du 05/7 au 27/7 - du 05/8 au 26/8
du 18/7 au 08/8 - du 07/8 au 28/8
découverte de l'ISLANDE
à travers laves et glaciers
2650
tout compris avec transport
Paris/Roskjavik A-R en jet

NOUVELLES FRONTIÈRES
66 boulevard Saint-Michel
75006 PARIS
Tél. 325.57.51 et 633.28.91
Non
Adresse
Je désire recevoir la documentation sur
Lic. 793 A

MATÉLAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
SIMMONS
présente toutes
ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Salle d'adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

LIQUIDATION
d'un lot de tapis marocains
au prix du Maroc
PURE LAINE • NOUÉS MAIN
GROS - DEMI-GROS - DÉTAIL
Exposition
du 1^{er} au 17 avril 1976
AU PALAIS EXOTIQUE
ARTISANAT MAROCAIN
2, r. Charra, 75009 Paris
Tél. : 280-00-27
Métro : HAVRE-CAUMARTIN
(situé entre Bouchard
et le Printemps)

Quelle ligne prendre ?
Ou est l'arrêt ?
Comment charger ?
guide Paris bus
le bus sans rébus
plus
votre miroir de la journée 10 F

POLITIQUE

LA RÉFORME DE L'URBANISME A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le libre accès au littoral est inscrit dans le projet de loi

On connaît l'amendement républicain à l'amendement de cohabitation, l'amendement de cohabitation, l'Assemblée nationale, on a découvert l'amendement de cohabitation capable de semer, dans le camp adverse, une certaine confusion.

M. DUBOUT (P.S.) ayant proposé d'insérer dans la loi sur l'urbanisme le libre accès au littoral, l'orchestre majestueux laisse échapper quelques fausses notes sur ce que M. GALLEY, ministre de

l'Équipement, qualifie de « question très controversée ».

« Je refusais une proposition qui aboutirait à spolier la propriété privée », M. ROLLAND (U.D.R.) déclare. « Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage, sinon tout le monde aura bientôt le droit de passer chez tout le monde. » Propos aussi relevés par M. CLAUDIUS-PETIT (rad.), qui tint à préciser que « M. Rolland parlait en son nom propre, non en celui des députés de la majorité ». Présent, M. Chirac aurait diagnostiqué une certaine

cacophonie. L'amendement socialiste n'en fut pas moins voté, avec l'appui de quelques députés réformateurs.

A noter que l'on vit également, mardi soir, les députés communistes refuser de voter un amendement des socialistes : les premiers faisant passer le souci de ne pas léser les propriétaires avant le désir, exprimé par les seconds, de ne pas accroître les difficultés financières des collectivités locales.

PATRICK FRANCES.

Dans la suite de l'examen des articles du projet de loi portant réforme de l'urbanisme, les députés reprennent mardi 13 avril l'examen de l'article 18 relatif aux zones « sauvages ».

Le gouvernement avait proposé un texte de synthèse, MM. DESBARS (U.D.R.), le sénateur FRÉDÉRIC DUPONT (R.I.), Paris) et MESMIN (rad., Paris) retirent leurs amendements de suppression, estimant la nouvelle rédaction « satisfaisante ».

Ce texte, adopté par l'Assemblée, prévoit notamment que les plans de sauvegarde ne pourront être « révisés » qu'après la procédure de leur élaboration : les modifications mineures devront faire l'objet d'un arrêté interministériel, après avis de la commission nationale des zones sauvages.

L'Assemblée adopte ensuite un amendement de M. FRÉDÉRIC DUPONT qui fixe à trois ans le délai prévu pour l'élaboration du plan de sauvegarde.

En ce qui concerne le régime applicable après la délimitation du secteur sauvegardé, l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement qui substitue à la notion d'« interdiction partielle » des travaux celle de « suivi et station ».

Elle adopte également un amendement de M. FANTON qui prévoit la possibilité pour le propriétaire d'acquiescer à la délimitation d'un secteur sauvegardé en acceptant un permis de construire de dimensionner s'il n'a pas été utilisé comme espace vert dans un délai de dix ans.

L'article 20 qui institue une taxe départementale d'espaces verts, elle adopte un amendement du rapporteur permettant au département de passer, des contraires, avec des particuliers, afin d'ouvrir au public des zones agricoles ou forestières, et d'en favoriser l'entretien. Par 278 voix contre 180, l'Assemblée rejette un amendement de M. MATHIEU (R.I.), BARBET et CANACOS (P.C.) qui exorbitait de la taxe les habitations familiales bénéficiant de prêts du secteur H.L.M.

L'article 20, l'opposition ayant émis un vote négatif.

L'article 21 qui donne aux préfets la possibilité, sur simple consultation du conseil municipal, de placer les zones vertes sous le régime des espaces boisés classés et d'interdire de

construire ou d'entretenir certains travaux en attendant l'élaboration du plan d'occupation des sols, l'Assemblée repousse, par 355 voix contre 160, un amendement du rapporteur qui prévoyait l'avis, conforme au conseil municipal, sur l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle étend les mesures de protection à la surveillance des démolitions.

De son côté, le gouvernement fait préciser que les interdictions prévues dans la loi s'appliquent aux zones à améliorer, les exploitations agricoles et que les mesures prises dans un tel secteur ne concerneront pas les travaux visant à améliorer les exploitations agricoles et que les mesures prises dans un tel secteur ne concerneront pas les travaux visant à améliorer les exploitations agricoles.

L'article 22 qui prévoit la délimitation des périmètres sensibles, l'Assemblée décide que le préfet pourra y procéder à titre provisoire si le conseil général ne l'a pas fait dans le délai d'un an.

L'article 25 qui prévoit l'institution de zones de protection des paysages, l'Assemblée adopte, contre l'avis du gouvernement, une nouvelle rédaction de M. BRIANE (rad., Aveyron), qui fixe les conditions de création de « zones de protection des paysages » et en précise les modalités d'application. M. GALLEY devait annoncer dans la soirée que le gouvernement demanderait une seconde délibération.

L'Assemblée aborde le chapitre 4 (articles 26 à 38) relatif aux sanctions et servitudes.

L'article 27 elle précise, à l'initiative de M. FANTON, que toute personne chargée par une collectivité publique d'effectuer des études nécessaires à la préparation des documents d'urbanisme est tenue au secret professionnel.

L'article 28 relatif aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (ces dernières devront être mentionnées en annexe au plan d'occupation des sols), M. FANTON propose une nouvelle rédaction, acceptée par l'Assemblée, puis relève que le système proposé ne s'appliquera que dans les communes ayant un P.O.S. Il plaide donc en faveur de la création d'un livre foncier recensant pour toutes les communes, les droits réels.

A propos de l'article 33, qui donne aux propriétaires de terrains situés dans une zone d'aménagement concerté (ZAC) la possibilité d'obliger l'aménageur à acheter leur propriété dans un délai de deux ans après la création de la ZAC, M. DUBOUT propose de supprimer cette disposition qui, en fait, n'est que la possibilité financière pour les collectivités locales. Il n'est pas suivi par les communistes, et son amendement est repoussé. L'article 33 est adopté. La séance est levée à minuit.

M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) : ne plus vendre les immeubles publics

En séance de nuit, les députés ont voté, à l'unanimité, l'article 32 de la loi relative à l'urbanisme, qui donne à l'État, pendant les trois ans de la loi, le droit de vendre les immeubles publics appartenant à l'État et aux collectivités locales.

M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) : ne plus vendre les immeubles publics

En séance de nuit, les députés ont voté, à l'unanimité, l'article 32 de la loi relative à l'urbanisme, qui donne à l'État, pendant les trois ans de la loi, le droit de vendre les immeubles publics appartenant à l'État et aux collectivités locales.

M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) : ne plus vendre les immeubles publics

En séance de nuit, les députés ont voté, à l'unanimité, l'article 32 de la loi relative à l'urbanisme, qui donne à l'État, pendant les trois ans de la loi, le droit de vendre les immeubles publics appartenant à l'État et aux collectivités locales.

M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) : ne plus vendre les immeubles publics

En séance de nuit, les députés ont voté, à l'unanimité, l'article 32 de la loi relative à l'urbanisme, qui donne à l'État, pendant les trois ans de la loi, le droit de vendre les immeubles publics appartenant à l'État et aux collectivités locales.

M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) : ne plus vendre les immeubles publics

En séance de nuit, les députés ont voté, à l'unanimité, l'article 32 de la loi relative à l'urbanisme, qui donne à l'État, pendant les trois ans de la loi, le droit de vendre les immeubles publics appartenant à l'État et aux collectivités locales.

M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) : ne plus vendre les immeubles publics

En séance de nuit, les députés ont voté, à l'unanimité, l'article 32 de la loi relative à l'urbanisme, qui donne à l'État, pendant les trois ans de la loi, le droit de vendre les immeubles publics appartenant à l'État et aux collectivités locales.

M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) : ne plus vendre les immeubles publics

En séance de nuit, les députés ont voté, à l'unanimité, l'article 32 de la loi relative à l'urbanisme, qui donne à l'État, pendant les trois ans de la loi, le droit de vendre les immeubles publics appartenant à l'État et aux collectivités locales.

M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) : ne plus vendre les immeubles publics

MEL

DIRECTION AFFAIRES SOCIALES
180.000 F. + PARIS

CHEF DES FABRICATIONS
135.000 F.F. + avantages Côte d'Ivoire

CHEF DU PERSONNEL
100.000 F. + Electronique NORMANDIE

CHEF DU SERVICE ENERGIE
90.000 F. Région Lyon

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en précisant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quelconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

Une des premières sociétés françaises d'entreprises générales (1.500 personnes, plus de 400 cadres) spécialisée dans la conception, les études et la réalisation d'assemblages industriels en France et à l'étranger, recherche le responsable de sa direction des affaires sociales. Dépendant du directeur général et assisté de plusieurs collaborateurs, il sera responsable de l'élaboration et du contrôle des procédures concernant le personnel, de la gestion, de la formation, de l'information, du recrutement, des relations avec les syndicats, des problèmes de rémunérations et de l'évolution de la politique du personnel dans l'entreprise. Ce poste ne peut être confié qu'à une personnalité d'au moins 40/45 ans, de formation supérieure, ayant une expérience similaire de plusieurs années acquises dans un milieu industriel de haute technicité. La connaissance des meilleurs cadres à l'échelon le plus élevé est nécessaire ainsi que celle des problèmes posés par les exportations. Ecrire à B. Mangou, réf. B.2.245 (Paris).

Une société d'économie mixte au capital de 13 millions de francs, exploite à Bouaké, 2ème ville de Côte d'Ivoire, une unité de trituration de graines de coton et de raffinage d'huile végétale. Elle recherche un chef des fabrications qui, sous l'autorité du directeur de l'usine, dirigera 4 chefs de quart et 3 chefs d'entretien (électricité, mécanique, électricité). Il sera responsable des activités de : déchargement, manutention grains, nettoyage-défilage, décorticage, séparation coques, première extraction d'huile par pression, deuxième extraction sous solvant hexane, paléatisation des tourteaux, raffinage, stockage, emballage, et embouteillage des huiles. Ce poste sera confié à un ingénieur ou chimiste (industrial) d'au moins 35 ans, ayant une expérience des fabrications, de préférence en huilerie, et connaissant les procédés d'extraction sous solvant. Une grande mobilité, tant intellectuelle que physique, est nécessaire ainsi que l'habitude du commandement. Tous les avantages habituels aux exportés sont assurés (logement, eau, électricité, frais médicaux, congés annuels de 2 mois, etc.). Poste à pourvoir rapidement. Ecrire à B. Mangou, réf. B.2.245 (Paris).

Filiale d'un groupe multinational largement diversifié, une société française (720 personnes, chiffre d'affaires 100 millions de francs) spécialisée dans la conception, la production et la commercialisation de postes de radio dont elle exporte une forte proportion, recherche son Chef du Personnel. Rattaché à la direction générale et participant à l'élaboration de la politique salariale et sociale, il sera responsable de son application. Il dirigera le service du personnel, gèrera les programmes de formation, et assurera les relations permanentes avec les représentants du personnel. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins et de formation supérieure aura assumé pendant plusieurs années des responsabilités comparables dans une entreprise industrielle employant de préférence une majorité de personnel féminin. Ecrire à P. Viret, réf. B.3.764 (Paris).

Une société d'études et de réalisations de grands travaux de la région lyonnaise, en évolution (chiffre d'affaires 200 à 300 millions de F.) recherche un ingénieur : K. ESE, Mines, de 35 ans minimum et ayant au moins 5 années d'expérience industrielle. Il lui sera confiée la responsabilité de l'ensemble du service énergie et électromécanique, réseau de distribution et transformation HT et BT, production et distribution de courant continu. Responsable de la gestion automatisée par informatique, de process de gros équipements électromécaniques (ventilation, pompage, manutention), il sera placé directement sous les ordres du directeur technique. En contact avec des équipes jeunes et dynamiques, il aura en outre la responsabilité des études, la direction des travaux et la préparation de l'exploitation (réglementation, formation personnel, méthode de maintenance). Il disposera pour cela d'une très large autonomie dans le cadre d'une direction par objectifs. Ecrire à Y.R. Vincendon, réf. B.76.099 (Lyon).

A LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

M. Jacques Chirac : que l'opposition censure le gouvernement !

M. Jacques Chirac a participé mardi 13 avril à la conférence des présidents de l'Assemblée nationale qui fixe l'ordre du jour de la séance du 14 avril. En réponse à la demande d'organisation d'un débat de politique générale présentée par le groupe réformateur et par les groupes de l'opposition, le premier ministre a indiqué que « à un tel débat fait dans l'improvisation et dans la polémique, il avait préféré l'organisation de six débats, qui seront consacrés successivement à l'agriculture, aux affaires étrangères, à la réforme de l'entreprise, à la défense, à la Sécurité sociale et au VII^e Plan ». Il a rappelé que tous ces débats seraient ouverts par une déclaration du gouvernement et que ceux consacrés à la réforme de l'entreprise et au VII^e Plan se termineraient par un vote.

A M. Ballanger, président du groupe communiste, qui demandait un débat de politique générale, M. Chirac a répondu qu'il ne « devait pas être déçu, puisqu'il lui avait répondu six fois ».

En réponse à M. André Boulloche, socialiste, le premier ministre a déclaré que « le gouver-

nement n'avait pas à s'assurer de la solidité de sa majorité parlementaire après le résultat des élections cantonales, mais que l'opposition pouvait toujours prendre l'initiative du dépôt d'une motion de censure contre la politique du gouvernement ».

L'ordre du jour des séances a été établi comme suit :

— Mercredi 14 avril : questions au gouvernement et réforme de l'urbanisme ;

— Jeudi 15 : jardin familial et établissements dangereux ;

— Vendredi 16 : région Ile-de-France (deuxième lecture), modalités de l'élection présidentielle et modification de l'article 7 de la Constitution ;

— Samedi 17 : questions au gouvernement, suite de l'ordre du jour et pollution marine ;

— Dimanche 18 : suite de la discussion et texte sur la protection de la nature ;

— Vendredi 23 : questions au gouvernement, suite de l'ordre du jour et pollution marine ;

— Samedi 24 : suite de la discussion et texte sur la protection de la nature ;

— Dimanche 25 : questions au gouvernement, suite de l'ordre du jour et pollution marine ;

— Lundi 26 : suite de la discussion et texte sur la protection de la nature ;

UNE MISE AU POINT DE M. OSETE MAIRE ADJOINT DE TOULOUSE

Le Monde du 17 mars 1976 avait publié un tract distribué pendant la campagne pour les élections cantonales à Toulouse et signé de M. Antoine Osete, maire adjoint, qui se présentait comme conseiller général U.D.R. Ce tract dénonçait notamment l'insécurité qui régnait dans certains quartiers de Toulouse et demandait des mesures radicales contre les étrangers indésirables.

M. Antoine Osete, qui avait été élu au second tour, nous a écrit pour déclarer que ce tract était un faux fabriqué de toutes pièces dans le but évident de lui porter préjudice. Il nous a fait parvenir en même temps la lettre qu'il avait fait distribuer, dont seule la première et le dernier alinéas étaient repris dans le tract. Au même temps, M. Osete écrivait au président du comité local du M.R.A.P., 18, rue de Bonnaville, à Toulouse, qui avait protesté contre les fautes matérielles utilisées dans le tract. Sa lettre lui est revenue avec la mention « inconnu à l'adresse ».

M. Osete nous demande de préciser qu'il a déposé entre les mains du procureur de la République auprès du tribunal de grande instance de Toulouse une plainte contre X pour faux et usage de faux.

Le 17 mars, la librairie de M. Osete, rue Gambetta, à Toulouse, avait été saccagée par un groupe de jeunes gens.

مكتبة النخيل

سكنا من الامل

POLITIQUE

Libres opinions

LES MOTS ET LES CHOSES

par GABRIEL PÉRONNET (*)

En France, c'est bien connu, les batailles politiques se livrent le plus souvent autour de symboles. La résonance des mots paralyse l'examen des choses. Les controverses nées de la mission de coordination des formations de la majorité présidentielle confiée au premier ministre viennent illustrer cette constatation. On démissionnerait singulièrement le débat en précisant le contenu concret de la coordination.

C'est, il est vrai, à la suite d'un changement d'atmosphère que s'est imposée la nécessité d'assurer cette coordination. Qu'on le veuille ou non, un climat d'affrontement a progressivement remplacé le sentiment de détente qui dominait au lendemain de l'élection présidentielle et que, comme tous les radicaux, le chef de l'Etat souhaitait approfondir. Face à une opposition durcie et à qui revient la responsabilité du refus de dialoguer, la majorité doit se mobiliser pour faire confirmer, à chaque échéance électorale par le suffrage universel, la politique de réformes engagée à l'initiative du président de la République et dont les lignes de force correspondent à l'essentiel du programme radical. La coordination de la majorité n'entraîne, le chef de l'Etat le rappelle, aucun déplacement du centre de gravité de la politique française. Elle ne constitue pas une mutation structurelle, elle est un simple changement de point de vue et représente d'abord le visage électoral de la majorité. Une organisation plus rationnelle des forces qui composent cette majorité n'implique nulle altération du rôle fondamental en faveur d'une politique de réformes effectuée voilà bientôt deux ans.

Les perspectives électorales rendent la coordination non seulement opportune mais nécessaire. Elles aident aussi à en préciser le contenu et la portée. La mission définie dans l'allocation présidentielle exclut toute idée d'hégémonie d'une formation sur les autres composantes de la majorité. Pour le grammairien, comme pour la politique, la coordination est le contraire de la subordination. Discipline électorale, harmonisation des stratégies, concertation de l'élaboration de campagnes d'information et dans le choix des investitures figureront parmi les responsabilités concrètes du coordonnateur. Mais il appartiendra à chaque parti d'organiser à son gré sa vie interne, de désigner sans contraintes ses dirigeants, de choisir librement les priorités qu'il souhaite voir développées, de demeurer fidèle à ses traditions, voire à ses clientèles. Bref, la coordination sera faite non de pressions, mais d'incitations.

Le choix du coordonnateur procède d'un respect analogue de la logique des institutions. Aux prochaines échéances électorales, la majorité sera jugée sur sa politique. C'est donc à celui qui a la charge d'exécuter cette politique qu'il incombe d'en coordonner les expressions. A contrario, on imagine mal la mission de coordination confiée à une autre personnalité sans que se multiplient des risques de distorsions difficilement admissibles. En tout état de cause, le coordonnateur devra faire preuve d'un singulier doigt pour réaliser sans heurts et dans l'harmonie cette synthèse de l'unité et de la multiplicité qui, il est vrai, définit la réussite politique autant que l'œuvre d'art.

(*) Président du parti radical, secrétaire d'Etat à la fonction publique.

● M. Dominique Bussereau et Jean-Pierre Raffarin, respectivement président et secrétaire général du mouvement de jeunes giscardiens Génération sociale et libérale, ont été reçus mardi 13 avril par M. Jacques Chirac. Au terme de l'entretien, M. Bussereau a indiqué que le premier ministre avait souhaité qu'existe un mouvement de jeunes ouvert à l'ensemble de la majorité et qu'il fournisse à tous les partis de cette majorité un contingent de jeunes candidats aux élections municipales.

Sommes-nous en 1934 ?

(Suite de la première page.)

Etudiants et lycéens, viticulteurs et agriculteurs, agents de l'Etat et travailleurs des secteurs public et privé, chômeurs et grévistes, régionalistes en révolte contre Paris et commerçants en guerre contre le fisc, Corsas et Basques, médecins en rupture de conseil de l'ordre et de Sécurité sociale, magistrats et avocats qui veulent une autre justice... On n'en finirait pas, de Montpellier à Amiens et de Lép au Parisien libéré, d'allonger la liste. Même les dentistes ont, l'autre jour, défilé en cortège à travers la capitale.

Certes, il n'y a rien de commun entre les revendications, les protestations des uns et des autres ; elles sont souvent opposées et parfois même contradictoires. Mais le risque existe toujours en France d'une conjonction soudaine et imprévue de mouvements apparemment inconciliables dans un refus aveugle, véhément ou

las, dans un « ralbol » vague et général. Cela s'est produit déjà, cela peut se répéter à tout moment comme ce fut le cas, par exemple, en mai 68 au moment où la grève ouvrière a relayé la révolte étudiante sans qu'on sache très bien par quelle alchimie mystérieuse le point critique avait tout à coup été atteint, provoquant l'explosion. Il ne s'agirait

donc d'une périépie, un peu exceptionnelle peut-être, mais malgré tout classique, répertoriée, éprouvée de la vie publique, si les difficultés économiques et la tension sociale au sens le plus large ne constituaient la toile de fond d'un affrontement politique, ne marquaient le début d'une campagne électorale qui va durer deux ans.

Tenir deux ans

Deux ans, deux années certainement mouvementées et difficiles dans un monde troublé, deux années de rudes et incessants combats entre les deux camps, deux années de fièvre, d'agitation et d'incertitude. En 1934, le succès du Front Populaire, en Espagne, pesait bientôt en faveur de l'union des gauches françaises. En 1976, c'est vers l'Italie plutôt que vers la France que les regards, avec espoir pour les uns, avec crainte pour les autres, se tournent.

En fait, le trouble jeté par la décision du P.S.U. dans le courant révolutionnaire illustre les divergences d'analyses stratégiques de ce dernier. Traditionnellement, l'extrême gauche fait peu de cas des compétitions électorales, même quand elle y prend part. Mais les échéances prochaines ne semblent pas, à certains de ses militants, pouvoir être entendues dans la même relative indifférence que d'habitude.

Tenir, pour la majorité, cela signifie d'abord réussir à conso-

lider et développer les premiers signes de reprise dans l'emploi, la production, l'exportation ; ensuite montrer qu'elle peut concilier plus de justice avec le respect des libertés, les réformes avec le conservatisme de son électorat, la diversité des tendances qui le composent avec une certaine communauté d'action, et d'adhésion ; enfin et surtout, retrouver un crédit moral qui paraît pour l'heure singulièrement entamé. Tenir, pour l'opposition, cela veut dire présenter un visage serein et déterminé, mettre un terme aux querelles qui peuvent ternir son image et surtout convaincre qu'elle est apte à gouverner et à gouverner mieux, sans que la liberté fasse les frais des progrès vers l'équité.

Deux ans, c'est à la fois court et long. Court pour s'imposer, long pour résister. Sommes-nous en 1934 ?

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

Le choix « unitaire » du P.S.U. pour les « municipales » crée un certain malaise à l'extrême gauche

En souhaitant figurer sur des listes uniques de la gauche dès le premier tour des prochaines élections municipales (le Monde du 13 avril), le P.S.U. a créé, au sein de l'extrême gauche, un certain malaise. M. Victor Leduc, membre du bureau politique, a précisé le lendemain de la réunion de la direction politique nationale, que, malgré les divergences qui subsistent entre les socialistes unifiés et les partis signataires du programme commun, ce dernier « symbolise aux yeux des masses populaires quelque chose qui va beaucoup plus loin que son contenu ».

Mais nombre de formations révolutionnaires sont tentées d'ironiser, comme M. Alain Krivine le fait dans le quotidien trotskiste *Révolution* ce mercredi, sur « les charmes discrets du programme commun » que le P.S.U. découvre aujourd'hui, c'est-à-dire au moment même où le rapport de forces entre l'union de la

gauche et lui est plus défavorable que jamais. Sans doute la Ligne communiste révolutionnaire est-elle particulièrement pressée de prendre ses distances avec l'orientation nouvelle du P.S.U., compte tenu des rumeurs persistantes à l'extrême gauche qui prétendent à M. Krivine et à ses amis l'intention d'entamer un processus de fusion avec les socialistes unifiés, voie dans laquelle les avait précédés, en 1974-1975, l'Alliance maoïste révolutionnaire, dont un certain nombre de militants s'interrogent sur les conclusions à tirer aujourd'hui de la stratégie adoptée par la direction politique nationale à une très forte majorité.

D'autres formations, cependant, notamment la Révolution, estiment qu'il s'agit d'un important glissement à droite. Glissement auquel le courant révolutionnaire est d'autant plus sensible que le P.S.U. y apparaissait jusqu'alors comme

« le » parti, même aux yeux d'organisations éloignées de ses thèses ou qui, comme les trotskistes, le situent un peu à la lisière de l'extrême gauche proprement dite et en font le « centre » de la gauche.

En fait, le trouble jeté par la décision du P.S.U. dans le courant révolutionnaire illustre les divergences d'analyses stratégiques de ce dernier. Traditionnellement, l'extrême gauche fait peu de cas des compétitions électorales, même quand elle y prend part. Mais les échéances prochaines ne semblent pas, à certains de ses militants, pouvoir être entendues dans la même relative indifférence que d'habitude.

Si grande que soit leur méfiance à l'égard de la gauche « réformiste », la victoire de celle-ci leur semblerait ouvrir des perspectives révolutionnaires qu'une reconduction de la majorité sortante n'offrirait pas. Il s'agit donc, pour cette partie de la famille d'extrême gauche, de réunir les conditions qui lui permettront, si les partis signataires du programme commun l'emportent, de parler haut et clair : ne pas se couper de la gauche classique, mais répandre en même temps l'idée que la véritable lutte communiste aura lieu demain de sa victoire.

Un autre courant, dont les semaines qui viennent permettront sans doute de mieux mesurer l'importance, estime au contraire que c'est avant 1978 qu'il faut rassembler l'extrême gauche autour de positions doctrinales claires, si faibles que soient, selon lui, les perspectives révolutionnaires immédiates, malgré le regain d'agitation étudiante, l'affaire Lip ou celle des comités de soldats. Il prépare un premier mal « de combat », et envisage la constitution de listes uniques de l'extrême gauche aux élections municipales, où voisieraient marxistes-léninistes, trotskistes, « indépendants » divers.

Ce courant considère que l'arrivée au pouvoir de l'union de la gauche est sans doute souhaitable, toutes réserves faites sur son programme, mais qu'elle ne saurait constituer le point de passage oblige de la révolution.

BERNARD BRIGOULEUX.

MM. CAILLAVET ET PELLETIER VEULENT EVITER QUE LA FRANCE NE SOIT COUPEE EN DEUX

M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Aisne, fondateur, avec M. Caillavet, du Comité d'action pour une démocratie sociale, a été reçu mardi 13 avril, par M. Valéry Giscard d'Estaing. Après cette entrevue, M. Pelletier, qui se réclame du centrisme d'opposition, a déclaré que son entretien avec le chef de l'Etat entrerait « dans le cadre normal des consultations constructions qui doivent avoir lieu entre le président de la République et les groupes d'opposition ». Il a ajouté qu'il regrette « que la France soit coupée en deux » et que toute l'opposition ne dialogue pas avec le président.

De son côté, M. Henri Caillavet, sénateur du Tarn-et-Garonne, a déclaré le même jour devant le club féminin *Présence et Promotion* (1) : « Le Comité d'action pour une démocratie sociale restera dans une opposition responsable, c'est-à-dire qu'il pourra interpeller aussi bien la majorité que l'opposition. Tout en affirmant notre volonté de demeurer dans l'opposition, nous voulons lancer une passerelle et parcourir un chemin de crête, certes difficile, mais qui évitera à la France de rester coupée en deux ».

(1) 55, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du

Monde

Au sommaire du numéro d'avril

ORDRE ET DÉMOCRATIE EN ALLEMAGNE DE L'OUEST

(Daniel VERNET)

ÉTAT-PROVIDENCE ET CAPITALISME AVANCÉ

(Joachim ISRAËLI)

DES LIBERTÉS MENACÉES ?

enquête de Maurice T. Mauchin

LE DOSSIER LOCKHEED

ARMEMENTS, POTS-DE-VIN ET DÉFENSE DE L'OCCIDENT,

par Anthony SAMPSON

LES FIRMES AÉRONAUTIQUES AMÉRICAINES EN DIFFICULTÉ,

par Armand MATTELART

Lutte de classes et pouvoir aux États-Unis : « Le Réve et l'Histoire »

de Claude JAFFIN

« Global Reach » : l'emprise mondiale des multinationales et sa contestation aux États-Unis,

par Frédéric LANGE

LA COOPÉRATION FRANCO-SUD-AFRICAINE

(Claude BOURDET)

UNE NOUVELLE DOCTRINE DE L'OTAN

(Jusuf FINEKSTELIN)

Argentine : le glas du péronisme,

par Bernard CASSEN

Uruguay : Dictateurs et crises diplomatiques,

par Jean-Claude BUIRER

La production « étonnée » de la CHUCED,

par Gerson COREA

La propriété industrielle dans le tiers-monde,

par Theodora OBRATU

En Guinée-Bissau et au Cap-Vert : le P.A.L.G.C. à l'œuvre,

par Basil DAVIDSON

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)

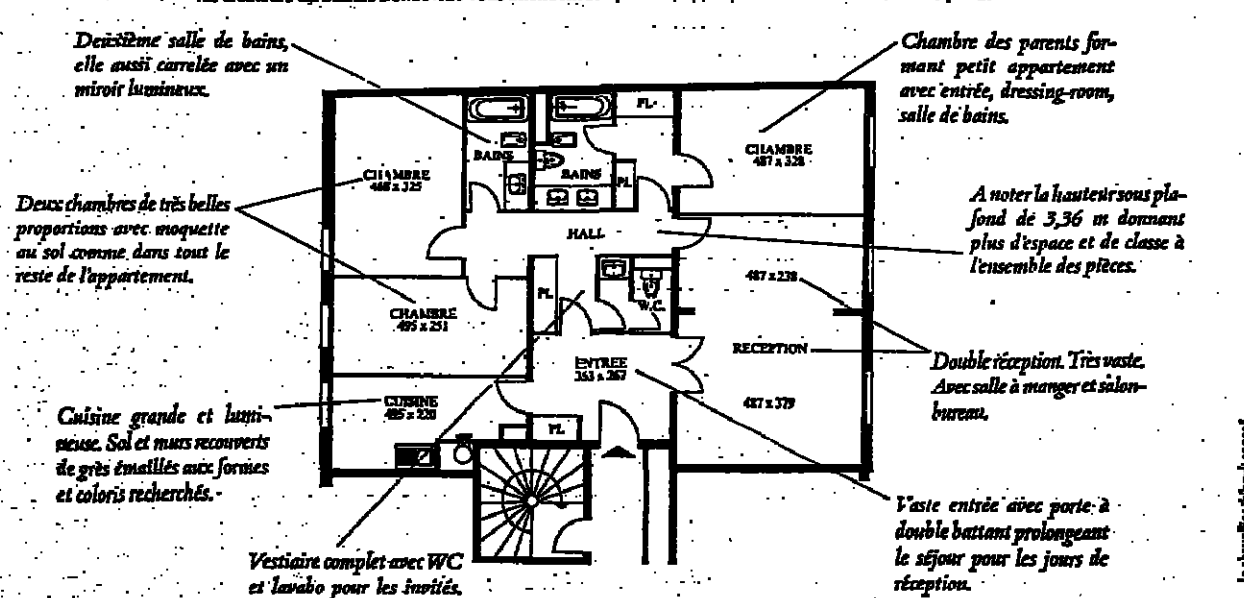
Abonnement et vente au numéro

5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09.

Le Marais Bondeville. Regardez bien ce 5 pièces, il le mérite.

Regardez ce plan d'un 5 pièces. Le plan d'un appartement qui se termine actuellement au Marais Bondeville. D'un appartement unique. Comme tous les autres appartements du Marais Bondeville. Exceptionnel prend-il son véritable sens : qualité, prestations, équipements, architecture, construction, tout est à même de satisfaire l'acquéreur le plus difficile. Au Marais Bondeville.

Fiers de construire au cœur de Paris l'un des plus prestigieux immeubles de la capitale, les créateurs du Marais Bondeville vous attendent sur place. Venez examiner avec eux les autres plans.



Le Marais Bondeville du studio au 7 pièces duplex. Prix définitifs et non révisibles.



Vente de l'appartement mobile tous les jours sans motif, 4, rue des Hautes-Églises 75003 Paris - 272.94.91 (92) L'OFFICE 4, rue de Miromesnil 75008 Paris - 265.53.84

ÉDUCATION

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION CONTRE LA RÉFORME UNIVERSITAIRE

De nouvelles universités ont été touchées par la grève

Vifs incidents à Toulouse

Les propositions de Mme Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, ont provoqué un certain trouble, notamment en raison de leur caractère d'urgence, mais n'ont pas interrompu la campagne contre la réforme du deuxième cycle. Celle-ci paraît se dérouler sur plusieurs plans. D'un côté, les étudiants poursuivent leur mobilisation en vue des manifestations du jeudi 15 avril, et les grèves continuent à s'étendre dans les universités. Des heurts sérieux avec la police se sont produits à Toulouse. L'agitation gagne certaines unités d'enseignement et de recherche médicales et de nouvelles établissements d'enseignement secondaire.

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (affilié à la FEN) et le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.) maintiennent

aussi leur pression : le SNE-Sup. a appelé à la grève pour le jeudi 15 avril certaines de ses sections en ont déjà entamé une dès le début de cette semaine, comme les adhérents du SGEN, qui doivent poursuivre leur mouvement jusqu'au samedi. Les deux syndicats participent aux manifestations prévues pour jeudi dans les villes universitaires.

Enfin, les organisations politiques de gauche et les centrales syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ont réaffirmé leur opposition à la réforme du deuxième cycle et leur soutien au mouvement étudiant. Mais, pour l'instant, elles ne s'engagent pas davantage : en particulier elles ne prendront pas part aux manifestations de jeudi.

manifestants, qui ont tenté, place d'Occident, d'édifier une barricade avec les résiduels d'un chantier voisin. Il y a eu plusieurs personnes légèrement blessées, dont deux policiers. Une vingtaine de jeunes gens ont été interpellés. Dans la journée, la grève avait gagné l'université des sciences sociales (Toulouse-I), et repris dans certains secteurs de l'U.N.E.R. de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III).

● A L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE BORDEAUX, deux votes ont eu lieu, l'un à la demande des étudiants non-grévistes, l'autre sur l'invitation du comité de grève. Après des deux scrutins, la situation est des plus confuses, certains étudiants ayant

en outre voté deux fois. Dans l'une des grèves on a compté 229 bulletins pour la grève et 49 contre ; dans celle des non-grévistes, 220 contre la grève et 89 pour. — (Corresp.)

● A BREST, où l'université de Bretagne-Occidentale (droit, lettres et sciences) est en grève, une manifestation a réuni cinq cents personnes.

● A MULHOUSE, les étudiants de l'U.N.E.R. ont voté la grève.

● A NANCY, les étudiants en droit se sont mis à leur tour en grève.

● A POITIERS, la grève est effective dans la plupart des unités d'enseignement et de recherche, sauf en médecine et en pharmacie. En droit et sciences, cependant, les cours de troisième cycle ont eu lieu mardi. Quatre cents étudiants ont manifesté devant les locaux où le conseil de l'université était réuni.

● A RENNES, les étudiants en sciences, droit et sciences économiques ont repris la grève, qui dure en lettres depuis le 4 février.

● A TOULON, le centre universitaire, occupé mardi pendant une partie de la journée par des étudiants, a été fermé.

DANS LA REGION PARISIENNE, la plupart des universités sont maintenant touchées par la grève. Les étudiants de l'U.N.E.R. d'éducation physique et sportive de Paris-V ont décidé, mardi, en assemblée générale, une grève reconquiescible.

A l'université de Vincennes (Paris-VIII), une assemblée générale des enseignants a décidé, lundi 13 avril, de se mettre en grève jusqu'au 16 avril.

Des étudiants de l'U.N.E.R. de sciences et de lettres de Paris-XII (Créteil) se sont mis en grève mardi. Une assemblée générale a réuni le même jour les étudiants de l'U.N.E.R. de droit de Paris-XI (Sceaux). Ceux-ci ont voté la grève à bulletin secret.

Dans l'enseignement secondaire

Dans les lycées et collèges, des « mouvements » divers, qui vont des conversations d'enseignants, aux « débrayages » momentanés et à des grèves plus ou moins suivies, agitent un nombre croissant de lycées. Les établissements d'enseignement secondaire de Paris n'échappent pas à cette agitation, qui est plus nette en province, où les mouvements signalés dans le Monde du 14 avril continuent pour la plupart.

Dans l'académie de Versailles, le recteur a ordonné, mardi 13 avril, dans la soirée, la fermeture pour une durée indéterminée du lycée de Versailles (Val-d'Oise). Une certaine agitation avait régné pendant la journée dans ce lycée, et une soixantaine d'élèves avaient pénétré dans les locaux administratifs. Mais le proviseur n'a pas été sequestré. Il avait fait appel à la police pour surveiller les établissements.

La fermeture du lycée Pré-de-Corday, à Sarlat (Dordogne), a, d'autre part, été décidée mardi par le conseil de l'académie de Bordeaux. Le lycée de Digne (Alpes-de-Haute-Provence), fermé des avant les congés de Pâques, le demeure à ce jour.

A Paris, des cours des classes préparatoires du lycée Honoré-de-Balzac, après une assemblée générale qui a eu lieu mardi 13 avril dans la soirée, ont décidé de participer à la manifestation étudiante du jeudi 15.

Pour suivre la radio de la BBC de la BBC A L'ECOUTE DE LONDRES Textes et explications en Français Abonnement 12 N° par an, F. 40. En 1976, le prix de l'abonnement est de 400 F. EDITIONS-DISQUES S.E.C.M. 8, rue de Berni - 75008 PARIS

Edité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Fayet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Le Monde » 10, rue de Valenciennes - 75001 PARIS - 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57477.

Les concessions imprécises de Mme Saunier-Seïté

En annonçant, le mardi 13 avril, après quarante-huit heures d'information soutenue, le début de discussions pour préparer une nouvelle circulaire d'application de la réforme du deuxième cycle universitaire, qui pourrait se substituer à celle du 25 février, Mme Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, a-t-elle renvoyé la balle dans le camp de ses adversaires ? La nouvelle peut-elle faciliter un retour au calme dans les universités ?

La réponse dépend pour une bonne part de ce que Mme Saunier-Seïté est disposée à concéder à ses adversaires d'aujourd'hui. Or, jusqu'à présent, elle s'est refusée à le préciser. « Tout ce qui ne figure pas dans l'arrêté peut être discuté », dit-on simplement au secrétariat d'Etat, après avoir tenté de limiter la portée des propos tenus mardi au secrétariat général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). La formule ne veut pas dire grand-chose. Le circulaire de février a choqué bon nombre d'universitaires en indiquant

certains des moyens nouveaux pour réaliser la réforme, devant « redistribuer » ceux qu'elles possédaient, supprimer les enseignements peu fréquentés ou sans débouchés et tenir rigoureusement compte des possibilités d'emploi dans la mise au point des formations nouvelles. Mais, hormis ces précisions impératives, une liste provisoire des « groupes d'études techniques », et un calendrier d'application de la réforme, elle apportait peu de chose par rapport à l'arrêté.

Cela veut-il dire que Mme Saunier-Seïté ne concède rien ? Dans le cadre d'un défilé par l'arrêté du 16 janvier, beaucoup dépendra en fait de l'application : une simple circulaire peut donc « geler » en fait certains points de l'arrêté et permettre de revenir en arrière sans pour autant perdre la face. En n'annonçant rien de précis aujourd'hui, sinon la poursuite — ou la reprise — de discussions, le secrétaire d'Etat se donne en fait la possibilité de « lâcher » plus ou moins de lest selon l'évolution de la situation.

C'est, évidemment, ne saurait ramener le calme comme par magie, mais, si les grèves, qui semblent plutôt gagner, dans les universités, ni même ralentir la mobilisation des étudiants, notamment pour la journée d'action du jeudi 15 avril, et si les vaines tentatives de Mme Saunier-Seïté ne s'arrêtent pas, ceux à qui elle s'adresse, en fait, ce sont les universitaires : il s'agit d'éviter que ne s'accroisse un mouvement lancé par les grèves organisées cette semaine et la suivante par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup., affilié à la FEN) et le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN, C.F.D.T.), et que ne se multiplient les mesures de blocage de la réforme décidées par les conseils d'université.

Certains faits peuvent venir à l'appui d'une telle tactique. L'attitude de la FEN d'abord, qui, en évitant de perdre d'un véritable recul du gouvernement, estime que l'ouver-

ture positive » faite par Mme Saunier-Seïté donne aux organisations syndicales directement concernées la possibilité de remettre en cause les points litigieux de la réforme. Mais elle n'est pas seule : le parti socialiste fait preuve, aujourd'hui, d'une extrême prudence à l'égard du mouvement étudiant.

Les socialistes n'entendent pas, a dit mardi 13 avril M. Louis Mexandeu, député du Calvados, porte-parole du P.S. pour l'éducation, « embêter le pas » à toutes les initiatives. Ils se défient de mots d'ordre qui ne seraient pas suivis par la majorité des étudiants (comme le boycottage des examens), de « provocations » qui donneraient à certains membres de la majorité l'espoir d'un « raz de marée » électoral comparable à celui de 1968. Des heurts comme ceux qui ont eu lieu à Toulouse soulignent ce danger.

Le P.S., qui pense déjà aux élections municipales de 1977, n'est pas prêt à sacrifier le bénéfice de son succès aux cantonales. Et, dans une perspective à plus long terme, il ne veut pas prendre à son compte toutes les revendications des étudiants ou même des enseignants. Pour les socialistes, le problème est moins d'ordre universitaire que d'ordre économique : il faut créer des emplois pour les futurs diplômés.

L'analyse des communistes n'est pas très différente. Dans la mesure où le mouvement étudiant leur échappe presque totalement, ils peuvent être amenés à prendre leurs distances vis-à-vis de lui, tout en condamnant la « politique du pouvoir », responsable de la crise, comme ils l'ont fait dans le passé. Du côté des étudiants, le COSEF (Comité pour un syndicat des étudiants de France), animé par les socialistes, pense qu'il faut obtenir des avantages concrets pour les étudiants. Même si les propositions de Mme Saunier-Seïté lui paraissent insuffisantes, il estime qu'il faut, dès à présent, étudier les conditions de futures négociations. Quant à l'UNEF (Renouveau), proche des communistes, elle ne cesse de réclamer des « négociations sérieuses ».

Les limites d'une tactique

En offrant des discussions aux interlocuteurs sérieux, le gouvernement peut espérer diviser ses adversaires et dissocier le front du refus formé dans certaines universités entre les étudiants, les enseignants et les responsables. D'un côté, les « extrémistes » que l'on laisse, de l'autre, les gens raisonnables, les présidents d'université, les assen-

gnants et leurs syndicats, mais aussi les organisations étudiantes ayant pignon sur rue, dont on recueille les avis et atterques on donne l'espoir de se faire entendre.

Mais cette tactique a ses limites : elle ne touche pas les étudiants grévistes. Leur objectif déclaré est d'obtenir l'abrogation pure et simple de l'arrêté, comme l'ont souligné les délégués réunis à Amiens, le 10 avril, et aucune négociation n'a été envisagée. Les gauchistes et notamment les militants de la Ligue communiste révolutionnaire, qui jouent un rôle non négligeable dans l'extension du mouvement, tiennent ferme sur cette position. Pour eux, l'« ouverture » faite après une raison de plus de poursuivre leur mobilisation : « Le pouvoir avance, nous reculons ; le pouvoir recule, nous avançons », disent déjà certains de leurs pré-décessés. Si les lycéens, d'autre part, se joignent au mouvement, le débat dépassera largement la réforme du deuxième cycle.

Dans la mesure même, où aucune concession importante ne leur est faite, il y a beaucoup de chances pour que les dirigeants de l'UNEF (Renouveau) adoptent la même attitude et cherchent à maintenir la pression pour obtenir davantage. Le point de vue des syndicats enseignants est le même : ils ne pourraient « démolir » que s'ils obtenaient l'assurance d'un report de la réforme.

L'attitude des syndicats, enseignants et autres, et des organisations de gauche, dépendra, pour une bonne part des résultats des manifestations de jeudi et de l'attitude des étudiants à poursuivre leur mouvement et à éviter les incidents impopulaires. Deux conflits, en effet, se superposent. Le premier porte sur la réforme du deuxième cycle : les étudiants et une partie des enseignants en veulent la modification ; c'est une lutte semblable à celle qui a eu lieu sur le projet de centres de formation des maîtres présenté par M. Olivier Guichard en 1972. L'autre combat est celui que se livrent la majorité et l'opposition. Cette dernière n'utilise pas les étudiants comme une masse de manœuvre pour harceler le gouvernement, comme elle l'a fait le premier ministre (« nous n'attendons pas tout avec l'inépuisable des étudiants », a déclaré M. Louis Mexandeu), mais pour essayer de démontrer l'impopularité de la majorité à reculer les problèmes posés par la transformation de l'université, comme ceux nés de la crise économique.

GUY HERZLICH.

Des antigrevistes sous la tour Eiffel

Il n'était pas très nombreux, cent cinquante peut-être, mardi 13 avril, sous la tour Eiffel, à réclamer la reprise des cours. « Nous n'avons pas d'organisation nationale, nous ne sommes que des individus isolés et, comme tous les modérés, nous n'avons guère l'habitude de manifester », expliquait un étudiant en droit de Nanterre, vêtu d'un costume de flanelle, la pipe à la bouche et l'air paisible. « Nous n'avons jamais pu nous exprimer librement à Nanterre. Dès que nous tentons de prendre la parole, on nous expulse. Lundi, à la fin de l'assemblée générale en droit, quand je me suis approché du micro, j'ai été accueilli à coup de pots de yaourt ! », lançait-il.

La plupart des manifestants étaient animés d'une sorte d'évidence intérieure selon laquelle il suffirait de laisser les étudiants se déterminer individuellement, hors de la pression des assemblées générales, pour qu'un mouvement se dessine en faveur de la reprise des cours. Ceux de Nanterre-droit réclamaient un vote sans contrainte des cartes d'étudiants. « Les étudiants en lettres viennent à la rescousse quand le vote s'annonce difficile pour les grévistes », répétaient-ils.

Cette coalition de modérés éveille cependant bien des

convulsions du côté de l'extrême droite. Aux slogans « Alice, on veut des cours », de ces étudiants sages, succèdent bientôt, sous les pourboires métalliques d'Eiffel, les cris de « gauchistes, hors des facs », ou « gauchistes assassins », poussés par quelques militants du GUD (Groupe union et détente). Ces derniers entendent rappeler l'agression au couteau dont a été victime un des leurs, M. Philippe Morand, étudiant en économie appliquée à Aix-en-Provence (le Monde du 10 avril).

Les « modérés » protestent, désireux de garder un « style » « politique » à leur action et ne souhaitant que faire respecter « le droit au travail ». Les déclarations des militants du GUD ne les désarment pas vraiment, mais le contraste était manifeste entre les attitudes mesurées, les vestes en tweed des uns, et le ton martial, les discours de cuir des autres. Les modérés découvraient, sans trop en être surpris apparemment, qu'ils n'avaient guère d'autre soutien dans leur tentative que des groupes très organisés. Une nouvelle manifestation devait avoir lieu ce mercredi 14 avril, à 18 heures, du rond-point des Champs-Élysées aux Invalides.

D. Ch.

VIVRE UNE LANGUE

Séjours linguistiques - ETE 1976

EF VACANCES met son expérience à la disposition de vos enfants pour des vacances utiles et enrichissantes.

— Accueil dans des familles anglaises - allemandes - autrichiennes - néerlandaises.

— Trois heures de cours quotidiens par petits groupes.

— Programme de loisirs sportifs et culturels.

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE COMPLETE

EF
VACANCES

9, rue Paquien - 75008

Tél. : 56-26-13.

Appré par le Secrétariat d'Etat au Tourisme - Ltr. n° 858 A.

BON A DECOUPER

M.

N°

Rue

Code postal Ville

Souhaitez recevoir la brochure de présentation de vos séjours linguistiques.

FORMATION PERMANENTE

UNIVERSITE PARIS-III

Prochains stages :

- 1) INITIATION A LA PRATIQUE THEATRALE (pour comités d'entreprise, animateurs culturels, etc.), à partir du 20 avril : 2 séances de 3 heures par semaine, complètes du 26 au 30 avril.
- 2) EXPRESSION ORALE ET ECRITE. Une semaine à temps complet du 26 au 30 avril.
- 3) EXPRESSION ORALE ET ECRITE. Une demi-journée par semaine, du 3 mai à fin juin.
- 4) STAGES INTENSIFS DE LANGUES (anglais, allemand, arabe, espagnol, portugais, italien), 4 heures par jour pendant 1 semaine, en juin 1976.

Enseignements et inscriptions en : CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DE PARIS-III, 13, rue de Saint-Victor (Bureau 218), 75005 Paris, tél. 553-53-39 ou 707-63-19 (poste 408).

L'AUTONOMIE EN HAILLONS

Appel à l'opinion publique lancé par l'Université de la Sorbonne Nouvelle (Paris-III)

L'article 3 de la loi d'orientation précise que « les Universités sont des établissements publics à caractère scientifique et culturel, jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière ».

Voilà donc l'autonomie garantie par la loi.

Mais qui va en faire les frais ?

L'université, « établissement public », ne peut vivre que par l'essentiel que par l'appui des fonds publics. C'est donc l'Etat, garant de l'autonomie, qui doit en fournir les moyens.

En tout cas, il est exclu que l'autonomie serve de prétexte à l'Etat pour augmenter les charges de l'université et pour s'en remettre à subtil des conséquences de la hausse des prix.

Qu'en arrive-t-il ?

Au nom de « l'autonomie », l'Université de Paris-III est invitée en 1976 à mettre un budget en équilibre avec une subvention de fonctionnement en augmentation de 4 % par rapport à celle de 1975. En raison de la hausse prévisible, c'est donc avec une perte au pouvoir d'achat au moins égale à 12 % que Paris-III devra assurer son autonomie financière.

Au nom de « l'autonomie », Paris-III, comme les autres Universités, a consacré en 1975 des centaines d'heures à mettre au point, sur l'invitation du Secrétariat d'Etat aux Universités, un « plan quinquennal de développement et de redéploiement ». Le résultat se solda par une « allocation spécifique et son programme », qui se monte à 400 000 F. Sacrifier cette allocation spécifique ne permettrait même pas de combler le déficit du budget qui, dans la plus favorable des estimations, s'élèverait à 500 000 F.

Au nom de l'« autonomie », l'Université de Paris-III, comme toutes les autres, est obligée, en raison de la pénurie en postes payés sur budget d'Etat, de gérer une partie importante de son personnel administratif sur budget de l'université : 104 personnes, soit 31 % du personnel, absorbaient 53,55 % de la subvention de fonctionnement en 1975. En 1976, la gestion du personnel s'élèvera à 3 820 000 F sur une recette globale de 6 000 000 de francs. Reste un peu plus de 2 000 000 de francs pour la totalité des charges de fonctionnement. Ce reliquat est vu à une érosion rapide, puisque c'est à l'université qu'incombe chaque année la charge des augmentations de salaires et de frais sociaux.

Un message récent de Mme le Ministre, Secrétaire d'Etat aux Universités, annonce la mise en place d'un plan visant à opérer progressivement, à partir de 1977, le passage du personnel administratif du budget de l'université au budget de l'Etat. Mais le transfert sera long, la proportion ne fera que s'aggraver, et la charge immédiate reste disproportionnée à nos faibles moyens.

On ne nous ménage pas les bonnes paroles. Mais au moment de passer aux actes, les interlocuteurs se reculent. C'est le silence. Faute de pouvoir nous faire entendre, nous sommes contraints d'en informer l'opinion.

LE PRESIDENT ET LE CONSEIL DE L'UNIVERSITE.

Cette publication a été payée par la contribution personnelle des enseignants de Paris-III.

مكتبة المصطفى

ÉDUCATION

N'A PAS ÉTÉ DÉSAMORCÉ PAR LES PROPOSITIONS DE M^{me} SAUNIER-SEITÉ

Après la rencontre du secrétaire d'État avec les dirigeants de la FEN

La journée du mardi 13 avril a été marquée par une certaine confusion et un grand nombre de prises de position et de déclarations, à la suite de l'annonce d'une délégalation de la Fédération de l'éducation nationale conduite par M. André Henry, secrétaire général, chez Mme Alice Saunier-Seité. Après l'entretien, la FEN a publié un communiqué, selon lequel le secrétaire d'État avait « admis qu'il convenait de réexaminer le contenu de la circulaire (sur l'application de la réforme du second cycle) dans le cadre d'une nouvelle concertation ».

La FEN précisait que le secrétaire d'État « s'était engagé à appliquer la réforme que lorsque cette nouvelle concertation sur l'ensemble des problèmes qui ont été soulevés aura permis de rapprocher les points de vue ». Une nouvelle consultation du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) et des « discussions sur la composition, le nombre et les intitulés des groupes techniques » chargés d'examiner les projets de universités étaient, selon la FEN, la conséquence logique de cette nouvelle orientation. Celle-ci impliquait également, aux yeux de la Fédération, que « le calendrier prévu par l'actuelle circulaire d'application soit suspendu et revu après la réunion du CNESER », en attendant « la rédaction d'une circulaire définitive sur la base des différentes concertations ».

De son côté, le secrétariat d'État aux universités publiait un communiqué affirmant : « L'arrêt du 16 janvier sera mis en œuvre après une large concertation du CNESER, de la conférence des présidents d'université, de la conférence des associations d'étudiants et des instances syndicales, concertation qui aboutira à une circulaire d'application du directeur des enseignements supérieurs et de la recherche. »

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), affilié à la FEN, a protesté « contre l'attitude de la FEN »,

qui a rencontré « inopinément le secrétaire d'État sans son avis et sans l'en avoir même informé ». Dans un communiqué commun avec le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN, C.F.D.T.), le SNE-Sup « prend acte des reculs de Mme Saunier-Seité et les entretient comme un premier effet de la lutte ».

Le C.G.T. et la C.F.D.T. dans un communiqué commun considèrent « comme un fait significatif le premier recul du gouvernement. S'il se confirme, ce recul est le résultat de l'action des étudiants ». Les deux centrales syndicales « expriment leur soutien » aux manifestations du jeudi 15 avril.

La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur « appelle la grande majorité des enseignants et des étudiants qui réprévoient l'agitation politique permanente dans l'université à ne pas s'associer aux mouvements de grève, à exiger le respect de la liberté du travail et à faire connaître à l'opinion publique tous les actes d'intolérance et de violence ».

L'UNEF (ex-Renouveau) demande des précisions

Les dirigeants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau, proche des communistes) ont demandé « à être reçus dans les délais les plus brefs par le secrétaire d'État aux universités pour avoir confirmation de ses propos ». Si ceux-ci ont été correctement rapportés, « ils traduisent, estime l'UNEF, un premier recul de la part du gouvernement en attendant d'un débat qui n'a convaincu ni les étudiants, ni les universitaires, ni l'opinion publique ».

Le Mouvement d'action et de recherche critiques (MARC, proche de la C.F.D.T.) « refuse les promesses en l'air du gouvernement » et « exige l'abrogation immédiate d'une réforme caractérisée par l'arbitraire, la sélection et la privatisation de l'université ».

Le parti socialiste veut rester « vigilant »

M. Louis Mexandeau, député du Calvados, délégué national à l'éducation du parti socialiste, et Mme Edith Crescen, déléguée du parti à la jeunesse et aux étudiants, ont estimé, mardi 13 avril, au cours d'une conférence de presse, qu'ils devaient rester « vigilants ».

Le recul de Mme Saunier-Seité sur l'application de la réforme du second cycle universitaire se confirme.

Les responsables du P.S. ont révisé le déroulement de la campagne d'information auprès des étudiants et des universitaires, qui avait été annoncée à l'issue de la réunion du comité directeur des 30 et 31 avril. Le mardi 13 avril, à 12 heures, aux étudiants du centre Tolbiac (Paris-13), M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti, parlera le 4 mai à 12 heures au centre universitaire Jussieu (commun aux universités de Paris-VI et VII). En province, Mme Crescen sera le 22 avril à l'université de Dijon, et le 4 mai à Toulouse.

« Le secrétaire d'État aux universités fait un procès injuste à la gauche en l'accusant de manipuler le mouvement étudiant. Les étudiants sont désorientés, et on ne peut que comprendre les manifestations actuelles », a déclaré Mme Edith Crescen.

Les responsables du P.S. tiennent néanmoins à garder leurs distances vis-à-vis des formes extrêmes de protestation et d'insubordination, telles qu'un éventuel mot d'ordre de boycott des examens. Le député du Calvados a affirmé la solidarité du P.S. « premier

parti de France », avec « les formes responsables du mouvement étudiant ». La réforme du second cycle elle-même, les responsables du P.S. ont estimé qu'il s'agissait moins d'un problème universitaire d'amélioration des formations que d'un problème économique plus large de création d'emplois. Faisant allusion à la présence de représentants du patronat dans les « groupes de travail technique », chargés d'examiner les projets de futures licences et maîtrises, M. Mexandeau s'est également interrogé sur la capacité du patronat à « déjouer les nouvelles formations ».

M. André Bouloche, député du Doubs, a demandé mardi 13 avril au nom du groupe des socialistes et des radicaux de gauche, à la conférence des présidents de groupe, l'ouverture d'un débat parlementaire sur les universités.

M. Jacques Chirac, premier ministre, qui était présent, a refusé, ce qui a entraîné un échange de propos assez vifs.

Le bureau politique du parti communiste français a publié, mardi 13 avril, un communiqué exprimant son « soutien aux luttes des étudiants », qui « rejoignent celles des enseignants et des travailleurs pour vivre mieux et défendre le potentiel économique, universitaire et scientifique du pays ». Il demande « que s'engagent de véritables discussions qui prennent en considération les revendications légitimes des étudiants et des enseignants ». Le parti communiste « apporte également son soutien aux luttes des lycéens engagés dans la semaine d'action organisée par l'UNALC ».

Le rôle des enseignants et la réforme du deuxième cycle

CORRESPONDANCE

Que pensent les enseignants de la réforme du deuxième cycle universitaire ? Jusqu'ici, ce sont surtout les étudiants qui se sont exprimés — comme s'ils avaient voulu répondre par avance à la lettre de M. Jean-Louis Guichard, directeur des enseignements supérieurs et de la recherche, aux présidents d'université, où celui-ci annonçait que la réforme devait être faite pour les étudiants. Pour

les grévistes, ou ceux qui les approuvent, la réforme aboutira à spécialiser l'enseignement, à éliminer les filières non rentables, voire même, comme nous l'écrivait un étudiant de sciences économiques, à faire du patronat « le vrai directeur des études universitaires ».

Mais la réforme met aussi en question le rôle des enseignants. Doivent-ils se limiter à un domaine particulier de la

science, sûrs que les étudiants en tirent profit, accepter d'élargir ce domaine, ou ne doivent-ils pas reconsidérer leur travail, et les formations dans lesquelles il s'exerce. Et, en ce cas, quelles sont les conditions nécessaires à cette transformation ? Ce sont des questions différentes qu'illustrent les lettres dont nous donnons ci-dessous les principaux extraits.

L'Université s'est ouverte

Les universités ont assuré jusqu'ici une formation générale, suffisamment souple pour préparer à différentes formations, les licences et particulièrement les licences de lettres, ouvraient à tout un éventail de métiers. On admettait facilement que le contenu de cette formation puisse tenir compte des besoins nouveaux de la société ; mais pourquoi renier la valeur d'une formation générale ? Les études littéraires, non plus d'ailleurs que les études sociales, économiques ou scientifiques, ne peuvent s'inscrire en termes d'efficacité ou de rentabilité à court terme ; et elles ne concernent pas non plus le loisir ou la délectation de quelques privilégiés, comme le suggère la classification « culture, arts et loisirs » de la circulaire Guichard. Le sens d'une formation littéraire est lié à la maîtrise du langage parlé ou écrit, à l'exercice des facultés critiques, au contrôle des médias (de l'édition à la télévision), au processus de transmission des connaissances.

A cette mission, l'université n'a cessé de s'adapter depuis 1968, au

prix d'efforts considérables. Une université provinciale comme celle de Grenoble s'est ouverte à la communication, à la didactique, aux langues appliquées, à la formation des enseignants étrangers, à l'alphabétisation des travailleurs immigrés, à la préparation des carrières administratives, à l'animation culturelle, etc. L'aurait-elle fait si elle se désintéressait de l'avenir professionnel de ses étudiants ?

Mais elle ne se sent pas responsable d'une politique de l'action culturelle, des bibliothèques ou des filières administratives qui réduisent le nombre des postes ou éliminent les étudiants licenciés, parce qu'ils sont « surqualifiés ». Et surtout, elle s'efforce de maintenir ce qu'elle considère comme sa mission fondamentale : la transmission du savoir, la recherche, la formation pédagogique de base, initiale ou continue.

JEAN SCAUD, professeur à l'université des langues et lettres de Grenoble, directeur de l'Institut de littérature française.

Le Syndicat national des lycées et collèges voit dans le « libéralisme avancé » « une forme subtile de totalitarisme »

« Sous couvert de libéralisme on met en place une forme subtile de totalitarisme qui n'est pas dite son nom. » Face à cette crainte, exprimée le 13 avril au cours d'une conférence de presse par le président M. Gérard Simon, le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC, C.G.C.) a réorganisé son congrès sur le thème de la « liberté dans l'enseignement ».

Le SNALC, a-t-il précisé, est favorable à la notion de « libéralisme », mais récusé la notion d'« avancé » et son sous-produit, le libéralisme avancé tel que nous le vivons dans nos établissements. Nous croyons déceler dans cette notion une nouvelle forme de totalitarisme inspiré du modèle soviétique.

Pour les responsables du SNALC,

A Marseille

LES ENSEIGNANTS SE JOignent AU MOUVEMENT DE GRÈVE DES ÉTUDIANTS EN CHIRURGIE DENTAIRE

(De notre correspondant.)

Marseille. — La situation s'est brusquement tendue à l'U.R.E. d'odontologie de Marseille, dont les étudiants sont en grève depuis le 10 mars, occupant les locaux de l'administration et ont élu le directeur de l'établissement, afin que celui-ci demande une entrevue au recteur de Paris. Ils entendent par cette action faire aboutir leurs revendications concernant une augmentation des crédits alloués à l'école et l'aménagement de nouveaux locaux. Ils avaient déjà, le 10 avril, alerté les membres de la profession odontologique au cours d'un forum d'information.

Les enseignants, assésés et attachés se désolidarisent des étudiants en grève depuis le 7 avril et ont décidé de s'associer à leur mouvement revendicatif. Ils veulent ainsi attirer l'attention des pouvoirs publics sur les « conditions inacceptables » qui leur sont faites sur les plans universitaires, sociaux et économiques, tout en montrant que la suppression des crédits universitaires entraîne celle des crédits hospitaliers accordés par le ministère de la Santé. En conséquence, ils ont décidé de ne recevoir que 40 % du contingent de deuxième année à la rentrée prochaine.

D'autre part, ils ont voté à l'unanimité une grève totale et illimitée, aussi bien administrative qu'universitaire et hospitalière. Seuls les services d'urgence seront assurés. — J. C.

Le totalitarisme « politico-syndical » s'exerce à tous les niveaux d'enseignement, jusque dans la pédagogie, notamment à travers les dossiers préparés par les services de documentation dont « beaucoup sont très politisés ». Les professeurs, a affirmé M. Simon, doivent « avoir la liberté de travailler ou de faire grève, ainsi que la liberté syndicale et pédagogique ». Les parents « doivent pouvoir choisir l'école de leurs enfants » et le SNALC « combat avec acharnement » le « carte scolaire ». Enfin les élèves doivent avoir la liberté de « ne pas avoir le crâne bourré par des propagandes insidieuses ».

A propos des avant-projets de décrets d'application de la « réforme Baby », le SNALC relève surtout qu'ils sont essentiellement faits de « silences ». « Nous pensons que les technocrates collectés du ministère se chargeront de combler le vide », a déclaré M. Simon, qui attend du ministre qu'il s'explique devant les parlementaires.

Durant tout le mois d'avril, le SNALC va s'employer à sensibiliser ses adhérents sur ces questions. Conformément aux décisions du congrès, ses responsables sont prêts à une « action dure pouvant aller jusqu'à la grève des examens ».

SOCIÉTÉ

En Allemagne

UNE NOUVELLE LEGISLATION LIBÉRALISE LE DIVORCE

Bonn (A.F.P.). — Le Bundestag a adopté définitivement le 9 avril une nouvelle législation sur le mariage et le divorce. Elle résulte

d'un compromis entre la majorité et l'opposition.

La nouvelle législation, qui entrera en vigueur au milieu de l'année 1977, prévoit que les divorces seront possibles lorsque les époux n'ont plus de vie commune et que sa reprise paraît impossible. Après trois ans de séparation, le divorce pourra être prononcé automatiquement, sans que d'autres raisons soient produites.

SCIENCES

LA CHINE S'INTERESSE AUX TECHNIQUES FRANÇAISES D'EXPLOITATION DES MINÉRAIS

A l'occasion de l'exposition de matériel scientifique et technique « Géoscope » qui a lieu récemment à Toulouse, une délégation chinoise de huit ingénieurs, appartenant au Bureau national de géologie, est venue en France pour se documenter sur le matériel et les méthodes de recherche, d'exploitation et de traitement des minerais.

La délégation chinoise a exprimé le souhait de voir se renforcer les relations scientifiques et techniques entre la Chine et la France.

Le texte prévoit de plus qu'après un an de séparation le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel des conjoints. Si la séparation n'a pas été un an, le conjoint qui veut le divorce doit faire la preuve que la reprise de la vie commune le mettrait dans l'état d'affronter une situation insupportable.

La législation prévoit par ailleurs que les nouveaux époux peuvent choisir indifféremment comme nom de famille celui de l'un des deux conjoints, ou même combiner leurs deux noms.

En cas de divorce, la nouvelle législation prévoit de plus une répartition égale du montant des droits à la retraite acquis pendant le mariage.

Le Monde de l'éducation

NUMÉRO D'AVRIL

Mme SAUNIER-SEITÉ : « Les universités se refusent pas la réforme car elles savent que leur image de marque est de plus en plus mauvaise. »

BBC English for Management

■ Cours d'anglais supérieur pour cadres supérieurs et dirigeants d'entreprises. Nous faisons usage de méthodes et techniques modernes conçues et développées par la British Broadcasting Corporation.

■ Hébergement en pension complète dans un Centre d'enseignement moderne, agréé par le gouvernement britannique. Un service attentif et courtois.

■ Des cours sont donnés durant toute l'année.

■ Cours d'anglais en Angleterre pour secrétaires de direction.

■ Des cours peuvent être donnés à l'Université de Londres.

■ Pour une documentation complète écrivez :

Recruitment Officer
British Broadcasting Corporation
HIS Management Centre
Lane End, near High Wycombe
Buckinghamshire, England
Tel: High Wycombe 0494 8865
Telex: 958500 WYCOMEN

SC. PO.

Plusieurs cycles de préparation. Entrée en année préparatoire. Admission en 2^e année. Profs de Fac. et Enseignants I.E.P. Résultats performants. Groupes de 15 étudiants maximum. Nombre limité de places. Préparation par correspondance. Possibilité d'inscription conditionnelle.

I.P.E.C. 46 Bd St-Michel 633.81.23 / 033.45.87

(PUBLI-TECH)

FORMATION CONTINUE à P.L.U.T. de PARIS

1. — PRÉPARATION au D.U.T. INFORMATIQUE

2. — STAGES PONCTUELS, SPÉCIALISÉS (1 semaine) — Initiation COBOL, FORTRAN

Statistique, Programmation structurée, etc.

Département Informatique - I.U.T.
143, av. de Versailles, 75016 Paris
Tél. : 224-61-50, poste 23

SPORTS

MÉDECINE

RELIGION

ATHLÉTISME

Cinquante mille coureurs à travers Milan

De notre envoyé spécial

Milan. — Des foules aussi énormes qu'en 1968 ont envahi le jour de Pâques. Mais peut-on les imaginer, s'agit-il de sport, autrement que rangées sur des gradins, buvant des jus les uns et gesticulant de quelques bougres acharnés à se disputer un ballon ? C'est si peu vraisemblable qu'un confrère belge, transporté d'avoir assisté à une course à pied réunissant trente mille personnes, eût l'air de dire : la déception de retrouver son texte imprimé avec un zéro au lieu de la sténographie au chef de rubrique, tout le monde avait trouvé la chose impossible.

Le nombre des participants à la Stramilano (la traversée de Milan) avait encore grandi cette année. Ils étaient cinquante mille, à l'occasion du 31 avril, au départ d'un parcours long de 22 kilomètres, et les organisateurs n'avaient certes pas envisagé une progression aussi fulgurante lorsqu'ils mirent timidement l'affaire sur pied, voici quatre ans : trois mille cinq cents inscriptions en 1972, dix mille en 1973, vingt-cinq mille en 1974. De fait, les prévisions les plus folles n'ont jamais cessé d'être dépassées. Un nouveau record local s'est ainsi ouvert en ces temps de disette. Mis en vente un mois à l'avance, au prix de 2 000 lire l'unité, tous les dossards avaient été enlevés en un peu plus d'une semaine, cette fois-ci. Les journaux publièrent ensuite des petites annonces qui, obéissant à la loi de la demande, suscitèrent un commerce florissant. Les imprécisions et les derniers imprévus pourrissent toujours au milieu de l'immense peloton. Ils ne recevaient pas le prix de leur effort : une médaille et un diplôme.

Douze quintaux de fruits

Autant de trophées et de parchemins, ajoutés au matériel de propagande, cette représentation des sports considérables. Faudrait-il payer les vingt mille heures de travail nécessaires à la préparation de l'épreuve, rémunérer les dix médecins, les cent quatre-vingts infirmiers et les trois cents gendarmes municipaux mobilisés le jour de l'épreuve, que des gouffres financiers se creuseraient rapidement. Et les fonds de la Banque populaire de Milan, qui a accepté de couvrir le déficit de l'opération, ne sont tout de même pas inépuisables ! Quant aux frais occasionnés par le ravitaillement de cette multitude, ils pèseraient très lourd sans l'apport de la publicité. Douze quintaux de fruits frais, 200 kilos de sandwiches, 15 000 litres de boisson et deux citernes de lait sont, en

effet, prévus pour faire laire les crampes d'estomac. De quoi décourager l'appétit du Grandgousier de Rubens ! Avec leurs guirlandes, leurs oriflammes et leurs tréteaux, les stands où tout cela est servi férocement par des centaines de personnes tiennent à la fois de la fête foraine et de la commedia dell'arte. Quelques groupes en costumes folkloriques permettent de se tromper. Bien que le sérieux de la compétition demeure, tout semble se prêter au jeu. Des 6 heures du matin, la marée avait commencé à battre sourdement sur la place du Dôme. La dique formée par trois rangs de gendarmes, qui devaient être maintenues jusqu'à 9 heures et demie, céda beaucoup plus tôt. Dans le flot qui s'écoula par le corso Victor-Emmanuel, on vit alors défilier, pêle-mêle, des chiens recouverts d'un précieux dossard attaché aux pas de leurs maîtres, un concurrent déguisé en écossais, une cage renfermant un serin en papier portée à bout de bras, un homme poussant une brouette sur laquelle s'agitait une poule également recouverte d'un dossard. Celui-ci sembla promis au diable, au psychanalyste, mais qui fouillera l'inconscient collectif de cette foule chaleureuse et jantaisiste ?

Devant l'archevêque

Trente-cinq minutes plus tard, le dernier participant passait devant l'archevêque de Milan, qu'un tel rassemblement avait appelé à venir donner la bénédiction. Il disposait de cinq heures, dernier délai, pour toucher au but. Agé de huit à soixante-seize ans, ceux qui le précédaient absorbèrent au passage les quelques rares tricheurs trouvant plus commode d'aller de contrôle en contrôle en micro et les malins surgis des portes cochères où leur désir de s'assurer un avantage les avait fait se dissimuler.

Peu de pertes, puisque cette épreuve populaire ne prévoit d'autre classement, depuis cette année seulement, que celui réservé à une trentaine de vedettes étrangères et italiennes. Bon premier, le Colombien Mora arriva, sur le stade de l'Arena salué par un orchestre baroque qui dirigeait un chef en frac et portant perruque. Parmi les instrumentistes traditionnels, des musiciens en uniforme actionnaient des... pots de chambre, des sabots et autres bizarreries.

Mais qu'importe Mora ! L'essentiel tenait dans l'annonce des autres, de tous ceux qui, dans un pays où la passion de la mécanique a été élevée à la hauteur d'un art dévorant, sont sans cesse plus nombreux à redécouvrir le moteur de leur corps.

RAYMOND POINTU.

A Paris

LES ÉLÈVES SAGES-FEMMES DE L'HÔPITAL SAINT-ANTOINE FONT LA GRÈVE DES STAGES HOSPITALIERS

La plupart des cinquante élèves de l'école de sages-femmes de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, tout juste jeudi 8 avril la grève des stages et des gardes à la maternité. Elles entendent protester ainsi contre leurs conditions de travail, qu'elles jugent excessives. Elles doivent en effet assurer, en troisième année, une moyenne hebdomadaire de cinquante heures de travail : quinze heures de cours, qu'elles continuent de suivre, et environ trente-six heures de stages hospitaliers et de garde de nuit, cela sans percevoir aucune rémunération.

Le mouvement a été provoqué, au retour des vacances de printemps, par l'accélération du rythme des gardes nocturnes, qui est passé d'une fois sur cinq jours à une fois sur quatre jours, et par la situation difficile de plusieurs élèves, enceintes : « On nous pousse quotidiennement », expliquent les sages-femmes, « le respect de la vie, la protection de la femme enceinte et la prévention de l'accouchement prématuré. Mais cela ne saurait s'appliquer et nous cas l'élève sage-femme enceinte, qui ne bénéficie pas d'aménagements d'horaires et, plus tard, ne pourra pas placer son enfant à la crèche de l'hôpital ».

Les élèves ont, en effet, un minimum de trente mois de stages à accomplir. Si elles s'absentent, du fait d'une grossesse par exemple, elles doivent, soit « rattraper » pendant les vacances d'été et se présenter à la session de septembre de l'examen, soit attendre l'année suivante.

LE SYNDICAT

DES KINÉSITHÉRAPEUTES-ENSEIGNANTS RÉCLAME LA GRATUITÉ DES ÉTUDES

« L'enseignement de la kinésithérapie reste un des rares encore dispensés presque exclusivement par des écoles privées, dont certaines ont fait de la loi n° 1271 du 12 juillet 1963 une véritable école d'écoles », a déclaré M. Jack Valérie, secrétaire général du Syndicat national des kinésithérapeutes-enseignants, au cours de l'assemblée générale de ce syndicat, qui s'est récemment tenue à Lyon. Les cinquante délégués présents ont notamment souhaité qu'un concours national soit organisé à partir de la rentrée 1970-1971 pour tous les candidats dans les écoles de kinésithérapie, titulaires ou non du baccalauréat, et que le gouvernement autorise d'urgence la discussion par l'Assemblée nationale de la proposition de loi n° 880 tendant à organiser un enseignement public et gratuit de la kinésithérapie ».

Une centaine des deux cent quarante élèves infirmiers de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, à Paris, sont en grève depuis le vendredi 9 avril. Ils entendent réclamer ainsi la réintégration d'un de leurs camarades à qui on aurait refusé la possibilité de continuer la formation en raison d'un « épisode psychiatrique » antérieur.

Le conseil départemental de l'Ordre des médecins des Bouches-du-Rhône vient de décider de se constituer partie civile dans l'affaire d'un jeune travesti mineur à qui un médecin marseillais avait prescrit des injections d'hormones féminines (Le Monde daté 29 février-1^{er} mars).

A Marseille

L'ASSOCIATION DE DÉFENSE DE NOTRE-DAME-DE-LA-GARDE « EXIGE » LA DÉMISSION DE PLUSIEURS COLLABORATEURS DE L'ARCHEVÊQUE

(De notre correspondant.)

Marseille. — Près d'un millier de catholiques marseillais ont assisté à la première réunion publique organisée par l'Association de défense de Notre-Dame-de-la-Garde qui s'est tenue à Marseille, présidée par M. Daniel Tarasconi, avocat, vingt-quatre ans à la suite de la remise à Mgr Roger Etcheberry, archevêque de Marseille, d'un rapport de recherche par une commission épiscopale présidée par le Père Roger de la Fontaine, qui a étudié la possibilité d'une « meilleure pastorale » tendant à transformer une partie du sanctuaire en un lieu de culte ouvert à d'autres religions.

« Nous ne sommes pas opposés à la création de centres ecclésiaux dans les quartiers, nous nous opposons toujours à ce que ce haut lieu marial soit dévié de sa destination. Lorsque nous parlons de politique des démolisseurs, nous entendons la basilique, il s'agit bien entendu, dans notre esprit, des démolisseurs de la foi. (...) Nous réclamons une vaste réforme administrative du diocèse, et notamment le départ de plusieurs collaborateurs directs de l'archevêque. Nous exigeons la démission du vicaire général, de cinq vicaires épiscopaux, ainsi que du responsable de la préfecture de recherche pastorale ». — J. C.

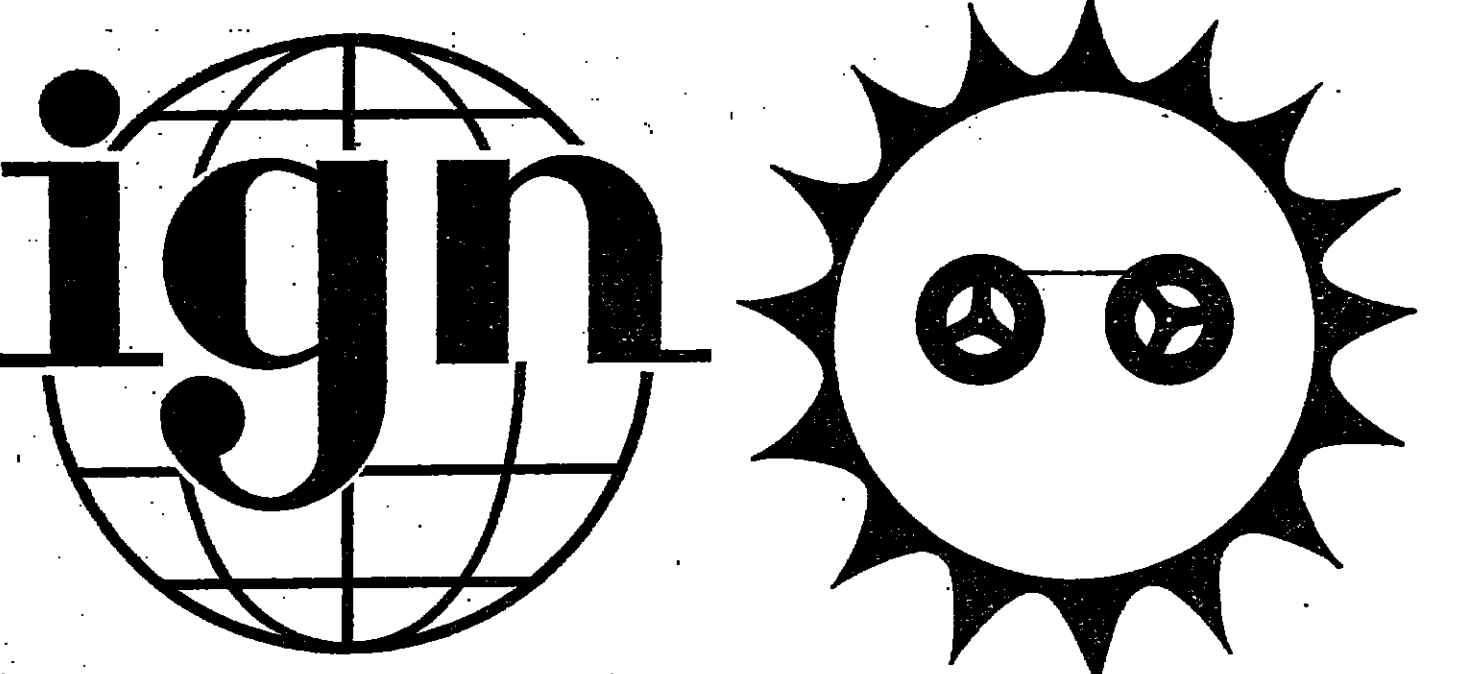
L'ACTION CATHOLIQUE

GÉNÉRALE DES HOMMES RÉAFFIRME SON OPTION PLURALISTE

Lors d'une conférence de presse donnée à Paris le 12 avril, le bureau national de l'Action catholique générale des hommes (A.C.G.H.) a fait le point sur les activités et les orientations de ce mouvement à la suite de son congrès national, qui s'est tenu à Lourdes en novembre 1970 (Le Monde du 14 novembre 1970), et des réunions, à Poissy, début avril, de son comité national (trente personnes), de son conseil national (cent cinquante personnes) et de son équipe nationale.

Un document intitulé « L'A.C.G.H. aujourd'hui, vers quel avenir ? » a été soumis, après le congrès de Lourdes, aux quatre-vingt-trois associations diocésaines de ce mouvement de structure fédéraliste, qui réunissent douze à quinze mille militants, dans quatre-vingt-trois des quatre-vingt-dix diocèses français. Les mots-clés du document sont « pluralisme » et « communion » pour « mieux vivre l'Evangile ensemble ».

Tout en reconnaissant que « la neutralité est impossible » dans le domaine politique et qu'on ne peut « au nom du pluralisme, accepter certaines conditions de vie ni des situations inhumaines d'injustice, de mépris, d'oppression, de violence », le mouvement réaffirme son « option fondamentale pluraliste, qui ne peut être liée à un choix politique unique. Un tel choix impliquerait une même idéologie, une même analyse, une même définition du programme et des moyens, alors qu'une large diversité reste légitime ».



L'I.G.N. A MIS LE SOLEIL DANS SON ORDINATEUR

Le soleil et l'ordinateur, cela pourrait être le titre d'une fable des temps modernes. Mais pour l'Institut Géographique National, c'est tout simplement l'illustration de ses recherches pour réaliser automatiquement des cartes. Connaissant la trajectoire du soleil et possédant une description du relief, on peut calculer l'ensoleillement en un point quelconque du territoire pour un jour donné. Le résultat c'est une carte d'ensoleillement de la région étudiée, une carte des « gisements solaires ».

Pour en arriver là, l'I.G.N. s'est engagé délibérément dans la voie de l'automatisation. Une nouvelle technique est née : la géomatique, c'est-à-dire le recueil et le traitement automatisés des données géographiques, sous forme numérique, en ordinateur. Selon les instructions transmises aux tables tringantes on peut, à partir d'une même série d'informations dessinées des cartes très différentes selon le programme. Des cartes « à la carte ».

Mais c'est dans le domaine du relief que les études d'automatisation sont les plus avancées. Le principe consiste à constituer un « fichier des altitudes », et à le stocker en ordinateur. Ce qui permet d'effectuer automatiquement différentes opérations telles que les calculs de pente d'un terrain, d'un volume de terrassement pour implanter une autoroute, de dresser des croquis panoramiques, des cartes de pente ou des cartes d'ensoleillement, etc. Sans aucun doute, la géomatique constitue l'une des directions les

plus prometteuses pour perfectionner les techniques géographiques. Le jour n'est peut-être pas si loin où, en appuyant sur un simple bouton, vous obtiendrez à votre gré aussi bien la carte des châteaux de France, la carte des vitesses moyennes sur un réseau routier, la carte de l'air pur...

L'Institut Géographique National rend service aux Français

FOOTBALL. — Au cours de la première journée du vingtième Festival international juniors de Cannes, la France a battu l'Irlande par 3 à 0. Ensuite que les Pays-Bas et le Mexique faisaient match nul, 2 à 2.

TENNIS DE TABLE. — L'équipe de France de tennis de table

nouvelle formule mensuelle

informations catholiques internationales

LE RETOUR DE LA MORT

- les images de la mort
- l'euthanasie
- accompagner la mort
- un commerce fructueux ?

le numéro : 7 f. envoi franco sur demande

abonnement d'essai : 6 mois : 30 f.

I.C.I. 163 Boulevard Malesherbes 75017 PARIS

C.C.P. PARIS 82.10.20

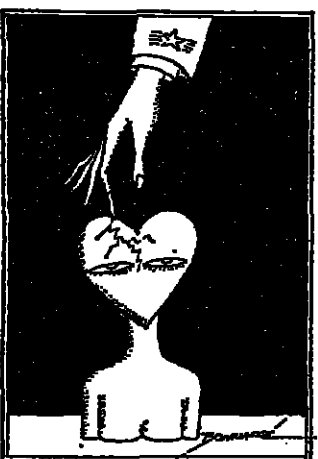
Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

« Une femme sous influence »

IL Y A UN PROBLÈME DE L'AMOUR dit le cinéaste John Cassavetes

John Cassavetes, c'est un peu à la fois deux de ses meilleurs rôles, ce personnage des « Killers » de Don Siegel (1964), celui qui attend la mort parce qu'une femme l'a déjà tué, et puis le mari traître, vendu au diable, du « Rosemary's baby » (1968) de Polanski. Il y a, chez lui, comme dans ses films, quelque chose de tendre et de pervers. Gena Rowlands, douce et féroce, assisera à notre entretien sans dire un mot et sans quitter notre interlocuteur des yeux. A la question de savoir s'il lui plaisait d'inverser un jour les rôles, et de diriger son mari dans un film réalisé par elle, elle fera en riant le geste de l'étranger puis dira, mi-sérieuse, mi-amusée : « Ce n'est pas à la mode de ne pas avoir envie de mettre en scène alors que dans tous les États-Unis des groupes de femmes réalisent des films, comme Elaine May et Ann Bancroft par exemple. Non, moi j'aimerais quelquefois, après des scènes difficiles, tourner la caméra vers John, surtout pour me venger... »



« Une femme sous influence... De quelle influence s'agit-il ? »

— D'une force, dit John Cassavetes (il souligne ce mot en se frottant la poitrine du poing). L'influence de son entourage, de la société, de son mari, de sa famille, de la maternité. Une femme déchirée entre plusieurs pouvoirs, entre plusieurs rôles.

— Après *Husbands*, les maris, Minnie and Moeckwitz, l'amant, voici la femme. Laquelle ?

— J'ai écrit ce scénario pour ma femme, Gena Rowlands, actrice magnifique, mais il ne s'agit pas d'une autobiographie. Ce travail est né d'un désespoir, de l'interrogation sur le sens de notre vie. J'en ai eu la gâchette, la droïde, la ridicule, et je me suis plongé dans le sérieux, dans le désir de dire, dire quelque chose pour Gena, pour ma propre famille. Les hommes ne sont pas aussi sensibles, ils reconnaissent les difficultés des femmes, ils ne les connaissent pas. L'écriture du sujet est née dans la solitude, plus que cela, dans un état amoureux. Au fur et à mesure de l'élaboration, et puis pendant le tournage, j'ai pris vivement conscience de problèmes qui n'étaient inconnus, sinon étrangers. Enfin, quand j'ai vu le film achevé, j'ai été choqué par leur réalité.

— Film psychodrame, psychodrame ?

— Non. C'est la vie qui est un psychodrame. Le film traite de ce qui nous est spécifique, des obsessions générales entre hommes et femmes. Il y a un problème de l'amour. Une femme comme Mabel, le personnage central, s'est peut-être dit avant son mariage : « Je ne veux pas épouser cet homme », et pourtant elle l'a fait. Ce couple est différent des autres dans la mesure où il est tellement engagé qu'il ne peut pas divorcer. La question est : « L'amour est-il possible dans des circonstances particulières, peut-il résister quand la famille se divise ? »

— Se diviser-t-elle ?

— Je ne le crois pas. Le lien est la connaissance de ce lien. Il est insaisissable. L'homme doit d'abord exister sa famille pour commencer à briser cette influence et laisser à sa femme

le temps de s'exprimer, d'être digne, d'être elle-même. A l'interrogation « Et toi-même ? », il ne peut répondre, il se refuse à étiqueter un sentiment qui va au-delà de cette question. Tout reste ouvert. Le monde ne se trouve pas dans la passion de la sexualité, l'homme et la femme s'en arrangeant. Lui aime ce qui la rend différente, son âme originale, mais il croit être le seul à la comprendre. Or il ne parvient pas à surmonter sa propre gêne dans les situations où ils se trouvent en face de plusieurs personnes. Peter (Falk) pensait de son personnage, le mari, que l'amour était l'obstacle à sa compréhension.

— Comment avez-vous dirigé vos interprètes ?

— D'abord, pour moi, il ne s'agit pas de comédiens mais d'êtres vivants. Les metteurs en scène sont de petits dictateurs et la presse a exagéré leur importance, y compris la mienne. C'est l'intensité des émotions qui compte. Les rôles sont tenus par des gens que j'aime, ma femme, sa mère, ma mère, d'autres Cassavetes, des amis, et il est impossible de contrôler les émotions de ceux que vous aimez, mais plus vous les connaissez, plus vous pouvez faire passer ce qu'ils ressentent. Je ne les dirige pas par détail et ils ne se corrigent pas pendant qu'ils jouent, ils n'essent pas de donner au public une image sympathique d'eux-mêmes. La chose rare est qu'ils se révèlent en tant que personnes.

— Cela fait partie de mon esprit particulier. Nous devons nous exercer à rester sensibles, ce sont les émotions qui nous font vivre. J'adore ce film parce qu'il n'y a pas de point de vue, il se peut pas y en avoir : l'histoire et les personnages sont très réels pour moi. Même si la vision de ces déchirements est déprimante, cela existe : à la première occasion, nous nous éloignons de l'amour, en courant.

— Quelle part laissez-vous à l'improvisation pendant le tournage ?

— Franchement aucune. Le film est constitué de plusieurs écrits épars, mis ensemble, et tous les dialogues ont été respectés à la lettre. En revanche, la liberté qu'ont les interprètes de s'exprimer physiquement rebute beaucoup de gens, ils pensent que leurs comportements vont trop loin. Je me souviens d'un assistant-opérateur nouveau sur le tournage, tellement surpris par la violence d'une scène qu'il en lâcha tomber sa caméra. Effectivement, quand on travaille sur un sol et fragile et si dangereux, l'intensité, l'atmosphère si tendue peuvent frapper quelqu'un. En fait, l'important est la peur qu'ont les gens de s'exprimer et je veux que personne ne se sente coupable d'avoir quelque chose à communiquer. C'est la liberté d'exprimer ses propres profondeurs qui est révolutionnaire.

Propos recueillis par YVES BOURDE.

★ Voir « Les films nouveaux ».

A LA SCALA DE PAOLO GRASSI

Bussotti Opéra Ballet... en un seul mot

L'UNIVERS tourmenté de Nottetempo, créé le 7 avril au Teatro Lirico de Milan, le dernier en date des opéras de Bussotti, ne se laisse pas pénétrer aisément : cela s'impose tout à coup, avec une puissance vertigineuse, des les premières mesures. C'est la scène de l'autodafé de Don Carlo le jour où on l'a entendu pour la première fois, peut-être aussi le Te Deum de Tosca et pour la moins un fragment retrouvé de Turandot ; d'ailleurs cela s'intitule : *Drame lyrique en un fragment*.

Au début tout est sombre, sauf la fosse d'orchestre, illuminée, remplie jusqu'à ras bord avec, sur la gauche, les contrebasses qui voudraient déborder. Sur la droite du théâtre, un *lettore narratore* — basse profonde au vêtement orné de petites lampes — cite Jacopone da Voragine ; Michelangelo Buonarroti (ténor dramatique), Mino, son jeune élève (rôle dansé), et les choristes figurant les saints martyrs, entrent peu à peu, en même temps qu'augmente la lumière dévorant un escalier qui pourrait bien être l'échelle de Jacob ou le décor classique des revues d'Hollywood. Lentement, très lentement, le corps décapité de saint Fabien, portant sa tête entre ses mains, gravit les marches et s'effondre plusieurs fois avant d'atteindre le sommet. Divisé à l'extrême, le chœur forme une masse épaisse comme une chape de plomb, créant d'emblée une situation dramatique-musicale du fait que le soliste parvient à peine à émerger au prix d'efforts désespérés.

Comprendre, analyser, ramener ce qu'on voit et ce qu'on entend à des notions précises, fuser-elles complexes, pour cela il faudrait d'abord échapper à la fascination d'un spectacle qui mêle les conventions du grand opéra — le déjà vu — à ces éclairés de faux souvenirs où le présent paraît n'être que la répétition hallucinée d'un passé imaginaire. On s'égare et, faute de pouvoir revenir sur ses pas, il faut renoncer également à s'orienter. Il y a là trop de suggestions, trop d'appels à l'inconnu pour fuir les sortilèges du miroir magique.

Avec pour point de départ le délire de Michel-Ange, tombé pendant qu'il travaillait aux fresques de la chapelle Sixtine et s'identifiant à Philoctète aux prises avec Ulysse (le pape Jules II) qui tente de lui ravir l'épée d'Héraclès, Nottetempo s'articule comme un rêve, autour de poèmes, de phrases choisies par le compositeur (et

Romano Amidei), de citations diverses. Le livret complet figure dans le programme avec, en plus, des notes de l'auteur et le détail de la mise en scène, mais rien qui permette de suivre ou d'expliquer la logique interne, qu'on pressent confusément, ou de fixer ses sensations à une situation dramatique précise. Sans doute, justement, est-ce voulu comme cela : on sort du spectacle — une heure trois quarts sans entracte — comme d'une forêt fantastique.

Univers onirique en extension, parti de la scène et de la fosse d'orchestre ; chacun croit pouvoir le mettre à sa dimension et, cependant, il échappe. Certains hurlent, ils ont cru reconnaître la silhouette de Rigoletto. Un cri fusa d'un coin de la salle : « Buffone ! » on toussa, on applaudit d'impudence et puis le calme revient, curieusement, lors des épisodes dansés (soliste : Rocco), musicalement moins intéressants, alors que le grand chœur a *cappella* à eu bien du mal à se faire entendre, tout comme les airs largement développés de Jules II (Gastone Sariti) ou de Michel-Ange (Calisto di Credico), très vocalisés ; cela, précisément, au pays du bel canto.

Mise en scène, costumes, décors, régie, jusqu'à la séquence cinématographique, tout a été réalisé par Sylvano Bussotti lui-même ; de l'auteur de la *Passion selon Sade*, de celui qui a souvent déclaré attacher la plus grande importance à la trivialité, à la joie, au dégoût, on attendait peut-être un nouveau scandale avec des éphèbes nus, des vocaliférations incongrues, un érotisme à fleur de peau, ou quelque chose de rassurant comme le ballet *Berykristall*, créé à Rome en 1974.

Ascèse dans l'hédonisme

En réalité, l'hédonisme sans complexe qu'on a tant reproché à Bussotti se révèle la longue singulièrement austère. Sans être exactement ascétique — à moins que la volonté de ne renoncer à rien puisse être considérée comme une forme extrême, — la démarche essentiellement introvertie du compositeur exige de l'auditeur une même qualité d'attention, une même anxiété, qui se nourrit perpétuellement l'une-même.

Nottetempo ne se raconte pas, du moins au premier abord, ne se critique pas non plus ; il y a trop à faire avec soi-même pour juger une œuvre fondamentalement ambi-



Dessin de Sylvano Bussotti.

gué. Parler de la grande cadence de piano (soliste Massimiliano Damerini), de l'air de colorature confié à Slavka Taskova Paoletti (*la Verità*), et distinguer la prestation de Liliana Poli (*la Musica*), placée dans la fosse du travail de l'orchestre dirigé par Gianpiero Taverna, serait faire croire qu'on a réussi à séparer les parties d'un tout, alors que l'ouvrage ressemble singulièrement aux fragments de la partition reproduite dans le programme : débordante, intime, mêlant un classicisme farouche (une fidélité peu commune à l'école de Vienne) à l'indomptable irrationnel, pour reprendre une expression chère au compositeur.

La première partie de la soirée est occupée par un ballet, *Opgetto Amato*, dont la musique enregistrée est constituée de fragments de *Pièces de chair*, recomposés avec des passages chantés parlés. Les costumes ont été dessinés également par Bussotti ; l'argument est celui du meurtre d'Osiris par son frère Tiphone, de la réincarnation du dieu en un corps nouveau.

Opgetto Amato et *Nottetempo*, réunis sous un titre magique : « Bussotti Opéra Ballet » (B.O.B.) en lettres rouges de chaque côté de la scène, par lequel l'auteur entend rassembler tout son travail, présent et à venir de compositeur et d'homme de théâtre, sont une commande de la Scala. Malgré une première houleuse, on précède à cause de cela, la dernière entreprise de Paolo Grassi, deux jours avant sa démission, ne pouvait être mieux inspirée ni témoigner plus radicalement de l'esprit nouveau qu'il a tenté d'insuffler à une maison prestigieuse, mais aussi justement par tout le poids de son passé.

GERARD CONDE.

« SCÉDASE » AU T.P.N.

Le Théâtre de Hardy et le code Mesguich

JACQUES SCHERER a publié en 1975 dans un volume de la Bibliothèque de la Pléiade, intitulé « Théâtre du dix-huitième siècle, tome I », trois pièces d'Alexandre Hardy, nées à Paris vers 1572, mort de la peste vers 1632 après avoir écrit plus de six cents pièces. Parmi ces trois pièces, on trouve, « Scédase », qui met aujourd'hui en scène Daniel Mesguich.

Hardy était comédien. Il a joué d'abord en province, sans doute dans le nord, avec les acteurs d'Adrien Talmi, puis ceux de Valérian Le Conte, qui s'étaient pour quelque temps en 1588 à Paris, l'Hôtel de Bourgogne.

La fécondité d'Alexandre Hardy est incroyable. Il prenait ses sujets dans des traductions françaises de Plutarque, d'auteurs grecs, latins, italiens, espagnols. Puis, en quinze jours à trois semaines, après avoir établi un découpage net de l'action, il mettait cela en vers rudes, rauques, ingrats, truffés d'allusions à la mythologie, qu'il aimait beaucoup.

Il semble que les pièces de Hardy jouées par les troupes dont il faisait partie rencontraient peu de succès. Ce n'était pas la mer à boire ; il y a dans les œuvres de Hardy un peu de ce que nous appelons aujourd'hui « le devoir de recherche » ; la « grande poésie » en est absente, mais on y trouve des audaces de toute sorte, par exemple sociales ou sexuelles. Cornélie n'est pas tendre pour Hardy. Il dit que sa « veine était plus féconde que polie ». Mais à deux reprises, dans le *Discours de la tragédie* et dans la préface à *Don Sanche d'Aragon*, Cornélie laisse nettement apparaître une envie, une nostalgie, du courage de Hardy, qui n'hésite pas, avec Scédase justement, à prendre pour personnages d'une vraie tragédie des femmes et des hommes du peuple, et non pas seulement des rois, qui n'hésite pas non plus à plier sur scène, au centre de l'action, deux vici.

Scédase est l'histoire d'une famille de paysans habitant le village de Leutres, qui dépend politiquement de Thèbes (la source de cette histoire est essentiellement Plutarque). Scédase, qui habite une ferme assez pauvre avec ses deux filles, est un ami de Sparte. Or, en son absence, deux bourgeois venus de Sparte, deux bourgeois d'origine, violent les deux jeunes filles, puis les tuent et les jettent dans un puits. Scédase ira demander justice à Sparte, mais on lui objectera l'absence de témoins immédiats. Désespéré, Scédase se tue.

Nous ne sommes pas d'accord avec Jacques Scherer lorsqu'il dit, dans son introduction à Scédase dans le volume de la Pléiade, qu'Alexandre Hardy « néglige le contenu politique » du court récit de Plutarque. Les actes IV et V de la tragédie montrent, au contraire, l'oppression à la fois de Thèbes par Sparte et des gens du peuple par les dirigeants et les magistrats.

Cela est d'ailleurs annoncé dans l'acte I, par des scènes que Mesguich ne retient pas.

La représentation de Scédase, aujourd'hui au Théâtre Paris-Nord, sans doute la première en France depuis sa création vers 1810, est en porte-à-faux.

L'idée de la reprise est de Xavier Pommeret et qu'il anime maintenant le Théâtre de Nanterre et a produit ce spectacle.

Comme les vers de Hardy sont difficiles, Pommeret les a écrits en prose. Etait-ce utile, puisque à la première audition (et les spectateurs vont rarement voir deux fois une pièce), les propos des personnages, et même souvent leurs actes, restent, même réécrits, bien peu saisissables ? Pourquoi alors forcer le sens, par exemple en faisant dire à Hardy :

« Soleil gaspillant tes rayons

Chez un peuple grossier paysan et scoullon », quand le texte original porte :

« Soleil qui profane les rals

Chez un peuple grossier habitant des forêts » ?

Et lorsque l'une des filles de Scédase, qui vient de se faire violer et qui voit qu'elle va être poltronne, crie : « Inhumain, que fais-tu ? », pourquoi Xavier Pommeret lui fait-il dire : « Ah ! C'est assés », qui n'est pas mieux ? Il y a là pas mal de déviation, et inutile.

N'est-ce pas aussi une demi-erreur, de la part de Xavier Pommeret, que d'avoir confié la réalisation de Scédase à un metteur en scène aussi « fort » que Daniel Mesguich ?

La question peut sembler paradoxale. Mais Alexandre Hardy est l'une des figures du théâtre de ce pays, il n'est cependant jamais joué, il est pratiquement inconnu, et il eût été intéressant de faire la connaissance de cet auteur, de l'une de ses pièces, par l'entremise d'une mise en scène digne — fidèle —.

Le travail de Mesguich et de ses compagnons de scène (Catherine Berrane, Marianne Epin, Jean-Louis Grinfield, Serge Valletti, entre autres) est comme d'habitude passionnant, mais pour ne donner qu'un exemple, il est impossible à tout spectateur ne connaissant pas déjà la pièce de deviner que Scédase et ses filles sont des paysans pauvres. On a bien plutôt le sentiment, chez Mesguich, que Scédase est un grand bourgeois, ou un noble, et que ses deux filles sont des demi-mondaines hystériques. Elément par élément, la pièce de Hardy est ainsi prise à contre-sens.

Mesguich estime avec raison que la mise en scène d'une pièce de théâtre n'a pas à répéter, à réitérer, ce qui est déjà exprimé par le texte. Ce principe convient à merveille à des textes déjà connus, de Marivaux ou de Racine, et la perception du public « fonctionne » alors sur deux portées — celle de la mémoire de la pièce, et de tout ce qu'elle draine, et celle du travail de Mesguich, dont les inventions ne prennent corps, malgré qu'il en ait, que par

référence constante, dans la conscience du spectateur, au texte d'origine que Mesguich déconstruit, atomise, critique, retourne contre lui-même.

Mais si le texte n'est connu déjà, le spectateur perçoit seulement une suite formelle d'effets brillants, nerveux, un tournoi de paroxysmes, un montage de chocs de lumière, d'une beauté plastique frappante, d'un comique sous-jacent, d'un style contenu. Pour que tout ce carrousel d'émotions fortes trouve une assise, pour que le public soit admis à entrer dans le jeu de Mesguich, dans ses intentions, il faudrait commencer, le même soir, par « donner » la pièce-prétexte de Hardy, puis, après un entracte, nous verrions l'opération-Mesguich, pièce en mains. C'est un peu ce qu'a fait récemment Vitez à Ivry avec une farce peu jouée de Molière, la *Farce du barbouillé*.

Avec sa mise en scène du *Prince travesti*, Daniel Mesguich apportait un air nouveau. Il dégageait une dynamique vivante et immédiate du va-et-vient des paroles. Il prenait l'imagination au pied de la lettre, communiquant ainsi du ressort à la représentation. Il ouvrait au texte de Marivaux plusieurs perspectives de manœuvre, où les éléments du dialogue s'équilibraient en liberté au-dessus d'aventures qu'ils confrontaient ensuite. Plus la pièce battait la campagne, sous l'aiguillon de la jeunesse et d'une grande galeté d'invention, plus l'action dramatique s'affirmait en des reliefs définis, si l'irrigue de vie qu'ils paraissent spontanés.

Avec Scédase, le théâtre vit beaucoup moins. On dirait que Mesguich, au lieu d'aller de l'avant et de découvrir des chemins où philosophes et critiques viendraient plus tard quérir des objets de réflexion, on dirait que Mesguich se met à la traîne, s'emploie à modeler des maquettes dramaturgiques tout juste propres à confirmer des théories existantes. Entre le théâtre et Mesguich, entre les auteurs et la pièce, entre Alexandre Hardy et nous, s'interposent une foule de bavards dont les propos laborieux sont métamorphosés par la baguette bien sûr magique de Daniel Mesguich en gestes, en éclairages, en mouvements, en cris. Comme un spectacle de seconde main, un gadget culturel.

Il vaudrait mieux que Mesguich se libère de toutes ces grilles sur-codées et que, avec générosité et présence d'esprit, sans béquilles, il se lance dans un texte, inconnu ou inédit pour lequel pas. Ainsi s'engagerait-il dans cette « mise en crise » dont il parle, avec les risques tentants que cette expérience implique, alors qu'il penche pour le moment vers l'illustration confortable des maîtres à penser en vogue.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre Paris-Nord, 29 h. 45.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

EN BREF

Cinéma-théâtre à Digne

Expérimenté metteur au jour - les problèmes généralement résolus par le cinéma commercial -, le Ciné-club de Digne organise, du 29 avril au 3 mai, des rencontres auxquelles participeront, en particulier, les réalisateurs Chantal Akerman (dont les films seront projetés le 30 avril), Jean-Louis Comolli et le metteur en scène Daniel Mesguich. Des journées seront consacrées à Jean-Luc Godard (le 29 avril), à Jean-Marie Straub et Danièle Huillet (le 1^{er} mai), à Jacques Rivoltoles (le 3 mai). Plus de trente films au total.

* Rens. : Ciné-club dignois ; M.J.R.P., avenue du 8-mai, 04300 Digne.

La Chine à Amiens

Le mois chinois se poursuit à la Maison de la culture d'Amiens. La politique étrangère, sanitaire, et l'émancipation des femmes dans le pays de Mao Tse-tung font l'objet de conférences (les 15, 22 et 29 avril à 20 h. 30), par Paul Delattre, Christian Darrouzet et Christine Julien. Le film de fiction *La Montagne aux pins verts* est projeté le 25 avril à 16 heures, et trois dessins animés le 5 mai (séance enfantine gratuite à 17 heures). L'exposition images du peuple chinois ferme ses portes le 2 mai.

Un cycle Wagner à Marseille

A l'occasion du centenaire de Bayreuth, la délégation aux beaux-arts et à l'Opéra de Marseille organise, du 17 avril au 6 mai, un cycle Richard Wagner en collaboration avec le Centre culturel allemand : projections du film des *Maîtres Chanteurs*, réalisé à Hambourg par Rolf Liebermann (le 17 avril et le 3 mai) ; documentaires sur Bayreuth et Wagner (le 4 avril) ; conférence et exposition de photographies.

Cette série de manifestations se terminera par trois représentations, les 2, 4 et 6 mai, de *la Walkyrie*, dirigée par Diego Masson et interprétée par Berit Lindholm et Guy Chauvet. — (Corresp.)

La musique et l'immobilier

L'Orchestre de chambre de Paris ne peut plus répéter. Les professeurs du conservatoire (privé) du 16^e arrondissement doivent faire travailler leurs élèves dans trois studios judo-pylo, pris sur le hall d'entrée et sur les parkings du premier sous-sol d'un immeuble de grand standing. Et M. Pierre Duvoucheille, qui dirige à la fois le conservatoire et l'orchestre, lance un appel au secours.

L'affaire remonte à 1971. Compris dans une opération immobilière, un pavillon de la rue de Cléry est détruit. C'était un lieu de travail pour les amateurs de chambre de Paris. Un bâtiment où avaient habité Massenet, Ravel et Stravinski.

La société promotrice se devait de reloger - à l'identique - et sur place les locaux du pavillon. Elle n'a, semble-t-il, effectué que la moitié de son contrat.

La vérité sur le folklore péruvien

Après la parution d'un article de Marcelle Michel sur le Ballet national du Pérou (le Monde du 30 octobre 1975), M. Gouédic, secrétaire général de la Fédération des alliances françaises au Pérou, souligne, dans une lettre, qu'il est faux de croire que ces danses soient choisies en fonction de leur capacité d'exprimer une certaine conscience de classe, et qu'elles évoquent Harlem par leurs rythmes.

M. Gouédic fait remarquer, au contraire, que si la troupe donne « plus d'importance au folklore des montagnes c'est parce que la réalité folklorique du Pérou le veut ainsi », et que le rôle prépondérant du rythme vient de la « pérennité du folklore côtier d'origine africaine qui existe au Pérou depuis le seizième siècle ».

« Lohengrin » par Karajan

Les dixièmes Pâques de Salzbourg

EN cette dixième année de son existence, le Festival de Pâques à Salzbourg garde d'abord le premier de ses charmes, qui est d'être la fête du printemps. Tandis que la neige couvre encore les forêts, le soleil tout neuf fait chanter l'air des montagnes, les ménages emportent des brassées de chatons et des bouquets enrubannés, et les pensées dessein des arabesques dans les jardins Mirabell, où l'on ne s'attend plus, tandis que piaillent les oiseaux.

Dix ans de triomphes pour Karajan dans une entreprise à laquelle les hommes d'affaires ne croient pas, et où il a pris tous les risques financiers : dix ans qui pèsent lourd dans la vie d'un homme dont l'existence est programmée heure par heure longtemps à l'avance. Arrêté cet hiver pendant plusieurs mois par une douloureuse maladie, il a été obligé de remanier le programme de Salzbourg, renvoyant à plus tard la 6^e Symphonie de Mahler et les œuvres de Berg et de Webern. Et, dans l'almahach du Festival, il pose pour la première fois le problème de sa succession : « Pourquoi ne pas le dire franchement ? Je voudrais que tout cela continue après ma mort. (...) Maintenant, je cherche parmi les dix jeunes talents actuels quel- qu'un qui pourrait reprendre dans quelque temps au moins la moitié de mes obligations, et qui serait ainsi qualifié pour la poursuite un jour. (...) Nous avons beaucoup travaillé, mais ce qui nous a été donné en échange est si beau que je ne puis dire qu'une chose : j'aimerais pouvoir recommencer au début. »

Ce qui nous a été donné, à nous auditeurs, est beau également : l'épanouissement total de la conception wagnérienne d'un grand chef sous les espèces du plus admirable des orchestres, la Philharmonique de Berlin. Samedi soir encore, dans *Lohengrin*, ce fut le plus sublime personnage, l'âme palpitante de la musique. Je n'ai jamais entendu le pré-fude exécuté avec une telle limpidité dans la polyphonie, une telle intensité dans la transparence, une qualité des cordes aussi miraculeuse. Et tout en long, alors que l'action languissait un peu sur la scène, sans cesse cet orchestre de feu et de lumière captivait l'oreille par son frémissement, ses attachements, ses couleurs inouïes, sa plénitude somptueuse où la personnalité de chacun se fond dans l'unité to-

tal, son expressivité fulgurante. « Pâques à Salzbourg » restera avant tout comme le sommet d'une direction lyrique, de cet accord d'un chef avec son orchestre, symbolisé par cette battue souveraine, souple, abstraite de Karajan, où tout va sans dire et n'a plus besoin d'être dit à un tel degré de communication.

Séduisant, Lohengrin poursuit l'évolution amorcée par Karajan il y a deux ans avec les *Maîtres Chanteurs*. Sans doute à-t-il voulu rompre brutalement avec l'esthétique du nouveau Bayreuth qui lui a permis de faire ses plus belles réalisations avec la *Tétralogie* et *Tristan*. Mais, à vouloir être davantage lui-même, il tombe dans le plus dangereux « rétro ».

Une copie trop littérale

La conception des décors de Günther Schneider-Siemssen est celle d'un vaste «tableau» polychrome pour quelque cathédrale géante, où la scène et les avant-scènes de côté (occupées par des chœurs de chevaliers derrière leurs grands boucliers dorés) sont délimitées par une armature assez belle de fines colonnes surmontées d'ogives et d'arabesques. Le décor, orné de délicates enluminures empruntées aux livres du Moyen Âge, indique bien cette référence minutieuse d'époque, tout à fait justifiable dans le cas de Lohengrin ; mais la copie trop littérale a oublié comme toujours à quelque chose de voisin du style pompier et d'éclectisme. Le décor, orné de délicates enluminures empruntées aux livres du Moyen Âge, indique bien cette référence minutieuse d'époque, tout à fait justifiable dans le cas de Lohengrin ; mais la copie trop littérale a oublié comme toujours à quelque chose de voisin du style pompier et d'éclectisme.

On s'amuse au premier acte de décor à deux étages comme dans les vieux manuscrits, encore qu'il y ait de côté d'un chène et d'un paysage lacustre tout à fait naturalistes ; mais, au deuxième acte, les portes romanes sont des copies révolantes, l'escalier et la loggia du cortège semblent empruntés au Hohen-Salzburg ou au Haut-Krausberg, tandis que la chambre nuptiale ne dispose que d'un banc de pierre roman devant un balcon en plein soleil. Et les costumes « historiques », si drôles dans les nervieuses esquisses de Georges Wakhevitch, deviennent, réalisés, de la banalité la plus convenue. A côté de ces reconstitutions appliquées, le cygne n'est heureusement qu'un éblouissant soleil blanc ; autre rupture de style.

Il est aussi grave de constater

que la direction d'acteurs de Karajan a beaucoup fléchi depuis la *Tétralogie* : elle est même presque inexistante, sans doute avec l'absence de l'immobilité hiératique demandée par le style d'Oratorio et la référence aux enluminures. Mais précisément celles-ci sont la vie même stoppée comme par un instantané photographique, et Wieland Wagner comme Bresson nous ont appris que l'immobilité stylisée peut être une extrême tension signifiante. Ici rien n'est fait pour que les acteurs soient portés au-delà d'eux-mêmes comme les héros que furent à Bayreuth, sous la main de Wieland, Windgassen, Thomas, Nilsson ou Silla.

Seule Ursula Schröder-Feinert porte brusquement, chaque fois qu'elle paraît, le drame à l'incandescence, superbe Ortrude à la voix corée, faillissante, miroitante comme une épie dans tous les registres. Elle ne fait qu'une bonne d'Anna Tomowa-Sintow. Elsa à la belle voix bleue un peu serrée, trop sage pour faire croire à sa curiosité dévorante, et domine aussi aisément le Telramund de Siegmund Nimsgern, trop franc et candide pour être un vrai traître.

Une fois de plus, René Kollo déçoit : ce Lohengrin n'est qu'un bon garçon ennuyé et peu enroulé, qui tient son épée comme un gildon de bicyclette, et non le chevalier étincelant du Graal. Qui saura exploiter ses prodigieuses qualités vocales ? Chèreau peut-être, à Bayreuth. Notons la curieuse idée de Karajan qui le fait triompher de Telramund en brandissant son épée comme une croix d'exorcisme, ce qui entraîne toute ambiguïté à cet épisode (la seconde fois, pour plus de sûreté, il assume son ennemi avec le bon bout de son épée). Karl Ridderbusch (le roi) et Robert Kerns (le héros) sont en tout point excellents, comme les formidables chœurs de l'Opéra de Vienne. Mais pourquoi avoir figé les suivantes d'Elsa dans cette attitude niaise, les mains en un pieux triangle sur le ventre, dont même la violente sortie d'Ortrude ne peut les faire déborder ?

Et comment ne pas regretter qu'une aussi sublime qualité musicale ne soit pas associée à la règle d'un Strehler ou d'un Lavelli, n'en déplaise aux contempteurs du Faust de ce dernier ? L'opéra n'a rien à gagner en tombant dans cette esthétique réactionnaire.

JACQUES LONCHAMPT.

« Roméo et Juliette » à Nantes

Le domaine de Gounod c'était la mélodie

LORS que personne ne songe plus à contester au Roméo et Juliette de Berlioz une pérennité qui lui a longtemps été refusée, l'opéra de Gounod, écrit trente ans après sur le même sujet et, à l'origine, beaucoup plus populaire, fait à présent figure de parent pauvre.

Gounod le tenait pour le meilleur de ses ouvrages lyriques, devant Faust, mais, au fond, il préférait Polyeucte... parce que, comme il l'a écrit, « après s'être donné tant de mal pour se persuader, lui qui détestait se consacrer à la musique religieuse et à la symphonie, d'écrire pour la scène et en avoir retiré une célébrité enviable dont il n'avait que faire, Gounod s'était peut-être plus mécontent de prouver qu'il n'était pas l'homme de théâtre qu'on en avait fait malgré lui. Son domaine, c'était la mélodie et Bach, Mozart, Palestrina, le plain-chant, les seuls modèles qu'il voulait suivre. S'il a sacrifié un peu trop au style de salon, c'est moins par complaisance qu'à cause d'une sorte de générosité naturelle : celle-là même qui ne l'a pas fait renoncer à donner à l'opéra français un Roméo qui Berlioz, convaincu de l'insuffisance des interprètes du genre, s'était refusé à écrire. »

C'est pour ces raisons qu'il est si difficile de représenter convenablement Faust, Mireille, ou Roméo et Juliette ; on voudrait tout sauver, mais il y a d'irréparables faiblesses, plus évidentes encore si l'on possède une conscience aiguë des réussites qui les côtoient. Pour rendre justice à la partition, il faut d'abord un chef qui dirige le plus souvent possible comme s'il s'agissait d'un opéra de Mozart, avec le souci d'obtenir, en allégeant les basses et en faisant travailler le phrasé de chaque mélodie, une couleur d'orchestre de chambre ; il faut aussi des musiciens suffisamment souples et sûrs. Le travail que Jésus Etcheverry et l'Orchestre philharmonique des pays de Loire ont fourni pour la création nantaise de l'œuvre est sérieux, mais il y manque cette verde juvénile, cette élégance que réclame si souvent le texte musical : l'air du vieux Capulet, par exemple, n'est-il pas, en fait, un menuet, à peine

archaïsant, avec les exigences de style que cela comporte, et l'air de Mercutio une badinerie pleine d'imprévu ?

Il faut, d'autre part, ne pas trop s'attacher à mettre du réalisme là où les conventions théâtrales deviennent les plus évidentes supports du drame. Et, précisément, en accord avec les décors baroques et imaginaires - trois tours dorées, reliées par des galeries - de Diego Stecheverry, René Terrasson a réalisé une mise en scène dans laquelle les mouvements des personnages découlent tantôt de la situation dramatique (la scène des duels est particulièrement réussie à cet égard), tantôt de l'expression musicale, comme s'il s'agissait d'une véritable chorégraphie. Tour à tour téméraire, modeste, néo-classique, néo-romantique ou « moderne », c'est-à-dire chromatique, la musique de Roméo et Juliette doit souvent en effet être interprétée symboliquement aussi bien par les spectateurs que par les acteurs, sinon comment se justifieraient, entre autres, la valse de Juliette ou le morceau d'orgue dont Gounod connaissait mieux que quiconque le caractère parfaitement anachronique ?

Pour cette production digne d'un théâtre qui ne cesse de prouver que le travail et l'imagination peuvent suppléer à la modicité du soutien financier (800 millions de francs par an), René Terrasson avait réuni une distribution plus qu'honorable : Anne-Marie Blumet faisait ses débuts dans Juliette, dont elle possède la physique et la couleur vocale plus que la tessiture exacte, face à John Stewart, un jeune Anglais au timbre attachant. Peter Gottlieb (Mercutio) et Franck Petri (Capulet) ne sont pas toujours sans reproche, surtout du point de vue du style : le premier a tendance à appuyer certaines consonnes et la diction du second manque un peu de naturel, mais ils forment, avec Elisabeth Ander (Stéphano), Michel Lecoq (Tybalt) et Georges Jolles (Frère Laurent), un plateau homogène et vibrant. Quant au public, formé peu à peu par plusieurs saisons de nouvelles productions, il ne semblait pas regretter de voir autre chose qu'une reprise traditionnelle.

G. C.

THEATRE PARIS-NORD
Du 2 au 25 avril 1976
scédase
ou
l'hospitalité violée
d'Alexandre Hardy
analyse de Xavier Pourmaret
mise en scène de
Gervais Robin et Daniel Mesguich
présenté par le
CENTRE DRAMATIQUE DE NANTERRE
THEATRE DES AMANDIERS
228.43.42 ou 204.38.61

PASSION DU GENERAL FRANCO
ARMAND GATTI
présenté par le Centre National de Création Contemporaine, dir. Pierre Laville
du mardi au samedi à 20 h 30 - matinee dimanche à 15 h
AUX ENTREPRISES NEY-CALBERSON
3, bd Ney, Paris-18^e, métro Porte de la Chapelle, bus n° 65 PC
tel. 770.44.37

THEATRE LA BRUYERE
BEN ZIMET
CHANTS ET CONTES YIDDISH
Tous les soirs à 21 h.
Sauf dimanche et lundi
Dimanche matinee à 17 h.
Loc. TEL 76-99 et agences

seul à Paris
LE STYX
11 rue de la Huchette 5 - 533 98 40
présente
LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE
un film d'Andrzej WAJDA
LE POINT : "du grand cinéma social"
LE FIGARO : "du grand art"
Conditions préférentielles
aux groupes scolaires

V^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE PARIS DU FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE-FICTION
MERCREDI 14 AVRIL
20 h. — THE LAKE OF DRACULA (Le Lac de Dracula), de Michio Yamamoto, Japon, 1972 (Mori Kishida, Kaku Takashina).
21 h. 30 — SILENT NIGHT, BLOODY NIGHT, de Theodore Gershuny, U.S.A., 1973 (Patrick O'Neal, John Carradine).
JEUDI 15 AVRIL
20 h. — TERROR AT RED WOLF INN, de Bud Townsend, U.S.A. 1973 (Linda Gillin, Arthur Space).
21 h. 30 — THE DEVIL CROWS (Les Corbeaux du Diable), de Wang Sing Loy, Taiwan 1975.
23 h. — IN SEARCH OF DRACULA (A la recherche de Dracula), documentaire de Calvin Floyd, Suède 1971 (Christopher Lee).
VENREDI 16 AVRIL
20 h. — MILLICENT AND THERESE, court-métrage de Dan Curtis, U.S.A. 1974 (avec Karen Black).
20 h. 20 — BURNT OFFERINGS, de Dan Curtis, U.S.A. 1976 (Bette Davis, Oliver Reed, Karen Black), présenté en avant-première mondiale.
22 h. — BABY CART AT THE RIVER STYX (Baby Cart), de Kenji Misumi, Japon 1972 (Tomisaburo Wakayama, Mimoru Oki).
10 AU 18 AVRIL PALAIS DES CONGRÈS
PORTE MAILLOT 75017 PARIS
Prix des places : 1/2 journée 20F - Journée 40F - Abonnement 30 Films 150F. Renseignements : 758 27 78



صحنه از راهل

« L'Affiche rouge » prix Jean-Vigo

Les traces de la résistance chez les hommes de trente ans

L'INNOVATION au cinéma peut n'être pas futuriste, avant-gardiste au sens commun du mot, comme le béton, le verre et l'acier des tours (à la Défense par exemple) : le prix Jean-Vigo, décerné chaque année à un cinéaste dont le film présente une réelle nouveauté, consacré en 1976 l'Affiche rouge, de Franck Cassenti, qui pourtant parle d'hier, constamment sollicite l'émotion et reconstruit l'histoire non dans sa trajectoire événementielle mais à travers les méandres de la mémoire — en oblique, si l'on peut dire, de Miklos Jancso qu'il filme en cercle.

L'Affiche rouge évoque les faits de résistance accomplis par les immigrés du groupe Manouchian, pourquoi ils combattaient et comment ils sont morts. « Affiche rouge », parce que « rouge pour faire peur » était l'affiche utilisée par la propagande nazie au moment du procès (et ainsi « rouge » et « cosmopolite » était l'image projetée par les murs où les noms des comploteurs regorgeaient de consonnes imprononçables, sinon de « juiverie », effet dramaturgique recherché par l'idéologie de Goebbels, et René Richon, le scénariste. Ne pas aborder une époque de manière événementielle, mais la relier à notre temps, éviter de donner une lecture figée de l'histoire, celle de certains films rétro : on ne peut pas parler de l'histoire sans parler des idées, ou alors on tombe dans la mythologie de la Belle Époque, qui fait envisager le passé de manière idyllique.

Notre propos, d'autre part, n'était pas tant de se servir de l'histoire pour faire un film, il était de trouver dans un domaine historique choisi, comme les prémices d'une histoire d'aujourd'hui. On pourrait en faire autant, avec les guerres de religion, par exemple, l'idée étant de montrer comment l'histoire, relativement, se répète.

Le grou. Manouchian, ce sont des hommes qui se sont battus à un moment donné pour un idéal — et nous les évoquons parce qu'on veut nous faire croire que des hommes de cette trempe n'existent plus. Ils existent, aujourd'hui. On en connaît, en Espagne, au Chili. Ce n'est pas par hasard que pour incarner Manouchian nous avons choisi Ibanez, qui est Basque.

Toutefois, tous les personnages du film ne portent pas clairement ce qui les relie au passé. Au groupe des comédiens qui vont interpréter l'histoire se joignent des acteurs qui, au premier abord, disent ce n'est pas pour nous. Ils figurent le passage de la représentation au phénomène de la vie. Ils sont d'aujourd'hui par leurs costumes, leur langage, leurs retournes, et le lendemain ils retournent au travail. Mais ces gens, qui ne nous poussent vers l'histoire, portent un germe ce qu'ils pourraient être : l'un d'eux, même, est le sosie d'un des compagnons de Manouchian.

Mais pourquoi avoir choisi de traiter le souvenir d'un épisode peu connu ?

Manouchian, on n'en parle nulle part, sauf chez les poètes. Les mots qui restent avec les comédiens découvrent une autre

role qu'ils ont reçue, l'enseignement des proches, et l'instruction publique, les idées du temps et l'engagement politique, conjugués — leur donne à lire le récit consigné dans des « lettres de fusillés » ou rapporté par les survivants, d'un conflit dont les péripéties se sont conclues, mais dont les antagonismes militent encore dans beaucoup d'arrière-pensées communes (ou adverses), arrière-pensées qui tissent la trame de la société actuelle, et la déchirent en même temps.

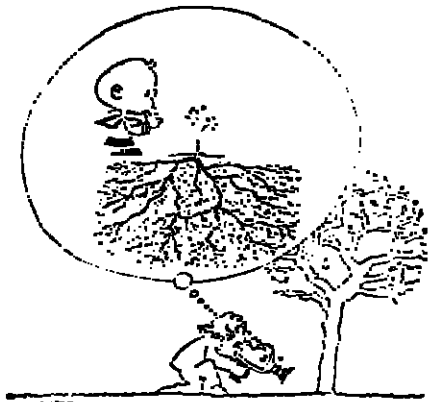
Autant dire qu'on assiste à une mise à nu des « traces » de l'histoire dont chacun est porteur, et pas seulement les rescapés ou les monuments historiques. Les objets, les apparences premières des choses, ont d'ailleurs une importance limitée dans l'Affiche rouge : on ne mythifie pas sur des greniers, bien que la majorité de l'action se situe dans un hangar (la Cartoucherie du Théâtre du Soleil) ; il ne s'agit pas de cinéma rétro, mais d'un spectacle qui commence.

C'est le noir sur l'écran. Hors du champ du visible, des voix dialoguent, leur timbre est présent : on va parler de l'histoire, mais en parlant d'hier et d'aujourd'hui, mais en jouant le passé qui n'est pas fini et le présent qui, si tôt que l'image apparaît (comme un rideau se lève), se défile, c'est une fête avec des lampions, des acteurs vont revêtir leurs personnages, conseillés par d'autres personnages qui ont été, non, qui représentent les survivants de la résistance immigrée, car l'histoire ce sera du théâtre même si, au moment où le cadre se resserre, on a le

sentiment d'assister à la reconstitution du passé, de ce passé-là, tel que trente années de cinématographe nous l'ont enseigné.

Du théâtre donc, dans toutes ses sources, de la commedia dell'arte à la structure épique, via Jeanne d'Arc, en procès. De la musique aussi, musiques des peuples, mélodies tziganes, ou pensées tristes qui se dansent, les harmonies blanches (comme des voix qui disent la révolte devant l'oppression) du Cuarteto Cedron. Des visages enfin, visages de comédiens sur le tranchant des âges qui portent la jeunesse, et déjà des marques. Pour beaucoup, et ici, le vécu de l'histoire se rejoint, ce sont les marques de l'exil. Exil politique souvent : l'exil est une patrie, d'où qu'on vienne. Bien que le réalisateur Franck Cassenti soit un marxiste de France, Laszlo Szabo, Julian Negulesco, qui viennent de pays socialistes, ont souscrit au même projet que Roger Ibanez, le frère de Paco, anarchiste et basque.

Si une description du film peut esquiver, par l'écrit, la dialectique qui s'y produit entre la théorie et le vécu, le va-et-vient constant, qui dans la réalité relie l'une et l'autre ; si on peut essayer de rendre compte du charme — au sens fort — auquel le film engage le spectateur, celui-ci, seul, par la spécificité de ce qu'il faut bien nommer son « fonctionnement » est à même de mener le dialogue au-delà des mots, dont il est question. Ou de le refuser : il y a peut-être là affaire de génération même s'il n'y a pas conflit.



Dessin de Chenez. Autobiographie d'avant la naissance.

Ce qu'on peut expliciter, c'est la production — une coopérative cinématographique, un budget de court métrage, le concours, volontaire, de vingt-cinq techniciens et de quatre-vingt-dix-huit rôles qui, la plupart, ont accepté d'être coproducteurs du film, et tous d'être présents du premier au dernier jour du tournage, pour former un tout, discutant, comme les journées passaient, des idées mises en jeu, et des manières de jouer, comédiens du Théâtre du Soleil, ou d'autres horizons comme Pierre Clémenti, Anicée Alvina ; des professionnels affirmés : Jacques Ripoll, Malika Ribowska et des inconnus — ce qu'on peut éclaircir enfin, ce sont les intentions.

« Nous avons été guidés par l'émotion »

D'entrée de jeu, nous affirmons que nous ne nous proposons pas de figurer un problème historique, mais d'entrer dans sa problématique, afin de nous l'approprier, disent Franck Cassenti, le réalisateur, et René Richon, le scénariste. Ne pas aborder une époque de manière événementielle, mais la relier à notre temps, éviter de donner une lecture figée de l'histoire, celle de certains films rétro : on ne peut pas parler de l'histoire sans parler des idées, ou alors on tombe dans la mythologie de la Belle Époque, qui fait envisager le passé de manière idyllique.

Notre propos, d'autre part, n'était pas tant de se servir de l'histoire pour faire un film, il était de trouver dans un domaine historique choisi, comme les prémices d'une histoire d'aujourd'hui. On pourrait en faire autant, avec les guerres de religion, par exemple, l'idée étant de montrer comment l'histoire, relativement, se répète.

Le grou. Manouchian, ce sont des hommes qui se sont battus à un moment donné pour un idéal — et nous les évoquons parce qu'on veut nous faire croire que des hommes de cette trempe n'existent plus. Ils existent, aujourd'hui. On en connaît, en Espagne, au Chili. Ce n'est pas par hasard que pour incarner Manouchian nous avons choisi Ibanez, qui est Basque.

Toutefois, tous les personnages du film ne portent pas clairement ce qui les relie au passé. Au groupe des comédiens qui vont interpréter l'histoire se joignent des acteurs qui, au premier abord, disent ce n'est pas pour nous. Ils figurent le passage de la représentation au phénomène de la vie. Ils sont d'aujourd'hui par leurs costumes, leur langage, leurs retournes, et le lendemain ils retournent au travail. Mais ces gens, qui ne nous poussent vers l'histoire, portent un germe ce qu'ils pourraient être : l'un d'eux, même, est le sosie d'un des compagnons de Manouchian.

Mais pourquoi avoir choisi de traiter le souvenir d'un épisode peu connu ?

Manouchian, on n'en parle nulle part, sauf chez les poètes. Les mots qui restent avec les comédiens découvrent une autre

qu'il a écrit dans un contexte historique précis, et que le contexte a changé, ce qui doit entraîner le théâtre. Mais Brecht a indiqué la direction.

Vous parlez de théâtre plus que de cinéma.

La présence d'une caméra dans le champ ne permet pas de dire grand-chose, alors que l'analyse des styles de la comédie permet de mettre en lumière les jeux de la représentation. Ainsi, des éléments comme la « passion » de Jeanne d'Arc peuvent s'ajouter, car ils sont objectifs par la mise en représentation, et on peut faire un rapprochement entre la foi chrétienne qui déplaçait les montagnes et la foi entre guillemets qui animait les résistants.

De même que les comédiens s'approprient l'histoire, ils mettent

à son service le plus grand nombre de méthodes de représentation. Au service d'un idéal. Et sous cet angle on peut parler de film idéaliste puisqu'il n'est guère admis de nos jours qu'on puisse faire un film avec de bons sentiments.

En ceci vous vous distinguez de la mode rétro.

Le cinéma rétro montre aussi bien les résistants que les nazis sous des aspects qui ont existé — dans Lacombe Lucien, par exemple, — mais on ne s'y sert de la toile de fond animée que pour faire jouer les grands sentiments (qui ne sont pas forcément les « bons »). Enfin, si l'anecdote diffère, les ressorts dramatiques sont les mêmes que dans le cinéma catastrophiste.

Dans l'Affiche rouge, l'existence du temps n'est pas prise en compte. Ce qui nous a guidés,

c'est l'émotion, et aussi la réelle compréhension de faits politiques précis. Il n'y a pas d'intrigue, de début, de fin. A l'émotion ne peut succéder que l'émotion. liée à la joie, provoquée par la vie.

Lorsque nous avons tourné le premier plan, Olga Bandic qui va à la mort, c'était le lendemain de l'exécution des Basques en Espagne. Sur le plateau, tout le monde avait le cœur serré. Difficile d'en sortir. Heureusement, six mois de recherches sur le matériel historique et sur le récit nous protégeaient.

Au demeurant, comme il n'y avait pas d'histoire mais une seule idée, une seule représentation, un seul lien : l'émotion, il n'y avait aussi qu'un seul problème : vérifier que tout cela se trouvait dans le plan.

MARTIN EVEN.

« Les grandes vacances de 36 »

Un « Chagrin et la Pitié » espagnol

BARCELONE, juillet 1936. Les milices ouvrières encadrées par les anarchistes de la C.N.T., en foulard rouge, écrasent le soulèvement fasciste. C'est l'été, la longue et sanglante guerre civile qui commence en Espagne. Dans cette petite ville proche de la capitale catalane, la guerre, irréaliste, abstraite, puis obsédante, n'est qu'un décor à la fois proche et lointain. Comme dans tant d'autres bourgades et villages du nord au sud de la Péninsule déchirée pendant trois ans. Pour des millions d'Espagnols, les grandes manœuvres de la deuxième guerre mondiale ce fut d'abord cela : les vacances interrompues, les familles séparées, l'attente, l'ennui, puis la fuite, le froid, l'incertitude, une vague inquiétude, la course au ravitaillement, les petites lésions et les grands élans réfrénés. La vie de l'arrière. La routine. La banalité en somme jusqu'à cette grande ruée de janvier 1939 : les franquistes arrivent. L'armée rouge de la République fuit en désordre vers les Pyrénées.

Images prémonitrices : la déroute, l'exode, l'occupation et la

répression, la collaboration et la résistance. Les Grandes Vacances de 36 sont une réplique romanesque mais véridique du film Le Chagrin et la Pitié. La France et l'Europe allaient à leur tour s'installer dans cette longue parenthèse ambiguë et oppressante. Le réalisateur Jaime Camino connaît son sujet et son monde. Il est né en 1936, près de Barcelone. Sa « mémoire », comme celle des Espagnols de sa génération, est faite de confidences, de silences, de lectures et de souvenirs au second degré. Mais elle est fidèle. Son film émouvant, juste, remarquablement interprété, a été tourné sur le terrain en novembre de l'année dernière, pendant la longue agonie de Franco. Le jour où le Caudillo est mort, la moitié des comédiens étaient tristes, les autres soulagés.

Les petits bourgeois des Grandes Vacances, coincés par une guerre qu'ils détestent, hésitent, s'interrogent, attendant les franquistes ou bien rêvent de s'engager dans l'armée républicaine, traversée de brefs frissons d'héroïsme ; ils

échangent leurs bijoux contre des poulets, pleurent les parents tués sur le front. Les enfants jouent à la guerre civile, avec des foulards rouges. Le fils aîné couche avec la petite bonne andalouse. La routine. La nuit parfois, au loin, Barcelone tremble sous les bombardements.

Ce sixième long métrage de Jaime Camino devait être présenté au prochain Festival de Cannes, avec un film de Carlos Saura. Mais les autorités espagnoles, ambivalentes, hésitantes. La censure a déjà imposé des coupes : plus de chants anarchistes, ni internationalisme, plus de drapeaux de la République en premier plan. Mais la cavalcade mène, à la fin, pourtant très belle, indispose Madrid. C'est dommage. Juan Carlos vient de signer un décret accordant des pensions aux mutilés de l'armée républicaine. Quarante ans après les Grandes Vacances, il est grand temps que les deux Espagnes apprennent enfin à se voir telles qu'elles étaient. Banalités et humbles malgré l'horreur et la haine...

MARCEL NIEDERGAANG.

En raison du succès
PROLONGATION
les 20, 21 et 22 avril à 20 h. 30.

T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT : 603.60.44
DIRECTION JEAN-PIERRE GRENIER

RENTREE DE
SERGE REGGIANI
DANS SON NOUVEAU RECITAL

60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100 m. du Métro Marcel Sembat)
LOCATION AU THEATRE et dans TOUTES LES AGENCES

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
Grand Théâtre

La Mama de New York
Andrei Serban
Elizabeth Swados
Les Troyennes - Electre
Médée

DERNIERE 17 Avril
727.81.15

LA TOUR
de HUGO VON BOHARINSTAL

Une des plus grandes choses jouées depuis longtemps à Paris, magnifiquement interprétée et mise en scène avec passion.

Michel Cournot, La Monde

RECAMIER
3, RUE RECAMIER, 7
546.69.81

ST-ANDRÉ-DES-ARTS - STUDIO PARNASSE - 14 JUILLET

le soupçon
d'ANDRÉ F. MANGU
GIAN MARIA VOLONTE
ANNE GRARDOT RENATO SALVATORI

Une sélection



« Les Œufs brouillés » vus par Bouaffé.

Cinéma

LE SOUPÇON de Franco Maselli

En 1934, un militant communiste italien est envoyé de Paris, où se trouve le comité central, pour une mission en Italie fasciste. Épié par la police secrète, il est manœuvré sans le savoir par son parti. Maselli reconstitue magistralement la vérité historique de l'époque des luttes clandestines et met au jour les aberrations de l'ère du soupçon, par une réflexion sur la rigueur révolutionnaire telle que la dictait alors la ligne de Moscou. La mise en scène tisse un jeu de regards, de présences et de pièges invisibles et nous fait vivre, avec Gian Maria Volonte (dans son meilleur rôle), les contradictions éponées par une génération de communistes exceptionnels dans une période dure et rigoureuse. Du nouveau dans le cinéma politique italien.

UNE FEMME SOUS INFLUENCE de John Cassavetes

— Lire notre article page 13.

LES ŒUFS BROUILLÉS de Joël Santoni

Le président de la République va dîner chez un petit bourgeois qui prend pour l'exercice de la démocratie ce qui n'est qu'une opération démagogique et se croit rose à un rôle politique. Réinventant, avec son scénariste-dialoguiste Jean Carlini, les schémas idéologiques et la genèse des comédies américaines de Frank Capra, Joël Santoni a réussi un film qui démontre avec le sourire les jeux-séductions du style olivierien.

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM de Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta

Inspiré par un récit de Heinrich Böll, l'histoire d'une jeune femme modeste, rangée et respectueuse, dont l'existence est brusquement brisée, soulée, par la police et la grande presse, et qui, sous le coup du des-

pot, en arrive à commettre un meurtre... Böll s'en prenait plus particulièrement au rôle joué par les journaux dans la perversion des idées et la propagation des psychoses collectives. Schlöndorff (et sa collaboratrice Margarethe von Trotta) scripte le début et incrimine un système social (la social-démocratie) qui réduit l'individu à l'impuissance face aux institutions et aux médias. Un film passionnant, superbement joué par Angela Winkler, qui provoque la réflexion et la discussion.

ET AUSSI : Histoire d'un pêcheur, de Walerian Borowczyk (Sade chez Chopin); Lumière, de Jeanne Moreau (carré de dames); l'Acrobate, de Jean-Daniel Pollet (pourvu qu'on ait le tango); Comment Yukong déplaça les montagnes, de Joris Ivens et Marceline Loridan (le Chinois en famille, au travail, dans leurs loisirs); Police Python 357, d'Alain Corneau (le calibre américain); le Juge et l'Assassin, de Bertrand Tavernier (le diable et le Bon Dieu).

Théâtre

DANS LES EAUX GLACÉES DU CALCUL ÉGOÏSTE au TEP

Une pierre blanche. Une grande fête des yeux, du cœur et de l'esprit. Plus visionnaire encore, plus brillant que dans son usage amoureux, Mehmet Ulucay s'affirme ici comme le vrai poète et conteur de théâtre d'aujourd'hui. Avec trois beaux contes de Naupassant, de Brecht, de Jack London, des vers de Malakowski et même quelques phrases claires comme le jour de papa Marx, Mehmet façonne, sous le ciel étoilé du théâtre, une farandole d'apparitions qui matérialisent en sensations fortes, qui rendent visibles, touchables, dans l'immediat, les « désirs d'urgence » des cœurs droits de tous les pays. Aucune théorie, aucune leçon. Une pluie de surprises, un déluge d'images généreuses, une délicatesse de louches qui bouleversent. A voir absolument, parce que le vrai grand théâtre, c'est ça. Il faut y conduire les enfants, ça leur ouvrira beaucoup de portes et une myriade de soleils.

PASSION DU GÉNÉRAL FRANCO aux entrepôts Calberson

Une grande kermesse laïque d'Armand Gatti : plusieurs familles d'émigrés espagnols (à Kravtchouk, à Toulouse, à Cuba, à Francfort), auxquelles s'ajoute celle des émigrés de l'intérieur (ceux des prisons franquistes), même, chacune sous son climat, luttent et espèrent. Le poète Gatti transfigure l'information politique (objective, précise, et mêlée d'événements humains, familiaux, passionnels) en une « festa populaire », avec danses, chants, farces de tristesse. Le jeu des comédiens est admirable d'honnêteté.

LA TOUR au Récamier

La plus belle pièce du grand poète autrichien Hugo von Hofmannsthal, jouée pour la première fois en France. Inspirée librement de Calderon, c'est l'aventure d'un enfant de roi retenu prisonnier dans une tour depuis sa naissance, parce que son père prévoyait (sans raison) que cet « enfant-loup » déclencherait la révolution. Magnifique interprétation de Michel Hermon et Jean-Pierre Joris dans une mise en scène « mallarméenne » d'Antoine Bourseiller.

PORTAIT DE DORA au Petit Orsay

A travers l'échec d'une psychanalyse de Freud, portrait d'une jeune fille qui a refusé la société imposée par les hommes et la comédie bourgeoise par laquelle elle s'exprime. Subtile intelligence, clarté étincelante du spectacle écrit par Hélène Ciroux, mis en scène par Simone Benmussa, avec par Michel Marquais et Nathalie Nelli.

— ET AUSSI : Jean-Claude Montélli au Petit-Casino (des mots, des maux, des mau-maux); Monsieur chasse! à l'Atelier (le burlesque grinçant de Feydeau dans le regard bleu de Dhéry); le Roi des coms à la Gaité-Montparnasse (le comique amer de Wollanski et ses ambiguïtés critiques); Trois reprises : Rosenkrantz et Guildenstern sont morts vont du Théâtre de la Plaine à celui des Mathurins. Jules Rosette et le Théâtre Noir redonnent : Gouverneurs de la Rosée, au Nouveau Carré. Jean-Paul Ferré revient sur la Péniche.

Expositions

LA PEINTURE ESPAGNOLE DU SIECLE D'OR au Petit Palais

Une soixantaine de peintures pour évoquer cette brillante période de l'art espagnol. Des Greco, des Velasquez, des Murillo, des Ribera, mais aussi des tableaux de maîtres moins célèbres comme Ribalta, Cano, Pereda. Cet ensemble, constitué pour la plus grande part d'œuvres des collections du Prado, vient d'être présenté à Londres. On l'attendait à Paris, en octobre dernier, mais l'exposition avait été reportée en raison des événements d'Espagne.

LE MUSÉE DES ANTIQUITÉS NATIONALES à Saint-Germain-en-Laye

Le Musée des antiquités nationales, à Saint-Germain-en-Laye, réaménagé, est à présent ouvert au public. Plus de dix années de travaux ont permis de remettre à neuf la présentation des salles gallo-romaines et mérovingiennes, celles de l'âge du bronze et du fer, celles, enfin, des antiquités préhistoriques. Il ne faut pas manquer d'aller visiter le musée le plus riche du monde pour l'art quaternaire, qui rend compte de l'évolution technique et artistique de l'humanité depuis l'apparition de l'homme en France.

MALEVITCH au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

L'œuvre grané de Malevitch, un des pionniers de l'art abstrait de l'école de « Moscou » aux années révolutionnaires d'avant 1914. L'inventeur dogmatique et emporté du suprématisme, art non objectif, dont le simple carré noir sur fond blanc menait à leur terme d'extrême détermination les expériences cubistes et futuristes.

RECALCATI EMPREINTES 1960-1962 au CNAC

Antonio Recalcati est connu pour ses œuvres collectives (avec Gilles Aillaud et Eduardo Arroyo) et sa peinture thématique qui se rattache à ce qu'on a appelé la figuration narrative. On n'avait jamais vu, en France, ses « empreintes ». Empreintes de mains, de bras tendus, et, surtout, de vêtements portés par le corps, qu'il a réalisées à Milan au tout début de sa carrière, à l'époque où Yves Klein, à Paris, prenait des empreintes de corps nus.

MICHAUX à la fondation Maeght

Une rétrospective Michaux à la fondation Maeght de Saint-Paul-de-Vence. Trois cents œuvres sur papier, qui tiennent bien le mur de sept salles. L'œuvre peint d'un écrivain, soutenu, articulé et cohérent, bien qu'il ne construise pas de système, mais se contente d'« approfondir » les mystères de l'expression du mot.

CHAGALL ET SHAKESPEARE à Nice

Gravures de Chagall pour la Tempête de Shakespeare. Les derniers dessins d'un peintre qui, à quatre-vingt-neuf ans, a fait de la poursuite du travail et de la création une condition de

sa vie. Il ne saurait être que lui-même. Dans cet ensemble en noir et blanc enrichi de gravures, il a donné une variation à la fois chagallienne et shakespearienne de la Tempête. L'ensemble « habite » avec distinction la salle carrée du Musée du message biblique de Nice.

EMMA KUNZ à PARC

— Lire notre article page 19.

— ET AUSSI : les scènes bulgares, au Petit Palais; Dunoier de Segonzac, à l'Orangerie et aux Invalides; les Perret, au Musée des arts et métiers; Anamorphoses, au Musée des arts décoratifs; Pierre-Henri de Valenciennes et les Dessins du musée de Dijon, au Louvre; Edouard Pignon, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris et à la Galerie de France; Labrousse, à l'hôtel de Sully.

Musique

PRINTEMPS MUSICAL

Le Printemps musical dirigé par Antoine Golea poursuit vaillamment sa route, et il ajoute même, à ses quatre concerts parisiens, cinq concerts dans des villes nouvelles. Les programmes s'en tiennent au vingtième siècle, avec de timides incursions dans la musique « nouvelle » : Schoenberg, Fortner, Mahler, Messiaen, Boulez, lui donnent une forte assise, mais l'ensemble est assez éclectique : on notera, avec le concert de l'Orchestre du Conservatoire dirigé par G. Sebastian (Garcia, le 14, et Cergy-Pontoise, le 15), la création d'un Nibelungen d'Adrienne Clostre (1921), compositeur sérieux fort indépendant (le 15), un récital de piano Laurence Allix (Carter, Boulez, Jolivet, Scriabine; Fac de droit, le 22, et église de Torcy, le 23), l'Ensemble 2 e 2 m (Philippot, Rose, Schoenberg, Messiaen; Fac de droit, le 24), le Quatuor Parrenin (Evry, le 25), le Trio Debussy (Saint-Quentin-en-Yvelines-Blancourt, le 27) et le Quatuor Via Nova (Ligeti, Level, Debussy, église de Savigny-le-Temple, le 30 avril).

MUSIQUE ET ART SACRÉ à Lourdes

Lourdes est, pour Pâques, la capitale de la musique sacrée, grâce à Kuri Redel qui dirigera cette année la Passion selon saint Jean (le 16), l'Oratorio de Pâques (le 18) de Bach, la Messe du couronnement de Mozart (le 19), le Requiem de Brahms (le 24) et la Missa solennelle de Beethoven (le 25). Michel Chapuis sera également, présent à ces journées de musique fervente, dont la devise pourrait être « Prier sur la beauté ».

LA VEUVE JOYEUSE à Toulouse

Non loin de Lourdes, le Capitole de Toulouse se livrera à des divertissements plus légers avec la Veuve joyeuse, de Franz Lehár, parée comme un opéra plus éblouissant, avec une mise en scène de Jean-Claude Arroyo (dont on n'a pas oublié la superbe Manon), des décors d'Hubert Monique et la direction de Michel Plasseon. On regrettera la maladie de la merveilleuse Elisabeth Harwood, sans dédaigner sa séduisante remplaçante, Isabel Garcianaz qui fut une exquise comtesse mozartienne (les 15, 17, 18, 19, 22, 24 et 25 avril).

BERIO ET LE LONDON SINFONIETTA

Un concert délicieux pour tous les mélomanes, même ceux qui sont réticents en général devant la musique contemporaine, avec le London Sinfonietta, prestigieux ensemble de solistes, des œuvres de Berio, subtils, agiles, profondes ou simplement raiissantes, sous la direction du compositeur (Théâtre de l'Est parisien, le 14, et Maison de la culture de Rennes, le 15).

— ET AUSSI : Festival Bartok, par l'Orchestre national, dir. E. Inbal, avec O. Kagann (Champs-Élysées, le 14); Judas Maccabée, de Haendel, dir.

G. Jena (maison de Radio-France, le 15); Faust (Opéra de Paris, les 16 et 19); Requiem, de Verdi, dir. G. Rivoli (Opéra de Marseille, le 16); reprise d'Ariane et Barbe-Bleue, de P. Dukas (Opéra de Paris, les 17 et 20); Vivaldi, Dohnanyi, Mendelssohn, aux Concerts bleus (Palais des Congrès, le 20, à 18 h. 30); Gemma di Vergy, de Donizetti, avec M. Caballe (Feyel, le 20); A. Deller et R. Spencer, chant et luth (Saint-Germain-des-Près, le 21 avril).

Disques

ELVIS

(A Legendary Performer) Au début, le rock avait failli se perdre. Et puis Elvis Presley arriva et imposa un nouvel ordre. Le volume 3 de cette nouvelle série Presley contient des titres enregistrés entre 1954 et 1968 (RCA: CPL 1-1349).

ELLIOTT MURPHY (Night Lights)

Un magnifique album — le troisième d'Elliott Murphy — qui devait en fin d'imposer un jeune rocker américain à la fois un peu étrange, à la musique subtile, raffinée. (RCA: CPL 1-1318).

THE DOOBIE BROTHERS.

Sixième album des Doobie Brothers découvertes à Paris il y a un an dans le cadre du « Warner Brothers Music show ». 'Takin' it to the streets, titre du rock'n'roll solide, plein d'énergie. (W.E.A., Filipacchi: 56 196.)

SANTANA (Amigos).

Le groupe de Carlos Santana à son apogée, au sommet de son art. Une euphorie rythmique et de superbes solos du guitariste. (C.B.S.: 86 005.)

JOHN CALE (Helen of Troy).

John Cale, sauvage et passionné. John Cale et ses angloises. (Phonogram: 9123002.)

Variétés

COLETTE MAGNY à la Cartoucherie

Colette Magny, avec rigueur et transparence, un travail d'auteur et de chanteuse qui est unique en France. Voici sa première apparition à Paris depuis cinq ans, avec des blues, des « chansons-enquêtes », des chroniques, des poèmes de Louise Labbé et de Victor Hugo mis en musique. En deuxième partie, Colette Magny présente un spectacle composé à partir des dessins, peintures et sculptures de Monique Abecassis.

GLENMOR à la faculté Dauphine

Un poète authentique de la Bretagne, celle de la lande et des bruyères, celle aussi de la révolte après des siècles de blessures. (Le 15 avril à 20 h. 30.)

Danse

FELIX BLASKA au Théâtre de la Ville

Blaska consacre entièrement ce second programme à Luciano Berio, qui lui écrit sa première musique de ballet : Sept pièces brèves, humoristiques ou tragiques, où la chorégraphie et la musique s'interpénètrent. (A partir du 16 avril, 18 h. 30.)

NOTRE FAUST au Théâtre des Champs-Élysées

Quand Béart s'identifie à Faust sur un air de tango. (Du 21 au 28 avril.)

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
du mercredi 21
au mercredi 28 avril
ballet du xx^e siècle
REPRISE
de
NOTRE FAUST
de
BEJART
Location au théâtre de
11 h à 17 h 30
toutes agences
et par tél. 225.44.36
Représentations des 21
et 22 avril, enregistrées
par la télévision

GALERIE GALLERY
132, bd Montparnasse
B. DARMON
Payage - Du 9 au 21 avril
(Publitéc)
FONDATION BESSERAT DE BELLEFON
Jeunes peintres consacrés
Le jury présidé par M. POULQUE-
RAY vient de remettre les prix
aux jeunes lauréats 1976 de la
Fondation BESSERAT DE BELLE-
FON en présence de M. FALALA,
député de la Marne, et de M. SIE-
GEL, adjoint au maire.
1^{er} prix de 1.000 F: Christian
LAFIT;
2^e prix: Jacques VAN DAMME;
3^e prix: Christian WEPPE.
M. Paul BERSGOT, président-
directeur général des Champanne
BESSERAT DE BELLEFON a en-
suite rappelé les buts de la Fon-
dation dont la vocation est de
promouvoir le talent des jeunes
peintres régionaux ou des jeunes
peintres ayant introduit la Cham-
pagne dans leurs œuvres.
Les œuvres sélectionnées ont
ensuite été exposées pour le public
au cours de la Foire à la Brocante
dans les locaux BESSERAT DE
BELLEFON les 12, 13 et 14 mars.

GALERIE LAMBERT
CATHERINE
LANTIER
14, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e
HEIM
15 AV. MATIGNON - PARIS 8^e
CENT DESSINS FRANÇAIS
DU FITZWILLIAM MUSEUM
Cambridge
18 Mars - 30 Avril
ouvert tous les jours
de 10h à 12h30 et de 14h à 18h30

ORTHEP GALERIE
27, rue de Richelieu, 1^{er}, 206-20-81
Prolongation avril
E. HENRIQUEZ - SAVITRY
En permanence LORIS
galerie attali
olivier
BRICE
"les gisants"
6-31 avril
159 bld saint-germain

CERCLE SAINT-LOUIS
24, av. de la Bourdonnais, PARIS-8^e
ECKMAN
(1889-1973)
du 13 au 30 avril
Galerie Hérouet
44, rue des Francs Bourgeois
16/30 Avril 1976
ph. Gentil
peintures et dessins

DAHMEN
objets - dessins - gravures
DU 9 AVRIL AU 8 MAI
GALERIE VERBEKE
7, pl. Furstenberg, 32573.92

UN SURSIS POUR VENISE

Les maux dont souffre une ville d'histoire

Nous avons récemment évoqué les campagnes de sauvegarde menées ou envisagées par l'UNESCO en faveur du patrimoine artistique international. Les plus spectaculaires de ces campagnes (Abou-Simbel, Philae, Borobudur) ont jusqu'à présent porté sur les pays en voie de développement. L'insuffisance des ressources financières et techniques, l'étendue du « patrimoine », la priorité de plein droit accordée à l'économie, y rendent, en effet, particulièrement aléatoires les problèmes de conservation, la situation étant encore ici et là aggravée par le caractère explosif de l'urbanisation et une longue tradition de négligence à l'égard du passé (1).

Mais l'Afrique et l'Asie n'ont évidemment pas l'exclusivité de telles alarmes : Chartres, Rouen, tous les centres historiques de l'ancien et du nouveau monde requièrent aussi protection et soins attentifs. En Europe même, deux chantiers posent de tels problèmes qu'un appel à la solidarité internationale paraît nécessaire pour les résoudre : l'Acropole et Venise (2).

Si le sauvetage des monuments et des sculptures de l'Acropole suppose « des travaux complexes, difficiles et de longue durée », pour citer le dernier rapport des experts de l'UNESCO (25 février 1976), on peut imaginer ce que devient le problème lorsqu'il s'agit d'une ville entière où tout n'est que marbres, pierres menacées, fragile architecture d'assise incertaine. Depuis plus d'un

siècle, et bien avant Thomas Mann, la mort à Venise attend son heure et les « hautes eaux » de 1966 n'ont fait que révéler le caractère dramatique d'une situation que compliquent encore les données démographiques, le déséquilibre social et les problèmes économiques de la lagune.

On n'entreprendra pas de résumer la question de Venise dans son ensemble, il y faudrait un volume. On essaiera seulement d'apporter quelques précisions sur la situation actuelle telle qu'elle a évolué depuis l'appel à la solidarité internationale lancé par l'UNESCO et le vote de la loi spéciale par le Parlement italien le 18 avril 1972, telle que l'a défini, sur le plan de la sauvegarde, le dernier rapport du comité consultatif (8 novembre 1975), telle, enfin, qu'on peut entrevoir son évolution à la suite des élections qui ont amené à la mairie une nouvelle majorité (socialo-communiste), la région demeurant démocratiquement chrétienne.

Disons tout d'abord que les maux dont souffre Venise sont ceux qui affectent toutes les villes « d'art et d'histoire » : pollution, dégradation du patrimoine, affaissement et même pourrissement des centres anciens, mauvaise qualité du logement provoquant des transferts de population, conflit entre le respect du passé et la volonté de développement.

Ce qui est particulier à Venise, c'est l'énormité du patrimoine dont la sauvegarde suppose des interventions financières incompatibles avec les ressources de la commune. L'hu-

midité qui, dangereuse en toute saison, devient dramatique lorsque l'acqua alta (d'ailleurs moins fréquente ces dernières années) fait entrer la mer dans la ville. Le caractère saisonnier des activités (tourisme) qui donne à l'économie de Venise, surchargée l'été, déserte l'hiver, un caractère profondément malsain.

Et enfin Mestre, l'ennemi, le monstre, le port pétrolier, les usines et l'ensemble du complexe industriel de la haute Adriatique dont les déchets et les rejets risquent d'étouffer Venise. Si Mestre se développe, Venise meurt. Mais si Mestre ne se développe pas, c'est aux dépens de l'ensemble de la lagune, évincée au gaz naturel et non plus au mazout.

Il reste à installer un réseau d'égouts pour éviter le rejet des eaux usées dans les canaux où elles déterminent d'affreuses puanteurs et morbidités diverses. Et un système d'égouts, qui, alimentant l'ensemble de la lagune, évitera que celle-ci ne soit la citerne où industries et ménages puisent l'eau à foison, ce qui provoque, par un phénomène dit de « subsidence », le tassement des fonds et l'enfoncement de la ville dans la mer. Bien que l'on ait déjà fermé les puits, tout cela n'est sans doute pas pour demain. Mais, enfin, l'on y pense, activement, et le fait est nouveau. Remarquons toutefois que, lors de notre passage à Venise, l'alarme était grande à la suite de l'autorisation accordée par le ministère des travaux publics au doublement des installations pétro-chimiques de la Montedison à Marghera.

Mestre ? A la limite, il n'y a pas de solution. On ne peut pas empêcher Mestre de polluer Venise

Des soins urgents

Passons au patrimoine. Le problème est différent, selon qu'il s'agit des monuments eux-mêmes ou de l'ensemble de la ville. Pour les monuments (sans parler même du mobilier et des tableaux), il est impossible d'établir un bilan. Nous avons vu de belles restaurations récemment achevées ou en voie d'achèvement : la loggia de San-Giovanni, au pied du Campanile, l'église de San-Pietro-in-Castello, qui fut jadis la cathédrale de Venise (c'est tout à l'est de la ville, la promenade est superbe), la porte de l'Arsenal, l'église de San-Donato, à Murano, dont le merveilleux pavement de mosaïque a été mis hors d'eau grâce à un système de barque d'une ingéniosité exceptionnelle. L'église des Jésuites, sur les Fondamenta Nuove, la porte « della Carta » au palais ducal.

On pourrait citer d'autres exemples, mais le moindre panorama, même dans les quartiers les plus touristiques, montre que la plupart des édifices vénitiens réclament des soins urgents : pierres et marbres sculptés continuent à se détacher des façades et des parties hautes des églises (le décor gothique de la partie supérieure de Saint-Marc est très menacé), en dehors du palais Bebi, les palais du Grand-Canal sont exactement dans le même état qu'il y a dix ans ; Venise ne dispose plus d'un corps de cet équipement essentiel que serait un laboratoire d'études des maladies de la pierre (le bâtiment a été acheté, mais on ne l'a pas encore construit) ; on ne peut pas constater que sur les vingt-sept édifices décrits comme « à restaurer d'urgence » dans une brochure publiée par l'UNESCO en 1973 (Venice restaurée), vingt-trois n'ont été l'objet d'aucun travail important.



Statue en cours de restauration

qu'on ne peut empêcher les usines de la Basse-Seine de provoquer l'effritement des sculptures de la cathédrale de Rouen. Il faut cependant signaler que la troisième zone industrielle de Mestre a été bloquée et qu'à Venise même la pollution a diminué depuis que l'on s'y chauffe au gaz naturel et non plus au mazout.

Il reste à installer un réseau d'égouts pour éviter le rejet des eaux usées dans les canaux où elles déterminent d'affreuses puanteurs et morbidités diverses. Et un système d'égouts, qui, alimentant l'ensemble de la lagune, évitera que celle-ci ne soit la citerne où industries et ménages puisent l'eau à foison, ce qui provoque, par un phénomène dit de « subsidence », le tassement des fonds et l'enfoncement de la ville dans la mer. Bien que l'on ait déjà fermé les puits, tout cela n'est sans doute pas pour demain. Mais, enfin, l'on y pense, activement, et le fait est nouveau. Remarquons toutefois que, lors de notre passage à Venise, l'alarme était grande à la suite de l'autorisation accordée par le ministère des travaux publics au doublement des installations pétro-chimiques de la Montedison à Marghera.

exemple au Mans, un secteur sauvegardé, et on abandonne le reste aux bulldozers.

La vérité oblige à dire que les interventions pratiquées dans la zone B ont été relativement prudentes, moins scandaleuses en tout cas que celles qui ont été tolérées au centre même avec la construction du nouveau théâtre Goldoni et de l'immeuble de la caisse d'épargne de Venise sur le Campo-Martin. Prudentes et médiocres : même s'il a été traité avec moins de légèreté, le problème de l'insertion d'une architecture contemporaine dans les quartiers anciens n'a pas été mieux résolu en Italie qu'en France, l'exemple si souvent invoqué de Bologne n'étant guère concluant.

Aussi est-ce avec un extrême soulagement que l'on a entendu le nouveau maire déclarer que la division de la ville en deux zones était « dépassée » (superata). On ne le dira jamais trop : Venise est un tout et la superbe ghetto nuovo ou la moindre « calle » des plus lointains quartiers de l'ouest important autant à sa survie que la place Saint-Marc.

Deuxième point : Venise aujourd'hui paraît, en maints endroits et dans son architecture moyenne, moins délabrée qu'il y a dix ans. C'est que la ville est entrée dans un processus que nous connaissons bien, celui qui affecte le Marais : la restauration spéculative. Plusieurs quartiers (la Giudecca, la Salute) offrent aujourd'hui un aspect fort pimpant : on a restauré, installé non des palais apparents mais des salles de bains de marbre à l'usage d'industriels milanais ou de touristes fortunés en mal d'extases rusiniennes (bien qu'ils ne sachent pas qui est Ruskin). Conséquences de cette évolution : enrichissement des loyers (très élevés à Venise malgré le nombre des appartements vides), et départ, expulsion des anciens locataires.

Derrière point : seule l'action directe des pouvoirs publics peut freiner de tels mécanismes. La mairie de Venise étudie un programme de réhabilitation modestes, d'assainissement de quelques ensembles vétustes qui maintiendrait sur place les anciens habitants et en attirerait de nouveaux, des jeunes ménages surtout (la lagune est pauvre en enfants). Cela ne plus ne se fera pas en un jour et la ville paraît en être à l'heure du sursis. Mais si Venise perd ou ne renouvelle pas sa population traditionnelle d'artisans, d'ouvriers d'art et de métiers marins, elle ne sera qu'un vaste musée artistico-psychologique à l'usage des vieilles inversions qu'on voit traîner le soir au Harry's bar où nous-même avons été quelques fois, nous l'avons vu, afin de compléter notre information.

ANDRÉ FERMIGIER.

(1) Voir le Monde du 27 mars. D'Assoum à Katmandou, par André Fermigier.
(2) Voir le Monde du 14 mars. L'Acropole en péril, par Marc Macquaire.

Rétrospective
Emma Kunz
à l'Arc

Le dessin
et le pendule

QUAND on voulait être débarrassé de ses maux, on venait consulter Emma Kunz. Elle se servait du pendule pour rendre son diagnostic et guérir : « des temoins l'attestent », ordonnait-elle, « des remèdes qu'elle fabriquait à partir de plantes et de pierres, de terre et d'eau : par sa force télépathique surtout ».

Emma Kunz était suisse. Elle est née à Brüttelbach en 1892, a vécu à Lungen et Engelberg avant de s'installer définitivement à Waldstatt, dans la région d'Appenzell, où elle est morte en 1963. Elle a vécu en solitaire, presque juvénile, plongée dans son monde, rétrécissant d'année en année le cercle de ses relations extérieures. Elle avait des amis, mais peu : un prêtre, des docteurs en médecine, en pharmacie, en psychologie. Aucun d'eux, semble-t-il, ne s'est intéressé à ses dessins. Ceux-ci, montrés pour la première fois au Kunsthaus d'Aarau en 1973, puis à Milan et à Düsseldorf, avant de venir à Paris, ont de quoi passionner les férus de sciences occultes.

Emma Kunz se servait aussi du pendule pour dessiner. Elle passait, nous dit-on dans le catalogue qui l'accompagne l'exposition de l'ARC, des nuits entières penchée sur une table où était fixée une feuille de papier millimétré. Avec son poids de plomb et de jade pendu à une chaînette d'argent, elle exploitait la surface, puis s'agitait et se mettait à tracer des points, des lignes, au crayon ou au couteau. Beaucoup de points, beaucoup de lignes, beaucoup de figures et de belles couleurs douces. Mais à lire comment ? « Tout arrive selon une certaine loi que je ressens en moi-même et qui ne cesse de me tourmenter », disait Emma Kunz. Ces dessins où le plaisir de faire, où la tentation de l'art, sont évidents, mais nullement finis en soi, sont aussi des mandales personnels où la pendulière interprétait le monde.

Ils obéissent à des lois, mais lesquelles ? Quelle est la signification de ces lignes de couleur qui focalisent des énergies, de cette superposition de trames colorées organisées en figures géométriques souvent complexes ? Qu'il s'agisse de dessins étoilés à symétrie centrale, remplis de formes triangulaires ou polygonales imbriquées, de formes circulaires — les plus beaux dessins — à rayons d'une densité croissante, et qui laissent pénétrer d'étranges faisceaux de lumière, de ces dessins à effluves paraboliques, ou encore de ceux où s'insèrent des figures humaines, la symbolique n'est pas évidente. Entre ces lignes tendues qui partagent ou retiennent le céleste et le temporel, le bien et le mal, le feu et la terre, l'air et l'eau, la tension du message est bien obscure.

Nous reste le coup d'œil esthétique. Les dessins d'Emma Kunz sont souvent plus proches des images vus dans un télescope ou encore d'œuvres programmées par ordinateur que des dessins des constructivistes. Ils sont beaux, capables de vous fasciner, voire de vous communiquer on ne sait quel apaisement intérieur.

Une exposition bien curieuse, que deux autres expositions, accompagnent, pour nous plonger un peu plus dans les profondeurs du monde occulte. L'une, sous le titre Voyants, nous propose des photographies de phénomènes extraordinaires, documents véridiques ou truqués de photographes « voyeurs ». L'autre présente les Planètes, d'Eva Asplé : de grands fantômes de plâtre vêtus de longues robes de couleur.

GENEVIEVE BRÉRETTE.

* ARC 2, jusqu'au 23 avril.

EXPOSÉ A UTRECHT

Un petit Rembrandt de plus

QUELQUES grands peintres, et d'innombrables petits, ont laissé une bible, c'est-à-dire l'illustration personnelle des épisodes majeurs — et parfois familiers à tous — des Ecritures chrétiennes. Ainsi Raphaël aux « Stances », Dürer, Rembrandt et, pour faire bonne mesure, Gustave Doré et Chagall. Chacun avec ses préférences... Rembrandt va d'emblée au dramatique : Samson, la Crucifixion, ou bien, à l'inverse, en accord avec ses collègues du Nord, à l'apocryphe, et, de préférence, dans les épisodes rares, Mané, Jacob... que les bons marchands d'Amsterdam découvrent le soir, en ouvrant le gros livre en famille. Tour à tour une bible de dévotion et de terreur ou une bible douce, du coin du feu. Dans sa toute jeunesse, Rembrandt est sensible à l'atmosphère, un peu « piétiste » de son maître, Lastman et, si l'on peut dire, de son arrière-maître Elshemer, scènes de prodige-calmé : Tobie, Emmaüs... dans des nappes d'ombre où scintillent des parures ou, en plus mouvementé, « l'Annonciation de Balaam » (1626, musée Gloguac-Jay).

Un nouveau Rembrandt, à peu près de mêmes dimensions que ce dernier (63 centimètres de hauteur sur 48), est exposé jusqu'au 10 mai au musée d'Utrecht. Le conservateur a récemment rendu publique la découverte du tableau en même temps que son acquisition par la société Rembrandt pour cet établissement. Le thème, rarissime sauf au dix-septième siècle : le « Baptême de l'eunuque », chambellan de la reine d'Ethiopie, par le diacre Philippe (ne pas confondre avec l'apôtre), vieux récit des « Actes des apôtres », où il entre de l'exotisme ; l'eunuque saisi par la grâce est un Noir, du luxe : il retourne, en voiture, avec un certain faste, au pays de la reine de Saba, de l'attendrissement dévot : il reçoit le sacrement de l'eau, l'un des rares à être accepté dans le monde de la Réforme. Pieter Aertsen avait illustré l'épisode par un de ses tohu-bohu habituels (1555) ; deux siècles après, Moulpertsch l'a repris dans une toile assez forte, où l'on sent le souvenir de Rembrandt et, plus tard encore, Chassériau à Saint-Roch.

Lastman, l'homme d'Amsterdam, l'avait traité à plusieurs reprises, et l'on savait qu'il devait en exister une version par Rembrandt, en raison d'une gravure de Vliet donnant cette référence. Dans une eau-forte de 1641, l'artiste a donné à cette scène, touchante du baptême au bord du chemin et devant l'attelage surmonté d'un parolai le charme un peu ironique et léger qui manque décidément au tableau de ses vingt ans, maintenant reparu.

Il y aurait mauvaise grâce à douter de l'attribution et à remonter pour une fois au scepticisme avec lequel l'expérience nous a enseigné à accueillir la production des inédits. L'œuvre est signée et datée, elle est attestée par ailleurs et c'est, en somme, une case vide qui se remplit. Un cas, en or, soit dit sans ironie aucune. Quand on verra, dans deux ans, l'analyse dans un des « dossiers », si utiles, du département des peintures du Louvre, on s'apercevra que cette situation, si elle est la plus favorable, est finalement assez fréquente ; tout dépend ici du bon état de l'histoire de l'art. Le contrôle sévère auquel le professeur Gerson a soumis tous les Rembrandt du monde (1968) incite à penser que les Néerlandais font tout ce qu'il faut.

ANDRÉ CHASTEL.

recalcati
empreintes
1960-1982
7 avril - 10 mai 1976
CNAC 11, rue Barryer
centre national d'art et de culture Georges Pompidou

AU VILLAGE SUISSE
L'ACROSTICHE
ART POPULAIRE
Meubles - Outils - Objets
Sous-sol STANDS 22-10
78, avenue de Suisse - 75013 - 30-34-35

GALERIE GUIOT
18, av. Matignon - 286-65-64

P. COLLOMB
PASTELS
Jusqu'au 4 mai

GALERIE 3 + 2
44, rue de Seine (9) - 633-44-30

ROLDAN
Jusqu'au 4 mai

COLETTE DUBOIS
382, rue Saint-Honoré (1) - 266-34-33

LABEGORRE
8 - 30 avril

AIRCURIAL
3 avenue d'Orléans Paris 8
256 70 70

CALDER
FUSIONS
DU 7 AU 30 AVRIL 1976

Galerie 22
22, rue Bonaparte 75008 - 633-13-77

CORTOT
FUSIONS
JUSQU'AU 1^{er} MAI

GALERIE MEDICIS
17 Place des Vosges

Dan Jacobson
6 avril / 26 avril

Expositions

Tous les musées nationaux seront ouverts le 18 avril et fermeront le 19, à l'exception de l'exposition *Du monde de Segonzac à l'Orangerie*. Une liste plus détaillée en est donnée page 36.

ANDRÉ DUBOIS DE SECONZAC. — Centre des Tulleries (973-99-46). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi : 3 F. Jusqu'à 3 mai. — *Œuvres de 1914-1918.* — Musée des Deux Guerres mondiales, hôtel des Invalides (481-00-00). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 4 F. Jusqu'à 30 mai (fermé les 18 et 19 avril).

ICONS BULGARES IX-XIX. — Stieckler, Petit Palais (355-00-21). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le samedi : 3 F. Jusqu'à 14 juin. — **LA PEINTURE ESPAGNOLE DU SIECLE D'OR : DE GREGO A VELASQUEZ.** — Petit Palais (voir ci-dessus). Jusqu'à 14 juin. — **ANTONIO BOCALCATI.** Empreintes 1890-1962. Centre national d'art contemporain, 11, rue de Valenciennes (481-00-00). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 4 F. Jusqu'à 10 mai. — **IMAGES D'ART L'INDÉPENDANCE DES ETATS-UNIS.** — Grand Palais, avenue du Général Eisenhower (321-81-40). De 10 h. à 18 h. 30, jusqu'à 17 mai.

SALON DES ARTISTES FRANÇAIS : LA LIBERTÉ. — Grand Palais (321-81-40). Tous les jours (y compris les jours fériés), de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 5 F. Du 15 avril au 11 mai. — **DESSINS DU MUSÉE DE DEJON.** — Musée du Louvre, entrée porte Jauriat (205-30-25). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 7 F. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'à 3 mai. — **LES PAYSAGES DE PIERRE-EMILE DE VALENCIENNES (1859-1919).** — Musée du Louvre, entrée porte Jauriat (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'à 3 mai.

EDOUARD PIGNON. Nus rouges et après. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (733-61-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'à 25 avril. — **CASIMIR MALÉVITCH.** Œuvre 1912-1929. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à 16 mai. — **VALENTIN FRAN.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à 25 avril.

GALERIE DES ENFANTS. — Exposition-atelier au Musée des enfants. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 14, quai de la Seine. Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Animations pour les groupes scolaires les lundis, mardis, jeudis et vendredis, uniquement sur rendez-vous au 733-61-27 (poste 15 ou 19). Jusqu'à 23 mai. — **CHASSE A L'ANAMORPHOSE A TRAVERS LES COLLECTIONS DU MUSÉE.** Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (205-33-14). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'à 10 mai. — **RATILLY.** une architecture, une passion commune, un rayonnement. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Sauf ma, de 12 h. à 18 h. ; dim. de 11 h. à 18 h. Jusqu'à 10 mai.

LABROUSTE. — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (277-59-30). Prolongée jusqu'au 25 avril. — **NEUF PERMES CONSTRUCTIVISTES.** Tableaux, dessins, sérigraphies, objets, tout en céramique, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h. à 19 h. Jusqu'à 30 avril. — **ARCHITECTURE SAVAGE AUX U.S.A.** — Théâtre d'Orsay, 1, quai Anatole-France (545-65-50). Jusqu'à 30 avril. — **KURT WENDLAND.** Gravures linéaires. — Centre culturel allemand, 31, rue de Condé (722-61-21). Sauf dim. et lundi, de 12 h. à 20 h. Jusqu'à 7 mai. — **KARL SCHMIDT - BOTTLEFF.** Aquarelles des années cinquante. — Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (722-61-21). Du lundi au vendredi, de 10 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'à 25 avril. — **RIOPPELLE.** Peintures 1955-1975. — Centre culturel canadien, 3, rue de Constantin (451-25-75). Tous les jours, de 9 h. à 12 h. Entrée libre. Jusqu'à 21 avril. — **UNO SVENSON.** Peintures. Jusqu'à 25 avril. — **QUATRE VISAGES DE LA SUÈDE :** ALENIUS, BAUM, JENSEN, TERN. Photographies. Jusqu'à 9 mai. — Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (732-57-50). DESSINS ET COULEURS (Blanc,

Cornélie, Cristallin, etc.). — Centre américain, 261, boulevard Raspail (533-55-10). Sauf dimanche, de 14 h. à 18 h. — **MAURICE RAVEL.** — Bibliothèque Beaumarchais, 35, rue Racine (377-63-40). Jusqu'à 30 avril. — **HOLLYWOOD AU MARAIS.** — Centre culturel du Marais, 22, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Avril.

GALERIES — **TRAIT POUR TRAIT.** Cinquante autoportraits. — Galerie J. Brancas, 22-24, rue Guisard (225-25-31). Jusqu'à 30 avril. — **LA FRANCE A TRAVERS LES TEMPS.** — 31, rue du Collège (720-70-45).

MASQUES ET VISAGES D'AMÉRIQUE LATINE (Camaçoa, Chavez, Cogliolo, etc.). — Galerie des Grands-Augustins, 16, rue des Grands-Augustins (325-33-55). Jusqu'à 8 mai. — **ART ET ARCHITECTURE :** Bismuth, Dubaut, Boudier, Vassier, Kricke, Lalanne, Malaval, Olson, Marica, Fran, Pascoli. — Galerie D. Gervin, 34, rue du Sac (281-11-73). Jusqu'à fin avril.

SCULPTURES ET MOUVEMENT : Boudier, Vassier, Boudier, D. Gervin, 34, rue du Sac (281-11-73). Jusqu'à fin avril. — **TAPESSERIES POLONAISES.** — Galerie St. Pierre, 15, rue Etienne-Marcel (226-61-77). Jusqu'à 10 mai. — **L'ANATHEME :** Briga, Colla, Canovas-Torres, di Maccio, Lamp, Stringer et Natiello. — Galerie La Mandragore, 13, rue Mayet (566-90-00). Jusqu'à 24 avril. — **FAT BRÜGGER, KEMERY, HERVE.** — Galerie Forum, 69, quai de la Tourneville (325-71-77). Jusqu'à 24 avril.

ARGENCE. — Galerie de Beaune, 5, rue de Beaune (272-59-30). — **DIJON.** Antiquités méditerranéennes des musées de Beaune. — Musée archéologique (32-98-22). Jusqu'à 30 avril. — **LE HAVRE.** Frédéric Lemaitre et ses temps. — Prière de Gravelle. Jusqu'à 30 avril. — **LYON.** Paulette et Jo Cleda. — Musée des beaux-arts (32-97-06). Jusqu'à 30 avril. — **MARCA-EN-BARCEL.** Eaux d'été. — Septentrion (78-28-37). Jusqu'à 30 mai.

NICE. Lithographies de Chagall pour « La Tempête de Shakespeare ». — Musée national Musée biblique Chagall (80-11-45). Jusqu'à 23 juin. — **REIMS.** Autor de la danse. — Maison de la culture. Jusqu'à 12 mai. — **SAINT-ETIENNE.** Toni Gran et Bernard Pages. — Musée d'art et d'industrie. Avril. — **SAINT-PAUL-DE-VEENCE.** Henri Michaux. — Fondation Albrecht (38-83-63). Jusqu'à 10 juin.

STRASBOURG. Wols. — Musée de l'Antiquité-Douane. Jusqu'à 9 mai. — **TOULOUSE.** Musée de l'Art et de l'Industrie. — Musée alsacien. Jusqu'à 3 octobre. — **Figuration et Fantasy.** Châteaux de Robbin, cabinet des estampes. Jusqu'à 2 mai. — **Redi Nally.** Palais du Rhin. Jusqu'à 30 avril.

A.-E. PETER. Halls, gouaches. — Galerie suisse de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (232-76-30). Jusqu'à 8 mai. — **JACQUES FILO.** Cinéma, sculpture. — Tour Montparnasse. Jusqu'à 10 avril.

EDOUARD PIGNON. Les nus rouges et après. — Galerie de France, 2, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (232-76-30). Jusqu'à 8 mai. — **JEAN-PIERRE PINCHON.** Travasse. — 80, rue Quinquempoix (387-60-81). — **Grands formats.** — 40, rue de Seine. Jusqu'à 10 mai. — **RIOPPELLE.** Peintures, sculptures, pastels et gravures. — Galerie Masegh, 13, rue de Téhéran (522-15-15). Jusqu'à 30 avril. — **GERARD TITUS-CARME.** — Galerie La Bume, 14, rue de l'Abbaye (545-55-55). Jusqu'à 4 mai.

EN PROVINCE — **AIX-EN-PROVENCE.** Psychologie et dessin d'enfant. — Palais des congrès (27-61-55). Jusqu'à 22 avril. — **ALLONNES (Sarthe).** Festival international d'art contemporain : tapisseries, sculptures, art cinétique. — Salons de l'hôtel de ville (28-50-68). Jusqu'à 9 mai. — **AVALLON.** Samuel Buri. — Galerie, 88, rue de Lyon (34-12-81). Jusqu'à 25 mai.

BEAUVAIS. Saint-Martin-aux-Bois. Images d'une abbaye. — Architecture et paysage entre Commaray et Reims. — Musée départemental de l'Oise (445-13-80). Jusqu'à 24 mai. — **CHALON-SUR-SAONE.** Tapisseries de notre temps. — Renseignements à la Maison de la culture. Jusqu'à 25 mai. — **CHAMBERY.** Lartigue & Co. — Musée d'art et d'histoire. Jusqu'à 9 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Dans sur canapé.

CHATELAIN (231-44-80). (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. à 15 h. : Dans sur canapé. — **NOUVEAU CARRE (277-88-40).** merc. dim. et dim. 15 h. 30 : Cirque Grus : (J. D. soir, L.) à 21 h. mat. dim. 15 h. 30 : Gouverneurs de la Rose (lundi 18) : à partir du 19 : A la rencontre du petit matin. — Salle Pispin, 20 h. : Angelo Martini, 21 h. 30, mar. : débat ; jeu : jam folk ; ven. : jam hoot ; sam. : free music ; mar. : chanson ; le 20 à 14 h. 30 : Feux de brousse.

THEATRE DE LA VILLE (187-35-39). (D. L.). 18 h. 30 : Ballets : Ballets (Jusqu'à 24) : les 14, 20, 21 et 24 à 20 h. 30, les 14, 24 et 25 à 14 h. 30 : Biedermann et les incantations : les 15, 16, 17, 22 et 23 à 20 h. 30 : les Criticizations de Saint-Barthelemy.

Les autres salles — **ANTOINE (206-77-11).** (Mar.). 20 h. 30 : mat. dim. et le 19 à 15 h. : Le Tube. — **ATELIER (606-49-24).** (L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Monsieur chassé ! — **BOTHEATRE-OPERA (281-44-18).** (D.), 20 h. 30 : les Berceuses d'orage. — **BOUFFES-PARISIENS (073-97-94).** (D. L.). 18 h. 30 : Les deux hommes. — **ATELIER (606-49-24).** (L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Monsieur chassé ! — **BOTHEATRE-OPERA (281-44-18).** (D.), 20 h. 30 : les Berceuses d'orage. — **BOUFFES-PARISIENS (073-97-94).** (D. L.). 18 h. 30 : Les deux hommes. — **ATELIER (606-49-24).** (L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Monsieur chassé ! — **BOTHEATRE-OPERA (281-44-18).** (D.), 20 h. 30 : les Berceuses d'orage.

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

OPERA (073-15-89). les 14, 21 (abon. M) et 22 à 20 h. 30 : Etudes. Première à l'opéra-midi d'une femme. — **COMEDIE-FRANÇAISE.** Théâtre Marny (742-37-31). les 14 et 18 à 20 h. 30, le 15 à 14 h. 30 : la Comédie, la Jolie de l'amour et du hasard. — **ODON (325-70-32).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 16 h. : l'Éveil du printemps. — **PETIT-ODON (L. m.).** 18 h. 30 : Truffe et Mo ; 21 h. 30 : le Montefiata. — **CHAILLOU (277-81-15).** Grand Théâtre, 20 h. 30 : les Troyennes et Electre, par la Maîtrise de New-York jusqu'au 19 ; à partir du 23 : la Sonate Amé de St-Trochan ; le 27 à 18 h. 30 : Médée. — **Foyer.** les 18 et 19 à 17 h. 30 : Fantômes de la danse. — **Salle Gémier (D. L.).** 0 h. 30 : Jockate. — **CHATELAIN (231-44-80).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps. — **CHATELAIN (231-44-80).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps. — **CHATELAIN (231-44-80).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps.

Les salles municipales

CHATELAIN (231-44-80). (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps. — **CHATELAIN (231-44-80).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps. — **CHATELAIN (231-44-80).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps. — **CHATELAIN (231-44-80).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps.

Les autres salles — **ANTOINE (206-77-11).** (Mar.). 20 h. 30 : mat. dim. et le 19 à 15 h. : Le Tube. — **ATELIER (606-49-24).** (L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Monsieur chassé ! — **BOTHEATRE-OPERA (281-44-18).** (D.), 20 h. 30 : les Berceuses d'orage. — **BOUFFES-PARISIENS (073-97-94).** (D. L.). 18 h. 30 : Les deux hommes. — **ATELIER (606-49-24).** (L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Monsieur chassé ! — **BOTHEATRE-OPERA (281-44-18).** (D.), 20 h. 30 : les Berceuses d'orage.

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (732-57-50). (L. Mar.). 20 h. 30 : la Nuit des tribunes. — **COMEDIE-FRANÇAISE.** Théâtre Marny (742-37-31). les 14 et 18 à 20 h. 30, le 15 à 14 h. 30 : la Comédie, la Jolie de l'amour et du hasard. — **ODON (325-70-32).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 16 h. : l'Éveil du printemps. — **PETIT-ODON (L. m.).** 18 h. 30 : Truffe et Mo ; 21 h. 30 : le Montefiata. — **CHAILLOU (277-81-15).** Grand Théâtre, 20 h. 30 : les Troyennes et Electre, par la Maîtrise de New-York jusqu'au 19 ; à partir du 23 : la Sonate Amé de St-Trochan ; le 27 à 18 h. 30 : Médée. — **Foyer.** les 18 et 19 à 17 h. 30 : Fantômes de la danse. — **Salle Gémier (D. L.).** 0 h. 30 : Jockate. — **CHATELAIN (231-44-80).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps. — **CHATELAIN (231-44-80).** (D. soir, L.). 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. : l'Éveil du printemps.

Les théâtres de banlieue

BOULOGNE-BILLANCOURT. T.B. (605-50-41). le 20, à 20 h. 30 : Sings (Reggiani) ; les 14, 15, 16, à 14 h. 30 : le Conte d'hiver. — **CRETEIL.** MAC (599-50-50). le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 23, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 24, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 25, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 26, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 27, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 28, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 29, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 30, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 31, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 1, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 2, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 3, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 4, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 5, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 6, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 7, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 8, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 9, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 10, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 11, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 12, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 13, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 14, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 23, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 24, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 25, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 26, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 27, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 28, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 29, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 30, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 31, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 1, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 2, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 3, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 4, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 5, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 6, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 7, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 8, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 9, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 10, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 11, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 12, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 13, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 14, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 23, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 24, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 25, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 26, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 27, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 28, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 29, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 30, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 31, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 1, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 2, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 3, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 4, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 5, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 6, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 7, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 8, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 9, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 10, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 11, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 12, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 13, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 14, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 23, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 24, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 25, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 26, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 27, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 28, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 29, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 30, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 31, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 1, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 2, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 3, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 4, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 5, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 6, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 7, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 8, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 9, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 10, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 11, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 12, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 13, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 14, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 23, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 24, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 25, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 26, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 27, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 28, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 29, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 30, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 31, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 1, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 2, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 3, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 4, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 5, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 6, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 7, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 8, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 9, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 10, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 11, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 12, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 13, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 14, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 23, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 24, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 25, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 26, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 27, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 28, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 29, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 30, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 31, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 1, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 2, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 3, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 4, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 5, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 6, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 7, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 8, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 9, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 10, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 11, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 12, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 13, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 14, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 23, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 24, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 25, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 26, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 27, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 28, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 29, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 30, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 31, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 1, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 2, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 3, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 4, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 5, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 6, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 7, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 8, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 9, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 10, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 11, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 12, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 13, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 14, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 23, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 24, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 25, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 26, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 27, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 28, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 29, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 30, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 31, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 1, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 2, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 3, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 4, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 5, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 6, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 7, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 8, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 9, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 10, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 11, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 12, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 13, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 14, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 15, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 16, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 17, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 18, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 19, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 20, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 21, à 20 h. 30 : la Nuit des tribunes ; le 22, à 20 h. 30 : la Nuit

Cinéma en province

Les exclusivités

BORDEAUX. — L'Alpagueur : Ariel (34-21-17) ; A nous les petites Anglaises : Martineau (43-43-14) ; L'argent de poche : Gaumont (43-13-38) ; Attention les yeux : Francine (33-33-33) ; La Bonne Fortune : Concorde (31-31-31) ; La Femme du dimanche : Ariel (44-31-17) ; Les Hants de Surlevant : Trinité (33-33-33) ; Bonfides : Ariel (44-31-17) ; Samala plus toujours : Martineau (43-43-14) ; Je l'ai vu, moi non plus : Gaumont (43-13-38) ; L'Assassin : Francine (33-33-33) ; La Meilleure façon de marcher : Ariel (44-31-17) ; Merlins l'enchanté : Ariel (44-31-17) ; L'Ordinateur des pompes funèbres : Gaumont (43-13-38) ; Pénurie (33-33-33) ; Police Python 357 : Francine (33-33-33) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Gaumont (43-13-38).

GRENOBLE. — L'Acrobate : Club (44-33-34) ; L'Alpagueur : Grand Place (33-33-33) ; A nous les petites Anglaises : Paris (44-33-33) ; L'argent de poche : Gaumont (43-13-38) ; Comment l'argent de poche : Club (44-33-34) ; La Vie sauvage : Stendhal (33-33-33) ; Les Galeries de Pant-Aven : Stendhal (33-33-33) ; Le Juge et l'Assassin : Ariel (44-31-17) ; Grand Place (33-33-33) ; Merlins l'enchanté : Grand Place (33-33-33) ; L'Ordinateur des pompes funèbres : Ariel (44-31-17) ; Sten-

dal (33-33-33) ; Police Python 357 : Royal (33-33-33) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Club (44-33-34) ; Paris (44-33-33).

LILLE. — L'Alpagueur : Concorde (37-37-37) ; L'argent de poche : Ariel (44-31-17) ; A nous les petites Anglaises : Pathe (37-37-37) ; Calmes : Capitole (37-37-37) ; Descente de la nuit : Ariel (44-31-17) ; L'Ordinateur des pompes funèbres : Ariel (44-31-17) ; Merlins l'enchanté : Ariel (44-31-17) ; L'Ordinateur des pompes funèbres : Ariel (44-31-17) ; Le Juge et l'Assassin : Ariel (44-31-17) ; La Meilleure façon de marcher : Ariel (44-31-17) ; Merlins l'enchanté : Ariel (44-31-17) ; L'Ordinateur des pompes funèbres : Ariel (44-31-17) ; Gaumont (43-13-38) ; Pénurie (33-33-33) ; Police Python 357 : Francine (33-33-33) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Gaumont (43-13-38).

LYON. — L'Alpagueur : U.G.C.-Concorde (42-42-42) ; U.G.C.-Part-Dieu (42-42-42) ; L'argent de poche : Trinité (33-33-33) ; A nous les petites Anglaises : Trinité (33-33-33) ; Comment l'argent de poche : Trinité (33-33-33) ; La Vie sauvage : Trinité (33-33-33) ; Les Galeries de Pant-Aven : Trinité (33-33-33) ; Le Juge et l'Assassin : Trinité (33-33-33) ; Grand Place (33-33-33) ; Merlins l'enchanté : Grand Place (33-33-33) ; L'Ordinateur des pompes funèbres : Ariel (44-31-17) ; Sten-

dal (33-33-33) ; Police Python 357 : Royal (33-33-33) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Club (44-33-34) ; Paris (44-33-33).

MARSEILLE. — L'Alpagueur : Odéon (43-43-43) ; Pathe (43-43-43) ; Ariel (43-43-43) ; A nous les petites Anglaises : Hollywood (33-33-33) ; L'argent de poche : K 7 (43-43-43) ; Comment l'argent de poche : K 7 (43-43-43) ; La Vie sauvage : K 7 (43-43-43) ; Les Galeries de Pant-Aven : K 7 (43-43-43) ; Le Juge et l'Assassin : K 7 (43-43-43) ; Grand Place (33-33-33) ; Merlins l'enchanté : Grand Place (33-33-33) ; L'Ordinateur des pompes funèbres : Ariel (44-31-17) ; Sten-

dal (33-33-33) ; Police Python 357 : Royal (33-33-33) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Club (44-33-34) ; Paris (44-33-33).

TOULON. — A nous les petites Anglaises : Pathe (43-43-43) ; L'argent de poche : Gaumont (43-13-38) ; Comment l'argent de poche : Gaumont (43-13-38) ; La Vie sauvage : Gaumont (43-13-38) ; Les Galeries de Pant-Aven : Gaumont (43-13-38) ; Le Juge et l'Assassin : Gaumont (43-13-38) ; Grand Place (33-33-33) ; Merlins l'enchanté : Grand Place (33-33-33) ; L'Ordinateur des pompes funèbres : Ariel (44-31-17) ; Sten-

Variétés

Les music-hall

BOBINO (33-33-33) (dim. soir, lun.) 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. 30 : Herbert Pagani.

CARTOUCHE DE VINCENTNES. Théâtre du Soleil (33-33-33) (dim. soir, lun. jeui.) 20 h. 30, mat. dim. 13 h. 30 : Colette Magny.

CASINO DE PARIS (33-33-33) 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. 45 : Lino Bernardi (14 h. 10).

ELYSEES-MONTMARTRE (33-33-33) 21 h. 30, mat. sam. à 17 h. 30 : Huguette Dore.

OLYMPIA (33-33-33) (dim. soir.) 21 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Michel Pagnani.

ALICE HARVEY BALLET (33-33-33) 21 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Alice Harvey.

PALAIS DES SPORTS (33-33-33) (dim. soir, lun. soir.) 21 h. 30, mat. sam. à 14 h. 15 et 17 h. 30, mat. dim. à 14 h. 15 et 17 h. 30, mat. le 19 à 15 h. 15 : Holiday on Ice.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (33-33-33) 21 h. 30, mat. dim. et le 19 à 15 h. 30 : Et. au bout du tunnel ? - Y'a le tunnel !

DEUX ANES (33-33-33) (Mar.) 21 h. 30, mat. dim. et le 19 à 15 h. 30 : Etre-vois complice.

DIX HEURES (33-33-33) 22 h. : Vally, François, Georges... et les autres.

Les comédies musicales

ATHEENNE (33-33-33) (dim. soir, lun.) 20 h. 30, mat. sam. à 17 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Godspell.

THEATRE DE LA POETE SAINT-MARTIN (33-33-33) (L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 15 h. : Mayflower.

Les cabarets

BELLE EPOQUE (33-33-33) 20 h. 30 : Collette Dorel, Serge Boccard.

CRAZY HORSE SALOON (33-33-33) 21 h. 45 et 0 h. 15 : Revue.

FOURIES BERGERE (33-33-33) (L.) 20 h. 30 : J'ai une à la talle.

MOULIN-ROUGE (33-33-33) 22 h. 30 : Foliesbergues.

ORSE DU BOIS (33-33-33) (D. L.) 20 h. 30 : Betty Mars, Jean Rigaux.

La danse

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (33-33-33) 21 h. 30 : le Théâtre d'images, mar. le 19 à 15 h. (dernière) ; le 20 à 21 h. : Les Ruyers.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (33-33-33) à partir du 21 : Bal-lets Maurice Béjart.

THEATRE D'ORSE (33-33-33) à partir du 20 à 20 h. 30 : Carolyn Carlson avec le CINTOP.

Le jazz

MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS le 15 à 20 h. 30 : Cortes.

COUR DES MIRACLES (33-33-33) le 14 à 15 h. : Centaure.

RADIO-FRANCE le 15 à 20 h. 30 : S. Arvanitis, S. Cowell, C. Bécoude ; le 20 à 18 h. : Trio Michel Barbady, J. Jones, F.I.A.P.

AMERICAN CENTER (33-33-33) le 15 à 21 h. : Tangentia.

CONCORDE • GAUMONT LUMIERE
ST-GERMAIN HUCHETTE • DRAGON
MONTMARTRE PATHE
GAUMONT CONVENTION • CLICHY PATHE
GAUMONT GAMBETTA • BUDEROT
PATHE Belle Epine
MULTI CINE Champligny • VILLIY • MARLY ENGLIS
TRICYCLES Asnières • PARLY 2 • ARIEL Rueil

un film de
françois truffaut
L'argent de poche

Un véritable régal pour le public.
LE QUOTIDIEN DE PARIS

QUINTE
OLYMPIC ENTREPO
le suis
piere re
un film de Christine LIPINSKA

STUDIO MARIGNY
Cine Marigny • 84, rue de la Harpe
Métro : Châtelet • Gare d'Orléans
Une grande comédie musicale
CAN-CAN
en 70 mm avec
SARAH LANE
NATALIE CHALLIER
FRANK SINATRA

BALZAC - MAXEVILLE - CAMBRONNE
STUDIO CONTRESCARPE
EPICENTRE à Epinay - CLUB à Maisons-Alfort

jean pierre fougea
présente
deux imbéciles heureux

jean roger caussimon guillaume le vacher
dans un film de
edmond freess

SALLES CLASSÉES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI
(A.F.C.A.E.)

STUDIO BERTRAND 25, rue Bertrand
Tél. 54-66-66
UN CHIEF DE RAYON EXPLOSE
avec Jerry Lewis
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI
de Woody ALLEN

PANTHEON 13, rue Victor-Gosin
Tél. 54-35-04
PERMANENT DE 12 h. à 24 h. :
SAUF DIMANCHE DE 14 h. à 24 h. :
LE PETIT MARCEL

LE STUDIO 2, rue Edmond-Polsson
Tél. 54-35-04
THEATRE DE LA COMMUNE - 833-16-16
Un autre cinéma catastrophe
CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE
de Lakshmi RAMANA
Mer. 21 h. ; Ven. 18 h. ; Sam. 21 h. :
UN APRES-MIDI DE CHIEN
de Sydney LUMET
Ven. 21 h. ; Sam. 18 h. ; Mar. 18 h. :
LES DAMNÉS
de Lucille VISCONTI

STUD. ST-ANDRE-DES-ARTS 1
30, rue St-André-des-Arts
Tél. 54-35-04
12 h. ; 15 h. ; 18 h. ; 20 h. et 21 h. 30 :
COMMENT YU-KONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES
ou L'AVENTURE DE LA CHINE
de Joris Ivens et Marceline LORRAIN

STUD. ST-ANDRE-DES-ARTS 2
30, rue St-André-des-Arts
Tél. 54-35-04
14 h. ; 16 h. ; 18 h. ; 22 h. :
LE SOUPÇON
de MARCEL
12 h. :
de Renard VICTOR
CE GAMIN, LA
24 h. :
UNE FEMME EST UNE FEMME
de Jean-Luc GODARD

Le Hollywood Boulevard
4, boulevard Montmartre
(Métro Montmartre)
En version originale avec sous-titres français

UN FILM QUI VOUS MET
LE CŒUR EN JOIE

LES FILLES A PAPA
Avec Al Pacino

Le film qui a représenté
ISRAEL
au Festival de Cannes

CENTRES CULTURELS

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7.
HOMMAGE A PIERRE MERCURE
compositeur canadien
présentant tout le moins
exposition de partitions
audition de disques
JEUDI 28 AVRIL
JOURNÉE PIERRE MERCURE
film
conférence - concert

INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7.
Jusqu'au 30 avril
9 FEMMES CONSTRUCTIVISTES
aériographies - objets
tous les jours sauf lundi
de 15 h. à 18 h.
Tél. 705-35-39

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Payenne - 3.
Jusqu'au 9 mai
4 PHOTOGRAPHES
4 VISAGES DE LA SUÈDE
ALENTUS, BAUM, JENSEN, TERJE
tous les jours de 14 h. à 18 h.
entrée libre

ÉLYSÉES LINCOLN - QUARTIER LATIN
SAINT-LAZARE - PASQUIER
GAUMONT CONVENTION
TRICYCLE Asnières

Les Fleurs du Miel

FRANCE SOIR - Robert CHAZAL :
Claude FARALDO : Un cinéaste de premier plan.

LE POINT - Michel FLACON :
Brigitte FOSSEY, belle comme un Botticelli,
illumine de son talent ce huis-clos triangulaire.

PARISCOP - Delfeil DE TON :
Allez voir le film de FARALDO,
lui, ou moins il vous secoue.

NOUVEL OBSERVATEUR - Michel GRISOLIA
Grâce à FARALDO, ce sera l'année
Brigitte FOSSEY, pudique, angoissée, très belle,
habillée... C'est la comédienne idéale.

Brigitte Fossey
Gilles Segal

un Film de Claude Faraldo

A L'OLYMPIC
10, rue Boyer-Barret dans 75014

DEUX FILMS DE GUY DEBORD

LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE
(long-métrage, 1973)

suivi de
REFUTATION DE
TOUS LES JUGEMENTS, TANT ELOGIEUX
QU'HOSTILES, QUI ONT ÉTÉ JUSQU'ICI PORTÉS
SUR LE FILM "LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE"
(court-métrage, 1973)

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le masque et le pinceau

Asses étonnants, ces « Dossiers de l'écran » sur le marché de l'art, ventes en tous genres. Et assez rigolotes. On s'insultait, on se traitait d'escroc. Aménité lancée par un directeur de galerie à M. Far-nand Lagros. Son calme, son mystère, habillés, chapeautés, masqués de noir, l'ex-marchand les a envoyés promener dans un hoquet indigné. Oser le traiter d'escroc, lui, avant que les tribunaux n'en aient décidé !

Arrachant ses lunettes de soleil, il a déversé sur l'interlocuteur un flot ténébreux de répliques et de diatribes où surmenage, mûries aux pépinières impitoyables de son biographe, M. Roger Peyrefitte, les insinuations en forme de Rolls ou de dessous-de-table, et des certificats d'authenticité signés de noms connus, voire célèbres, d'experts ou d'héritiers. Réponses du commerçant (il doit être payé pour le savoir) : ces signatures-là peuvent s'acheter comme les autres. Alors, allons, soupirez M. André Parinaud, cessez d'étaler ces « sales petits trucs néo-escabonds », pensez aux télespectateurs. Ils vont être écumés.

Ils étaient plutôt inquiets. Ils s'interrogeaient soudain sur la valeur du placement placé au-dessus du buffet. Et ils se bousculaient au téléphone pour savoir comment distinguer le faux du vrai. N'y avait-il pas pour cela

des hommes, et compétents, et corrompus ? Sans doute. Il y en avait même un au studio. Il avait l'air bien honnête. Cela n'a pas empêché le prince Comnène, l'assesseur avoué, de l'accuser de complicité dans une sombre affaire de faux Rouault. Il a répondu par le mépris le plus souriant. Bien sûr, il y a des gens qualifiés, sélectionnés, assermentés. Mais quoi, tout le monde peut se tromper.

Bien qu'ignorant tout de la peinture, moi, c'est ce qui m'a paru le plus bizarre : comment peut-on se tromper à la vue d'un tableau d'Elmyr de Hory, par exemple ? Orson Welles en a fait le héros visiblement mythomane de *Vérité et Mensonge*, le film présenté en début de soirée. Même pour le profane, la platitude appliquée, l'absence d'âme, de vibrations, la grossièreté de la couleur et du trait, sautant au nez, il n'est plus facile d'imiter Utrillo, Modigliani ou Picasso, signatures comprises, qu'un apparence. M. de Hory déclare à ce propos n'avoir jamais signé ses « à la manière de », ce qui aurait dû le mettre à l'abri de la loi (1). Il doit y avoir des spécialistes en la matière. Reste que la complicité de certains acheteurs paraît acquise.

Ce doit être le cas — on l'a suggéré — de ce Meadows, ce Texan, soucieux de profiter des

avantages flaqueux accordés par la loi Kennedy aux collectionneurs. M. Lagros lui a tourné une cinquantaine de toiles illégales, toiles apparemment dotées de passeports en bonne et due forme, avec Ribes d'état civil, historique détaillé et signes particuliers. Là encore, on s'étonne : ou les « chefs-d'œuvre » en question sont proposés à des prix trop bas pour être honnêtes ou ils les ont à des prix trop élevés, vu les cotés, pour n'être pas soigneusement vérifiés.

Je me suis laissé dire, après l'émission, que dans les grands musées, il était tout de même rare de rencontrer des faux. S'agissant de peintures anciennes, de peintures d'atelier, on pouvait discuter de l'attribution de tel « Poussin » du Louvre, finalement accroché sous l'étiquette d'école du dix-huitième siècle ; — chez les impressionnistes, cependant, le doute était moins permis. Vrai ? Faux ? Vraisemblablement, en tout cas, et faut-il l'avouer, assez déconcertant. A défaut d'œil et de cœur, les spécialistes devraient avoir de la tête. On a les valeurs qu'on mérite.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Lire à ce sujet l'interview de Fernand Lagros par Jacques Michal dans *Le Monde* daté 1^{er}-2 février.

PRESSE

M. Henri Pigeat devient directeur général adjoint de l'Agence France-Presse

Le conseil d'administration de l'Agence France Presse, réuni le mercredi 13 avril, a décidé de transformer — sur proposition de M. Claude Roussel, P.D.G. de l'agence — le poste de directeur général en celui de directeur général adjoint. Comme il était prévu, c'est M. Henri Pigeat qui occupera cette fonction à partir du 1^{er} mai. La résolution annonçant sa nomination a été approuvée par 14 voix contre 2 (celles des deux représentants des personnels de l'agence).

Dans sa communication au conseil, et en raison des remous qu'avait suscités l'annonce du choix de M. Pigeat (*Le Monde* du 10 avril), M. Claude Roussel a tenu à déclarer :

« J'affirme ici catégoriquement que cette idée, à laquelle j'ai longuement réfléchi, a été purement personnelle et que, bien entendu, elle ne m'a été inspirée par aucune préoccupation politique. Je n'ai été l'objet d'aucune sollicitation officielle ou officieuse. Mon choix a été guidé par des raisons uniquement professionnelles et techniques et par le profil de l'homme... »

La résolution adoptée par le conseil « regrette vivement que ce projet [de nomination d'un direc-

teur général adjoint] ait fait l'objet d'une exploitation notamment politique ». Le conseil, « reconnaissant au contraire son président, affirme sa détermination de s'opposer à toutes les pressions ou influences d'où qu'elles viennent et de préserver le statut d'indépendance de l'A.F.P. (...) »

« Le directeur général adjoint assiste dans la gestion de l'entreprise le président-directeur général et connaît de toutes les affaires qu'il lui confie », précise la résolution, qui ajoute : « En cas d'absence ou d'empêchement du président-directeur général, le directeur général adjoint le remplace en dehors des activités du conseil. Il doit toutefois avoir l'accord du directeur de l'information (1) pour tout problème touchant à l'information proprement dite. »

[Né le 13 novembre 1939, à Montluçon (Allier), M. Henri Pigeat est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration.]

Administrateur civil à la direc-

(1) M. Jean Lagrange (N.D.L.R.).

tion générale de l'administration et de la fonction publique de 1965 à 1968, il a été successivement chargé de mission au cabinet de M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat à la fonction publique jusqu'en 1972, conseiller technique au cabinet du ministre de l'information en 1972 et 1973, puis secrétaire général du Comité interministériel pour l'information, délégué adjoint à l'information dont M. Baudouin était le délégué — et directeur de la délégation générale à l'information, enfin directeur du Service d'information et de diffusion depuis février 1976.

Membre de plusieurs conseils d'administration de la SOFIRAD et de ses filiales, de Télédiffusion de France, de la Société nationale des entreprises de presse et d'analyse de télédiffusion, M. Henri Pigeat a été chargé de diverses missions de coopération technique en Amérique latine, comme expert en fonction publique. Membre de l'International Broadcasting Institute, il est aussi l'auteur de *Saint Exan* (1974), ouvrage sur la télédiffusion.]

MERCREDI 14 AVRIL

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Série : Brigade criminelle ; 20 h. 55. Football : P.S.V. Eindhoven-Saint-Etienne, en demi-finale retour de la Coupe d'Europe des clubs champions (en direct des Pays-Bas).

22 h. 45. Le psychologue d'aujourd'hui : Le mariage (de mariage en crise), prod. J. Mousseau, réal. E. Krausz.

Des couples témoignent, à partir de la chaise de Louis Roussel, sous-directeur de l'Institut national d'études démographiques : « Le mariage dans la France contemporaine ».

23 h. 45. Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30. Série : Police Story ; 21 h. 30. Magazine d'actualité : C'est à dire, présent. J.-M. Cavada (voir tribunes et débats) ; 23 h. Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : Ma nuit chez Maud, d'E. Rohmer (1969), av. J.-L. Trintignant, F. Fabian, M.-C. Barraud, A. Vitez (N.J.). A Clermont-Ferrand, un jeune séducteur catholique décide d'épouser une jeune fille

rencontrée à la messe, et esquisse les aventures d'une femme inséparable, divorcée et éthérée, pendant la nuit de Noël. Un film d'idées et de conversations extrêmement passionnant.

3000 carrefours pour Giscard.

Pour en savoir plus. Regardez la tribune libre de génération sociale et libérale.

Le mouvement des jeunes Giscardiens.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Documentaire : « Du doute à la révélation : la Chine pour le monde occidental » (voir tribunes et débats) ; 21 h. 35. Musique de chambre (Gounod, Schmitt, B. Joliet, Ton Thuijth), 22 h. 35. Entretiens avec C. Simon ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées : « Concerto no 2 pour violon et orchestre » de « le standard merveilleux » (Bartók), par l'Orchestre national, direction E. Inbal, avec la violoniste O. Kaplan ; 22 h. 30. Dossiers musicaux ; 24 h. Non écrites ; 1 h. Musiques et grimoires de la Camarade.

JEUDI 15 AVRIL

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme varié. 20 h. 30. Série : L'homme d'Amsterdam. (Le timbre roussel, avec P. Vanek, réal. V. Vicas et J. Van De Rest ; 21 h. 20. Magazine d'actualité : L'événement ; 22 h. 30. Aillons au cinéma, d'A. Halimi ; 22 h. 50. Journal.

CHAINE II : A 2

De 14 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec à 17 h. 30. Fenêtre sur mieux vivre. 20 h. 30. Divertissement : Le mariage invisible, de J. Rouland, avec B. Menez, Ch. Laurent, J. Legras, D. Rocca. 21 h. 30. Documentaire : Regards (René Crevel, poète du soleil noir), de M. Oswald et J. Vigoureux ; 22 h. 25. Jazz : Festival de Nice, réal. J.-C. Averty ; 23 h. 5. Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du

cinéma (cycle Hollywood et ses nouveaux auteurs) : « Un château en enfer », de S. Pollack (1969) ; avec B. Lancaster, P. O'Neal, P. Falk, J.-P. Aumont, A. Heeren. 22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Lorenzaccio », d'A. de Musset, avec J.-C. Nardone, B. Fresson, Ferjat ; 22 h. 35. Entretiens avec C. Simon ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. En direct de l'Auditorium 104 : « Judas Machabée » (Handel), par le nouvel orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, direction G. Jona, avec A. Auger, O. Wenkel, D. Randell, M. Egel ; 22 h. 30. Dossiers musicaux ; 24 h. Non écrites ; 1 h. La clé.

MERCREDI 14 AVRIL

Les républicains indépendants s'expriment à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40. — Mgr Etchegary, archevêque de Marseille et président de la Conférence épiscopale, est le grand témoin du magazine « C'est à dire », qui parlera notamment de l'alcoolisme en 1976, sur Antenne 2, à 21 h. 30.

Du doute à la révélation : la Chine pour le monde occidental est le thème d'un dossier qui réunit les témoignages de Mme H. Suyin, M. Lot, M.-A. Maccocchi,

TRIBUNES ET DEBATS

K. Kristeva ; les Pères Triviere et Cardonnel ; M.M. J. Needham, L. Faichin, F. Solera, M. Flegnet, notre collaborateur J. Eloudart, M. Van der Marck, T. Mendel et G. Delacote, sur France-Culture, à 20 h. 5.


JEUDI 15 AVRIL

« Deux heures pour comprendre les nouveaux rapports de forces internationaux », avec M.M. Sean Mac Bride, haut com-

missaire des Nations unies, Mario Soares, Charles Levinson, le docteur Nicolas Sarkis, le professeur Dan Dicko, sur France-Culture, à 15 heures.

M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche démocratique), est interrogé par Jacques Chancel pour « Radiococle », sur France-Inter, à 17 heures.

La C.G.T. s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40. — Mgr Marty est l'invité du magazine « L'événement », sur TF 1, à 21 h. 20.



Compte sur livret BNP.
La précaution et la prévision.

Christofle
permet au merveilleux d'être quotidien...
... toute votre vie

Le merveilleux, c'est de vivre tous les jours avec ceux que l'on aime, entouré des objets que l'on aime. Parmi les modèles Christofle vous pourrez choisir, grâce aux conseils de spécialistes compétents, la composition qui vous conviendra.

PARIS	PROVENCE	CHATELAIN	Centre Commercial Régional
1 ^{er} arr. : Parfums Christofle	31, boulevard des Italiens	12, rue Royale	58, rue du Général de Gaulle
2 ^e arr. : Parfums Christofle	12, rue Royale	95, rue de Fassy	114, rue Grande
14 ^e arr. : Parfums Christofle	17, cours de Vincennes	205, rue Saint-Martin	17, rue du Général Lederc
28 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	15, Grande-Rue
3 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	10, rue des Marchés
9 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	74 bis, avenue du Bac
11 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	18, rue du Marché Foch
13 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	Anglo rue du Grand Car
15 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	6, rue du Presbytère
17 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	15, rue Modeste-Michel
19 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	Centre Commercial Remy II
20 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	6, rue Hervé
21 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	53, avenue Jean-Jacques
22 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	42, boulevard Jules-Guesde
23 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	36, rue Au pain
24 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	6, avenue de Verdun
25 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	Belle-Epine
26 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	Centre Commercial Valley II
27 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	15, rue Camot
28 ^e arr. : Parfums Christofle	31, rue de Valenciennes	342, rue de Valenciennes	27, rue du Midi

SAP

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA PROTECTION DES QUARTIERS ANCIENS

Uné sauvegarde moins rigide

L'Assemblée nationale a adopté le mardi 13 avril diverses modifications de la loi du 4 août sur la sauvegarde du patrimoine architectural. Mais les secteurs sauvegardés conservent, comme l'ont souligné le jeudi 8 avril MM. Robert Galley et Michel Guy, leur spécificité.

MM. Michel Debré, rédacteur de la loi du 4 août, et Jean-Paul Palewski, président de la Commission nationale des secteurs sauvegardés, tous deux députés UDR, ont signé : un texte de compromis a été élaboré pour la rédaction de l'article 15 du projet de loi. A la suite de la discussion de la loi du 4 août, les députés ont voté, par la procédure de l'urgence, la loi du 4 août 1962, dite loi de sauvegarde des monuments d'intérêt national, elle prévoit pour leur « sauvegarde » et leur « mise en valeur » une procédure lourde de protection. Face à la rénovation (on démolit pour construire à neuf), elle opposait une conservation pointilleuse qui n'a malheureusement jamais bénéficié des mêmes crédits publics.

Pourquoi une telle bataille ? Antérieure à la loi d'orientation foncière de 1967, qui a « inventé » les POS, la loi du 4 août 1962 était très ambiguë : en assimilant les richesses architecturales des quartiers anciens à des monuments d'intérêt national, elle prévoyait pour leur « sauvegarde » et leur « mise en valeur » une procédure lourde de protection. Face à la rénovation (on démolit pour construire à neuf), elle opposait une conservation pointilleuse qui n'a malheureusement jamais bénéficié des mêmes crédits publics.

Dans cinquante-sept villes de France, on a délimité un « carré blanc », une zone privilégiée pour laquelle un architecte prépare un plan très précis, qui s'imposera aux propriétaires désireux d'entreprendre des travaux. La préparation de ces plans est longue, très longue parfois, la procédure prévue pour leur approbation aussi. Enfin, la loi du 4 août, qui empêche de les modifier (ils sont « permanents »), freine, en fait, leur réalisation : on hésite, en effet, à approuver définitivement un plan dont certaines dispositions, par exemple des démolitions ou des constructions nouvelles, peuvent sembler dis-

cutables quelques années plus tard. Quatre plans seulement, ceux de Chartres, de Saumur, de Rouen et du Mans, ont ainsi atteint le stade final de la procédure et ont été approuvés par décret en Conseil d'Etat. Celui de Montpellier en est proche. Dans d'autres villes, on prépare un nouveau plan avant d'avoir approuvé le premier.

Désormais, les textes prévoient que les plans pourront être révisés sous certaines conditions très sévères : avis du conseil municipal, de la commission nationale des secteurs sauvegardés, enquête publique. D'autre part, des modifications de détail pourront être apportées au document. Au lieu de donner ce pouvoir à l'autorité administrative, c'est-à-dire au préfet, comme le prévoyait le projet de loi gouvernemental combattu par MM. Debré et Palewski, l'Assemblée a décidé que ces modifications devaient faire l'objet d'un arrêté interministériel, pris après enquête publique et avis de la commission nationale des secteurs sauvegardés et du conseil municipal. Le danger de modifications subreptices est ainsi écarté.

Un autre aspect du « droit commun des POS », qui inquiétait les parlementaires et les associations de sauvegarde, était l'élaboration conjointe du plan par les élus et l'administration. On n'en parle plus. Les élus sont certes associés au travail de l'architecte, sur lequel ils se prononcent d'ailleurs officiellement à deux reprises. Des allers et retours entre l'architecte chargé du plan et un groupe de travail sont possibles. Mais l'architecte garde son pouvoir de spécialiste. Les associations craignent, en effet, que certaines municipalités très hostiles à la sauvegarde ne prennent trop de poids si l'on suivait au pied de la lettre la procédure des POS.

Les protections juridiques exceptionnelles dont bénéficient les quartiers anciens, en France, demeurent. Reste à leur donner aussi les moyens financiers de survivre.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

QUALITÉ DE LA VIE

Les pavillons de complaisance sont mis en accusation au Sénat

Un débat sur la pollution des mers s'est instauré mardi 13 avril, au Sénat, à l'occasion de l'examen de plusieurs questions orales relatives à l'échouement du pétrolier « Olympic-Bravery » à l'île d'Ouessant.

M. ANDRÉ COLIN (Union cent.), sénateur du Finistère, représentait cette île au sein de l'Assemblée départementale. A l'occasion de la « séance de complaisance », l'échouement de ce pétrolier, a-t-il demandé, n'est-il pas dû à l'incompétence de l'équipage ?

M. EDUARD BONNEFOUS (gauche dém.), a rappelé que la catastrophe du « Torrey-Canyon » avait coûté 4 milliards à la France, et a affirmé que le drame d'Ouessant posait à nouveau le problème de la survie des mers à l'ère des superpétroliers. « Allons-nous tolérer longtemps, déclare le président de la commission des finances, l'utilisation abusive des traités et des conventions par des sociétés qui se moquent du droit international et qui ne cherchent que le profit rapide ? Or, à Ouessant, nous savons à qui nous faisons affaire. En tant que président de l'Association nationale pour la défense des eaux, je déclare qu'on a tort d'accorder un brevet de loyauté à ceux qui utilisent le droit mari-

time international à leur profit mercantile. »

M. LOMBARD (Union cent.), président de la communauté urbaine de Brest, réclame la création d'une force d'intervention efficace, dans le cadre de l'union européenne, pour lutter contre les risques de pollution que la « course au pétrole » des tankers a fait courir aux océans et à nos rivages. « Si rien n'était fait, dit-il, la responsabilité du gouvernement serait écrasante. »

Mme LAGATU (P.C.), dénonce les méthodes de l'empire Onassis, l'armateur de l'Olympic, et affirme que ce « désastre » pose la question de la qualification des équipages sous pavillon de complaisance, lesquels représentent 25 % de la flotte mondiale. M. MARCHÉLAC (non inscrit), rapporteur devant le Sénat de tous les textes de droit maritime et de la plupart des textes de lutte contre la pollution, estime

« qu'il y a une conscience internationale qui fait défaut », chacun ne s'intéressant qu'à ses eaux territoriales. « On doit, déclare-t-il, les moyens d'intervention en haute mer ? Il faudrait interdire l'accès des ports à quiconque refuse les règles de sécurité. La survie de l'humanité est au prix d'une telle discipline. Le monde ne peut pas se permettre de perdre la bombe atomique. »

M. YVIER CHRISTIAN TAITTINGER, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, indique que les propriétaires privés qui ont subi des dommages à Ouessant seront indemnisés par l'Etat. « L'Etat précise-t-il, se retournera ensuite contre l'armateur dont la responsabilité ne fait aucun doute, et qui est d'ailleurs garanti dans le cadre du plan Tootlop. »

Au terme de cet accord « Tootlop », la responsabilité du propriétaire est limitée pour chaque accident à 100 millions de dollars.

« Quelle mesure prendre, conclut M. TAITTINGER, pour éviter le renouvellement de tels incidents ? Les structures d'intervention sont satisfaisantes : c'est l'arsenal des moyens disponibles qui est insuffisant. Il n'y a pas, hélas ! de remède miracle. Les produits dispersés comportent trop de contre-indications écologiques pour être employés massivement. Les barrages manquent d'efficacité et le pompage n'est pas toujours réalisable. On envisage l'institution de commandos spécialisés dans les interventions difficiles. Je crois surtout en des mesures internationales de prévention, notamment à l'égard des pavillons de complaisance. Il ne dépend donc pas du seul gouvernement français, quelle que soit sa volonté d'aboutir, d'y parvenir pleinement. » — A. G.

POINT DE VUE

L'« Olympic-Bravery » et le centralisme parisien

par MARIE-JACQUELINE DESOUCHES (*)

A travers du naufrage de l'Olympic-Bravery apparaît une conception de l'organisation et du rôle des pouvoirs publics qui ne peut laisser un élu indifférent. La colère des Ouessantins se comprend fort bien et le partage largement après avoir suivi cet événement dans la presse et avoir séjourné plusieurs jours sur l'île. Il se peut que cette colère se trompe parfois de direction, mais elle exprime bien le sentiment d'impuissance et d'inefficacité, l'impression de n'avoir pas été écouté, mais au contraire délaissé par un pouvoir centralisé à l'excès, qui refuse aux habitants la vérité à laquelle ils ont droit, et manque tragiquement de moyens.

N'est-il pas frappant de constater que le réflexe de l'élu local consiste à « faire les démarches auprès des ministères pour que les Ouessantins n'aient pas à souffrir des conséquences du naufrage ». Faut-il donc parce qu'un pétrolier s'est échoué avec 1200 tonnes de fuel ramener à Paris ? N'y a-t-il aucune initiative locale possible ? Dès l'échouage de l'Olympic-Bravery, les Ouessantins déclaraient : « Ce bateau ne sortira pas de là, car, à la prochaine tempête, il se cassera en deux », et ils réclamaient le pompage immédiat des 1200 tonnes de fuel craignant la violence classique de la marée d'équinoxe. De même, le comité

local des pêcheurs demandait à la même époque le pompage du fuel, qui pouvait s'affaîter sans difficulté les premiers jours, car le pétrolier était capable de réchauffer son mazout lui-même. Cela ne gênait en rien le déséchouage, mais constituait seulement une précaution.

Déjà étonnée d'apprendre que le plan Polmar ne pouvait être déclenché que par ordre du premier ministre, et après que la pollution fut apparue, je fus tout à fait surprise de constater que cela représentait pour Ouessant « un bulldozer, un tracto-chargeur, trois camions benne, deux camions transport de troupes, un hélicoptère Alouette, des fûts de dissolvant, des poubelles, pelles, fourches... marquées par quatre-vingt-quatre appels de génie ». Si le premier ministre doit intervenir pour mettre en œuvre de tels moyens ! Le centralisme parisien est un mal que ce naufrage illustre parfaitement. N'est-ce pas encourager l'irresponsabilité que de faire ainsi tout remonter au plus haut niveau ? N'est-ce pas donner aux populations le sentiment de leur peu d'importance, de leur faiblesse vis-à-vis d'un appareil

(*) Conseiller général de Brest (P.S.), conseiller régional de Bretagne.

administratif et bureaucratique par définition lent à comprendre et à se mouvoir ?

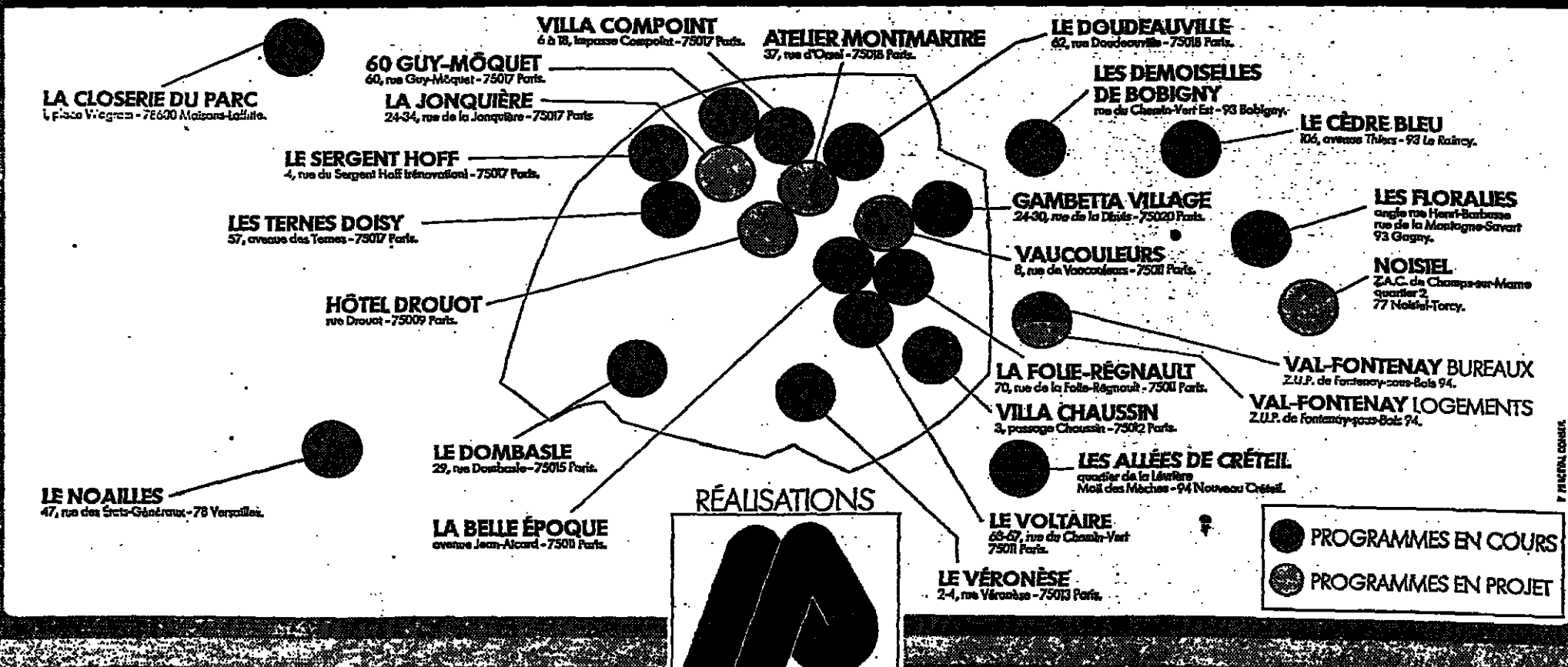
Ne pas tromper l'opinion, cela signifie aussi lui dire la vérité. Or, depuis le début de ce naufrage, les pouvoirs publics ont essentiellement essayé de rassurer, d'endormir, au prix de contre-vérités évidentes ou d'opérations « poudre aux yeux ». Faut-il rappeler les propos de M. Chapon, secrétaire général de la marine marchande, disant, à la télévision : « La situation est plus gênante que grave », ou encore le préfet du Finistère disant : « Il n'y a aucun danger de marée noire. » Il nous a également été dit que le risque de pollution était nul étant donné qu'il s'agissait de fuel lourd qui ne flotte pas...

Consciente des problèmes politiques que je viens d'évoquer, la population qui a suivi cette affaire constate que devant 1200 tonnes de mazout les pouvoirs publics sont désarmés. Elle rapproche les propos étonnants tenus à propos de la pollution marine de ceux tenus sur les centrales nucléaires. Elle redoute une même « impuissance technique » et administrative devant un incident nucléaire ; son scepticisme est total devant les déclarations gouvernementales. A travers ce « fait divers », c'est donc toute une conception du pouvoir politique qui apparaît.

Groupe Meunier.

Qualité et sécurité dans l'immobilier.

Venez juger sur place.



2, RUE DU HELDER 75009 PARIS TEL. 246 92 53

GROUPE MEUNIER

FILIALE BANEXI/BNP

مكتبة جامعة القاهرة

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

CARNET

TRANSPORTS

LE GOUVERNEMENT EXAMINE LES PROJETS DE FINANCEMENT DE L'AXE RHIN-RHÔNE

M. Robert Galley, ministre de l'équipement, devait faire, ce mercredi 14 avril, devant le conseil des ministres, une communication sur l'état du dossier Rhin-Rhône. On sait que le président de la République, en novembre dernier, à Dijon, avait pris position officiellement en faveur de cet axe fluvial à grand gabarit entre le nord et le sud de l'Europe. Le projet technique a été approuvé. Il reste maintenant à trancher les deux points les plus délicats : qui sera maître d'ouvrage et, surtout, comment financer les travaux ?

Plusieurs formules sont présentées au gouvernement, qui aura à choisir. On peut décider une extension des compétences de la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.) qui a réalisé les études techniques, géologiques et financières du Rhin-Rhône. La C.N.R. se verrait confier les travaux puis, dans sept ans ou dans dix ans, à leur achèvement, la gestion de la voie. Ou bien, après avoir chargé la C.N.R. de l'ingénierie des travaux, l'exploitation de l'ouvrage serait confiée à un organisme public comparable à un port autonome. Enfin, troisième formule à laquelle serait favorable le ministère des finances : c'est l'Etat qui ferait les travaux et c'est le ministère de l'équipement (service de la navigation) et Office national de la navigation) qui, une fois les travaux réalisés, gèrerait l'ouvrage.

Le devis de l'ouvrage est établi à 5,6 milliards de francs actuels, dont 600 millions de T.V.A. Certains experts suggèrent, à cet égard, la C.N.R. qui a en charge le projet, que l'Etat continue à rembourser les annuités d'emprunts qu'il a dû faire la C.N.R. pour réaliser les barrages hydroélectriques sur le Rhône. Mais de toute manière, les sommes dégagées ne permettront pas d'honorer la facture. Il faudra que l'Etat, par le budget, intervienne largement. Quant aux contributions des régions, des départements, des villes, des chambres de commerce et éventuellement des ports, elles devront s'établir sur alentours de 15 % du total.

Lors du colloque organisé le 12 avril à Lyon par l'association du Grand Delta, les participants ont fait remarquer que Rhin-Rhône se justifiait au premier chef parce que cet ouvrage permettrait de rentabiliser les investissements (près de 22 milliards) déjà réalisés sur le Rhône ou sur la Saône. En outre, destinée à vivifier l'Europe et non à la diviser, la liaison Rhin-Rhône pourrait être financée par d'autres pays : le principe d'une négociation avec la Suisse et l'Allemagne vient d'ailleurs d'être arrêté par le Parlement européen.

Enfin, comme on pouvait s'y attendre, les partisans de la liaison concurrente Seine-Est-Nord ont choisi ce moment pour demander de réaliser en priorité un nouveau canal entre le bassin parisien et le Nord, ainsi que la liaison Compiègne - Reims (coût : 3,2 milliards). Selon eux, ce projet pourrait être conduit à bien en sept ans. En raison de sa rentabilité, cette liaison pourrait être réalisée avec une part importante d'emprunts que financeraient des collectivités locales et régionales, ainsi qu'à l'aide des transporteurs et des usagers, ramèneraient la part de l'Etat à environ 30 % seulement de la dépense. Ils font remarquer que « l'hinterland fluvial à grand gabarit de Rotterdam dépasse aujourd'hui Nuremberg et dépasse le Danube dans cinq ans. L'hinterland fluvial de Hambourg s'étend jusqu'à Prague alors que l'hinterland de Dunkerque s'arrête à Valenciennes et celui de Rouen-Le Havre à Compiègne. Il est urgent de donner aux ports français accès à l'Europe fluviale ».

● **POUR DÉCONGESTIONNER TOULOUSE.** — Commencée en 1973, la « pénitente » sud-ouest de Toulouse a été inaugurée le 12 avril par M. Marcel Cavallia, secrétaire d'Etat aux transports. Cette voie routière rapide avec ses quatre échangeurs absorbe une part importante du trafic qui transite par la nationale 20 vers la nationale 135 et vice-versa. Elle va également décongestionner les zones industrielles et commerciales près de Muret. Longue de 9,5 kilomètres, elle représente l'amorce de la future autoroute A 64 Toulouse-Bayonne, inscrite au prochain Plan, et qui devrait être mise en service entre 1980 et 1985. — (Corresp.)

(Publié)
CONFÉRENCE DE L'OASIS
184, bd Saint-Germain, Paris (6^e)
(Métro : Saint-Germain-des-Près)
MERCREDI 14 AVRIL 1976, 20 h. 45
LES PLANTES ONT-ELLES UN CONSCIENCE ?
par Michel RIEY. Sont-elles conscientes ? Débat - Causerie d'actualité par M. R. Ch. GEFROY, Directeur Fondateur des maisons de « LA VIE CLASSE ».
(Entrée libre et gratuite.)

CIRCULATION

Importants départs pour les fêtes de Pâques

Les départs pour les fêtes de Pâques vont entraîner à la fin de cette semaine d'importants embouteillages dans les gares et sur les routes.

La S.N.C.F. va durant trois jours mettre en circulation, au départ des gares parisiennes, 770 trains de grande ligne dont 198 supplémentaires.

Les syndicats des personnels de l'autoroute du Sud ont d'autre part, comme ils l'avaient fait les 19 et 20 mars dernier, demandé aux employés de l'entretien et des postes de péage de faire grève vendredi 16 avril de 13 heures à 17 heures.

Enfin, la gendarmerie nationale vient de publier la statistique annuelle des accidents de la circulation pour 1975.

La route en 1975 : 13 170 morts

Trente mille cent soixante-dix Français ont trouvé la mort sur les routes en 1975 et trois cent cinquante-trois mille sept cent cinquante ont été blessés. Compte tenu d'une augmentation du trafic de 5 % environ, les chiffres de 1975 sont comparables à ceux de 1974 pour les accidents et les blessés, à ceux de 1967 pour les tués. Commentaire de la gendarmerie : « Il s'agit là d'un résultat encourageant obtenu notamment grâce à l'amélioration du réseau routier et autoroutier ; aux campagnes de prévention et d'information toujours plus nombreuses ; à l'adoption des mesures concernant la vitesse et le port de la ceinture de sécurité et du casque ; aux efforts déployés par les « gens du terrain » chargés de faire respecter le règlementation ; à l'amélioration de la préparation des candidats aux permis de conduire. Toutes ces mesures montrent de façon évidente qu'une amélioration significative de la situation ne peut être obtenue que grâce à une action collective et permanente ».

Autres constatations : la gravité des accidents de la route est

Naissances

— M. Georges-Pierre Souquet et Mme, née Nicole Lamy, sont heureux d'annoncer la naissance de France.
10, rue Thoulia.
75006 Paris.

— M. et Mme Philippe Levitain sont heureux d'annoncer la naissance d'Amélie.
le 8 avril 1976.

Fiançailles

— Mme François Odier, née Yvonne Kriels.
M. Antoine Seyrig et Mme, née Claude Herrenschildt, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants.
Cécile et Jacques-Armand.
2, rue du Bel-Air, bât F.
92100 Meudon.

— Le docteur et Mme André-Noël Loiseau.
Le docteur et Mme Michel Lanotte, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants.
Marie-Noëlle et François.

128, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.
87, rue Larrington, 75116 Paris.

André Bardot
BOUTIQUE
"Spécialiste de la chemise sur mesure"
• voiles exclusifs
• popelines anglaises
• zéphyrs
19 av. Gde Armée - 75016 Paris

Décès

— Solsons.
M. Robert Martin, son épouse, M. et Mme Henri Martin, Mme Colette Martin, M. et Mme Jean-José Martin, ses enfants, Philippe, Frédéric, Véronique, Sylvie, Catherine Martin, ses petits-enfants.
Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Robert MARTIN, née Eliane Martin.
Séjour à Solsons, lundi 12 avril 1976, dans sa soixante-seizième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 avril, à 11 heures.
Séjour à la cathédrale de Solsons. L'inhumation se fera vers 15 h. 15, dans le caveau de famille, au cimetière de Mary-sur-Marne (Seine-et-Marne).
Cet avis tient lieu de faire-part.
12, rue du Bel-Air, 92100 Solsons.

— On nous prie d'annoncer la tragique disparition, survenue à Beyrouth le 24 mars 1976, de
M. Henri NACCACHE, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien président d'Air Liban, ancien membre du conseil exécutif des grands projets du Liban. De la part de
Mme Marcelle Naccache et ses enfants.
R.P. 3852, Beyrouth (Liban).
615, Regent Street, Berkeley, California 94704 (U.S.A.).

— Mme Suzanne Usan, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Emile USAN, avocat à la cour d'appel de Paris, leur époux, père et grand-père, survenu brutalement le 9 avril. Les obsèques ont eu lieu le mardi 13 avril, au cimetière des Batignolles.

— Mme Maurice Velter, Les Velter, Royer, Bongiorno, Dubois, font part du décès de
M. Maurice VELTER, survenu dans sa cinquante-neuvième année.

Le service religieux aura lieu le jeudi 15 avril 1976, à 8 h. 30, à l'église Saint-Joseph de Clamart. Cet avis tient lieu de faire-part.
74, rue Condorcet, 92140 Clamart.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous ceux qui leur ont témoigné leur affection et leur sympathie lors du décès de
M. GUY MOUNEREAU, Mme Guy Mounereau, ses enfants et petits-enfants remercient leurs amis de tout cœur.

Anniversaires

— Pour le cinquantième anniversaire du décès de
M. Pierre DACHEL, préfet honoraire, une pieuse pensée est demandée à tous ses amis.

— En mémoire de
Monique DAVID, née Sauvagnat, et de son courage toujours vivant.

Communications diverses

— Robert Fabre signera son ouvrage « Quelques baies de méditerranée » le jeudi 15 avril, de 17 à 19 heures, à la Librairie des sciences politiques, 1 bis, rue de la Chapelle, 75007 Paris. Téléphone : 223-41-12.

— Le Centre régional d'éducation permanente en architecture, urbanisme et construction organise, du 28 avril au 29 juin, deux stages destinés aux ETAM et aux cadres du B.T.P. demandeurs d'emploi ou en situation de préavis de licenciement. Pour tous renseignements, écrire au CREPAUC, B.P. 165, 92120 Reuilly.

— L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture invite les croyants à participer à deux jours de prière et de jeûne avec la communauté de la chapelle Saint-Bernard, à la gare Montparnasse :
Vendredi saint, 16 avril, de 18 h 30, office de la Passion ; 21 heures méditation : la Passion pour l'homme.
Samedi saint, 17 avril, de 9 heures à la Vigile pascale, silence, prière et lecture de l'Écriture ; information sur l'action pour l'abolition de la torture ; 23 heures, Vigile pascale et messe de la Résurrection.
8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Mercredi 14 avril, à 15 h. 30, université de Paris-VIII, bâtiment H, salle 228, M. Edouard Halman, dit Yves Benoit : « Fonctions historiques des idéologies et de la science d'après l'exemple de l'Afrique noire contemporaine ».

— Jeudi 15 avril, à 14 h. 30, université de Paris-I, salle Louis-Idart, Mlle Marcelle Adler-Bresson : « Silex et l'Allemagne ».

Le SCHWEPFES Bitter Lemon.
Comment ne pas l'aimer ?

Nouvelle méthode d'exploration des structures humaines par l'astrologie

Cours et séminaires de formation mis au point par une équipe de jeunes chercheurs dirigée par Daniel VERNET, ancien élève de l'Ecole polytechnique, auteur de « Fondements et avenir de l'astrologie » et « L'astrologie » (Payot 1974).
26-30 avril, 18-19 et 24-25 mai, 7-12 juin et 21-22 juin, à Paris. Et 1976 en Provence.
D. VERNET, Le Séminaire d'Astrologie (Ann. 101 1801), 9, rue des Ecoles, 75116 BELLANCOURT 261, 439-29-22.

Pâques au soleil sur la côte d'azur ★★★★★
GRAND HOTEL DU CAP-FERRAT
en bord de mer, piscine chauffée. Téléphone 93 01.04.54 Télex 470184 F



Au change, on perd du temps. Et de l'argent.

Si vous aviez la Carte American Express, vous éviteriez de perdre votre temps en allant souvent au bureau de change.

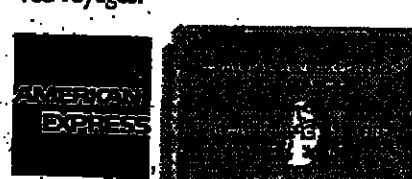
Et surtout, en changeant moins d'argent à l'aller et au retour, vous éviteriez les traditionnelles pertes au change.

Avec la Carte American Express vous pouvez aussi : régler une note

d'hôtel ou de restaurant quelle que soit la catégorie de ceux-ci, louer une voiture sans caution. Prendre un billet d'avion... en signant c'est tout. Et avec la Carte, vous recevrez chaque mois un relevé détaillé de vos dépenses. Le tout payable en Francs Français.

Pour demander la Carte prenez un formulaire dans un des établissements affichant l'emblème American Express

ou téléphonez au 742.75.00 postes 444 ou 445. Ce simple geste peut simplifier vos voyages.



La Carte American Express est acceptée comme de l'argent. En France et à travers le monde.

American Express International Banking Corporation - Card-Division B.P. 142, 92505 Rosel-Malmaison, France.

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03	L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	44,37	Achat-Vente-Location	32,00	37,35
minimum 15 lignes de hauteur	8,00	9,18	EXCLUSIVITES	25,00	29,15
DEMANDES D'EMPLOI			L'AGENDA DU MONDE		
CAPITAUX OU	65,00	75,99	(chaque mercredi et chaque vendredi)		
PROPOSITIONS COMMERC.					

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Société en forte expansion VENTE PAR CORRESPONDANCE diffusant produits culturels, recherche pour diriger son centre administratif gestion service clients (200 personnes) situé en région parisienne

CHEF DU CENTRE GESTION DES COMMANDES V.P.C. 120.000+

Rattaché directement au Directeur Général, ce « patron », 35 ans minimum, de formation supérieure, doit :
• optimiser les circuits administratifs avec bon sens et logique, en fonction des variations des formules de vente
• avoir pratiqué suffisamment l'outil informatique pour savoir passer, en tant qu'utilisateur, les bonnes questions aux informaticiens
• avoir le goût et les capacités (prouvées) pour le commandement et l'animation d'un groupe important.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 606 M à :
DÉPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Mornier,
75009 Paris.

centor

SOCIÉTÉ CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche

CADRE M. P.

Pour assurer marche de son département, sélection de personnel.

Indispensable avoir références dans ces fonctions.

Traitement fixe 40.000 F + intéressement équivalent.

Envoyer C.V. - CENTI, 128, rue de Valenciennes, Paris-10.

Cabinet Services d'Inventions offre situation intéressante à

INGÉNIEUR MÉCANIQUE

— Ayant expérience propriété industrielle, rédaction brevets ;

— Connaissance angl., allem., esp., ital., japonais ;

— Très importantes références ;

Ecr. O.P.S. CONSEIL, n° 2.565, 46, rue de Lille, 75007 PARIS.

Nous avons reçu la mission de rechercher des Cadres de valeur capables de compléter efficacement les équipes d'Ingénieurs et de Cadres de haut niveau actuellement en place dans une Entreprise d'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES INDUSTRIELS implantée dans une ville importante de l'Est de la France.

DELEGUE COMMERCIAL EXPORT

Réf. 1.01.01/M

Cette opportunité doit intéresser une personnalité de premier plan, habituée à négocier des contrats technico-commerciaux à des niveaux élevés (Gouvernements, Grandes Entreprises Internationales ou Nationales, etc.). Une formation supérieure est exigée (Centrale, Sup. Elec., A.M., Navale, EEC, Sup. de Co.) de même qu'une expérience similaire dans une grande Entreprise. Langues : anglais, allemand, espagnol et, si possible, une autre langue. Déplacements fréquents pour atteindre plusieurs semaines. Le seul des critères, l'agressivité commerciale, l'habitude de travailler de façon autonome (savoir décider, savoir rendre compte) seront des critères de choix. L'apport de relations sera pris en considération. L'âge idéal se situe au-dessus de 35 ans. Poste basé dans l'Est de la France. Ecrire à Clats.

INGENIEUR DE VENTES PARIS

Réf. 1.01.02/M

Ce poste convient à un Ingénieur technico-commercial ayant de solides connaissances en électricité industrielle, la culture des affaires, l'aptitude à réagir rapidement devant les opportunités du marché, bon négociateur, possédant une expérience approfondie en milieu industriel de la Région Parisienne. Formation : Sup. Elec., AM, INSA, ENSIS, ENSIS, IEG, ou Commerciale ou Antididacte ayant prouvé ses capacités. Age minimum : 30 ans. Poste basé à Paris. Ecrire à Clats.

FUTUR CHEF DE REGION CHEF DE CENTRE

Réf. 1.01.03/M

Réf. 1.01.04/M

Les postes à pourvoir exigent de très sévères compétences : capacité à diriger et coordonner les activités d'un ou plusieurs Centres (s) de travaux qui se différencient par leur clientèle et leur implantation géographique; habitude du commandement, des affaires technico-commerciales et de la gestion; sachant imposer une discipline stricte dans tous les domaines, de manière à promouvoir l'image de marque de la Société et à réaliser des objectifs précis. Formation : Grande Ecole ou Antididacte ayant prouvé ses capacités. Postes à pourvoir dans le Nord de la France. Ecrire à Clats.

CHEF D'UNITE REGULATION

Réf. 1.01.05/M

Le poste situé dans l'Est de la France est une opportunité intéressante pour un Ingénieur diplômé ou un Technicien Supérieur ayant de très solides connaissances en Régulation et Instrumentation. Le candidat idéal devrait avoir une expérience industrielle de 10 à 15 ans, connaître le milieu de la Régulation, notamment dans les branches de la Chimie, Pétrochimie, Chimie, Sidérurgie, être apte à gérer et commander un groupe de 100 personnes environ. Age minimum : 32 ans. Ecrire à Clats.

Toutes les candidatures seront rigoureusement traitées de façon confidentielle.



Adressez lettre manuscrite + curriculum vitae détaillé + photo + souhaits de réinsertion, en reprenant la référence du poste à :

SOCIÉTÉ INFORVENTE
• 38640 - CLATS, rue Lesdiguières - Téléphone : (78) 98.07.02
• 75008 - PARIS, 45 rue Babou d'Angles - Téléphone : 265.59.79 et 99.

groupe infors - conseils de direction



emplois régionaux

CENTRE-OUEST
Groupe d'impression et d'édition recherche le

DIRECTEUR

de l'une de ses imprimeries (50 pers.)
Ce cadre de forte personnalité aura la pleine responsabilité d'une unité moderne de production offset dont il devra assurer au départ la réimplantation dans la zone industrielle d'une ville d'importance régionale.

En relation directe avec le Président, il aura la responsabilité du bon fonctionnement de l'usine et des résultats.

Situation intéressante dans un marché spécifique pour un candidat expérimenté ayant des qualités marquées d'organisateur et d'animateur.

Adresser C.V. avec prêt et photo récente sous référence 121 M 898 30, rue de Mogador 75009 PARIS qui est chargé du recrutement Discretion de rigueur assurée



Société Electroménager

Tout premier plan

Filiale d'un Groupe international recherche pour son

important complexe industriel

des ARDENNES

UN INGÉNIEUR METHODES

• installations, procédés de fabrication, préparation du travail.

— Diplôme niveau A.-et-M.

— 5 à 10 ans d'expérience.

GRANDE POSSIBILITE D'EVOLUTION AU SEIN DU GROUPE.

Adresser C.V., photo et prétentions à : n° 32.224 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Importante Industrie Fromagère Leader de sa branche recherche

ASSISTANT MARKETING

• HEC - ESSEC - Sup. de Co.

• 30 ans minimum

• Expérience 3-5 ans produits grande consommation

• Résidence Aveyron

Pour recevoir inf. compl. écrire s/réf. 8.403 A

O.R.E.S. - 64 bis rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

Groupement BOSSARD

IMPORTANTE BANQUE LA LORRAINE

recherche pour

DIRECTEURS D'AGENCES

avec BUREAUX RATTACHÉS

— Expérience et réussite professionnelle d'au moins huit ans ;

— Connaissance approfondie et particulière ;

— Formation supérieure.

Adresser lettre manusc. avec C.V. sous n° 52.428 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ LYONNAISE recherche

POUR SES LABORATOIRES

INGÉNIEURS CHIMISTES

CHIMISTES

Spécialisés dans :

• traitement des effluents ;

• traitement de surface ;

• mécanique des sols ;

• produits d'entretien.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo s/réf. 006 à ERRO BRITANNIA, 20, bd E.-Deruelle, LYON (3^e).

Cabinet d'architecture et d'urbanisme BORDEAUX recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

H. ou F., expér., de format. supérieure (H.E.C., E.S.E.C.) pour prendre la charge de :

— La gestion financière ;

— La gestion administrative ;

— La gest. analyt. des aff. Ecr. n° 8.565, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-P.

PROFESSEUR D'ALLEMAND Service hebdo, 12 h. groupes sur 2 jours, EN PROVINCE, URGENT. — Tél. 928.42.01

Rech. animateur-r. expér., H. CAPASE pour direction maison de quartier. Adr. C.V. détaillé M. BARREAU, 24, av. Gellin, La Rochelle, Engagem. juin 76.

MAISON DE LA PRESSE province ch. respons. magasin exp. expérience librairie-papeterie. — Ecr. n° 8.565, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-P.

FILIALE D'UN GROUPE NATIONAL Une entreprise de bâtiment du SUD-EST (300 millions C.A.) recherche un

DIRECTEUR COMMERCIAL

Responsable de la politique commerciale de la société et du respect de ses objectifs commerciaux. Il assurera les RELATIONS COMMERCIALES (clients privés, architectes, administrations, etc.) Il dirigera les services techniques chargés des ETUDES DE PRIX.

Ingénieur de formation, il a acquis une expérience d'une dizaine d'années au moins en entreprise. Il connaît le chantier mais il a déjà eu des responsabilités de même nature que celles qui lui sont proposées.

Il a le goût des contacts humains, de l'« imagination technique » et recherche la performance. Il aspire à une situation de premier plan et à une large responsabilité autonome tout en s'intégrant à l'équipe.

Ecrire avec C.V., photo, à n° 52.064, CONTEXTE P., 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS, Cedex 01, qui tr. Les candidatures recevront toutes une réponse motivée.



G.C.V.C. recherche pour son département informatique + 50 personnes - IBM 370 - 133 DOS VS TR

RESPONSABLE DE DÉPARTEMENT

Ce poste sera offert à un candidat de formation supérieure ayant exercé pendant au moins 3 ans des fonctions importantes dans le domaine de l'animation et du développement informatique.

RESPONSABLE EXPLOITATION

Ce poste sera offert à un candidat disposant d'une formation informatique de haut niveau et ayant exercé une position d'encadrement pendant au moins 5 ans.

Réponse assurée à toute personne envoyant C.V. + photo + prétentions à G.C.V.C. - B.P. 29 - 92118 MORSULL.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION recherche pour la Normandie

DIRECTEURS DE SUPERMARCHÉ

Nous recherchons des candidats ayant déjà une certaine expérience dans cette branche.

Salaires importants + intéressement aux résultats. Grandes possibilités d'avancement au sein d'une société en pleine développement.

Ecrire en joignant C.V. détaillé + photo à : AGENCE SAVAS, 14000 CAEN, n° 7.363, qui transmettra.

Société Mécanique Générale de précision recherche

PRÉPARATEUR

Formation B.T.E. ou similaire. Niveau B.T.S. Ayant très bonnes connaissances dans :

— Usinage petite série, Proto, machine à commande

— Soudure Argon et Mécano-soudure

— Fabrication matériel nucléaire.

Livra rapidement. Ecr. avec C.V. s/réf. 1.425 à P. LICHAN S.A., 10, r. Lavoisier, 92008 Paris Cedex 12, qui transmettra.

URGENT, société de conseil en recherche expérimentale rech. un I.D. ANALYSTE pour les candidats devront posséder une expérience d'au moins 10 ans en programmation scientifique et de gestion. Une bonne maîtrise des langages FORTRAN, PL 1 et des systèmes de gestion de fichier IBM est requise. Adr. C.V. DIAGMA S.E.S.I., 41, r. de Bourgogne, 92007 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

JEUNE TITULAIRE DIPLOMÉ SUPÉRIEUR D'INFORMATIQUE

Ecr. avec C.V. et prétentions à n° 4.14 S.P.E.R.A. 12, rue Jean-Jaurès, 92007 Paris.

NEGOCEURS (FRANCS) de papier, agent commercial accepté, tous amb. travail, pièce statue. Fr. r. 1-13 95-9-41.



FUTURS CADRES COMMERCIAUX

Jeunes Gens, minimum 23 ans, libérés des obligations militaires, ayant quelques années d'expérience commerciale ou cherchant une première situation, intéressés et motivés par les fonctions que peuvent offrir, à court ou moyen terme, une Société de distribution internationale et moderne.

Les candidats devront avoir une formation d'études supérieures (commerciales ou économiques), une culture générale solide, parler et écrire couramment l'Anglais et l'Allemand, ou du moins l'une de ces deux langues.

La formation des candidats retenus sera assurée par des stages en France ou à l'étranger à l'issue desquels des fonctions à responsabilité progressive pourront leur être confiées.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
C. & A. Direction Générale
Cedex 12
92801 Paris-La Défense.



RENAULT ENGINEERING recherche

DEUX INGENIEURS MECANICIENS

diplômés

30 ans minimum.

LES POSTES :

— sont situés au sein d'une équipe technique chargée de la réalisation d'un ensemble complexe d'équipements mécaniques ;

— comportent la responsabilité d'une partie des équipements (réalisation des spécifications, suivi des études et de la fabrication, relations avec les sous-traitants) ;

— nécessitent :

• des aptitudes à la rédaction et aux relations d'affaires ;

• des connaissances et une expérience acquises de préférence en bureaux d'études comme chef de produit ou chef de projet ;

• l'un dans le domaine des matériels de transport et/ou travaux publics (calculs de vibrations) ;

• l'autre dans le domaine des machines spéciales engins de levage (calculs de résistance des matériaux).

Lieu de travail : ST QUENTIN en YVELINES

Adresser lettre et C.V. manuscrit à :

SERI, B.P. N° 19 - 78390 BOIS D'ARCY

La Ville de NANTERRE 100.000 habitants - recrute 1 Programmeur Cobl sur 11/M

Expérience T.P. souhaitée. Adresser candidature et C.V. à M. le Maire de NANTERRE.

PROMOPRESSE, 39, Ch.-Elyées 75008 Paris, rech. J.H., J.F. habilités à province, pour distribution de fracs et pose affichettes dans facultés.

Ecrire ou téléphoner : 1.720.14.32.

EDITEUR important recherche pour produit nouveau exclusif RESPONSABLE DES VENTES en France - 30 ans min.

références complètes, techniques d'édition, angl. parlé courant, référ. vend. produits. Plus + commission, 12 mois, restaurant d'entreprise, parking sur place. Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, à RADIANCE, 106, av. Ledru-Rollin, Paris-13^e, qui tr.

IMPORT. BUREAU ETUDE Paris-13^e rech. DESSINATEUR 262, av. PROTECTOR 1^{er} éch. Bâtiment - Ecr. O.P.F. n° 1872 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transmettra.

Pour déplacements Moyen-Orient

INGENIEURS mécaniques machines tournantes

INGENIEURS maintenance Offshore.

INGENIEURS T.P. responsables B.E. génie civil. Bât. armé. Anglais exp.

GESTION 2600, 102, rue La Fayette, Paris-10^e, 87-73-04.

صلى الله عليه وسلم

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

PROMO INFORMATIQUE recherche

JEUNES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Il est demandé :
- Formation I.U.T. ou équivalent ;
- Expérience analyse-programmation un à deux ans (informatique de gestion) ;
- Connaissances COBOL ;
- Dégagé des obligations militaires ;
- Age 23 ans minimum.

Il est proposé :
- Réalisation de travaux informatiques à l'aide d'ordinateurs (logiciels et matériels) automatisant l'analyse et la programmation ;
- Salaire adapté au niveau ;
- Lieu de travail habituel : Paris.

INGÉNIEUR INFORMATIEN HAUT NIVEAU

Il est demandé :
- Formation Ingénieur ou licence de sciences ;
- Connaissance et expérience approfondies d'un ou plusieurs moniteurs de traitement et gestionnaires de bases de données ;
- Possibilité de déplacements de courte durée.

Il est proposé :
- Participation au développement de logiciels d'analyse et de programmation automatisés ;
- Activités de support auprès des réseaux de vente ;
- Salaire adapté au niveau ;
- Lieu de travail habituel : Paris.

Pour ces deux postes la formation à la méthode et aux logiciels d'analyse et de programmation PARM est assurée par PROMO-INFORMATIQUE.

Envoyer C.V. en précisant la référence du poste à PROMO-INFORMATIQUE, 8, rue Richelieu, 75002 PARIS.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER recherche

chef de service adjoint

VENTE LOCAUX COMMERCIAUX ET BUREAUX

Il devra :
- prendre en main la vente des locaux commerciaux et des bureaux construits par le groupe dans la région parisienne et différentes villes de province ;
- animer l'équipe de techniciens qui collabore à la conception, à la construction et à la vente des locaux commerciaux et bureaux.

Il aura :
- une formation commerciale supérieure ;
- une expérience commerciale concrète de plusieurs années ;
- une bonne connaissance des milieux commerciaux ;
- des relations déjà établies avec un certain nombre des entreprises susceptibles d'acheter des locaux commerciaux et des bureaux ;
- un sens élevé de l'initiative ;
- beaucoup de dynamisme ;
- une honnêteté à toute épreuve.

Envoyer C.V. détaillé, photo récente et références au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sans réf. 1292).

BANQUE CONTACTS COMMERCIAUX AVEC GROS INVESTISSEURS ET BANQUES R.F.A. BENELUX

Le Dépt. OPERATIONS FINANCIERES d'une importante BANQUE d'AFFAIRES cherchant sa clientèle européenne recrute pour siège (PARIS) JEUNE

CADRE SPECIALISTE

Entrée en relation, négociations et collecte des ordres d'investissements (en produits du marché français) de la clientèle institutionnelle de ces pays.

Déplacements : moyennes 1 jour / semaine.

ABSOLUMENT INDISPENSABLE :
- 3/4 ans minimum d'EXPERIENCE : gestion financière, analyse, Bourse ;
- EXPERIENCE ou réelle aptitude commerciale ;
- ANGLAIS TRES COURANT ;
- ALLEMAND souhaitable ;
- Expérience MARCHÉ ALLEMAND très appréciée.

S.C. garantit une DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. avec références et photo 3x4, 3533.

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE recherche

JEUNE ATTACHÉ (EE) COMMERCIAL (LE)

Pour prospection clientèle Agences et Annonceurs. Expérience minimum : un an.

Adresser C.V. avec photo et prêt sous réf. 0 793 M à EDDIE-PRESS, 85 bis rue Beaumartin, Paris (2^e).

EUROP ASSISTANCE

cherche de MAI à OCTOBRE

ETUDIANTS (ES)

TOUTES DISCIPLINES

Habitants Région Parisienne et disponibles au moins 2 mois consécutifs (préférence JUILLET-AOÛT).

Envoyer au Service du Personnel, sous réf. M 04 23/25, rue de Valenciennes 75005 PARIS. NE PAS TELEPHONER.



AUCHAN

16 HYPERMARCHÉS Chiffre d'affaires en 1976 : 3,5 milliards. Progression annuelle 40 % depuis 10 ans. Prépare l'ouverture de nouvelles unités en France, et recherche

10 RESPONSABLES COMMERCIAUX

LA FONCTION :

Assumer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin. Définir et appliquer une politique commerciale. Action directe sur une gamme de produits, sur le personnel et sur la clientèle.

L'HOMME :

Une intelligence au service du concret. Une curiosité d'esprit de l'imagination le goût des contacts sociaux et une aptitude à mener un groupe. Une formation Grande École ou Universitaire est souhaitable mais peut être compensée par l'expérience professionnelle. La formation au métier est garantie par la société chaque poste est évolutif. La promotion est liée à l'efficacité individuelle et à la réalisation des objectifs. Cette proposition vous intéresse ?

Ecrivez-moi en joignant C.V., photo et présentations

ME LECIERQ HYPERMARCHÉ AUCHAN

Rue de la Mouchetière - 45140 ST-JEAN DE LA RUE

CARLO GAVAZZI

Société internationale de plus de 44 ans d'expérience dans l'instrumentation recherche

UN DIRECTEUR DE VENTE

Jeune, ayant de l'initiative et le sens des responsabilités

Son travail sera :

- promouvoir et coordonner la vente d'un programme déjà bien introduit sur le marché français d'appareils de mesure et de tableaux ;

Il devra :

- étendre et renforcer l'actuel réseau de distribution. Proposer et coordonner la promotion de vente et tenir la Direction au courant des nouveaux développements du marché.

Il devra également :

- étudier les nouvelles possibilités de distribution et assurer des contacts réguliers avec tous les principaux clients potentiels.

Ce que nous recherchons :

C'est une personnalité de haut niveau, ayant des connaissances techniques ou commerciales, et une connaissance approfondie des conceptions modernes du marketing, qui parle anglais et qui soit capable d'assumer dans le travail.

Ce poste offre de très bonnes perspectives d'avancer en cas de succès. Le salaire et les conditions d'embauche seront à la hauteur des compétences et qualifications requises.

Envoyer C.V. à CARLO GAVAZZI à l'attention de la Direction, 18, rue Goubet, PARIS-19.

MATRA

secteur civil

recherche pour son service réalisation systèmes civils

INGÉNIEUR

A et M ou CESTI ayant 2 à 4 ans d'expérience pour participer dans un groupe au concept, à la réalisation, à l'intégration et à l'installation de systèmes mécaniques complexes.

Réf. 139

pour ses projets Télécommunications - Télécommunications

INGÉNIEUR GRANDE ECOLE

Intéressé par études et réalisations prototypes. Ayant 5 ans d'expérience dans les techniques de navigation, signalisation, transmission et phonie. Connaissances en microinformatique souhaitées.

Réf. 140

Adresser lettre manuscrite CV et rémunération souhaitée en indiquant la référence.

MATRA Monsieur KORFAN BP n°1 78140 VÉLIZY

Le chef du Personnel

d'une Banque Privée

du CENTRE DE PARIS recherche

son adjoint

L'entreprise emploie aujourd'hui environ 400 personnes, dont un tiers de cadres, en un seul siège.

CET ADJOINT aura d'abord pour tâche essentielle d'assurer la marche courante du service du personnel et de secondariser le chef du personnel.

Il sera appelé ultérieurement à prendre en propre certaines responsabilités.

Le candidat engagé devra posséder :

- une première expérience professionnelle acquise dans un service du personnel ;

- une très solide formation générale ;

- de réelles capacités d'organisation ;

- et bien entendu le goût des contacts humains.

Ecrire avec C.V. et présentations sous n° 52.371, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANT SOCIÉTÉ MÉTALLURGIE

Nord Ouest Paris

recherche pour l'une de ses divisions

RESPONSABLE VENTES EXPORT

30 ans minimum

FONCTIONS :

Ventes, administration des ventes, négociations commerciales et prospection à l'étranger. Chargé après confirmation de l'ensemble du service commercial (France et étranger).

QUALITES :

Anglais et allemand courants. Expérience antérieure de la fonction exigée de préférence dans la métallurgie.

Déplacements fréquents. La rémunération ne sera pas inférieure à 90.000 F/an.

Ecrire avec C.V. et présentations sous N°52257 CONTEXTE PUBLITE 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra. Discretion absolue assurée.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE - 1.200 pers.

PROCHE BANLIEUE OUEST recherche

UN COMPTABLE 2^e Echelon

REFFERENCES COMPTABILITE GENERALE REQUISES.

40 h. en 2 jrs. 13^e mois. Restaur. entr. Avant noon.

Adresser C.V. et présentations à n° 52.417, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

SOLIDE SOCIÉTÉ DE PRESTATION DE SERVICES AUX BUREAUX D'ETUDES ET AUX ADMINISTRATIONS

recherche pour animer son action commerciale

CHEF DES VENTES

80.000 F / 90.000 F/an

30 ans minimum. C'est d'abord un commercial qui dispose d'une longue expérience d'animation, acquis si possible dans une société de services ou dans la branche REPROGRAPHIE Siège PARIS.

Ecrire sous référence 435 à :

G.F.C. 103 rue de la Pompe 75116 PARIS

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL recherche

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Solide connaissance de la fonction et anglais bien parlés indispensables. Expérience en multinationale souhaitée. Siège région parisienne.

Ecrire ss. réf. 422 en précisant prétentions à :

G.F.C. 103 rue de la Pompe 75116 PARIS

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE DE PRÉCISION

Siège PARIS - 3 Divisions - 170 personnes C.A. 20.000.000 F.

recherche pour assister son R.D.G.

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE - COMMERCIAL

120.000 F / 125.000 F/an

Ingénieur diplômé, c'est un homme de 32 ans min. qui aura la charge de l'ensemble du MARKETING INDUSTRIEL et de l'animation de l'ACTION COMMERCIALE. Anglais et connaissance commerciale en P.M.E. très souhaitables.

Ecrire sous référence 434 à :

G.F.C. 103 rue de la Pompe 75116 PARIS Discretion assurée.

NOTRE VOCATION EST

LE DÉVELOPPEMENT

DES HOMMES ET DES ENTREPRISES

Notre activité englobe tous les aspects du management et s'appuie sur des personnalités ayant :

- une formation supérieure, un potentiel intellectuel exceptionnel ;

- une expérience réussie du management ou de la consultation, avec dominante marketing ou finance ;

- une passion pour la formation et l'éducation ;

- un goût pour la recherche appliquée.

Aux candidats, âgés d'au moins 28 ans, ANGLAIS COURANT

nous offrons des fonctions comportant :

- des responsabilités variées de formation, de recherche et de consultation ;

- un environnement de travail très stimulant, au sein d'une équipe pluridisciplinaire ;

- des possibilités continues d'enrichissement et de perfectionnement, notamment aux U.S.A.

Adresser C.V. et photo à COMES - Réf. 1292 19, rue de la Paix, 75002 PARIS

Jeune division outillage hydraulique de la filiale française d'un groupe international, nous nous installons en région parisienne sud.

Voulez-vous devenir notre responsable

administratif et financier

En liaison avec le siège et l'état-major européen, vous créez les procédures, participez à l'établissement du budget, animez la cellule comptable et, bien sûr, gérez le quotidien.

De formation DECS ou Sup. de Co., vous avez en cinq ans acquis une solide compétence en finances et comptabilité et souhaitez devenir le numéro deux d'une petite affaire prometteuse.

La maîtrise de l'anglais est un atout. Ecrire à J. THILLY ss. réf. 3004 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

IMPORTANT GROUPE ALLEMAND DE PRODUCTION

C.A. FF 6 milliards - 25.000 personnes recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour sa filiale française qui s'occupe de la commercialisation de machines pour la transformation de matières plastiques et de machines pour la fabrication d'emballages.

Siège : banlieue parisienne, C.A. : 15 millions FF. Effectif : 20 personnes.

Nous recherchons une personne dynamique possédant :

- une expérience de plusieurs années dans la commercialisation ;

- de machines de transformation ou de matières plastiques ;

- une connaissance parfaite de l'allemand ou de l'anglais parlé et écrit.

Adresser votre C.V. en allemand ou en anglais avec photo et présentations. No 9814 c/o Le Monde : Publicité, 5, rue des Italiens, 75121 PARIS (9^e).

LA SCOR

PREMIER ASSUREUR FRANÇAIS recherche

pour son Département chargé des affaires avec le NOUVEAU-ORIENT et la SCANDINAVIE

UN ASSISTANT

AU RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT

dont la fonction consistera au suivi administratif des contrats.

Ce poste qui est appelé à comporter des contacts commerciaux, peut évoluer à un échelon ayant un bon niveau d'études, parlant anglais, allemand le travail en équipe.


Ecrire avec C.V., photo et prêt à EMPLOIS ET ENTREPRISES, n° 4108, 18, rue Volney, 75002 Paris.


5 **7500**
REVISABLE

80 %
20


117

15










21 34
27 89
47 91
67





CENSER
DARLIGNON


MORIS


LES JARDINS DU PANTHEON N° 2 - 4, rue de l'Arbitaire. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux. Studios, 2, 3 et 4 pièces. Terrasses et jardins. Bureau de vente : 57, rue Lhomond, Paris (5^e). Tél. : 707-02-30, tous les jours et samedi et dimanche.

7  80 %    

 INVALIDES
à TOUT
MAINDOURS 



731, RUE DE L'UNIVERSITÉ - Belle demeure por-
tée. Dans le centre noble de la ville. De la chambre
ou 5 pièces et 2 splendides duplex plein ciel, grandes
terrasses sur toit, vastes balcons. Bur. vente sur place, lundi
et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h.
et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.
COMEGI
74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.







12 **5.300** **80 %** **1977** **105** 




(M) 

RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN - 1-3, rue Pierre-Bourdau - A quelques mètres de la Nation, mais tranquille, isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestations raffin. S. pl. ts jrs sf mar. et mer., 13 à 19 h., 346-51-74.


LA MAISON DU G. SCIC.
15, boulevard de Vaugrout,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.

Une réalisation
CAPRI  

69, RUE BARRAULT - Quelques studios et 2 pièces prêts à vivre ou à investir encore disponibles. Un programme soumis au test Qualitel, seul profil officiel de qualité. Visite sur place tous les jours de 14 heures à 18 h. 30.

CITE 538-52-52

Tour Maine-Montparnasse.

13 **5.200** **80 %** **1977** **200** 

FD **20** 

 **27** **67**  **PL. ITALIE**  **2 A 20 M**

57 **83** **3 LIGNES**

GALAXIE - 20, pl. d'Italie, « AGATE » - Un tout-nouvel immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec grds balcons loggia, Studio à 5 pces et chambres. Centre-commercial avec grands magasins, Jeux d'enfants. Sur pl., tous les jours, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, saef mer., et le ven. matin 580-32-92 ou SPEI, 14, av. Roosevelt-8° - 256-55-11.

 **SPEI** **Réinsertion S.S.I.**

13 **4.000** **80 %** **1978** **198**

FD **20**


M **200 m** **À 200 m**


Autobus de Sud

« CAP SUD » - Place de Rangis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h., sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.

LA MAISON DU G. S.C.C.
15, boulevard de Vaugrand,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.






la répartition CAPRI

15 FOR HIRE **7.800** **FD** **80%** **PERSONALISE** **1976** **76** 

(M) **CHAMP-DE-MARS**
MOTTE-PIQUEUR  **86**


IMMEUBLE « INVALIDES-SUFFREN » - 54, av. de la Motte-Piquet - 4^{ème}, de 8 ét. sit. de Village suisse, pr. Champ-de-Mars. App. 1^{er} eq. av. magnif. loggias. St. au 4^è p. Boxes. A. 10 min Etoile, Quart. Lat., Opéra, Buc. vente s. pl. ouv. lun. jeu. vend. sam., dim., 14 h 30 à 18 h 30.

734-75-60 - 15, av. Montaigne,
BANNETTACCI
75008 Paris - 359-98-32.
PUIJOS S.A.







57, RUE DE PASSY - Emplacement privilégié entre La Muette et le Trocadéro, imm. de 8 étages, du mini stud. ou 5 p., terrasses en étage sup. Sur, vit sur pl. ta- les jours de 10 h, 30 à 12 h, 30, et de 14 h, à 19 h. S.I.E.T.R.A. 125, r. du Cherche-Midi, 75015 PARIS, Tél. 783-24-28 - 306-36-57, poste 18

16 **7.950** **80 %** **1976** **60**

FD **PERSONNALISÉ** **60**

FR **M** **ERLISE** **100** **QUEST**

52 **JASMIN** **1 A 500 m.**

LES JARDINS DE POLYMNIE - 37-39, av. Théophile-Gautier - Intrm. de tr. grand stand, autour d'un jardin, de 3.000 m². Du stud. 34, m², au 6 p. 180 m², 5 pl. t.t.l. sf dim, lun, et le vend. mat, 10 h-6 12 h. 30, 14 h-6 12 h. sf. 224-266 ou 872.1.1.

SPRI **F. Roosevelt, Paris-8, 256-55-11**

Relais : MAZET & VALLETTE

17 **7.900** **80 %** **1976** **37** 


FD **PERSONALISÉ**

(M) **PERFECT** **WAGRAM** **FD**

141, AVENUE DE WAGRAM - Résidence de classe. Du studio ou 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bur. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.

74, rue Saint-Lazare - 75001 PARIS,
Tél. 280-34-40.





17 **5.800**
FD **80 %**
PERSONNALISÉ 1976

13 




(M) **WAGRAM** 

24, RUE DE LA FÉLICITÉ Du studio au 5 pièces en
duplex et locaux commerciaux. Immeuble de grand standing,
rentabilité locative garantie aux investisseurs. Réalisation

S.I.M. 6, avenue Rachel, Paris (8*), tél. 522-97-23.

18  **80 %**   




PERSONNALISÉ




 **PL. FLUITY**  




LE MONCEY 13, rue Guesnois, à 5 mn du port Monceau, de l'Opéra et du Sacré-Cœur, petite résidence de standing par sa situation et la qualité de sa construction.

Label tout électrique, donc isolation parfaite.

Jusqu'à 31 mai, les appartements seront livrés avec cuisines équipées. Appartements visibles tous les jours et samedi, ou renseignements 293-43-93.

18 A PARTIR **2,300** **80 %** **1/1** **135** 
FD **20**
 **MARCADET-
POISSONNIERS
RUE-DUMONT
CHATELAIN-BOULE** 
**STEPHENSON 2 - 55-57, rue Stephenson - Paris au
prix de la banlieue. Du stud., ou 4 pces, jardin et terrasses:
Bur. de vente sur pl., de 14 h. 30 à 18 h., sf merc. et dim.
ZANNETTACCI 15, av. Maignan - 75008 Paris,
Tél. 359-98-32.**

18 ^{4 600}
FD $\frac{30\%}{20}$ 1976   

  LA FOURCHE
P. LEBRY 

**IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22, av. de
Saint-Omer - Du studio ou 5 pièces. Grands jardins intérieurs.
Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi,
sauf mardi et dimanche. Téléphone : 522-43-00**

ZANNETTIACCI 15, avenue Malherbe, 75008 PARIS
359-98-32

PUJOS S.A.

« Le Monde Immobilier »
est une rubrique de publicité ouverte à tous
les constructeurs-promoteurs.
Elle est destinée à faciliter la démarche de
nos lecteurs dans la recherche et le choix
d'un programme immobilier.

**... et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

صلى الله عليه وسلم

SYNDICATS

La C.G.T. propose une série de mesures pour « assurer la défense des libertés des travailleurs »

		Dollars		Deutschmarks		Francs suisses	
48 heures	.....	4 1/2	5 1/2	2 1/2	3 1/2	0	1
1 mois	.....	5 1/2	6 1/2	3 1/2	3 5/8	1 1/2	1 3/4
3 mois	.....	5 1/2	6 1/2	3 1/2	3 5/8	1 1/2	1 3/4
6 mois	.....	5 1/2	6 1/2	3 1/2	4	1 1/2	1 3/4

[illegible]

1994-1995 年 4 月 24 日

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES DÉCLARATIONS DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING

« La réalisation dépend de nos partenaires sociaux »

« Monsieur le président, pourquoi réformer l'entreprise ? D'abord, est-ce que c'était l'état de la France ? Est-ce que les chefs d'entreprise ne pouvaient pas le faire eux-mêmes ? Pourquoi réformer l'entreprise ? Eh bien, l'entreprise c'est l'élément essentiel à la fois de l'activité économique et de l'évolution sociale. Les Français, les travailleurs, passent une très grande partie de leur vie dans l'entreprise. Je crois qu'un travailleur, en France, passe en moyenne environ 80 000 à 90 000 heures de sa vie dans une entreprise. Ce qui veut dire, au total, que les Français passent 9 000 jours de leur vie, 10 000 jours de leur vie dans une entreprise, donc quatre fois plus qu'à l'école. Or tout le monde se préoccupe toujours de l'adaptation, de la réforme de l'école, et il est naturel qu'on se préoccupe de l'adaptation et de la réforme d'un endroit où les Français passent quatre fois plus de temps dans leur vie. »

D'autre part, si vous regardez l'entreprise dans le monde, vous vous apercevez que, quelle que soit sa forme juridique, quels que soient ses propriétaires, quel que soit son environnement idéologique, il y a un problème de l'entreprise. Il y a un problème de l'entreprise américaine, il y a un problème de l'entreprise allemande et donc, naturellement, il y a un problème de l'entreprise française. »

Enfin, en France, on a plusieurs fois réformé l'entreprise — depuis un siècle il y a eu des réformes nombreuses — mais j'ai remarqué que ces réformes avaient en lieu presque toujours dans des circonstances difficiles ou tourmentées, par

exemple pendant les guerres ou au lendemain des guerres, ou dans des situations politiques ou sociales tendues. Regardez les réformes de l'entreprise en France : c'était en 1917 pendant la première guerre, 1936 au moment du Front populaire, 1945 la création du comité d'entreprise au lendemain de la guerre, et 1968 la section syndicale d'entreprise, c'était au lendemain de mai 1968. Ce qui fait qu'on a toujours, en France, réformé l'entreprise dans des situations de tension, et je me suis dit qu'il fallait au contraire regarder les problèmes de l'entreprise à froid, dans une période normale. »

Alors, vous me dites : est-ce que c'est à l'état de la France ? Non, ce n'est pas uniquement à l'état de la France. L'entreprise est un lieu dont l'activité dépend à la fois de ses dirigeants et en même temps, des organisations syndicales qui y sont représentées, et beaucoup des choses à faire concernant la réforme de l'entreprise dépendent des partenaires sociaux, et je dirai au premier rang des discussions collectives entre ces partenaires sociaux. Donc l'état marque la direction, mais la réalisation de la réforme, elle, dépend des dirigeants de l'entreprise, elle dépend des partenaires sociaux. »

« Alors, concrètement, qu'est-ce qui est prévu pour les salariés d'abord pour changer leur cadre de vie et, éventuellement, pour leur donner davantage de responsabilités ? »

« Eh bien ! justement, il est prévu beaucoup de choses, et ce soir nous ne pouvons pas dans le temps que nous avons en donner la liste complète ; le ministre du travail le fera demain. »

Alors, vous me dites d'abord pour les travailleurs de l'entreprise. Les travailleurs passent une grande partie de leur vie dans l'entreprise. Pour eux, l'entreprise est parfois inhospitalière, elle est gigantesque, le travail qu'ils font est un travail monotone ; il y a un problème de sécurité du travail, et ils ont l'impression de ne pas pouvoir s'exprimer sur leurs préoccupations et sur leurs conditions de travail. C'est tout ceci qui doit être traité, alors je passe, si vous le permettez, un peu rapidement. »

D'abord, au niveau du travailleur individuel, les questions de sécurité du travail. Les dispositions que le gouvernement proposera consistent, par exemple, à ce que, obligatoirement, chaque travailleur, au moment de son embauche, soit informé des conditions de sécurité du poste de travail qui lui est proposé. D'autre part, une meilleure surveillance de la sécurité des machines et également, d'ailleurs, des machines importées. Enfin, l'amélioration de la médecine du travail. »

Deuxième aspect, au niveau du travailleur : l'expression. Il est naturel dans une société comme la nôtre que les travailleurs puissent s'exprimer sur les conditions de leur travail, et à cet égard il est souhaitable que cela puisse exister à tous les niveaux de l'activité salariale. Il faut que cette expression sur les conditions de travail ne se fasse pas dans le désordre mais, au contraire, qu'elle soit organisée. C'est pourquoi le projet prévoit un encouragement une incitation aux entreprises à précisément organiser l'expression des travailleurs sur les conditions de leur travail et l'amélioration de celles-ci. »

Troisième exemple, la vie personnelle des tra-

vailleurs par rapport à l'entreprise. Un cas : celui des horaires. On a fait des expériences permettant de créer ce que l'on appelle des horaires souples, c'est-à-dire la possibilité, pour les travailleurs, de choisir, à l'intérieur de certaines limites, l'horaire du début et de la fin de leur travail. Ces expériences ont été positives. Le projet permet d'envisager de les encourager, et de les généraliser. »

Deuxième rubrique pour les travailleurs : cela n'est plus le travailleur individuel, c'est l'ensemble des travailleurs d'une entreprise de tout rang, c'est-à-dire ouvriers, employés, agents de maîtrise, cadres. Il est certain que dans l'entreprise moderne les travailleurs doivent pouvoir d'une part être informés, mais d'autre part s'exprimer dans des conditions organisées sur la vie de l'entreprise. »

En ce qui concerne les cadres, compte tenu de leurs responsabilités particulières dans l'entreprise, c'est évident, et c'est pourquoi nous prévoyons l'invitation faite aux entreprises, aux dirigeants d'entreprise, d'organiser de façon systématique la concertation active avec les cadres concernant les principales orientations de la vie de l'entreprise. »

Mais nous pensons que cette concertation doit pouvoir s'étendre à l'ensemble des travailleurs, et bien entendu, si les partenaires sociaux y sont favorables, et à ce moment-là, cette concertation étendue à l'ensemble des travailleurs devient une véritable participation à la vie de l'entreprise. Le gouvernement va proposer au Parlement de définir un cadre légal permettant cette participation. »

Si le Parlement vote cette disposition, il sera possible aux travailleurs salariés d'avoir des représentants disposant d'un droit de vote au sein des conseils de surveillance des entreprises employant

LES RÉACTIONS

Dans les milieux patronaux

« P.M.E. : toute entreprise doit garder son entière liberté de gestion. »

« Les P.M.E. constatent que, dans son allocution, le président de la République a fait, pour la première fois, une distinction entre les entreprises suivant leurs structures, et l'influence que ces structures pouvaient avoir sur leur condition d'exploitation. Toute entreprise obéit à des conditions particulières et doit garder une entière liberté de gestion, sans intervention d'éléments extérieurs. »

« La C.G.P.M.E. ne peut, cependant, se prononcer sur les réformes annoncées sans une connaissance exacte des textes qui seront soumis au Parlement. Elle ne peut pas considérer, pour sa part, que ces réformes ont lieu dans un climat tant économique que social particulièrement favorable et elle craint que toute mesure ministérielle ne soit une reprise bien fragile et ne mette en cause tous les efforts tendant à diminuer le chômage. »

« CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS : le patronat est placé devant ses responsabilités. »

« La volonté de mettre en œuvre la réforme de l'entreprise affirmée par le président correspond au souci d'évolution exprimé par le jeune patronat. Le patronat est placé devant ses responsabilités et doit avoir sous la chance de faire évoluer l'entreprise sur des bases mieux adaptées aux aspirations des salariés et sans attendre que de nouvelles explosions sociales l'y contraignent. »

« M. KRASUCKI (C.G.T.) : ni chaud ni froid. »

M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. : « Les projets annoncés par M. Giscard d'Estaing ne font ni chaud ni froid. Ils sont destinés à faire patienter et éventuellement à faire passer quelques mesures dangereuses pour les travailleurs. »

« Les déclarations sur la sécurité du travail sont encore plus incohérentes que le texte instigant signé par le C.N.F.P. et quelques organisations minoritaires et complémenteuses d'un travailleur ne s'est aperçu des effets un an après. »

« Ce n'est évidemment pas la possibilité d'être un dirigeant ou conseil de surveillance qui peut changer quoi que ce soit au pouvoir despotique du patronat. »

« A vrai dire, une véritable réforme de l'entreprise suppose une profonde réforme de l'économie. L'une ne va pas sans l'autre. Les travailleurs ne peuvent l'attendre de ce gouvernement, mais du changement réel de la société pour lequel lutte la C.G.T., qui soutient le programme commun de la gauche. »

« M. MAIRE (C.F.D.T.) : gagner du temps et tromper l'opinion. »

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. : « M. Giscard d'Estaing ne sait pas répondre à la situation sociale. Bien que nous ne soyons ni en 1968 ni en 1945, nous sommes néanmoins dans une période de forte tension, et c'est bien pour cela que le président de la République est obligé de parler de la situation de l'entreprise. Parce que cette dernière est contestée (...). »

« M. Giscard d'Estaing a solennellement dit, à tout moment,

Dans les syndicats

qu'il s'en remettait au patronat du choix des mesures à prendre. Alors, demain comme hier, à écouler pour l'entreprise, à écouler pour l'entreprise, à écouler pour l'entreprise. »

« M. LERDA (F.O.) : une déclaration trop imprécise. »

M. Roger Lerda, secrétaire confédéral de la Force ouvrière et membre du comité d'études pour la réforme de l'entreprise que présidait M. Sudreau :

« La déclaration du président de la République est trop imprécise pour permettre un jugement. Trois aspects sont à retenir. »

« Tout d'abord, le droit d'expression des salariés sur leurs conditions de travail. Cela, à notre avis, ne doit pas conduire à insérer l'entreprise dans le cadre de l'activité des délégués du personnel et des représentants syndicaux. »

« Quant à la co-surveillance, nous exprimons des réserves, car un tel système risque de conduire à la co-gestion. »

« S'agissant du dispositif d'alerte pour les entreprises en difficulté, nous estimons que le comité d'entreprise a un rôle spécifique à jouer. »

« Le président de la République aurait dû rappeler la nécessité de renforcer l'action contractuelle à travers le contrat collectif et la convention collective. »

« LA C.G.C. : oui à la concertation. »

Le bureau de la C.G.C. déclare avoir « pris note avec intérêt des déclarations du président de la République concernant la réforme de l'entreprise. »

« La C.G.C. a relevé notamment le souhait du président de la République de l'institution d'un système de concertation actif avec les cadres, et enregistre la position qui sera faite au Parlement de donner un cadre légal à cette concertation. »

« La C.G.C. a, d'autre part, retenu les points sur lesquels elle avait elle-même attiré l'attention du président : l'incitation à leur création, et pour les grandes entreprises le renforcement des équipes dirigeantes, et surtout la mise en place de dispositifs d'alerte qui permettront d'éviter que se renouvellent des affaires Lipp. »

« LE BUREAU DE LA C.F.T.C. déclare : »

« Un certain nombre de mesures énoncées par le président de la République paraissent aller dans le sens des demandes faites par la C.F.T.C. (...). Il est fondamental que soit reconnu aux salariés le droit de participer à

l'élaboration de la politique de l'entreprise. Le président de la République a indiqué que les travailleurs pourraient s'exprimer par un vote dans les conseils de surveillance des sociétés les plus importantes. »

« La C.F.T.C. peut admettre que ces dispositions aient, à titre transitoire, un caractère facultatif. Elle estime toutefois indispensable que soit fixé le terme où elles deviendront obligatoires. »

« LA C.F.T.C. (Confédération française du travail), qui a toujours prôné la mise en application d'une véritable participation dans l'entreprise, ne peut qu'exprimer ses engagements solennels pris aujourd'hui. Toutefois, elle déclare que le pays tout entier n'est pas associé par un référendum, comme elle l'a demandé à juste titre, et que le chef de l'Etat n'est pas condamné plus nettement l'entrisme scandaleux des partis politiques dans toutes entreprises. »

« L'UNION DES CADRES ET TECHNICIENS (U.C.T.) : une tentative de manipulation. »

« L'U.C.T. a constaté que la réforme de l'entreprise ne sera véritablement réelle que si elle est imposée légalement à un patronat qui refuse fondamentalement l'U.C.T. a remarqué que le président de la République n'a évoqué ni le cas des groupes et holdings ni celui des entreprises sous contrôle de l'Etat qui devraient donner l'exemple d'une participation effective des travailleurs au contrôle de la gestion des entreprises. »

« 24 millions de francs seront consacrés en 1975 à des actions en faveur de l'amélioration des conditions de travail », a déclaré M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat à la revalorisation du travail manuel, mardi 13 avril. Notant que « de tous les pays développés la France est probablement celui où la fosse qui sépare les deux extrêmes de l'échelle sociale est la plus profonde », le secrétaire d'Etat a estimé que la revalorisation des salaires que des tâches était « techniquement soluble ». »

Dans les milieux politiques

« LE MOUVEMENT POUR LE SOCIALISME PAR LA PARTICIPATION (gaulliste) : développer l'information. »

« En dehors des améliorations de conditions de travail, le M.S.P. retiendra des propos du chef de l'Etat le souci de développer au sein de l'entreprise l'information, base essentielle de toute concertation, et par là même d'une véritable participation. Le M.S.P. se félicite surtout de la possibilité accordée aux formes de plus de deux mille salariés — hâtes l'heure des débats en France — d'insérer un cadre juridique des représentants de tous les salariés dans l'entreprise. »

« M. JEAN COLPIN (P.C.) : une nouvelle tentative de dupage. »

M. Jean Colpin, membre du secrétariat du P.C., estime que « les dures réalités de la vie quotidienne des travailleurs dans les entreprises empêchent toute crédibilité à la réforme et la ramènent à ce qu'elle est : une nouvelle tentative de dupage. Car, dans le régime actuel, la conscience des salariés ne peut que se modifier, et encore moins supprimer, le pouvoir réel dans l'entreprise qui découle de la propriété du capital. »

« M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national (extrême droite) : « Il est en France une entreprise dont le président n'a pas parlé, et dont, pourtant, la situation exige de profondes réformes : c'est l'Etat, avec ses millions de fonctionnaires. Elle est en fait la plus mal gérée, la plus coûteuse, celle dont le rendement est la plus médiocre, celle qui a la bureaucratie la plus lourde. Aussi de réformer les entreprises françaises, le chef de l'Etat devrait balayer devant sa propre porte. »

« M. OLIVIER GUICHARD, député U.D.R. de Loire-Atlantique, ancien ministre, avait déclaré, mardi 13 avril, sur les antennes d'Europe 1, avant l'intervention de M. Giscard d'Estaing : « Je souhaite que la réforme aille dans le sens de la participation et ne touche pas à l'autorité du chef d'entreprise ni au sens de sa responsabilité. »

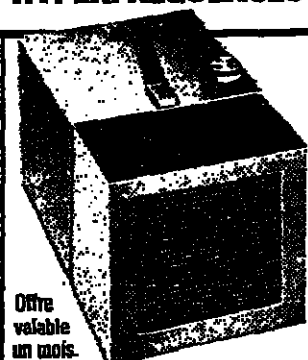
« M. JEAN-PAUL BACHY (P.S.) : pour faire quoi ? »

M. Jean-Paul Bachy, député national du P.S. pour le travail et l'emploi, considère que « l'appel à la bonne volonté du patronat pour développer l'information dans les entreprises laisse révoquer (...). On l'a vu récemment chez Lipp. La désignation de repré-

UNE PRIORITÉ NATIONALE : LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS

GRANDE CAMPAGNE PROMOTIONNELLE D'ALARME 2000 CONTRE LE VOL

ESSAI GRATUIT A DOMICILE DANS TOUTE LA FRANCE DU NOUVEAU RADAR PORTABLE HYPERFRÉQUENCES DI 50 d'ALARME 2000



Plus une minute à perdre ! Aujourd'hui il existe une protection totale de votre appartement, maison, bureau ou usine. Vous en ferez vous-même la preuve en simulant la pénétration d'un intrus chez vous par n'importe quelle issue. Edigez ce test car la protection contre le vol ne supporte aucune faille. Votre ennemi lui la trouvera. Remplissez et retournez dès aujourd'hui le bon ci-dessous à ALARME 2000 dépt. 203 8 rue Rodin 75016 Paris

BON

pour un essai gratuit à domicile sans engagement du Défecteur d'intrusion DI 50.

Nom Rue Code postal Ville Téléphone

A partir du 3 MAI 2 nouveaux CES de l'expertise comptable

RELATIONS INTERNATIONALES INFORMATIQUE PREPARATION INTENSIVE MAI-JUILLET et 1^{er} Quinzaine de SEPTEMBRE

RENSEIGNEMENTS INSCRIPTIONS 523.05.41 246.16.38 523.01.98

35 Bd de Strasbourg 75010 PARIS

Travailler au cœur du Paris qui pense.

Celui des facultés, des intellectuels, des métiers d'art... et de quelques hommes d'affaires privilégiés.

Bureaux et locaux commerciaux. Surfaces de 80 à 1200 m². Prix moyen 4500 F le m² équipé. Prix fermes et définitifs.

33 rue Censier 5e

Téléphoner à Mme de Chazournes 538 14 41 CIME

مكتبة الامم المتحدة

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONCERNANT LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE

estime le président de la République

plus de deux mille travailleurs et dans des conditions qui seront fixées cas par cas au sein de l'entreprise. Donc, le gouvernement proposera le cadre juridique, si vous voulez, de cette participation de l'ensemble...

● Il ne l'imposera pas ?
Il ne l'imposera pas, non.
● Est-ce qu'il imposera quelques choses aux dirigeants, est-ce qu'il prévoira des garde-jours pour dirigeants imprévoyants, on a vu des affaires récemment...
Oh ! ça, c'est l'autre aspect, n'est-ce pas ! C'est le dialogue, l'entreprise-ordre, développement économique.

Il faut d'abord regarder la réalité. On dit que l'Etat ne doit pas s'occuper de la vie des entreprises, mais l'Etat est amené à s'en occuper très souvent, notamment lorsque les entreprises sont en difficulté ; et on le lui demande.

Ce qui a été prévu concernant les entreprises distingue soigneusement les petites entreprises et les grandes entreprises parce que la situation n'est pas du tout la même. La vie d'une petite entreprise et la vie d'une grande entreprise se déroulent dans des conditions fondamentalement différentes : il faut respecter cette différence.

Pour les petites entreprises, c'est essentiellement un ensemble de mesures d'aides à la création et au financement des petites entreprises, qui représentent la promotion du travail individuel dans notre société.

Pour les grandes entreprises, c'est un ensemble de dispositions qui visent d'une part à faire en sorte qu'il y ait un renouvellement, un renouvel-

lement, lorsqu'il est nécessaire, des équipes dirigeantes, qui visent d'autre part à ce que les dirigeants d'entreprises soient amenés à avoir un intérêt personnel au succès de leur entreprise et donc qu'ils soient invités à épargner au sein de l'entreprise de façon à être associés financièrement au sort de celle-ci.

Et la troisième disposition, c'est la mise en place d'un dispositif d'alerte vis-à-vis des difficultés de l'entreprise. Nous avons vu, et notamment l'année dernière, beaucoup d'entreprises en difficulté. Et souvent la sonnette d'alarme sonne trop tard. Alors, ce qui est prévu, c'est un dispositif d'alerte permettant, soit aux travailleurs de l'entreprise, soit aux actionnaires, soit aux cadres de placer à temps l'entreprise devant la réalité de ses problèmes afin que des mesures de redressement puissent intervenir à un moment où elles permettent à l'entreprise de conserver son activité et de maintenir l'emploi.

● Monsieur le président, voilà près de deux ans que vous avez lancé cette réforme, plus d'un an que Pierre Sudreau vous a remis son rapport, on a eu l'impression qu'il s'est écoulé un long délai, pourquoi est-ce que cela a été si long ?

Cela a été volontaire. D'abord, je voudrais remercier Pierre Sudreau. En France, vous savez que la politique en général est le décalage de tout et de tous. Eh bien, je voudrais que le président de la République donne l'exemple inverse, je voudrais féliciter quelqu'un et je voudrais féliciter Pierre Sudreau et sa commission pour la qualité du travail et de la réflexion qu'ils ont conduits. La France, grâce à ce rapport, dont je

note d'ailleurs qu'il a été vendu, demandé, à plus de 100 000 exemplaires, ce qui montre l'intérêt qu'il a suscité la France a dégagé une doctrine française d'évolution de l'entreprise ; c'est un travail qui est positif et remarquable et qui va nous servir dans la période à venir.

Eh bien j'ai souhaité en effet que les Français puissent en débattre largement. Si vous voulez, j'ai un attachement à la démocratie que je garderai jusqu'au bout et qui fait que je souhaite que les Français discutent à fond sur les problèmes. Voilà une question qui est fondamentale, dans laquelle il n'y avait pas une urgence à quelques mois, j'ai donc souhaité que le Conseil économique, d'une part, que les organisations professionnelles, d'autre part, que les intellectuels, que les universitaires puissent discuter de la réforme de l'entreprise.

Mais maintenant c'est fini. Maintenant, nous allons faire connaître les projets du gouvernement et ouvrir une dernière conversation avec les partenaires sociaux, c'est-à-dire le patronat, les petites entreprises, les organisations syndicales ; et le Parlement sera informé et invité à voter ces dispositions. Je souhaite, pour ma part, que l'ensemble du dispositif intéressant la réforme de l'entreprise soit mis en place d'ici la fin de la présente année.

● Toujours une question de calendrier, était-ce bien le moment, la reprise est peut-être fragile, est-ce que les chefs d'entreprise peuvent combattre sur deux fronts à la fois : réformer et travailler ?

Non, ce n'est pas combattre. N'est-ce pas, vous avez cette idée que la réforme c'est un

malheur. La réforme c'est une chance. Réformer un organisme, quel qu'il soit, c'est pour l'animateur, c'est pour le faire vivre mieux. Renforcer la cohésion sociale, c'est réaliser un progrès, ce n'est pas au contraire une difficulté supplémentaire. Nous ne pouvions pas le faire en 1975, parce qu'en 1975, l'économie française était dans une crise profonde et à ce moment-là on ne pouvait pas demander aux dirigeants d'entreprise et aux partenaires sociaux d'ajouter à cela la réflexion sur l'entreprise. Mais actuellement, au contraire, dans une période de reprise, de redressement, d'industrialisation, je crois que le moment est bien venu pour que la réforme de l'entreprise, qui est une réforme positive, soit mise en jeu.

● Alors la réforme ce n'est pas fini, monsieur le président. On avait dit qu'autour de vous des gens organisaient ce qu'on appelle la contre-réforme et que vous-même changiez un petit peu vos positions ?

Evidemment, on dit beaucoup de choses, on écrit beaucoup de choses, mais il n'y a qu'un président de la République élu et ce président de la République n'a jamais varié. J'ai été élu il y a presque deux ans sur une proposition de changement dans l'ordre. Je n'ai pas été élu pour l'immobilisme et, d'ailleurs, j'ai proposé l'immobilisme le jour où j'ai été élu. J'ai été élu pour conduire le changement dans l'ordre. Et je continuerai, car le choix n'est pas entre l'immobilisme et la réforme. Le choix c'est entre la réforme et le bouleversement, et comme je veux éviter le bouleversement à la France et aux Français, je continuerai les réformes.

LES COMMENTAIRES

LE PURGATOIRE

(Suite de la première page.)

Il peut constater que rien n'est en passe d'être changé dans l'élection du comité d'entreprise et que la représentation des salariés au

conseil de surveillance des entreprises continue d'être exiguë, même si elle ne doit être que facultative et limitée aux firmes de plus de deux mille salariés. Il n'obtient donc pas satisfaction.

Les syndicats non plus. Ceux qui, comme la C.G.T., nient depuis vingt et un mois l'opportunité de la réforme et son bien-fondé, n'empêcheront pas qu'elle se fera, quand même. Ceux qui, comme la C.F.D.T., auraient souhaité une extension plus large des pouvoirs du comité d'entreprise peuvent être aussi déçus.

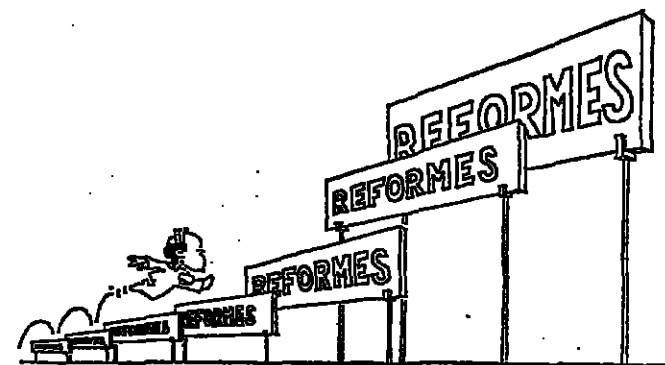
Le partage du mécontentement est-il lui-même un gage d'équilibre ? Dès le départ, cette réforme a été conçue dans une optique sociale. C'est d'ailleurs le ministre du travail qui, en présence de nombreux après-midi les modalités techniques. Il aurait été inouïable qu'elle aboutisse à mécontenter totalement les syndicats pour faire plaisir au patronat. En sens inverse, il n'était pas possible, surtout en période de reprise économique, alors que la crise n'est pas encore complètement surmontée, de décourager totalement les chefs d'entreprise. C'est cette dernière préoccupation qui se traduit d'une manière tout à fait nouvelle dans le projet

d'ensemble, finalement conçu par le gouvernement.

Le septennat de M. Giscard d'Estaing avait démarré sur une vigoureuse mise au pas des patrons : l'investissement était critiqué, le dialogue avec les chefs d'entreprise réduit, certains s'attendaient même à voir les objectifs financiers sacrifiés aux objectifs sociaux. La récession venant, le ton a changé, sans pour autant redevenir « comme avant ». La question a donc été posée du côté des chefs d'entreprise de savoir comment améliorer les rapports entre petites et moyennes entreprises et les dirigeants des grandes firmes. Il est apparu qu'un moment où l'on s'efforçait de promouvoir une « société libérale avancée », la libre entreprise était sérieusement menacée, tant il devenait difficile à la petite société de survivre entre l'entreprise administrative de l'Etat, les revendications croissantes des syndicats et les brimades constantes des mastodontes de la grande industrie et du commerce intégré.

Un équilibre

On retrouve cette quête d'un équilibre dans les modalités du projet de réforme. L'amélioration de la sécurité du travail, l'accroissement des possibilités d'expression des travailleurs dans les conditions de leur travail, et l'amélioration des conditions de travail (notamment à travers une extension des horaires souples), sont présentés par le président de la République comme les points qui intéressent le plus directement et le plus immédiatement les tra-



(Dessin de ORRÉZ.)

nouveaux statuts des dirigeants de sociétés allant au-delà des propositions du rapport Sudreau visent à ce « que les dirigeants d'entreprise soient amenés à avoir un intérêt personnel au succès de leur entreprise et, donc, qu'ils soient invités à épargner au sein de l'entreprise de façon à être associés financièrement au sort de celle-ci ».

S'agira-t-il d'un système de « stock options », à l'américaine, qui permettrait aux cadres supérieurs de devenir à terme proprié-

taires d'importantes parts d'actions de leur société ? On sait que cette formule a eu, aux Etats-Unis, des hauts et des bas, selon les cours de la bourse. Les jeunes patrons seront-ils pressés de mettre tous leurs œufs dans le même panier ? En tout cas, ceux qui n'ont rien à perdre pourraient avoir tout à y gagner. Et il est clair que c'est là une manière d'appel lancé pour défendre la poule aux œufs d'or.

JACQUELINE GRAPIN.

LE COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE DE LA C.I.I. REFUSE DE DONNER SON AVIS SUR LA FUSION AVEC HONEYWELL-BULL

Le comité central d'entreprise de la Compagnie internationale pour l'Informatique (C.I.I.) réuni mardi matin 13 avril, a refusé, devant huitier, de donner son avis sur la fusion C.I.I.-Honeywell Bull. Il a déposé en référé, devant le tribunal de Versailles, une demande tendant à ce que les informations fournies par la direction soient plus complètes (notamment les textes des accords entre la C.C.E. et Honeywell).

Le juge a déclaré recevable la requête et a nommé un expert, compte tenu de la complexité de la situation, pour apprécier, en fonction des textes, le bien-fondé des différentes parties. Les conclusions de l'expert sont attendues pour le 20 avril.

En attendant, toutes les décisions de reconstruction sont bloquées puisque l'avis du C.C.E. qu'il soit favorable ou défavorable, est indispensable pour le conseil d'administration et l'assemblée des actionnaires.

Le plan d'aide aux P.M.I.

M. GAUBAN : le gouvernement doit aller plus loin.

Le programme du gouvernement en faveur des petites et moyennes industries est insuffisant, a déclaré M. Daniel Gauban, président du Syndicat national de la P.M.I., au cours d'une conférence de presse, mardi 13 avril. Pour inciter les industriels à accroître leurs efforts en direction des deux secteurs et des autorités régionales afin de convaincre le gouvernement « d'aller plus loin », M. Gauban a entrepris un « tour de France » qui doit le conduire dans une vingtaine de villes.

Un des collaborateurs de M. Gauban, M. Jacques Tessières, évoquant le « désarroi profond » des industriels, « de plus en plus préoccupés de la philosophie de leur action », a souligné que nombre de ceux-ci « aspirent à une bouffée d'air frais qui leur viendrait d'un changement radical du personnel politique ». M. Gauban a ajouté : « Les industriels ont le sentiment d'avoir été trahis, floués. Les P.M.I. supportent l'essentiel du poids des réformes sociales de ce pays ».

L'île sauvée du siècle.

Dans l'unique Sardaigne, c'est une côte miraculeusement oubliée. Des plages qui s'abaissent derrière les collines, plus

de 50 kilomètres d'une Méditerranée impalpable, des kilomètres carrés de douceur et d'éternité. Quand la nature est aussi grande, l'homme doit être modeste.

Aussi, en 1962, le premier travail du consortium de la Costa Smeralda fut d'écrire un règlement d'urbanisme et de construction absolument draconien.

Mais le respect absolu de la nature n'empêche pas la Costa Smeralda d'offrir un ensemble de services exceptionnels aux vacanciers et aux propriétaires de villas.

La marina de Porto Cervo sera dès cet été, un des ports les mieux équipés de la Méditerranée avec un chantier naval et un gardiennage pour l'hiver.

Un terrain de golf d'un vert, irlandais dessiné par Robert Trent Jones se coule dans des vallées qui vont jusqu'à la mer.

Pour une fois, l'homme n'a rien détruit. Les collines resten-

ront vierges. Les plages resteront vierges. Les fleurs ne reculeront pas devant le béton.

Il reste encore des emplacements pour bâtir des maisons, aux formes douces. Venez les voir. Venez passer des vacances dans un hôtel qui ressemble à une villa, loin de la foule et de la folie du siècle.

Pour avoir plus de renseignements sur la Costa Smeralda écrivez et précisez les informations qui vous intéressent : vacances dans un hôtel, location ou achat d'une villa, achat d'un terrain ou d'un emplacement de bateau.

Bureau d'Information de la Costa Smeralda : 44 rue La Botz, 75008 Paris. Tél. 359.50.90. Téléc. 650.288.

COSTA SMERALDA

COMMERÇANTS, ENTREPRISES, COMPTABLES :

utilisez les tableaux TACIA pour le calcul des prix de vente selon marges bénéficiaires réelles % et selon taux de T.V.A.

En vente à la librairie Del Duca, 26, bd des Italiens, 75009 PARIS.
Sur place : 8 F l'exemplaire.
Par correspondance : 10 F en plus (le relié est à 15 F) et en prime le taux de TVA désiré : 7 %, 17,6 %, 20 %

HELLENIC REPUBLIC

MINISTRY OF AGRICULTURE
GENERAL DIVISION OF AGRICULTURAL RESEARCHES AND LAND RECLAMATION
DIVISION 2nd-LRS - SECTION II
Add. 46, Chalkokondyli - Inf. : J. Matrakidis - Tél. : 543-082
Athens 6th March 1976
Our Ref. 153636/1246/503

Subject: Advertisement of International Tender
Project : Construction of East Vermion Irrigation Project

The Ministry of Agriculture of Hellenic Republic in order to proceed, after prequalification among the interested Contractor Firms, to an International Tender for the construction works of East Vermion Irrigation Project Subarea Triptolomaei Verria of East Verria 800.000 dms. financed out partially by the International Bank for Reconstruction and Development, calls the interested local Contractor Firms of II class degree and the interested firms from country members of the International Bank for Reconstruction and Development and Switzerland as till 14th of May 1976 day Friday and hour 12.00 a.m. to submit to the offices of Land Reclamation Service Ministry of Agriculture, Chalkokondyli str. No 46 (102) Athens-Greece, a letter of intent for the execution of the project.

The letters of intent should be accompanied for the local firms by a responsible declaration that they dispose contractual degree of class and for the foreign firms by a report mentioning: a) The Experience of the Technical Firm; b) Similar works executed by it in the past, with the relative certificates; c) The capabilities with respect to disposed technical staff, equipment and plant and; d) its financial position.

The International Bidding will be realized in two phases.
Phase 1st: Express of interest and prequalification of the acceptable contractors to participate to the second phase of the Competitive Bidding.

Phase 2nd: Submission of the economical bids and other documents related to the Tender documents requirements, by the above mentioned acceptable contractors, on the date which will be announced to them with the prequalification results and invitations, award of contract to the successful bidder.

Summary description of the Project as also of the Tender procedure will be supplied through an Information Note approved by the decision of the Minister of Agriculture No 153.088/1945/421/25-2-76 to the interested Firms by the Land Reclamation Service of the Ministry of Agriculture, 46, Chalkokondyli str. Athens-Greece.

The Minister
IPP. IORDANOGLU

RÉPUBLIQUE GABONAISE

Ministère des Travaux Publics et de la construction

Appel à la concurrence relatif à la présélection des entreprises admissibles à participer à l'appel d'offres relatif qui sera lancé ultérieurement pour la construction des routes affluentes au chemin de fer transgabonais.

Le ministère des travaux publics et de la construction envisage de lancer un appel d'offres relatif pour la construction du premier lot des routes affluentes au chemin de fer transgabonais dans la région de Booue (Gébo).

Ce premier lot comprend : 128 kilomètres de routes, 144 mètres de ponts à double voie, 248 mètres de ponts à simple voie.

Le cahier des charges est prévu en matériaux sélectionnés. Une notice plus détaillée est à la disposition des entreprises intéressées. Directeur général des travaux publics, Service des études, B.P. 49 Libreville (Gabon). La date limite de remise des candidatures est fixée au 20 avril 1976.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ANTAR - PÉTROLES DE L'ATLANTIQUE

Le conseil d'administration, au cours de sa séance du 13 avril, a arrêté les comptes de l'exercice 1975.

Le chiffre d'affaires de la société, hors taxes et transactions compensées avec les contreparties sociales, s'est élevé à 510 millions de francs contre 510 millions de francs en 1974. Cette stabilité résulte de la conjonction des augmentations de prix intervenues en cours d'année avec la réduction de 7,5 % des tonnages vendus par rapport à ceux de 1974.

Cette diminution, légèrement inférieure à celle qui concernait l'ensemble du marché français, s'explique pour l'essentiel par la réduction qui a frappé l'ensemble de l'économie, par les mesures destinées à limiter la consommation d'énergie, ainsi que par la diminution des températures en début d'année.

La réduction de la consommation et l'incidence de l'inflation ont entraîné un accroissement très important des coûts unitaires de raffinage et de distribution, dont il n'a pas été tenu compte dans la détermination des prix de vente officiels. Ceux-ci n'ont été calculés qu'en fonction des variations des charges d'approvisionnement liées aux fluctuations du dollar et aux décisions des pays producteurs. Les prix de certains produits ont été ainsi abaissés à deux reprises au cours du second trimestre, quant aux ajustements en hausse, ils sont intervenus tardivement et à un niveau insuffisant, en septembre en raison de la remontée de la devise américaine et en décembre pour tenir compte de la hausse de 10 % décidée par l'OPEP au mois d'octobre.

Cette situation a fortement pesé sur les résultats de l'exercice.

Après dotation de 98 478 000 F aux comptes d'amortissement correspondant pour les amortissements industriels au montant de l'année dégressive minimum, la perte d'exploitation s'est élevée à 16 217 000 F. Comme l'année précédente, ce résultat ne traduit pas la réalité économique, car il inclut à hauteur de 135 millions de francs, l'effet sur nos stocks, à volume constant, des hausses de prix intervenues en cours d'année.

Le résultat économique a donc été en réalité une perte de 151 millions de francs à comparer avec celle de 456 millions de francs constatée en 1974.

Compte tenu des opérations figurant au compte de pertes et profits représentant un solde négatif de 1 040 000 F, la perte nette comptable de l'exercice s'est élevée à 17 324 000 F.

Le conseil a estimé qu'il ne convenait pas d'imputer cette perte sur la provision pour fluctuation des cours dont le montant actuel (275 millions de francs) est très inférieur, tant à celui du plafond possible (480 millions de francs) qu'à celui qui aurait été nécessaire pour reconstruire les stocks à leur valeur actuelle sans

adoucissement excessif de l'endettement à court terme.

Dans ces conditions, le conseil d'administration a décidé l'obligation, pour la deuxième année consécutive, de ne pas proposer à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 15 juin 1976 de distribuer de dividende au titre de l'exercice 1975.

Lors de cette même réunion, le conseil d'administration a examiné l'offre publique d'échange proposée aux actionnaires de la société par l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ESAP).

Compte tenu des difficultés qui ont pesé durant ces dernières années sur les activités de raffinage et de distribution, et du déséquilibre affectant encore les conditions d'exploitation, le conseil a estimé que l'opération envisagée présente un intérêt certain pour les actionnaires d'ANTAR, en leur reconnaissant droit à une rémunération satisfaisante de leur capital dès le 1^{er} janvier 1976, soit en leur offrant la possibilité, par la suite, d'entrer dans une société disposant d'un éventail d'activités très large et d'une action de taille internationale.

Après examen détaillé des modalités proposées, le conseil d'administration considère que celles-ci sont équitables; il recommande en conséquence aux actionnaires de la société de répondre favorablement à l'offre qui leur est présentée.

MOULINEX

Les ventes, hors taxes, du premier trimestre 1976, se sont élevées à 326,9 millions de francs contre 283,7 millions de francs pour le premier trimestre 1975, réalisant ainsi une augmentation de 15,6 %.

Les exportations comprises dans ces ventes, qui s'élevaient à 168,9 millions de francs, représentent 51,9 % des ventes totales.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 11 juin 1976, la distribution d'un dividende net de 13 F par action, contre 13 F pour l'exercice précédent; compte tenu de l'avertissement, le dividende global sera de 15,50 F.

Les résultats des filiales présentent comme suit: — Société française de matériel de chemin de fer: bénéfice net 3 451 000 F contre une perte de 1 225 000 F en 1974. Dividende proposé: 8,50 F net, soit 10 F global; il n'avait pas été distribué de dividende pour l'exercice précédent. — Constructions et installa-

SÉLECTION MONDIALE SICAV

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui s'est tenue le vendredi 9 avril 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 se soldant par un bénéfice distribuable de 1 335 441 F contre 1 215 463 F l'année précédente.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 2,50 F par action auquel s'ajoute 0,25 F d'impôt déjà payé au Trésor pour former un dividende global de 2,75 F contre 2,50 F pour l'exercice précédent.

Ce dividende donnera lieu au détachement de deux coupons:

- Le coupon n° 9 de 1,50 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,15 F, correspondant aux revenus des obligations françaises non indexées;
- Le coupon n° 10, de 0,95 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,20 F, correspondant aux autres revenus.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 15 avril 1976 pour toutes les actions existant à cette date.

Les actionnaires auront la faculté de réinvestir sans frais ce dividende jusqu'au 31 juillet 1976.

L'assemblée a ratifié la nomination comme administrateur de M. Paul Rivault en remplacement de M. Jean-Pierre Boutevin, démissionnaire.

Worms Investissement

Au 31 mars 1976, l'actif net s'élevait à 131 180 224 F. Il se répartissait ainsi (en %): actions françaises (34,41); actions étrangères (29,41); obligations françaises (28,21); obligations étrangères (1,12); liquidités (7,05).

La valeur liquidative des 587 974 actions de 100 F composant le capital de Worms s'élevait à 58 797 400 F, soit 100 F par action, à la même date, à 22,11 F.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 11 juin 1976, la distribution d'un dividende net de 13 F par action, contre 13 F pour l'exercice précédent; compte tenu de l'avertissement, le dividende global sera de 15,50 F.

Les résultats des filiales présentent comme suit: — Société française de matériel de chemin de fer: bénéfice net 3 451 000 F contre une perte de 1 225 000 F en 1974. Dividende proposé: 8,50 F net, soit 10 F global; il n'avait pas été distribué de dividende pour l'exercice précédent. — Constructions et installa-

SEB

Réuni le 3 avril sous la présidence de M. Frédéric Lemaire, le conseil de surveillance de SEB S.A. a arrêté les comptes de l'exercice 1975.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 1 112 113 000 F, en progression de 21,5 % sur celui de l'année précédente (912 254 000 F).

Le bénéfice net consolidé s'est élevé à 44 137 000 F contre 37 176 000 F l'exercice précédent après constitution d'une provision pour participation de 12 945 000 F (contre 15 238 000 F).

La comparaison suivante peut être effectuée avec l'exercice précédent:

	1975	1974
Bénéfice net consolidé	44 137 000	37 176 000
Moins provision pour investissements à réinvestir	10 123 000	5 323 000
Dotation de l'exercice	11 409 000	10 952 000
à la provision pour investissements	4 561 000	18 672 000
à la provision pour hausse de prix	6 029 000	94 892 000
à la provision pour hausse de prix	11 409 000	10 952 000
à la provision pour hausse de prix	4 561 000	18 672 000
à la provision pour hausse de prix	6 029 000	94 892 000
à la provision pour hausse de prix	11 409 000	10 952 000
à la provision pour hausse de prix	4 561 000	18 672 000
à la provision pour hausse de prix	6 029 000	94 892 000

Tous les éléments consolidés sont établis à partir des mêmes sociétés qu'il y a deux ans. Les sociétés qui ont été rachetées ou rachetées par SEB S.A. sont indiquées à la fin de l'exercice.

Le chiffre d'affaires de 11 millions de francs et un bénéfice net de 1,5 million de francs et qui sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 18 juin 1976 à Dijon, de distribuer un dividende net de 2 F par action (contre 1,5 F en 1975) accompagnés d'un dividende global de 3 F (contre 2,5 F en 1975) constituant ainsi un dividende global de 3 F (contre 2,5 F en 1975).

SÉLECTION CROISSANCE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 25 mars 1976 sous la présidence de M. A. Dupont-Fauriol, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 qui se soldent par un résultat comptable net de 12 505 000 F contre un résultat négatif en 1974 de 12 500 644,13 F.

Conformément à la législation des SICAV, le solde des produits courants, soit 1 647 700 F, doit être distribué, le solde des autres produits, soit 10 857 300 F, étant affecté à reconstruire la prime d'émission.

L'assemblée a fixé le dividende net à 12,50 F (contre 12,50 F en 1974) assorti d'un crédit d'impôt de 3,24 F de telle sorte que le revenu global par action atteigne 15,74 F.

Ce dividende sera payable contre remise des coupons:

- N° 11, représentant les revenus d'obligations françaises non indexées, payables à raison de 7,70 F net, assorti d'un crédit d'impôt de 1 F;
- N° 12, représentant les autres revenus, assorti d'un crédit d'impôt de 2,24 F.

Les actionnaires ont la possibilité de réinvestir le dividende en actions nouvelles, sans aucun droit d'entrée.

FONCIER INVESTISSEMENT

L'assemblée générale du 8 avril 1976 a décidé la distribution d'un dividende net de 12,77 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,76 F portant le revenu global par action à 14,53 F, contre 13,53 F en 1975, soit un accroissement de 7,3 %.

Au 31 mars 1976, le carnet de commandes s'élevait à 208,5 millions de francs.

SICOMUCIP

Le conseil d'administration a arrêté définitivement les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 1 112 113 000 F, en progression de 21,5 % sur celui de l'année précédente (912 254 000 F).

Le bénéfice net consolidé s'est élevé à 44 137 000 F contre 37 176 000 F l'exercice précédent après constitution d'une provision pour participation de 12 945 000 F (contre 15 238 000 F).

La comparaison suivante peut être effectuée avec l'exercice précédent:

Tous les éléments consolidés sont établis à partir des mêmes sociétés qu'il y a deux ans. Les sociétés qui ont été rachetées ou rachetées par SEB S.A. sont indiquées à la fin de l'exercice.

Le chiffre d'affaires de 11 millions de francs et un bénéfice net de 1,5 million de francs et qui sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 18 juin 1976 à Dijon, de distribuer un dividende net de 2 F par action (contre 1,5 F en 1975) accompagnés d'un dividende global de 3 F (contre 2,5 F en 1975) constituant ainsi un dividende global de 3 F (contre 2,5 F en 1975).

RÉSULTATS AU 31 MARS 1976

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe s'est élevé à 1 112 113 000 F, en progression de 21,5 % sur celui de l'année précédente (912 254 000 F).

Le bénéfice net consolidé s'est élevé à 44 137 000 F contre 37 176 000 F l'exercice précédent après constitution d'une provision pour participation de 12 945 000 F (contre 15 238 000 F).

La comparaison suivante peut être effectuée avec l'exercice précédent:

Tous les éléments consolidés sont établis à partir des mêmes sociétés qu'il y a deux ans. Les sociétés qui ont été rachetées ou rachetées par SEB S.A. sont indiquées à la fin de l'exercice.

UNION GÉNÉRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

UGIMO

Le conseil d'administration s'est réuni le 8 avril 1976 afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1975.

L'exploitation du patrimoine s'est poursuivie favorablement et les taux d'occupation des appartements ont demeuré proches de 100 %.

Le montant des recettes locatives s'est élevé à 24 000 000 F, contre 20 253 251 F, cette dernière somme comprenant les indemnités reçues de l'Etat au titre du blocage des loyers pendant le premier semestre de 1974.

Après affectation de 2 265 710 F aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice net s'élève à la somme de 21 217 000 F pour l'exercice précédent.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 3 juin prochain, la distribution d'un dividende de 9 F par action (dont 2,50 F en espèces et 6,50 F en actions) et un dividende global de 11,50 F (contre 10 F en 1975).

Les actionnaires d'UGIMO seront également convoqués en assemblée générale extraordinaire à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, en vue de modifier l'article 2 des statuts, comme suite aux dispositions prises par les pouvoirs publics afin de permettre aux sociétés immobilières d'investissement de diversifier leurs moyens de financement.

SILIC

Les loyers des trois premiers trimestres de l'exercice en cours (1^{er} juillet 1975 au 31 mars 1976) et ceux des 12 mois précédents, non compris les émissions complémentaires des obligations, s'élèvent à 33 345 000 F contre 33 millions 372 000 F pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Compte tenu de la neutralisation presque totale de l'indemnité au cours de cet exercice, qui a permis de récupérer les effets de la progression déordonnée des indices au cours de l'exercice précédent, l'augmentation des recettes est due pour l'essentiel aux loyers nouveaux, qui témoignent du maintien d'un taux d'occupation très satisfaisant.

Le report d'une indemnisation normale à partir des loyers actuels devrait faire ressortir un bénéfice net au cours du prochain exercice.

Compte tenu de l'augmentation des charges financières résultant des emprunts affectés au financement des nouveaux immeubles, le résultat de l'exercice devrait rester positif de celui de l'exercice précédent, on peut donc augurer une légère augmentation du dividende.

Pour louer une voiture au Luxembourg, réservez chez

europacar

645.21.25



Imperial Chemical Industries Limited

Exercice 1975

Investissements
1 Million de Livres par jour

ICI, l'un des premiers groupes chimiques mondiaux, vient de publier (en français) son rapport dont sont extraits les chiffres ci-dessous:

Chiffre d'affaires total du Groupe	£ 3 099 m
dont à l'étranger (y compris les exportations)	£ 1 788 m
Dividendes versés	£ 59 m

Malgré une conjoncture difficile, les résultats obtenus en 1975 prouvent le dynamisme et la capacité d'adaptation du Groupe dont le bénéfice d'exploitation, bien que de £ 353 millions, marque une diminution de 23 %. Le Groupe a su traverser relativement bien la crise mondiale de l'industrie chimique et a poursuivi son vaste programme d'investissement à raison de plus de £ 1 million par jour.

Les investissements réalisés qui ont correspondu au montant le plus élevé jamais atteint garantissent pour l'avenir le plein développement du Groupe.

Pour obtenir une copie du rapport annuel, il suffit de retourner le coupon-réponse en bas de la page.

LMO

M _____

Adresse _____

Langue choisie: ☐ Français ☐ Anglais ☐ Allemand

Coupon-réponse à adresser au Service des Relations Publiques:
ICI FRANCE S.A., 8, AVENUE REAUMUR - 92140 CLAMART

Les obligations étant déjà souscrites, cet avis est publié à titre d'information seulement.

U.S. \$ 75.000.000

MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

EMPRUNT 5 1/4 %, 1976-1985

Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit Commercial de France, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Commerciale Italiana, Credit Suisse White Weld Limited, Deutsche Bank Aktiengesellschaft, Kreditbank S.A. Luxembourg, S.G. Warburg & Co. Ltd.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Nationale de Paris, Lazard Frères & Co.

سوق المال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
13 AVRIL

Nettement plus résistant

Après la forte baisse de la veille, le marché s'est montré nettement plus résistant ce mardi. Le nombre des titres en hausse l'a, semble-t-il, emporté sur celui des baisses, les écarts enregistrés dans un sens ou dans l'autre étant très modérés.

tions, l'autre dans des industries
 de la fabrication de machines, de
 l'électricité, de la chimie, de l'avi-
 ation. Klüber, Agfa, Carrelo, I-
 D.B.A., Poclain et Rhône-Poulenc
 ne sont pour ainsi dire pas
 écartés de leurs cours précédents.
 En revanche, Radiotechnique,
 Générale Occidentale, U.T.A. (en
 baisse de 10 p. 100), la Compagnie
 Maritime des Chargeurs ont été
 très fermes.
 Baisse de P.L.M., Générale
 des Transports, Sagem, L.M.F.
 et Royal-Union.
 Il semble que les opérateurs,
 jugeant la chute de la veille un
 peu trop sévère, compte tenu
 d'une reprise économique qui ne
 s'est décelée la nuit dernière et
 profiter du bas niveau des cours
 de certains titres pour acheter de
 nouveau.

En outre, rompant avec leur attitude de lundi, certains organismes de placements collectifs sont discrètement intervenus pour soutenir le marché.

L'on a remarqué, d'autre part, des ventes d'origine étrangère, notamment suisses et allemandes.

A noter : le personnel de la Bourse sera vraisemblablement appelé par les syndicats à se prononcer sur les dernières propositions patronales en matière de salaires, au cours d'un vote dont la date sera fixée ce mardi soir.

Aux valeurs étrangères, les américaines et les allemandes ont été irrégulières, les nôtres d'or étant tout juste résistantes. Sur le marché de l'or, le lingot a encore perdu 10 F à 19 470 F tandis que le napoléon s'est raffermi à 228 F, en hausse de 1,180 F. Le volume de transactions s'est établi à 6,67 millions de F contre 7,40 millions de F.

Taux du marché monétaire
Effets privés..... 7 5/8 %

LONDRES

Dans l'attente de la publication des résultats du commerce extérieur au mars, le marché se cantonne dans une prudente expectative. Les affaires sont calmes et les industrielles ne varient guère. Arrivements des pétroles. Nouvelle baisse des mines d'or. Vraies reprises des fonds d'Etat en liaison avec le raffermissement de la livre.

OR (ouverture) (dollars) : 127 90 contre 128.10

VALEURS	CLOTURE	COURS
	13/4	14/4
War Loan 3 1/2 % ..	26 5/8	26 5/8
Standard	356	356 1/2
British Petroleum	632	639 1/2
Shell	414	413 1/2
Wickers	182	184
Imperial Chemical	480	480
Cairns	149	151
De Beers	268	266 1/2
Western Holdings	219 3/4	219 1/2
Rio Tinto Zinc Corp	219	221
West African	22	21 7/8
(*) En Bourse.		

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ANTAR. — L'exercice 1975 se solde par une perte de 151 millions de francs contre une perte également de 458 millions l'année précédente. Cette perte inclut, à hauteur de 135 millions, l'effet sur les stocks à volume constant. Le déficit net comptable ressort à 17,32 millions. Aucun dividende ne sera encore versé cette année.

LEGRAND. — Bénéfices nets du groupe pour 1975 : 26,6 millions de francs (provision pour investissements au titre de l'intéressement exclue) contre 27,2 millions. Division globale de 30 F (+ 1,11 %). Attribution d'une action gratuite pour dix.

CHANTIERS DE FRANCE-DUNKERQUE. — Bénéfice net pour 1975 : 70,03 millions de francs contre 62,1 millions. Reprise de la distribution du dividende sur la base de 8 F net par action (12 F global).

BOUX - COMBALUZIEUX - SCHIND.

ROUX - COMBALUZIERE - SCHINDLER. — Pour la première fois depuis cinq ans, l'exercice 1975 s'est soldé par un bénéfice (2,53 millions de francs).

SOFFLO. — Le bénéfice d'exploitation pour 1975 est en baisse de 3,5 %. Mais du fait de mouvements

de provision le bénéfice net est en augmentation : 3,03 millions de francs contre 2,51 millions. Dividende global inchangé de 9 F.

NEW-YORK

La reprise s'accélère

Le mouvement de reprise, qui avait amorcé au cours de la précédente séance, s'est notablement accentué mardi à Wall Street, l'indice Dow Jones s'établissant en clôture à 984,26 (+ 12,99 points). L'activité, cependant, est restée faible : 15,99 millions de titres ont été échangés, contre 16,2 millions la veille. Ce redressement est dû en partie à des

techniques — au cours des trois premiers jours de la semaine écoulée — le « Dow » avait baissé de 33 points — et pour l'autre partie à la publication des premiers résultats des entreprises pour le premier trimestre. Ces résultats sont, dans

Sur 1 843 valeurs traitées, 829 ont monté, 578 ont fléchi et 435 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transport
101.94 (+ 1.06); services public
111 (-1.35)

VALEURS	COURS	COURS
---------	-------	-------

VALUES	12/4	13/4
.....	47 ..	48 ..
.....	55 5/8	55 7/8
.....	25 3/4	27 ..
.....	29 ..	28 7/8
Post de Monnaie.....	143 3/4	148 ..

General Electric	114 6 8	117
General Motors	89 7 8	91 5
General Electric	52 3 8	59 7
General Electric	52 7 8	52 7
General Motors	27 7 8	28 3
General Motors	68 1 8	69 5
General Motors	21 1 4	21 1
General Motors	262	268

T.	27 ...	27 ...
Moncett 34 1 2	34 1 2	34 7 ...
Oil Oil	54 3 8	56 1 ...
Oil	28 1 8	27 3 ...
Konberger	74 5 8	75 1 ...
Alco	25 3 8	26 1 ...
A.I. Inc.	22 ...	21 3 4
Cor Carbide	88 1 4	70 1 ...
Steel	78 3 4	78 3 4

Steel	78 3/4	78 3/4
Stringhouse	15 3 8	15 5 1
Box	51 5 8	52 3 4

COURS DU DOLLAR A. TOKYO

	13 1/2	14 1/2
--	--------	--------

	13/4	14/4
dollar (en francs) ...	298 525	298 1
INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE Base 100 : 31 déc 1975.)		
	12 avril	13 avr
valeurs françaises ..	100,5	100,7
valeurs étrangères ..	106,9	107,3

C* DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	75,6	75,2

.....

VALEURS		Cours	Dernier	VALEURS		Cours	Dernier	VALEURS		Cours	Dernier	VALEURS		Cours	Dernier
---------	--	-------	---------	---------	--	-------	---------	---------	--	-------	---------	---------	--	-------	---------

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours							
545	4.50 N° 1873	542	547	545	546 50	430	Cho. City	552	441	442	440	198	Onix-City	85	175	176	175 50	500	L.R.L.	553	550	551	550	245	San. Electric	248	249	247	248	247 50
546	C.N.E. 3	1389	1371	1385	1377	431	Eug. Maréca	441	442	440	439	199	Offi-Pariss.	86	176	177	176 50	748	Offi. Elect.	554	553	552	551	325	San. Motors.	249	248	247	248	247 50
485-30	Agricole	358 50	359	360	359	432	E. Lefebvre	225	226	225	224 50	200	Paris-Franco	110	109	110	109 50	123	(nobl.)	555	554	553	552	14	Goleffins	13 50	13 50	14	14	13 70
74	Air Liquide	384	385	387	389	201	E. S.A.I.	182	183	182	181 50	202	Paris-Franco	111	110	111	110 50	124	(nobl.)	556	555	554	553	15	Goleffins	14 00	14 00	14	14	13 70
74	Air Part. Ind	70	70	70	70 50	202	Europe N° 1	364	365	364	363 50	203	Paris-Franco	112	111	112	111 50	125	(nobl.)	557	556	555	554	16	Goleffins	14 10	14 10	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	203						204	Paris-Franco	113	112	113	112 50	126	(nobl.)	558	557	556	555	17	Goleffins	14 20	14 20	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	204						205	Paris-Franco	114	113	114	113 50	127	(nobl.)	559	558	557	556	18	Goleffins	14 30	14 30	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	205						206	Paris-Franco	115	114	115	114 50	128	(nobl.)	560	559	558	557	19	Goleffins	14 40	14 40	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	206						207	Paris-Franco	116	115	116	115 50	129	(nobl.)	561	560	559	558	20	Goleffins	14 50	14 50	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	207						208	Paris-Franco	117	116	117	116 50	130	(nobl.)	562	561	560	559	21	Goleffins	15 00	15 00	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	208						209	Paris-Franco	118	117	118	117 50	131	(nobl.)	563	562	561	560	22	Goleffins	15 10	15 10	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	209						210	Paris-Franco	119	118	119	118 50	132	(nobl.)	564	563	562	561	23	Goleffins	15 20	15 20	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	210						211	Paris-Franco	120	119	120	119 50	133	(nobl.)	565	564	563	562	24	Goleffins	15 30	15 30	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	211						212	Paris-Franco	121	120	121	120 50	134	(nobl.)	566	565	564	563	25	Goleffins	15 40	15 40	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	212						213	Paris-Franco	122	121	122	121 50	135	(nobl.)	567	566	565	564	26	Goleffins	15 50	15 50	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	213						214	Paris-Franco	123	122	123	122 50	136	(nobl.)	568	567	566	565	27	Goleffins	16 00	16 00	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	214						215	Paris-Franco	124	123	124	123 50	137	(nobl.)	569	568	567	566	28	Goleffins	16 10	16 10	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	215						216	Paris-Franco	125	124	125	124 50	138	(nobl.)	570	569	568	567	29	Goleffins	16 20	16 20	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	216						217	Paris-Franco	126	125	126	125 50	139	(nobl.)	571	570	569	568	30	Goleffins	16 30	16 30	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	217						218	Paris-Franco	127	126	127	126 50	140	(nobl.)	572	571	570	569	31	Goleffins	16 40	16 40	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	218						219	Paris-Franco	128	127	128	127 50	141	(nobl.)	573	572	571	570	32	Goleffins	16 50	16 50	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	219						220	Paris-Franco	129	128	129	128 50	142	(nobl.)	574	573	572	571	33	Goleffins	17 00	17 00	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	220						221	Paris-Franco	130	129	130	129 50	143	(nobl.)	575	574	573	572	34	Goleffins	17 10	17 10	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	221						222	Paris-Franco	131	130	131	130 50	144	(nobl.)	576	575	574	573	35	Goleffins	17 20	17 20	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	222						223	Paris-Franco	132	131	132	131 50	145	(nobl.)	577	576	575	574	36	Goleffins	17 30	17 30	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	223						224	Paris-Franco	133	132	133	132 50	146	(nobl.)	578	577	576	575	37	Goleffins	17 40	17 40	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	224						225	Paris-Franco	134	133	134	133 50	147	(nobl.)	579	578	577	576	38	Goleffins	17 50	17 50	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	225						226	Paris-Franco	135	134	135	134 50	148	(nobl.)	580	579	578	577	39	Goleffins	18 00	18 00	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	226						227	Paris-Franco	136	135	136	135 50	149	(nobl.)	581	580	579	578	40	Goleffins	18 10	18 10	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	227						228	Paris-Franco	137	136	137	136 50	150	(nobl.)	582	581	580	579	41	Goleffins	18 20	18 20	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	228						229	Paris-Franco	138	137	138	137 50	151	(nobl.)	583	582	581	580	42	Goleffins	18 30	18 30	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	229						230	Paris-Franco	139	138	139	138 50	152	(nobl.)	584	583	582	581	43	Goleffins	18 40	18 40	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	230						231	Paris-Franco	140	139	140	139 50	153	(nobl.)	585	584	583	582	44	Goleffins	18 50	18 50	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	231						232	Paris-Franco	141	140	141	140 50	154	(nobl.)	586	585	584	583	45	Goleffins	19 00	19 00	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	232						233	Paris-Franco	142	141	142	141 50	155	(nobl.)	587	586	585	584	46	Goleffins	19 10	19 10	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	233						234	Paris-Franco	143	142	143	142 50	156	(nobl.)	588	587	586	585	47	Goleffins	19 20	19 20	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	234						235	Paris-Franco	144	143	144	143 50	157	(nobl.)	589	588	587	586	48	Goleffins	19 30	19 30	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	235						236	Paris-Franco	145	144	145	144 50	158	(nobl.)	590	589	588	587	49	Goleffins	19 40	19 40	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	236						237	Paris-Franco	146	145	146	145 50	159	(nobl.)	591	590	589	588	50	Goleffins	19 50	19 50	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	237						238	Paris-Franco	147	146	147	146 50	160	(nobl.)	592	591	590	589	51	Goleffins	20 00	20 00	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	238						239	Paris-Franco	148	147	148	147 50	161	(nobl.)	593	592	591	590	52	Goleffins	20 10	20 10	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	239						240	Paris-Franco	149	148	149	148 50	162	(nobl.)	594	593	592	591	53	Goleffins	20 20	20 20	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	240						241	Paris-Franco	150	149	150	149 50	163	(nobl.)	595	594	593	592	54	Goleffins	20 30	20 30	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	241						242	Paris-Franco	151	150	151	150 50	164	(nobl.)	596	595	594	593	55	Goleffins	20 40	20 40	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	242						243	Paris-Franco	152	151	152	151 50	165	(nobl.)	597	596	595	594	56	Goleffins	20 50	20 50	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	243						244	Paris-Franco	153	152	153	152 50	166	(nobl.)	598	597	596	595	57	Goleffins	21 00	21 00	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	244						245	Paris-Franco	154	153	154	153 50	167	(nobl.)	599	598	597	596	58	Goleffins	21 10	21 10	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	245						246	Paris-Franco	155	154	155	154 50	168	(nobl.)	600	599	598	597	59	Goleffins	21 20	21 20	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	246						247	Paris-Franco	156	155	156	155 50	169	(nobl.)	601	600	599	598	60	Goleffins	21 30	21 30	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	247						248	Paris-Franco	157	156	157	156 50	170	(nobl.)	602	601	600	599	61	Goleffins	21 40	21 40	14	14	13 70
74	Alstom	74	74	74	74 50	248						249	Paris-Franco	158	157	158	157 50	171	(nobl.)	603	602	601	600							

COTE DES CHANGES

MARCH OFFICIALS	COURS FR.	COURS L.
Etats-Unis (5 cent.)	4 892	4 701
Canada (5 cent.)	4 779	4 780
Allemagne (100 DM.)	184 586	185 190
Belgique (100 F.)	12 023	12 080
Danemark (100 kr.)	77 470	77 570
Espagne (100 pes.)	8 572	8 570
France (100 francs 5 l.)	0 535	0 535
Italie (1 000 lire)	5 210	5 250
Norvège (100 kr.)	85 500	85 000
Portugal (100 esc.)	174 650	176 175
Pays-Bas (100 fl.)	15 870	15 870
Suède (100 kr.)	106 430	106 770
Suisse (100 fr.)	185 100	185 670

COURS DES BILLETTS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours des grés à gros carrés banques		MONNAIES ET DEVISES	COURS vén.	COURS 12 4
470		Or fin pièce au marc...	19475	19470
473		Or fin pièce au marc...	19480	19470
19476		Or fin pièce au marc...	19480	19470
11 50		Pièce française (20 fr.)	226 20	222 50
77		Pièce française (10 fr.)	173	172
0 80		Pièce suisse (20 fr.)	180 60	180 40
0 80		Union soviétique (20 r.)	180 10	191 80
4 30		Souverain	238 50	265 50
95		Pièce de 20 dollars	954 30	955
13 75		Pièce de 10 dollars	475	475
13 75		Pièce de 5 dollars	235	235
105 50		Pièce de 50 pesetas	783	767 50
195 25		Pièce de 10 florins	205 50	205 50

L'Algérie livre son gaz à la France à des conditions de prix « injustes »

 **piano
center**

*500 pianos
et orgues,
Furnachine.
Plus de 20 marques
sélectionnées.
Crédit de 2 à 5 ans
exclusivité
PIANO.BAIL*

PIANOS : Paris-Ouest 71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne
PIANOS ORGUES : Paris-Est 122, 124, rue de Paris 931